SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL REGIONAL

DE LA NOUVELLE-AQUITAINE DES 17 ET 18 DECEMBRE 2020

PROCÈS-VERBAL

In extenso

ADOPTE EN SEANCE PLENIERE DU 29 MARS 2021

Etat de présence

Étaient présents :

Madame Andréa BROUILLE (PS), Monsieur UTHURRY Bernard (PS), Madame LANZI Nathalie (PS), Monsieur NAUCHE Philippe (PS), Madame COUTANT Françoise (EC-EELV), Monsieur NEMBRINI Jean-Louis (PS), Madame WASZAK Reine-Marie (PS), Monsieur BLANCHARD Gérard (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance le 18/12/2020 à Monsieur NEMBRINI Jean-Louis, PS), Madame DERVILLE Sandrine (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur CHERET Pierre, PS), Monsieur RAYNAUD Jean-Pierre (PS), Madame BOUDINEAU Isabelle (PS), Monsieur LAGRAVE Renaud (PS), Madame VEYSSY Catherine (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur UTHURRY Bernard, PS), Monsieur THIERRY Nicolas (EC-EELV – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur PERREAU Thierry, EC-EELV), Madame BARAT Geneviève (PS).

Madame ABELIN Véronique (UDI Ap), Monsieur AGUERRE Barthélémy (MODEM-Union Centriste), Madame ALCORTA Martine (PEPS), Madame ALMOSTER-RODRIGUES Anne-Marie (PS), Madame AMMOUCHE Soraya (PRG NA), Monsieur ARGENTON Xavier (UDI Ap), Monsieur ASTIER Dominique (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance du 18/12/2020 à Monsieur HAZOUARD Mathieu, PS), Monsieur AUDI Antoine (LR-CPNT), Madame AVERLAN Joëlle (PS - ayant donné pourvoir en cours de séance les 17/12/2020 et le 18/12/2020 à Madame LANZI Nathalie, PS), Monsieur BAUDE Vital (EC-EELV), Madame BAYLE Josie (MODEM-Union Centriste), Madame BEDU Anne-Laure (PS –ayant donné pouvoir en cours de séance le 18/12/2020 à Monsieur FROUSTEY Pierre, PS), Monsieur BEGUIER Vincent (PS- absent le 17/12/2020 matin - présent en cours de séance l'après- midi du 17/12/2020- projets de délibérations n°10 à 17 et n°34 – présent le 18/12/2020), Monsieur BELOT Nicolas (LR-CPNT), Monsieur BERGÉ Mathieu (PEPS – ayant donné pouvoir an cours de séance le 18/12/2020 à Monsieur MINVIELLE Michel, PEPS), Monsieur BERROYER Jean-Paul (D.I.N.A.), Madame BEYRIS Maryline (PS), Madame BEZIAT Françoise (LR-CPNT – absente le 18/12/2020), Monsieur BITEAU Benoît (PRG NA), Monsieur BLANCHÉ Hervé (LR-CPNT), Monsieur BLANCO Jean-François (EC-EELV), Madame BONJEAN Elisabeth (PS), Monsieur BONNEFONT Xavier (LR-CPNT), Madame BOULTAM Yasmina (PS), Madame BOURDIN Katia (EC-EELV), Monsieur BOUSQUET-CASSAGNE Etienne (RN – absent l'après-midi 17/12/2020 et le 18/12/2020), Madame BRUN Yveline (RN), Madame CASSIN Armelle (LR-CPNT), Monsieur CATHUS Christophe (PS), Monsieur CAVITTE Pascal (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance les 17 et 18/12/2020 à Madame TORTOSA Huguette, PS), Madame CHADJAA Sally (UDI Ap), Madame CHADOURNE Sandrine (RN – absente le 17/12/2020 après-midi), Madame CHARAÏ Naïma (PEPS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur BERGÉ Mathieu, PEPS), Monsieur CHARBONNEAU Jean-Romée (RN), Monsieur CHARTIER Olivier (LR-CPNT), Madame CHASSAGNE Christelle (MODEM-Union Centriste – absente le 18/12/2020), Madame CHAUMERON Lucie (RN), Monsieur CHÉRET Pierre (PS), Madame CLAVEAU Charline (PS), Monsieur COINAUD Pierre (LR-CPNT), Monsieur COLOMBIER Jacques (RN), Madame COMBRES Maryse (EC-EELV), Monsieur CORREIA Eric (PS), Monsieur CORSAN Jean-Jacques (PS), Madame COSTES Marie (LR-CPNT), Monsieur D'AMÉCOURT Yves (LMR), Monsieur DARBON Alain (PS –ayant donné pouvoir en cours de séance les 17 et 18/12/2020 à Monsieur VINCENT François, PS), Monsieur DAURÉ Jean-François (PS), Madame DE AZEVEDO Aurélie (D.I.N.A.), Monsieur DEGUILHEM Pascal (PS), Madame DELCOUDERC-JUILLARD Nathalie (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance le 18/12/2020 à Madame BROUILLE Andréa, PS), Monsieur DELPEYRAT-VINCENT Stéphane (PEPS), Monsieur DE LACOSTE-LAREYMONDIE Jean-Marc (RN), Monsieur DESHAYES Maurice-Claude (PS), Madame DIAZ Edwige (RN – ayant donné pourvoir en cours de séance les 17 et 18/12/2020 à Monsieur COLOMBIER, RN), Monsieur DINUCCI José (RN – absent le 17/12/2020 après-midi et le 18/12/2020), Monsieur DIONIS DU SÉJOUR Jean (MODEM-Union Centriste), Monsieur DORTHE Philippe (PS), Monsieur DRAPRON Bruno (UDI Ap), Monsieur DUBOIS Robert (RN), Monsieur DUFORESTEL Pascal (PS), Monsieur DURAND Pierre (LR-CPNT), Madame DURRUTY Sylvie (LR-CPNT), Madame DUTARET-

BORDAGARAY Claire (LR-CPNT), Madame DUTOYA Emilie (PS), Monsieur EMON Jacky (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance le 18/12/2020 à Monsieur CHERET Pierre, PS), Madame ESPAGNAC Frédérique (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur SAINTE-MARIE Andde, PS), Madame ESTRADE Hélène (LR-CPNT), Monsieur FEKL Matthias (PS), Monsieur FELTESSE Vincent (PS), Madame FERREIRA Otilia (MODEM-Union Centriste), Monsieur FLORIAN Nicolas (LR-CPNT), Madame FONTALIRAN Nathalie (LR-CPNT), Madame FRANCQ Natalie (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Madame DUTOYA Emilie, PS), Monsieur FREL Lionel (EC-EELV – absent le 18/12/2020), , Monsieur FROUSTEY Pierre (PS), Monsieur GAMACHE Nicolas (EC-EELV), Madame GENDREAU Béatrice (PS), Madame GÉRARD Anne (PS), Monsieur GERARD Vincent (D.I.N.A), Monsieur GUERIN Guillaume (LR-CPNT), Monsieur GUILLEMOTEAU Patrick (PS), Madame HARRIBEY Laurence (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur HAZOUARD Mathieu, PS), Monsieur HAZOUARD Mathieu (PS), Madame HÉNAUT Christelle (D.I.N.A), Madame HÉRAUD Lydia (PS), Monsieur HOUDET Christian (RN), Monsieur HUSTAIX Gilles (RN), Monsieur IRATCHET Jean-Michel (RN), Monsieur JACQUILLARD William (PEPS), Madame JEANSON Françoise (PS –ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Madame HÉRAUD Lydia, PS), Madame JOUBERT Florence (RN), Madame JUTEL Elisabeth (PEPS), Madame KASRI Shamira (PS), Madame LAFFORE Sandrine (PS), Madame LAINEZ Marie-Claude (MODEM-Union Centriste), Monsieur LAMARA Laurent (RN – absent le 17/12/2020 après-midi), Madame LAMARQUE Gisèle (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur HAZOUARD, PS), Monsieur LAOUANI Tarik (PS), Madame LAPORTE Hélène (RN- absent le 17/12/2020 après-midi), Madame LAPOUGE Christelle (Non Inscrite), Madame LATOURNERIE Marie-Angélique (LMR), Monsieur LAURENT Patrice (PS), Madame LE GUEN Nathalie (D.I.N.A.), Madame LEICIAGUEÇAHAR Alice (EC-EELV), Madame LENFANT Julie (PS), Madame LE YONDRE Nathalie (PS), Monsieur Bernard LUMMEAUX (LR-CPNT), Monsieur MALHERBE Gonzague (RN), Madame MARCHAND Régine (PRG NA), Madame MARENDAT Véronique (MODEM-Union Centriste), Madame MARTY Christine (D.I.N.A.), Madame MESNARD Françoise (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 18/12/2020 à Monsieur DESHAYES Maurice-Claude, PS), Madame Sophie METTE (MODEM-Union Centriste - absente le 18/12/2020), Monsieur MINVIELLE Michel (PEPS), Madame MOGA Martine (MODEM-Union Centriste), Monsieur MOLIÉRAC Guillaume (PS), Monsieur MOREAU Guy (PS), Madame MOTOMAN Laurence (EC-EELV – ayant donné pourvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Madame SEGUINAU Christine, EC-EELV), Monsieur MUÑOZ Jonathan (PS), Madame NADAU Marie-Françoise (LR-CPNT), Madame NAYACH Laure (PS), Monsieur ORVAIN Jérôme (EC-EELV), Monsieur OXIBAR Marc (LR-CPNT), Madame OZSOY Mumine (EC-EELV), Monsieur PAGÈS Jean-Louis (EC-EELV), Monsieur PALUTEAU Bruno (RN), Monsieur PATIER Christophe (LR-CPNT), Monsieur PERREAU Thierry (EC-EELV), Madame PIEUCHOT Christelle (PS), Madame PINVILLE Martine (PS - ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Madame SABOURIN BENELHADJ Muriel PS, présente le 18/12), Monsieur PUYJALON Eddie (LMR), Monsieur RABIT Philippe (LMR), Madame REQUENNA Pascale (MODEM-Union Centriste), Monsieur ROGISTER Thierry (RN), Madame ROUÈDE Laurence (PS), Monsieur SABAROT Henri (PS), Madame SABOURIN-BENELHADJ Muriel (PS), Madame SAINT-PÉ Denise (MODEM-Union Centriste), Monsieur SAINTE-MARIE Andde (PS), Monsieur SAUVAITRE Daniel (LR-CPNT), Monsieur SEBTON Aurélien (UDI Ap), Madame SEGUINAU Christine (EC-EELV), Madame SIARRI Alexandra (LR-CPNT), Madame SIMONÉ Maryline (PS), Monsieur SORE Serge (PS), Monsieur TIRANT Benoit (PS- ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur DUFORESTEL Pascal, PS), Madame TORTOSA Huguette (PS), Madame TRAPY Nathalie (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 17/12/2020 à Monsieur CATHUS Christophe, PS), Monsieur TRIFILETTI Stéphane (EC-EELV), Monsieur TRIJOULET Thierry (PS – ayant donné pouvoir en cours de séance le 18/12/2020 à Madame ROUEDE Laurence, PS), Madame TYTGAT Catherine (PS), Madame VALKO Odile (PS), Monsieur VERDIN Alain (RN), Monsieur VEUNAC Michel (MODEM-Union Centriste), Monsieur VICTOR Cyril (LR-CPNT), Monsieur VINCENT François (PS), Madame VOLPATO Mireille (PS), Madame WERBROUCK Séverine (RN), Monsieur WILSIUS (PRG NA).

Étaient représentés :

Madame CHEYROUX Claudie (RN- ayant donné pourvoir à Monsieur COLOMBIER, RN), Monsieur CIBERT Cyril (PS- ayant donné pouvoir à Madame VALKO Odile, PS), Monsieur DELRIEUX Benjamin (PS – ayant donné pouvoir à Madame GENDREAU Béatrice, PS), Madame FROPOS Sabine (D.I.N.A. – ayant donné pouvoir à Monsieur BERROYER Paul, D.I.N.A), Madame LAPRÉE Véronique (LR-CPNT – ayant donné pouvoir à Madame FONTALIRAN Nathalie, LR-CPNT), Monsieur TAUZIN Arnaud (LR-CPNT- Ayant donné pouvoir à Madame NADAU Marie-Françoise, LR-CPNT).

Était Excusé :

Monsieur BOUDIÉ Florent (Non Inscrit)

S O M M A I R E

Séance Plénière des 17 et 18 décembre 2020

Sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET

Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine

Secrétaire de séance : Mathieu HAZOUARD

- Ouverture de la Séance — P. 9
- Approbation du procès-verbal de la séance précédente — P. 11, Vote P. 11
- N° 1 - Accord sur un engagement de principe entre le GIP #FRANCE 2023 et la Région Nouvelle-Aquitaine — P. 12, Vote P. 15
- N° 6 - Aide au rebond pour la jeunesse - Phase 2 — P. 16, Vote P. 20
- N° 2 - Plan d'urgence - aide exceptionnelle au secteur du tourisme impacté par la crise COVID-19 — P. 21, Vote P. 36
- N° 2b - Communication sur les aides attribuées dans le cadre du plan d'urgence COVID-19 — P. 37
- N° 3 - Accord régional de relance — P. 42, Vote P. 76
- N° 4 - Communication relative aux programmes européens régionaux Nouvelle-Aquitaine 2021-2027 — P. 77
- N° 5 - Budget primitif 2021 : Budget principal / Budget annexe Agence Régionale de l'Innovation / Budget Annexe Régie Cinéma / Budget annexe Service Public Local Production d'Energie Photovoltaïque / Budget annexe Fonds Européens — P. 95, Votes P. 138 à 140
- N° 7 - Labellisation de 2 nouveaux campus « Talents et Territoires de Nouvelle-Aquitaine — P. 142, Vote P. 148
- N° 8 - Réseau des ambassadeurs métiers — P. 149, Vote P. 154
- N° 27 - Convention de partenariat en faveur des actions d'appui à l'innovation engagées par les Technopoles de Nouvelle-Aquitaine — P. 155, Vote P. 156
- N° 9 - Convention de partenariat Néo Terra - Projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC) — P. 157, Vote P. 162

- N° 10 - Convention de partenariat Néo Terra entre la Région Nouvelle-Aquitaine et ENGIE — P. 163 / Vote P. 168
- N° 11 - Aides à la transition énergétique des territoires et du logement : nouveau dispositif et modifications de règlements existants — P. 170 / Vote P. 174
- N° 12 - Convention Néo Terra entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Charente — P. 175 / Vote P. 176
- N° 13 - Un nouveau cadre d'intervention régionale : les Contrats de Mobilité (renfort de dessertes régionales, mise en place d'un bouquet de mobilité locale, aménagement et équipement des points d'arrêts de transports collectifs régionaux) — P. 177 / Vote P. 191
- N° 14 - Convention cadre pour le plan pluriannuel d'investissement dans les gares et haltes de Nouvelle-Aquitaine — P. 192 / Vote P. 200
- N° 15 - Contrat de performance entre la Région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau — P. 192 / Vote P. 201
- N° 16 - Conventions de transfert et de délégation de l'exercice de la compétence en matière de transport routier avec plusieurs autorités organisatrices de la mobilité — P. 202 / Vote P. 202
- N° 34 - Approbation des Contrats d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie Régionale des Transports des Landes (RRTL) et de la SPL TransLandes — P. 203 / Vote P. 203
- N° 17 - Port de Bayonne : Convention d'action foncière avec l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) Pays Basque (64) et acquisition des terraines GARDERES — P. 204 / Vote P. 205
- N° 18 - Industries culturelles et créatives : contrat de filière Livre Nouvelle-Aquitaine 2021/2023 — P. 206 / Vote P. 209
- N° 19 - Industries culturelles et créatives - Convention de coopération pour le cinéma et l'image animée 2020-2022 entre l'Etat (DRAC), le Centre National du Cinéma (CNC), la Région Nouvelle-Aquitaine et les Départements de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Dordogne, de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne — P. 210 / Vote P. 213
- N° 20 - Industries culturelles et créatives spectacle vivant : Conventions pluriannuelles d'objectifs en faveur des musiques actuelles et du spectacle vivant — P. 214 / Vote P. 216
- N° 21 - Prolongation d'un an du Contrat de filière Arts plastiques et visuels 2018-2020 — P. 214 / Vote P. 217
- N° 22 - Convention de partenariat culture et santé Nouvelle-Aquitaine 2021-2023 — P. 218 / Vote P. 219
- N° 23 - Contrat de partenariat entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'entreprise B. BRAUN — P. 220 / Vote P. 221

- N° 24 - Règlement d'intervention des aides aux entreprises du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine : modifications diverses P. 222 Vote P. 228

- N° 25 - L'intelligence économique au service du maintien et du développement de l'emploi des entreprises et des filières du territoire : feuille de route stratégique régionale et plan d'actions 2021-2022 P. 229 Vote P. 240

- N° 26 - Conventions cadres pluriannuelles de partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Nouvelle-Aquitaine et la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat de Nouvelle-Aquitaine P. 241 Vote P. 242

- N° 28 - Nouvelle-Aquitaine Rebond : mobilisation pour l'accès à la formation P. 243 Vote P. 247

- N° 29 - Programme d'investissements d'Avenir (PIA3) : mise en œuvre de l'action régionale « ingénierie de formations professionnelles et d'offres d'accompagnement innovantes » P. 248 Vote P. 248

- N° 30 - Programme d'investissement d'Avenir : avenant n° 2 à la convention de subvention d'investissement conclue entre la Région et la Caisse des Dépôts pour l'édification d'Aérocampus P. 249 Vote P. 249

- N° 31 - Service public télévisuel régional : Contrats d'objectifs et de moyens 2021-2023 P. 250 Vote P. 262

- ~~N° 32 -~~

- N° 33 - Revitalisation centres villes/centres bourgs : conventions cadres Confolens, Thouars P. 263 Vote P. 265

- N° 35 - Coopération internationale : accord-cadre triennal de coopération décentralisée avec la Région Itasy à Madagascar (2020-2022) P. 266 Vote P. 271

- N° 36 - Coopération internationale : accord cadre triennal de coopération décentralisée avec l'Entente interdépartementale des régions de Fatick et Diourbel au Sénégal (2020-2022) P. 266 Vote P. 272

- N° 37 - Coopération internationale : accord cadre triennal de coopération décentralisée avec la Province de Lao Caï (Vietnam) 2020-2023 P. 266 Vote P. 272

- N° 38 - Coopération décentralisée : accord cadre triennal de coopération entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Conseil Régional de Souss-Massa (Maroc) pour la période 2021-2023 P. 266 Vote P. 272

- N° 39 - Coopération européenne : protocole de coopération entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Bezirk de Moyenne-Franconie 2021-2026 P. 266 Vote P. 273

- N° 40 - Communication relative au rapport d'activité Z2020 de la CEPP P. 274

- N° 41 - DATAR - Ferrocampus - Protocole foncier entre la Région et la SNCF en vue de la cession du foncier nécessaire au projet P. 279 Vote P. 279

- N° 42 - Convention de financement du plan d'action et de prévention des inondations (PAPI) de l'Ile-de-Ré pour la période 2020-2026 pour prise en compte des actions reportées du PAPI 2013-2020 P. 280 Vote P. 282

- N° 43 - Contrat de progrès territorial du Chavanon 2021-2025 P. 283 Vote P. 286

- N° 44 - Création et adhésion à l'Association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste, Rivières de Gascogne et Estuaire P. 287 Vote P. 290

- N° 45 - Tableau des emplois P. 291 Vote P. 291

- Vœux P. 296

- Motions P. 299

Annexe

- Liste des Conseillers Régionaux P. 302

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR MONSIEUR ALAIN ROUSSET, PRÉSIDENT DU CONSEIL REGIONAL

M. LE PRESIDENT. - Je salue tous les élus qui sont derrière leur ordinateur pour cette séance de fin d'année, qui n'est pas la dernière plénière d'ailleurs de notre mandature. Je crois qu'il doit y avoir à Poitiers une quarantaine d'élus qui sont au Conseil Régional. Vraiment merci de votre présence pour cette séance un peu marathon. Nous aurons à nous discipliner si nous voulons arriver au bout de l'exercice.

Je remercie les Services d'avoir travaillé d'arrache-pied, notamment sur tout ce qui concerne le plan de relance. Je ne vous raconterai pas tout par le menu, mais cela n'a pas été très simple. J'espère que tout le monde a fait comme moi, un vœu de zénitude pour cette plénière qui nous rapproche des élections Régionales. Je conseille le yoga, le célèbre yoga d'Aquitaine. Et je confirme à Marc que j'ai bien fait commander pour chacun des élus - il ne faudra pas oublier Poitiers, Limoges - du foie gras à la fois pour aider la filière et aussi pour avoir une douceur dans ces fêtes de Noël et du Jour de l'An, un peu particulières.

Je voudrais, en ce début de séance, vous demander de partager par-delà nos sensibilités, mais elles ne tiennent pas compte lorsque disparaît un être, à destination de deux personnes que nous connaissons bien, et à destination d'un ancien Président de la République. Emmanuelle AJON nous a quittés après deux mois de bataille contre une tumeur au cerveau, avec énormément de courage. Elle a marqué cette Assemblée aussi puisqu'elle s'est occupée de l'Economie Sociale et Solidaire, son engagement à l'égard des plus démunis, des plus faibles, des plus isolés n'est plus à démontrer. C'est avec beaucoup d'affection et de tristesse que je m'incline auprès de la famille, son papa est maire d'une commune de Lot-et-Garonne. Elle laisse deux jeunes filles, un époux.

Nous incliner aussi en souvenir de Jean TAVERNIER qui a occupé la responsabilité que j'occupe, qui a été un bon Président de cette Assemblée. C'est lui qui a ouvert la voie avec un de ses Conseillers qui était lui-même ancien Directeur de la Chambre Régionale de l'Agriculture, Jean POUSSET, à la Coopération transfrontalière, qui a inventé les Fonds communs avec la Navarre, le Pays Basque, et avec l'Aragon, qui ont musclé cette coopération qui a toujours été, comme moi-même et comme la plupart d'entre vous, très attachée aussi à un soutien à la recherche publique dans cette Région.

Et puis, nous incliner aussi, par-delà nos sensibilités, ce que l'on peut ressentir à l'égard de Valéry GISCARD D'ESTAING qui a été notre Président de la République, qui sur le plan sociétal a fait voter d'importantes lois, la loi sur l'interruption volontaire de grossesse que l'on retient aujourd'hui comme la Loi Veil, et l'abaissement de l'âge du droit de vote à 18 ans.

Je voudrais que nous ayons une minute de silence à l'égard de ces personnalités.

(Minute de silence)

M. LE PRESIDENT. - Je vous remercie.

Juste quelques précisions pour que chacun d'entre nous puisse s'organiser au mieux et notamment auprès de nos collègues qui suivent la séance en visio. Je vous propose de considérer que nous ferons une pause déjeuner vers 13 h 30 jusqu'à 15 h 00 d'une part. Je vous ai envoyé aussi le calendrier de nos séances du premier semestre, ou vous allez les recevoir dans la journée. Nous aurons une plénière dans ce premier semestre 2021, ne serait-ce que parce que nous avons le compte administratif à présenter et que la loi qui se prépare sur le report des échéances Régionales et départementales n'emporte pas le fait de reporter le vote du compte administratif. Il faut, bien entendu, attendre que les Services puissent faire avec la Paierie Générale l'ensemble du travail.

Notre quorum est atteint. On peut commencer cette séance.

Je propose à l'Assemblée l'assistance bienveillante de Mathieu HAZOUARD.

J'ai proposé aux Présidents des Groupes de modifier un peu l'ordre du jour pour des raisons de disponibilités des personnes qui le présentent. On va passer l'aide au rebond pour la jeunesse après la délibération n° 1 l'aide exceptionnelle au secteur du tourisme, l'accord de relance Etat/ Région. Je ne comprends pas tout, mais je vous dirai cela en cours de séance. Je pense que cela ne pose pas de problème à l'Assemblée. Je vous remercie de votre accord.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE

M. LE PRESIDENT. - Nous pouvons passer à l'approbation du procès-verbal.

Est-ce qu'il y a des observations ?.

Ce procès-verbal est donc adopté.

Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 16 novembre 2020

ADOPTÉ

1 - ACCORD SUR UN ENGAGEMENT DE PRINCIPE ENTRE LE GIP #FRANCE 2023 ET LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

M. LE PRESIDENT. - On a un premier dossier qui concerne l'engagement de principe entre le GIP France 2023 et la Région Nouvelle-Aquitaine, pour la Coupe du monde de rugby. Nathalie, un mot.

Mme LANZI. - Merci Président. Chers collègues, vous l'avez certainement entendu, lundi, il y a eu tirage au sort de cette fameuse Coupe du monde de rugby qui aura lieu du 8 au 21 octobre 2023. Neuf villes ont été retenues, dont Bordeaux. Et la Région Nouvelle-Aquitaine en l'occurrence. C'est un événement qui est programmé, et il faut savoir qu'en termes de programmation et de visibilité, c'est le troisième événement sportif le plus regardé au monde, en termes d'impact de notoriété, après la Coupe du monde de football et les Jeux Olympiques.

En ce qui concerne les points forts de cet événement, cette année, il a été présenté par le GIP plusieurs points forts :

- Le premier est la célébration, c'est-à-dire quatre matches minimum à Bordeaux et dans différentes manifestations sportives et culturelles sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine,

- Un engagement, une création de fonds de dotation avec le tissu économique et la Fédération Française de Rugby, en termes de réalisation d'actions à caractère social,

- Un dispositif d'aide à la formation parce qu'il est question de ce que l'on appelle le Campus 2023 former des jeunes de 18 à 30 ans et environ 330 apprentis seraient accompagnés pendant cette préparation qui commence en 2021. Le CREPS de Poitiers s'est porté candidat.

- Également une opération « Rugby au cœur » avec le Ministère de l'Education Nationale pour faire chanter nos jeunes autour de l'opéra et l'opéra-comique, mais tout un travail autour du chant, avec l'opéra-comique, et aussi, l'installation de trois bases - j'appelle cela - « camp de base » pour l'accueil et l'accompagnement des équipes de ce tournoi. Il y a onze candidatures en Nouvelle-Aquitaine, actuellement.

Le 11 décembre dernier, avec les Régions de France, nous avons essayé de travailler la même vision des choses, c'est-à-dire autour de la formation, de l'impact que cela peut avoir. Il faut savoir que ce sont 144 000 spectateurs qui assisteront en Nouvelle-Aquitaine, à ces matches. 56 millions de retombées, et aussi des dépenses engagées parce que quand les équipes seront dans les camps de bases, ou après quand elles auront perdu, elles resteront en Nouvelle-Aquitaine et travailleront avec l'ensemble des jeunes et de la Fédération Française.

Il y a également une attention environnementale très forte et aussi une valorisation de tout ce que l'on peut faire autour de cette valorisation environnementale en ce qui concerne les trains, les transports et les déchets.

C'est donc une célébration, un engagement de la part du GIP et un héritage qui nous servira puisque tous les bénéfices impacteront la Région, bien sûr, mais également permettront de garder en héritage cet événement sportif et planétaire.

M. LE PRESIDENT. - Merci Nathalie. On ne sait pas encore combien il y aura de camp arrière. Il y a des candidatures. On participera à ce choix. Il y a onze candidatures, je crois. Il y aura plusieurs centaines de jeunes, plus de 1 500 à l'échelle nationale, qui seront embauchés pour cette période, en apprentissage.

Y a-t-il des observations ?

Des oppositions ?

Des abstentions ?

Mme DIAZ. - Nous attendons beaucoup de cette convention qui représente une formidable opportunité pour valoriser notre Région, terre de rugby par excellence, forte de quelque 370 clubs et quelque 60 000 licenciés. Nous attendons aussi beaucoup de cet événement sportif car nous imaginons les incidences positives que la Coupe du monde aura sur le rugby amateur, qui va avoir besoin de soutien. En effet, depuis plusieurs mois, la crise touche l'ovalie et de nombreux clubs sont menacés, pour plusieurs raisons : très peu de matches ont été joués, ou sinon ils ont été joués à huis clos et cela a engendré des conséquences financières terribles. Je pense bien évidemment aux disparitions de recettes émanant des billetteries, des buvettes, des boutiques, des bourriches ou encore des lotos.

Je pense aussi à la baisse des contrats, des partenariats et de sponsors. Puis, il y a les dépenses supplémentaires supportées par les clubs, achats de produits pour désinfecter les ballons et les boucliers, achats de gels, de masques, de gants. A cela s'ajoute un protocole sanitaire très strict, changeant et parfois surprenant, et de surcroît, le couvre-feu aura un impact significatif sur les matches et sur les entraînements.

En conclusion, le monde du rugby est en crise. Les bénévoles, la majorité des Présidents, les entraîneurs font état d'un découragement général et redoutent un décrochage des licenciés, une baisse des cotisations l'année prochaine et la rupture d'un travail de fond provoquée par les manques d'entraînement. Nous espérons donc que grâce à ce partenariat, nous retrouverons le côté convivial du rugby, la ferveur des tribunes, de la troisième mi-temps, bref, ce lien social qui fait vivre nos villes et nos villages.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Je note votre approbation.

Mme LEICIAGUEÇAHAR. - La France a été choisie pour la deuxième fois pour l'organisation de la Coupe du monde de rugby en 2023 et nous en sommes fiers, mais aussi heureux que la Nouvelle-Aquitaine, terre de rugby, accueille quatre matches de ce mondial. Gageons que les retombées économiques seront au rendez-vous, mais aussi les retombées rugbystiques pas seulement sur la métropole, aussi sur tout ce rugby associatif qui maille le territoire.

Je voudrais vous conter une anecdote d'une petite équipe en milieu rural qui, un jour, a atteint la Première division mais ne bénéficiait pas des moyens financiers que peut apporter une métropole. Nous ne pouvions pas les aider puisqu'ils n'étaient pas d'échelon Régional. Ces vaillants joueurs travaillaient la semaine, jouer le dimanche et le samedi, entourés de leurs familles et de leurs amis, ils construisaient de leurs mains la salle d'entraînement dont ils avaient tant besoin. Ces mêmes clubs enseignent le rugby à nos enfants, et forment bénévolement de futurs joueurs du Top 14 et parfois de l'Equipe de France ; parce que dans le sport, aussi, le monde associatif est un acteur majeur de développement. Ne l'oublions pas.

Nous espérons que le rugby amateur et les écoles de rugby qui en découlent seront associés à cet événement. Nous sommes satisfaits d'apprendre que 90 % des déplacements se feront en train pour des raisons, à la fois, de diminution de gaz à effet de serre, d'économie de l'argent public, et de l'exemple qui sera donné. Satisfaits que l'alimentation soit locale. Satisfaits que les organisateurs prennent l'engagement d'une certification Iso20121 en espérant qu'elle devienne la norme pour les événements soutenus par la Région, tant sur le plan social qu'environnemental. Satisfaits que les 330 emplois créés pour l'occasion deviennent pérennes à l'issue de l'événement, en espérant toutefois qu'ils seront par la suite disséminés sur le territoire.

La situation sanitaire que vit notre pays depuis bientôt un an doit nous rendre humbles et exige de nous que chacun de nos actes soit mesuré à l'aune de ces conséquences pour la société et pour la planète.

En conclusion, notre Groupe est bien sûr favorable à ce que la Région Nouvelle-Aquitaine prenne sa part dans l'organisation de la Coupe du monde de rugby de 2023.

M. LE PRESIDENT. - Merci Alice. C'est bien l'objet de cette convention et je vous remercie de l'avoir approuvée.

Pas d'opposition ?

Pas d'abstention ?

Ce dossier est donc approuvé.

N° 1

Vote sur l' «Accord sur un engagement de principe entre le GIP #FRANCE 2023 et la Région Nouvelle-Aquitaine»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A L'UNANIMITE

6 - L'AIDE AU REBOND POUR LA JEUNESSE - PHASE 2

Mme LANZI. -. C'est un plan de relance, de rebond surtout, de 2 M€ engagés, pour la jeunesse.

Le contexte est le suivant : précarité alimentaire, précarité numérique, précarité face à la culture également pour l'ensemble de nos jeunes.

Le public, 15 - 30 ans, avec trois volets :

- Le premier, une distribution d'aide alimentaire pour ceux que nous appelons « les jeunes invisibles ». Nous avons fait la même opération avec des étudiants, mais il y a aussi sur l'ensemble des territoires ruraux, des jeunes que nous n'avons pas dans les radars - si vous permettez l'expression - que nous allons accompagner autour de ce panier avec la Banque alimentaire et l'ensemble des associations sur le terrain, pour leur permettre de passer cette période terrible.

- Un deuxième volet, achat de matériels pour la Maison des lycéens et les Centres d'information jeunesse pour qu'ils puissent avoir accès au numérique ; qu'il n'y ait plus cette fracture numérique, et qu'ils puissent travailler avec l'ensemble de l'équipe éducative.

- Et enfin, un troisième volet qui est un développement de l'offre culturelle - on est sur l'éducation artistique et culturelle - pour leur permettre d'avoir accès avec l'ensemble de l'offre culturelle que nous avons en Région, les agences en l'occurrence, toutes les esthétiques confondues, pour leur permettre d'avoir dans les établissements à cette offre culturelle.

C'est une opération qui va engager rapidement la Région pour pallier l'ensemble de cette fracture et de cette précarité qui concerne la jeunesse de Nouvelle-Aquitaine.

M. LE PRESIDENT. - On va s'appuyer sur l'ensemble du réseau qui est en relation directe avec les jeunes, que ce soit les Maisons de l'emploi, les lycées d'enseignement agricole, les Maisons familiales et rurales, les Centres socioculturels, les établissements Régionaux d'enseignement adapté, les CFA.

M. ROGISTER. - Sur la forme, cette délibération intitulée « aide au rebond de la jeunesse » est un mélange des genres assez étonnant qui va d'une aide d'urgence pour les jeunes à la définition d'une offre artistique et culturelle à destination des établissements d'enseignement. L'accès à la culture doit, certes, être encouragé au moment du parcours scolaire, mais la liberté doit être la règle. Vous avez eu l'occasion pendant cinq années de montrer quel était votre défi sur la culture, entre spectacles grotesques et propagande à peine cachée ; vous ne nous avez jamais déçus. Ainsi la définition d'une offre éducative et artistique

culturelle et la diffusion de contenus culturels numériques en collaboration avec les Services de la Culture et de l'Education de la Région, nous rendent, à juste titre, méfiants.

La valorisation des projets culturels de jeunes, également. Le soutien sans faille que votre Présidente en charge de la culture, Nathalie LANZI, a montré en faveur du collectif « Manger le cul » avec des arguments légers et fallacieux, a certainement été l'apothéose de votre mandat en matière culturelle.

Combien de projets de jeunes de même nature comptez-vous financer avec l'argent des néo-aquitains ? La débilité, la vulgarité devraient être des critères d'exclusion au moment de la sélection des dossiers et non des critères de sélection. En matière culturelle, tout nous oppose. Nous considérons que l'homme s'élève par la culture quand elle valorise le beau, le bon et le vrai, et non la laideur et la débilité et la vulgarité. Cette position est largement répandue. Les téléspectateurs qui ont voté et fait gagner la famille LEFEVRE dans l'émission « la France a un incroyable talent » en témoignent.

Si la distribution de colis alimentaires aux jeunes les plus démunis est une action que nous saluons, nous ne pourrons donc pas voter pour ces raisons, en faveur de cette délibération. Je vous remercie.

Mme DUTARET-BORDAGARAY. - Monsieur le Président, chers collègues. Au nom du Groupe, je vais vous présenter notre intervention coécrite avec Nicolas BELON.

Le constat dramatique est partagé par tous ici. Le nombre d'étudiants ne pouvant plus avoir recours à un emploi pour subvenir à leurs besoins durant leurs études est alarmant. Il ne s'agit pas seulement de satisfaire leurs besoins alimentaires mais aussi de pouvoir payer leur logement, les différents frais inhérents à leur vie étudiante : achat de matériels, abonnements, mensualités de crédits, et j'en passe. De nombreux jeunes sont condamnés à rester ou à revenir au domicile familial, et encore pour ceux qui le peuvent. Pour d'autres, la rue n'est malheureusement plus très loin.

Cette situation mérite une attention d'autant plus forte que la démographie de la Nouvelle-Aquitaine tend fortement vers les âges plus avancés de la vie. Aussi, la vitalité et l'engagement des personnes jeunes possèdent une importance économique sociale majeure. Elle comporte une portée politique et démocratique de premier ordre.

Dès lors, il apparaît vital de voter en faveur de cette délibération qui est un premier pas en faveur de la jeunesse, mais qui semble quelque peu insuffisante. En effet, les stigmates de cette crise seront profonds. Pouvons-nous, nous Pouvoirs publics, nous Collectivités, nous Conseil Régional, en limiter l'ampleur sans renoncer à donner des perspectives de long terme ?

Sur l'urgence, la délibération qui nous est soumise répond sur trois volets :

- L'aide alimentaire par la distribution d'un panier-repas. Nous voterons évidemment pour.

- L'aide à l'achat d'équipements informatiques et numériques. Nous l'approuvons, là encore, mais pour sa motivation, donner un accès à l'information. Les modalités de mise en œuvre gagneraient en qualité par un travail de précision.

- L'aide à la culture au sein des établissements d'enseignement. Nous acceptons cette proposition mais avec une exigence de clarté sur sa mise en œuvre.

Plus largement, nous souhaitons que ces mesures fassent l'objet d'une évaluation claire, précise, ouverte et transparente. Il y a là une opportunité de progrès dans la fabrique des politiques publiques en Nouvelle-Aquitaine. Il y a là une responsabilité politique, financière et morale pour l'avenir, pour les jeunes de demain. Il nous semble qu'il faut aller plus loin car l'impact de la crise sanitaire sur la jeunesse nous semble plus profond que ce que votre texte laisse entendre.

Le travail des associations pour les jeunes est inouï et remarquable. Nous devons tous les applaudir. Pour autant, nous ne devons pas cantonner les personnes jeunes à la dégradation continue de leurs espoirs et de leurs statuts.

Pensez-vous vraiment que tous franchiront sans difficultés les portes d'une association caritative ? Il nous semble opportun de pousser l'action au-delà de ce qui est proposé en sollicitant et renforçant tous les canaux possibles. Nous ne devons pas laisser en marge tous ceux qui, ayant perdu leur travail leur permettant de subvenir à toutes leurs charges durant leurs études, n'osent pas se diriger vers les associations caritatives ou autres associations, et qui tombent dans une spirale infernale, accroissant une souffrance psychologique déjà bien présente en raison de la pandémie.

Aussi souhaitons-nous pousser notre réflexion au-delà de la délibération proposée. En effet, l'Assemblée Régionale pourrait-elle et accepterait-elle de déployer une aide plus personnelle prenant en compte la perte et les besoins réels des étudiants, les jeunes professionnels ? L'aide gouvernementale versée en une fois et non renouvelable est insuffisante. Il n'appartient, certes, pas aux Régions d'empiéter sur les compétences de l'Etat ni d'assumer ses dépenses. Mais lorsque la misère frappe en trombe à la porte devons-nous d'abord consulter le manuel du savoir-vivre ? Peut-être pourrions-nous nous inspirer des récents dispositifs d'aide aux entreprises, sportifs, associations par la création d'une plateforme recueillant différentes demandes des étudiants et étudier en fonction des besoins et pertes liées à la Covid-19 via un formulaire en ligne ? Le CROUS, la CAF, la MSA sont-ils et pourraient-ils être mieux mobilisés pour permettre la diffusion de ces aides ?

La crise doit aussi nous conduire à regarder autrement notre travail et à ne jamais oublier le long terme. Nous ne devrons jamais nous habituer à identifier jeunesse et précarité. A ce titre, nous souhaitons garder en tête les récents propos de la Présidente du Forum Européen de la Jeunesse. Nous demandons aux dirigeants européens de ne pas répéter les erreurs de la crise financière mais d'investir dans un avenir durable pour les jeunes ainsi que dans les emplois de qualité. Gardons en tête notre volonté commune de permettre à chacun de trouver un emploi de qualité.

Dans ce contexte, Président, chers collègues, les dispositifs de commandes publiques, DSP et marchés publics dans notre Région et au sein de la Collectivité pourraient-ils devenir un atout supplémentaire pour l'emploi des publics jeunes ? Pourrions-nous, par exemple, réfléchir à la mise en place de critères adaptés ?

A travers ces réflexions, vous pourrez constater que nos amis Centristes n'ont pas le monopole du « oui, mais ». Cette évocation du Président GISCARD D'ESTAING n'est pas neutre. Il a été un promoteur reconnu de la jeunesse et de ses droits. Nous tenons aujourd'hui à lui rendre hommage. Je vous remercie.

C'est parce qu'elle est coécrite que c'est trop long.

M. LE PRESIDENT. - C'est un problème de sagesse et de zénitude que d'avoir des interventions courtes. Vous dites deux choses dans votre intervention. Premièrement, est-ce que vous passez bien par tous les bons canaux ? Et deuxièmement, il faudrait faire quelque chose de direct. Ce que nous avons choisi, pas simplement sur ce type d'aide, par exemple, sur les élèves dont les familles souffrent dans le cadre de notre compétence lycée, nous le faisons sans coup de trompe. Nous avons voté, la dernière fois, avec votre approbation, 1,5 M€ qui va permettre aux élèves qui sont en situation difficile de pouvoir baisser leur facture de transport, d'hébergement, ou de nourriture. Il y a - je crois, Jean-Louis - plus de 250 000 lycéens ? 220 000.

J'ai demandé, dans cette délibération, à ce que nous passions, pour avoir les relais dans les quartiers, par les Centres sociaux que l'on avait tous oubliés. Pour avoir été maire d'une ville et avoir développé des Centres sociaux, je sais que ces Centres sociaux qui sont habituellement pilotés par la CAF, que vous avez citée, sont extrêmement efficaces pour aller chercher - ce que disait Nathalie LANZI tout à l'heure - les jeunes isolés. On passe par les MFR. On va passer par les missions locales, de telle sorte que nous puissions capitaliser sur le territoire.

Dans le même temps, on ne peut pas se substituer à l'Etat. Encore une fois, on n'est pas un Lander, je le regrette mais on n'est pas un Lander. Et nous devons tenir compte aussi -

vous allez peut-être le dire dans votre Groupe - une forme d'équilibre financier. Mais je vous remercie de votre approbation.

Y a-t-il d'autres interventions ?

S'il n'y en a pas, je considère ce texte adopté, sauf par le Rassemblement National qui vote contre.

La jeunesse vous remercie.

N° 6

Vote sur le «Aide au rebond pour la Jeunesse - Phase 2»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

▪ **CONTRE : Rassemblement National,**

ADOPTE A LA MAJORITE

2 - PLAN D'URGENCE - AIDE EXCEPTIONNELLE AU SECTEUR DU TOURISME IMPACTÉ PAR LA CRISE COVID19

Mme DERVILLE. - Je vais essayer d'être brève parce que ce dossier a été assez longuement présenté et débattu en Commission. Les secteurs du tourisme et de la culture sont très impactés par la crise actuelle. Ils sont des secteurs majeurs pour l'économie de notre Région.

On vous propose donc par cette délibération deux choses essentiellement. La première est de prolonger l'aide exceptionnelle suite à l'arrêt des activités jusqu'au 20 janvier pour les secteurs touristiques et culturels. Il s'agit de prolonger de deux mois le dispositif de fonds d'urgence que nous avons adopté lors de notre précédente séance plénière, qui concernait les pertes sur le mois de novembre, pour l'allonger aux pertes sur les mois de décembre et janvier. La cible et les modalités de calcul restent les mêmes pour les secteurs du tourisme et de la culture.

Nous complétons également cette aide exceptionnelle par une accélération des mesures du Plan Nouvelle-Aquitaine rebond, à la demande forte et unanime des acteurs touristiques, nous accélérons notre soutien aux investissements touristiques nécessaires à la relance et dans la période de Covid-19, avec notamment des prises en charge sur des prestations de conseil ou sur des aides à l'investissement.

A noter également que fort du succès de notre dispositif de chèques « solidarité tourisme » de l'été dernier, Président, en lien avec les Départements, nous réfléchissons actuellement avec les acteurs du tourisme social et solidaire, en particulier l'UNAT Nouvelle-Aquitaine, pour faire du tourisme social un levier de développement territorial en lien avec les familles. Nous vous proposerons à la prochaine séance plénière, un dispositif de soutien à la demande en s'appuyant sur des dispositifs qui ont fait leurs preuves, type chèque « solidarité tourisme » ou accompagnant le départ des jeunes et des étudiants. Mais nous cherchons évidemment des dispositifs qui aient un véritable effet levier.

Voilà rapidement, chers collègues, les principaux points de cette délibération. A noter également - pardon, c'est un oubli de ma part - qu'en lien aussi avec l'ensemble des filières, nous avons convenu avec le Comité Régional du Tourisme de Nouvelle-Aquitaine - je salue sa Présidente Régine MARCHAND ici présente - de renforcer la promotion sur les marchés de proximité et sur les marchés France en particulier, pour l'ensemble des filières touristiques. Vous allez voir dans les semaines qui viennent, dès lors que la réouverture sera autorisée, des campagnes de promotion pour inciter les habitants de Nouvelle-Aquitaine à

« consommer » de l'événementiel touristique, mais également mettre en avant notre filière thermale, notre filière hôtellerie, restauration, etc.

Voilà, rapidement, Président. L'impact budgétaire est estimé à 6 M€ sur l'ensemble de ces aides.

M. ROGISTER. - Une aide de 4 M€ - j'avais cru comprendre, j'entends 6 M€ - au secteur du tourisme, alors qu'il contribue à hauteur de 9 % du PIB Régional, est à nos yeux, insuffisante. Les entreprises touristiques de notre Région vont avoir du mal à se relever des deux confinements et du chiffre d'affaires insuffisant réalisé durant la période estivale.

Par ailleurs, le verdissement de ce secteur ne nous apparaît pas comme une priorité en ces temps difficiles. La relance économique de ce secteur ne se fera pas si les critères environnementaux trop sévères sont requis pour l'obtention des aides.

Pour ne pas mettre plus en péril ce secteur, nous voterons en faveur de cette délibération même si nous regrettons l'aide trop peu importante accordée à ce secteur, et l'obsession écologique que vous n'épargnez décidément à aucun domaine. Je vous remercie.

Mme REQUENNA. - Sur cette délibération, nous avons déposé un amendement demandant d'inclure la filière Thermalisme dans ce dispositif. La filière Thermalisme en Nouvelle-Aquitaine est la deuxième nationale après l'Occitanie. Ce sont 14 500 emplois, 15 stations thermales, 29 établissements thermaux dont un hôpital qui est celui de Dax dans les Landes.

La filière vit ce deuxième confinement avec grande inquiétude puisque l'activité a subi une baisse de 60 %. Tout comme la filière touristique dans son ensemble, il est nécessaire de mettre en place des mesures ponctuelles pour permettre le retour des curistes et engager ainsi une politique volontariste en faveur de la performance, de la compétitivité de la filière thermale néo-aquitaine de manière à la rendre également, sur du moyen terme, plus résiliente.

Vous avez tous l'amendement. J'en ai fait simplement une synthèse. Nous vous demandons aujourd'hui Monsieur le Président, d'accepter d'intégrer à la page 5, après le paragraphe qui se termine par « … *centres de vacances, associations organisatrices de séjours, etc. »*, le paragraphe suivant, à savoir : *« La Région Nouvelle-Aquitaine mènera également une politique volontariste de soutien envers la filière thermale Régionale de manière à retrouver un niveau d'accueil de curistes permettant une reprise économique et soutenable du secteur. Ce soutien pourra prendre la forme »* et là, c'est à l'instar de ce que vient de nous expliquer Sandrine, *« à court terme d'un chèque thermal à destination des personnes malades qui auraient besoin d'un séjour en établissement ».*

De manière cohérente avec le Plan de développement de la filière thermale voté en plénière le 26 mars 2018, de la feuille de route Régionale de santé votée lors de la plénière de décembre 2017 et du SRDEII, une nouvelle réflexion globale sur le devenir de la filière sera menée par la Région afin d'établir des dispositifs maintenant de soutien à moyen terme qui pourraient être mis en place afin de rendre le thermalisme néo-aquitain plus innovant, plus compétitif et plus résilient.

Les chèques que vous évoquiez tout à l'heure en termes de solidarité tourisme, nous souhaitons donc qu'ils soient déployés sur une courte échéance pour une solidarité thermalisme. Ils seront également l'objet d'un effet de levier sur le territoire et pour l'économie territoriale. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci Pascale. Sandrine vous répondra.

Mme FONTALIRAN. - Monsieur le Président, mes chers collègues. Le projet d'appui à la relance du secteur touristique s'inscrit bien sûr dans le contexte exceptionnel de la crise sanitaire, mais vient aussi s'inscrire dans un contexte exceptionnel, non pas conjoncturel, mais très structurel, lié à la place de l'économique touristique dans notre Région.

Pour mémoire, nous sommes la première destination pour les touristes français. Nous avons accueilli en 2019 plus de 32 millions de touristes avec 175 millions de nuitées. Cela représente près de 18 Md€ de consommation touristique.

Que s'est-il passé en 2020 ? Globalement une saison touristique d'été limitée à juillet, août, un contexte économique fortement dégradé, notamment pour les 1 800 hôtels implantés en Nouvelle-Aquitaine. Ainsi entre avril et septembre, l'hôtellerie néo-aquitaine a perdu 4,5 millions de nuitées par rapport à la saison 2019, soit une baisse de 43 %. Même en juillet, août, la fréquentation des hôtels atteint 3,8 millions de nuitées soit un retrait de 11 %.

C'est dans ce contexte, Monsieur le Président, que vient s'inscrire le dispositif de relance du secteur touristique que vous nous proposez. Dans son principe, nous soutenons bien sûr ce dispositif qui s'inscrit dans la continuité de celui mis en place par l'Etat. Ce qui nous est proposé va naturellement dans une direction que nous défendons et que nous demandons. Permettez-moi cependant de pointer plusieurs aspects qui en minimisent peut-être la portée.

Le dispositif commence à s'appliquer à partir de trois salariés, contre deux sur le précédent dispositif. Les Communautés de communes viendront, certes, en complément pour ces entreprises, mais en moyenne à hauteur seulement de 1 500 €, ce qui créera une grande disparité dans ces aides. Je note aussi le fait de ne pouvoir actionner l'aide qu'en février, afin de globaliser l'aide sur les trois mois de fermeture. J'attire votre attention sur le fait que ces subventions doivent pallier le manque de trésorerie, et pour beaucoup attendre trois mois les mettra en difficultés pour payer leurs encours.

L'aide renforcée et l'aide à l'investissement sont de bonnes mesures mais ne s'adresseront - je le crains - qu'aux grosses structures ; les petites n'auront pas les moyens d'un plancher de dépenses à 20 000 €.

D'un point de vue global, 4 M€ - vous avez annoncé 6, je ne sais pas si c'est 4 ou 6, vous nous le préciserez - c'est peut-être un peu juste une fois que l'on aura payé le volet 2, il n'y aura peut-être plus rien. A ce propos, il pourrait être intéressant d'avoir une photographie du montant des aides du volet 2 pour le secteur du tourisme, sur la première période de confinement. Cela nous permettra de savoir jusqu'où on peut aller.

D'autres organismes, Monsieur le Président, sont en difficultés parce qu'ils n'entrent dans aucun des dispositifs. Je sais que Sandrine est attachée aux Offices du Tourisme parce qu'ils sont au cœur de l'activité touristique, mais ils vont devoir se tourner vers les Communautés de communes, à qui ils demandent beaucoup ; ce qui va créer des disparités entre les grands EPCI, les Communautés d'agglomération urbaines, les métropoles et les territoires ruraux. Les Offices du Tourisme, par leurs actions de promotion et de conseil sont de véritables leviers de l'activité et c'est d'ailleurs le sens des appels à projets que vous avez lancés. Mais, ces Offices du Tourisme ont réduit leurs emplois, notamment saisonniers, et leurs campagnes de communication. Ils resteront donc très prudents pour l'année qui vient s'ils ne reçoivent pas un appui plus direct, ciblant notamment les territoires inférieurs, portés sur des EPCI moins riches et plus fragiles.

Je termine, Monsieur le Président. La réflexion globale de notre Groupe est qu'il faut adosser à ce dispositif une vision à plus long terme afin d'organiser collectivement la reconquête des clientèles internationales dans un contexte post-Covid. Il faudra aussi aider les Offices du Tourisme et les opérateurs professionnels à s'adapter à une nouvelle clientèle - on l'a bien vu cet été - qui est plus attentive et plus exigeante en matière de qualité des produits et d'accueil, et globalement au tourisme durable. Répondre à toutes ces nouvelles attentes, adapter les outils des professionnels, faire mieux travailler ensemble, cela peut être notre grande ambition collective, mais cela suppose que nous ayons une réflexion commune avec l'assurance que nous y mettrons ensemble les moyens, de même qu'il y a pu avoir le Grenelle de l'Environnement et récemment le Ségur de la santé. Je pense qu'il nous faudra un Pilat, un Biarritz ou encore un Lascaux du tourisme en Nouvelle-Aquitaine. Mais pour ces ambitions, là aussi, il nous faudra plus que 4 ou 6 M€. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - S'il vous plaît. On est à près de 6 minutes.

Mme FONTALIRAN. - J'avais fini Monsieur le Président. Vous tombez à point. Marie-Françoise NADAU a une réflexion sur le thermalisme très courte. Je suis certaine que vous ne pouvez pas lui refuser la parole.

M. LE PRESIDENT. - Mais non. Ce n'est pas sérieux.

Mme NADAU. - Président ROUSSET, qu'est-ce qui n'est pas sérieux ?

M. LE PRESIDENT. - Je ne peux pas refuser la parole à Madame NADAU, mais…

Mme NADAU. - …Merci Président. Cela m'aurait fait énormément de peine en cette fin d'année. Vous avez parlé de zénitude.

Deux mots simplement. Pour soutenir l'intervention de ma collègue, Pascale REQUENNA, parce que je trouve qu'il était effectivement tout à fait anormal et regrettable que ce Plan d'urgence ne mentionne même pas ou très peu la filière Thermalisme pour laquelle nous avions voté un Plan de développement en mars 2018 et dont il serait intéressant aussi d'avoir un bilan. Cette filière mérite un Plan d'urgence spécifique mais aussi un Plan de rebond avec des subventions sur investissement ou appels à projets et avec des taux d'interventions majorés dans une ambition de développement durable, de recherche et de développement et dans la prise en charge complémentaire, pourquoi pas des patients souffrants, des séquelles physiques ou psychologiques de la Covid-19.

Également un Plan de rebond avec la protection et le développement des savoir-faire. On avait parlé dans ce Plan de développement, en mars, de la formation, installation de médecins thermaux, formation d'agents thermaux, et avec aussi un Plan de communication. Cela a été évoqué mais efficace. Je rejoins Pascale avec l'exemple d'un bon de participation au financement d'un séjour de six jours de soins en établissement thermal.

Nous vous demandons donc, Président, de prendre en compte nos demandes et d'inscrire dans ce Plan d'urgence, le thermalisme qui est une activité non délocalisable, qui investit plus de 2/3 de chiffre d'affaires générés et qui contribue activement au maillage économique dans des zones qui éprouvent des difficultés à créer des emplois. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Je laisserai Sandrine répondre puisque, depuis la Commission, le texte a évolué - Sandrine nous le dira - et qui prend en compte vos remarques.

Deux choses. C'est la Région Aquitaine, à l'époque, qui a participé à la création, voire fomenté, AQUI O THERMES. Vous savez que l'on a beaucoup d'actions, y compris en recherches, parce que le vrai défi pour la filière Thermalisme est qu'elle ne bascule pas simplement sur le volet Loisirs, Tourisme, mais qu'elle reste aussi dans les soins. Il y a donc une bataille que vous connaissez - je suppose - Pascale aussi, que je mène depuis de longues années pour que l'Assurance Maladie continue de rembourser les séjours soins ; ce qui n'est pas simple. Il y a une bataille du corps médical pour dire que cela ne sert à rien, en matière de santé. Ce que je ne crois pas, bien au contraire. La bataille est là. Plus on sera uni sur cette bataille, plus on réglera le problème.

Mme BOURDIN. - Monsieur le Président, chers collègues. Les chiffres ont été rappelés par les différents intervenants. Cette crise est aussi l'opportunité de révéler la fragilité économique et la précarité de nombreux acteurs et actrices du secteur culturel et touristique. Elle nous rappelle aussi les enjeux fondamentaux d'un service public fort au service de tous et de toutes. Nous espérons que ce dispositif exceptionnel permettra d'apporter une réponse à ces précarités, à ces fragilités.

Mais la pandémie que nous traversons interroge les orientations et les choix politiques qui ont été faits par le passé et exige une très grande modestie de la part des politiques que nous sommes. Devant la situation des restaurateurs, des professionnels de la culture et du tourisme, des étudiants aussi, paralysés par les annonces gouvernementales qui ouvrent grandes les portes des magasins, mais ferment celles des théâtres et des universités, des cinémas et des musées, non seulement cette situation nous oblige à tisser la plus généreuse des solidarités avec des travailleurs, les travailleurs les plus directement impactés, mais elle nous impose d'être à l'écoute des besoins d'une société future que nous sommes en train de voir émerger et de prendre le temps d'analyser ses priorités et ses enjeux.

Au sortir de cette crise, chers collègues, les enjeux, les urgences, les priorités de nos concitoyens et concitoyennes ne seront plus les mêmes. Les orientations politiques ne pourront pas être réinterrogées. Nous positionnons avec ce dispositif exceptionnel au service de la société future dont nous ne savons rien à ce jour.

Simplement une petite vigilance : ne cédons pas à l'orgueil de penser que cette délibération répondra aux besoins de ces filières. Soyons responsables, mais restons modestes, et surtout à l'écoute.

M. LE PRESIDENT. - A l'écoute, chère Katia, on l'est, et je vous remercie d'avoir signalé que la Région, depuis de longues années, avait orienté vers un tourisme durable - vous avez peut-être oublié ce texte - l'ensemble de la filière.

Par ailleurs, de la même manière que nous avons rencontré, avec Sandrine, la filière Thermalisme il y a une quinzaine de jours pour travailler avec eux sur le futur plan dont nous allons accélérer - je le dis à Pascale et à Marie-Françoise - son élaboration. Je suis très heureux de voir l'ensemble des filières, un peu grâce au signal politique que nous avons lancé, et dont j'ai pris l'initiative avec Néo Terra, sur la transition, sur la diversification.

Je profite de cet instant où je vous réponds pour vous signaler, d'ailleurs, que parmi les problèmes que nous avons comme toutes les autres Régions, en matière de chômage, de souffrance sociale - et hier, le Direct le présentait dans une réunion commune Etat/ Région sur le Plan de relance - nous avons moins augmenté le chômage notamment le chômage des

jeunes, deux fois moins qu'au niveau national. Quelque part, cette transition, on la fomente depuis longtemps, et je vous remercie de la soutenir et de la signaler.

M. RABIT. - Pour faire plus court, je ferai, pour ma part, masse des délibérations 2 et 2B. Un mot sur le bilan. La première chose qui me saute aux yeux, c'est la faiblesse des dossiers instruits : 309. A l'échelle de la Grande Région c'est peu, et encore, il y a des différences notables entre les différents départements, 8 pour les Deux-Sèvres, 2 pour la Creuse, 11 pour la Corrèze ou encore 18 pour la Vienne, par exemple. Et pourtant, on ne compte pas le nombre d'entreprises qui sont en danger dans nos différents départements.

Comment expliquer cela ? Peut-être le carcan bureaucratique qui entoure ces aides, leur conditionnalité, leur lisibilité voire leur complexité. Pour expliciter cette remarque, je reviendrai sur le sondage qui avait été fait en Occitanie par la CGPME qui mettait en avant le fait que 60 % des adhérents ne faisaient pas de demande d'aide parce qu'ils considéraient que c'était trop compliqué. Je pense que la situation ne doit pas être nécessairement différente en Nouvelle-Aquitaine.

La question que nous pouvons légitimement nous poser est : est-ce que ces Plans de relance Tourisme et Culture sont de nature à répondre aux difficultés du moment qui, comme on le sait, sont très grandes ? Sur le fait que vous cherchiez à accompagner tous ces secteurs qui sont à l'agonie, la réponse est bien sûr, oui. Il est évident, en ce qui nous concerne, que nous voterons pour ce plan.

Par contre, sur les autres questions, la réponse est non. Ces dispositifs sont-ils simples ? Non. Lisibles ? Non. Parfaitement adaptés ? Non. Complets ? Non. Juste quelques exemples.

Sur la simplicité et la conditionnalité des aides. Je me régale, c'est un pur produit de ce qui séduit en matière de complexité administrative. Il faut, par exemple, que les entreprises soient à jour de leurs déclarations et paiement de leurs charges sociales et fiscales. On peut se demander comment elles pourraient le faire quand elles sont à l'arrêt depuis des mois et qu'elles continuent, malgré tout, de recevoir des avis d'échéances. Ou encore, la trésorerie au 1er janvier 2021 qui doit être inférieure à un mois de chiffre d'affaires annuel, et cela cumulé à une perte d'exploitation constatée et non couverte par le FNS. Ce qui veut dire, comme cela a déjà été indiqué à l'instant, ces entreprises ne pourront pas mettre en œuvre ces demandes qu'avant février 2021, au plus tôt. Alors, que fait-on pour toute la période antérieure ? Ce qui risque d'arriver, c'est que l'aide, finalement, ne servira à rien parce que nos entreprises seront déjà mortes. Je vous dispense du florilège des conditions d'éligibilité qui font qu'il n'y a que peu d'acteurs - et on l'a vu dans le bilan - qui pourraient y prétendre.

Sans parler des incohérences. Le dispositif d'aide Régionale s'adresse aux entreprises de plus de trois salariés, alors que l'aide d'Etat n'approuve pas ce seuil et cette limite. Pourquoi

l'avoir instauré pour le Fonds Régional d'urgence alors que les mêmes entreprises peuvent bénéficier du conseil dès le premier salarié ? Je dirai que l'on est dans « l'Absurdistan » le plus complet.

Sans parler des grands oubliés du plan. On a parlé du secteur thermal, et bien sûr que nous voterons l'amendement proposé, mais où sont les dispositifs spécifiques pour le tourisme de montagne qui, comme on le sait, est au bord du ravin. Où est le secteur de l'événementiel qui est pourtant très lié au tourisme ? Où sont les discothèques ? Où sont les gestionnaires de théâtre qui ont le statut d'indépendants et qui ne sont pas malheureusement couverts par le chômage partiel ? Il y a beaucoup d'exemples qui montrent que finalement, il n'y a pas mal de trous de la raquette, et que l'on ne répond pas au niveau Régional à tous les manquements et toutes les insuffisances des plans de l'Etat.

J'en terminerai par deux remarques. Je sais que les choses sont complexes et que chacun s'emploie, y compris au niveau de la Région, à répondre au mieux et dans l'urgence. Je veux, bien volontiers, le reconnaître. Mais l'explication tient peut-être au fait que chacun travaille dans son coin, en fait, dans ces différents plans, à des niveaux différents et que finalement on n'a pas de vision d'ensemble tant des aides d'Etat que des aides Régionales. Si j'ai un vœu à formuler, tant pour les entreprises que pour nous, élus, qui avons parfois du mal à nous y retrouver, c'est que l'on s'emploie dans les semaines à venir à simplifier et à rendre accessible à tous, ces dispositifs qui bien sûr engagent l'argent public mais auxquels certains n'ont parfois pas accès, faute d'informations. J'aimerais donc bien que l'on travaille à l'élaboration d'un document qui soit cela….

M. LE PRESIDENT. - …Monsieur RABIT ne profitez pas de ma zénitude. Vous êtes à 5 minutes.

M. RABIT. - Je termine. C'est mon dernier paragraphe. N'oubliez pas que j'interviens sur deux délibérations à la fois, donc finalement ce n'est pas trop mal en termes de timing. Je voulais justement terminer mon propos par un appel à l'empathie. C'est peut-être également votre propos aujourd'hui, dans votre remarque à l'instant. Vous nous proposez des soutiens financiers. Je n'ai rien à dire là-dessus, mais nos professionnels à l'arrêt ont besoin de plus. Ils ont besoin d'empathie, de soutien moral, d'engagement fort et symbolique, et avant tout, besoin de travailler. Or, où sont les interventions de la Région pour appuyer les réouvertures des restaurants, des lieux culturels ou du tourisme de montagne, alors que l'on sait qu'il n'y a aucune cohérence sanitaire à les maintenir fermés.

Je suis convaincu - j'en termine par là - que si nous, élus, de manière unanime, déposions une motion appelant le Gouvernement à la réouverture de tous nos lieux de convivialité qui sont aujourd'hui arbitrairement fermés, nos professionnels de la restauration, du tourisme, de

l'événementiel, de la culture, et bien d'autres, qui se considèrent aujourd'hui, parfois, comme des parias, se sentiraient peut-être moins seuls et ceci contribuerait, j'en suis sûr, à éviter la grande dépression psychologique et les drames humains qui sont devant nous, et à laquelle aujourd'hui, personne ne répond dans ces différentes propositions.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Il a dû vous échapper que lors de notre dernière plénière, nous avons voté, après en avoir discuté avec l'ensemble des filières dont le tourisme, dont l'événementiel, dont les stations, une stratégie de rebond et de transition. Mais peut-être, n'avez-vous pas lu cela, suffisamment. En tout cas, nous travaillons avec chacune de ces filières.

Je disais, tout à l'heure, que nous étions en réunion avec l'ensemble de la filière Thermalisme. Par ailleurs, sur votre proposition, je veux bien, je l'ai fait, j'ai participé à un recours sur la fermeture des stations de ski, avec les collègues. Je ne sais pas quelle est la décision que va rendre le Conseil d'Etat. On est bien conscient, en plus, qu'il y a les stations de ski et puis tous les saisonniers derrière, sur lesquels on est intervenu.

Je ne sais pas quel impact politique cela aurait. Je ne fonctionne pas comme Laurent WAUQUIEZ. Ce n'est pas notre façon de faire. C'est plutôt d'accompagner, d'être solidaires et d'essayer d'être chaque fois sur le plan économique et de la transition écologique, un pont plus loin, comme nous l'avons fait jusque-là. Je crois qu'il faut être très modestes, et humbles aussi. On ne va pas faire bouger, quand on regarde ce qui se passe aux Etats-Unis, en Allemagne, dans l'ensemble des pays, certains Landers allemands qui reconfinent massivement - je pense à la Bavière, à l'Autriche - je veux bien que l'on fasse toutes les motions du monde, mais si derrière, c'est pour avoir une gifle en retour, je ne suis pas sûr que l'on aura satisfait l'intérêt des filières.

M. RABIT. - Oui, mais le professionnel a besoin de nous.

M. LE PRESIDENT. - Je voulais dire, parce que là-dessus il faut travailler un peu quand on analyse la réplique à un dossier - je ne sais plus qui l'a dit tout à l'heure - qu'il y a beaucoup d'attentes aussi à l'égard de la Région, énormément d'attentes, et nous essayons d'y répondre, dans notre budget, dans nos moyens.

Deuxièmement, reconnaissons que le deuxième Plan Solidarité, Rebond de l'Etat à l'égard des entreprises, notamment des aides des entreprises de moins de trois emplois, est massif. Reconnaissons-le. Ce que nous avons dit, c'était, les filières qui n'étaient pas dans ces Plans de fermeture, que c'était les niches qui pouvaient être attaquées, essayons d'être complémentaires. Je rappelle que la Région ne peut pas s'endetter. Je pense que vous allez tous vous souvenir tout à l'heure, lorsque l'on va présenter le budget - cela va être intéressant

d'ailleurs de voir les remarques que vous allez formuler - par rapport à nos capacités d'investissement, et au maintien des capacités d'investissement.

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président, s'il vous plaît. Nous vous avons soumis un amendement.

M. LE PRESIDENT. - Pour vous répondre, je donne la parole à Sandrine.

Mme DERVILLE. - Merci Président.

Rapidement, quelques réponses. Sur le soutien au thermalisme, nous avons modifié la délibération pour citer les secteurs touristiques mais il est bien évident que l'ensemble des secteurs du tourisme sont concernés par cette délibération, donc tant le thermalisme que l'événementiel, le tourisme de montagne, ou l'agritourisme, par exemple, qui n'a pas été mentionné aujourd'hui mais qui en fait partie également.

Je rappelle, pour répondre à une partie des remarques qui, au demeurant, ne traitaient pas que sur la question du thermalisme. Effectivement Madame FONTALIRAN, ce sont bien 6 M€ dont il est question, suite à l'ajout du secteur Culture. On était sur 4 M€ pour uniquement le secteur touristique. Avec l'ajout des acteurs culturels, on monte à 6 M€. Ce Plan d'urgence vient en complément des dispositifs existants. On ne met pas fin à nos règlements d'intervention traditionnels, notamment le règlement d'intervention en matière de santé qui vient en aide à la filière thermale. Nous avons, suite également à notre discussion avec la filière thermale, décidé de massifier notre soutien pour les stations, pour l'investissement sur la performance énergétique. Les taux d'interventions sont majorés et sont désormais portés à 30 %.

Un récapitulatif, rapidement. Depuis 2018, sur les trois années 2018, 2019 et 2020, nous avons attribué plus de 2,5 M€ d'aides aux investissements dans la filière thermale avec, par exemple, Evaux-les-Bains, Jonzac ou Saint-Jean-d'Angély. Et en 2021, nous allons accompagner notamment les dossiers de Salies-de-Béarn et de La Roche-Posay, pour un montant total en 2020 de près de 6 M€, si l'ensemble des dossiers est reçu dans les temps.

Le soutien à la filière thermale existe donc bien par nos règlements d'intervention classiques. En revanche, concernant le chèque thermal que vous évoquez, nous ne sommes pas favorables à un chèque symbolique de 20 €, comme peuvent le faire d'autres Régions, qui n'aurait aucun effet levier, à mon sens, sur un séjour en centre thermal, comme l'a évoqué le Président. On est en plus sur des séjours pour lesquels, la partie santé est aujourd'hui, fort heureusement, encore prise en charge par la Sécurité sociale ou les mutuelles. Sur la partie hébergement thermoludisme, etc., dès lors que ces parties-là seront rouvertes, les chèques, type chèques Solidarité Tourisme, sont d'ailleurs absolument acceptables dans ces établissements. On préfère donc se concentrer sur des dispositifs plus généraux, qui ont un

meilleur effet levier. Pour rappel, en moyenne, le chèque Solidarité Tourisme que nous avons attribué l'année dernière, le montant moyen était de 220 € par famille. On est donc bien au-delà des 20 €.

On vous enverra, Madame FONTALIRAN, le bilan complet du volet 1 sur les entreprises touristiques. Les seuls chiffres que j'ai en tête, que je peux vous communiquer, sont sur les 12 ou 15 M€ spécifiques Région, qui venaient en complément. On a accompagné près d'une centaine d'entreprises touristiques, pour 3,5 M€. Mais il y a bien d'autres fonds, dont on vous enverra le bilan.

Voilà rapidement, je crois que j'ai à peu près répondu à l'ensemble de vos questions. Bien évidemment, on est là sur un dispositif qui vient en complément des aides de l'Etat, qui ne pourra s'activer que dès lors que les aides de l'Etat auront été versées, puisque si nous versons des aides qui viendraient à la place des aides de l'Etat, vous nous le reprocheriez légitimement, je pense. Si nous dilapidions ainsi les fonds Régionaux.

Un chiffre, par rapport à la question des entreprises de moins de trois salariés, puisque le fonds d'urgence dont il est question aujourd'hui, c'est d'ailleurs le même que celui de la précédente plénière, s'applique à partir de trois salariés. Pour les entreprises de moins de trois salariés, donc un et/ou deux salariés. Depuis l'ouverture de la plateforme Fonds National de Solidarité, le 4 décembre. Il y a donc quelques jours, pour solliciter l'aide au titre du mois de novembre, l'Etat a octroyé, d'ores et déjà, plus de 58 000 aides pour une dépense globale de 244 M€. Pour vous faire un focus sur les entreprises d'un et deux salariés, donc moins de trois, l'aide mensuelle moyenne que le Gouvernement leur a accordée est de 6 241 €. Effectivement, Président, cela confirme ce que vous disiez ; les aides aux entreprises fermées ont quand même été considérablement renforcées sur cette deuxième vague. Et pour vous donner un chiffre, à titre indicatif, le chiffre d'affaires moyen mensuel pour le secteur hôtellerie, restauration, cafés, dont il est question aujourd'hui, est de 11 405 €. Donc, avec une aide moyenne de 6 241 €, on peut légitimement considérer que cette aide sur les très petites entreprises de moins de trois salariés, compense en grande partie la perte de chiffre d'affaires. Voilà pourquoi, mais c'était déjà le cas lors de la précédente séance, nous avions ciblé nos aides sur les 3 à 49 salariés, également pour des raisons évidemment budgétaires, comme l'a évoqué le Président, mais étant entendu, toutes les entreprises en grandes difficultés qu'il y aurait dans la Région, sont aussi éligibles, par exemple, au dispositif d'aide au retournement ou des entreprises en difficultés que Bernard UTHURRY évoque malheureusement, régulièrement ici, parce que l'on aimerait ne pas avoir à évoquer ce type de dossiers dans cet hémicycle.

Voilà, Président, les quelques réponses que je pouvais vous apporter.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Il y a un autre point qu'il faut - Pascale et Marie-Françoise - tenir compte, si nous intervenions, on ne pourrait intervenir que sur des sommes bien moindres que celles de l'Etat, et il est vraisemblable que notre aide entraînerait la privation par ces entreprises de l'aide de l'Etat qui est beaucoup plus massive. Il y aura donc un effet d'éviction pour ces entreprises qui a été analysé par nos Services.

Mme REQUENNA. - Je ne remets pas en cause l'engagement sur les politiques classiques qui est celui de la Région, sur l'investissement. Là, on se situe dans une situation d'urgence. Le chèque que nous appelions de nos vœux, le montant de 20 €, en tout cas, je ne l'ai pas du tout émis, était véritablement pour traiter les situations d'urgence sans remettre en cause tout ce qui est sur investissement plus lourd pour la filière.

M. LE PRESIDENT. - Je vous propose - sous le contrôle de Sandrine - que l'on puisse travailler avec AQUI O THERMES sur ce domaine-là, avec - et je vous renvoie au débat budgétaire aussi - deux craintes. Ouvrir une plateforme qui permettrait à tout le monde, sous conditions de revenus je suppose, mais quand on regarde les conditions de revenus de ceux qui vont dans le thermalisme, ce n'est peut-être pas exactement notre cible ; parce que si l'on veut le limiter, ce serait sous conditions de revenus.

Ensuite, ce sont des installations qui, aujourd'hui, sont fermées. Donc, quel impact ? Je préfère que l'on évalue, avec Sandrine DERVILLE, ce chèque que nous avons proposé, et qui a eu un succès étonnant, puisque là, la Région avait un effet multiplicateur, avec les Départements. Et je pense que certains Départements qui n'ont pas voulu venir, viendront demain parce qu'ils ont bien vu qu'entre 250, 400 €, il y avait quelque chose de significatif pour une famille et je pense qu'il faudra effectivement, lorsque ces établissements seront rouverts que l'on puisse réfléchir à l'utilisation de ce chèque. Je vous propose ce biais-là.

Par ailleurs, on a vérifié, avec Sandrine DERVILLE, que le débat que vous avez eu et la proposition du Modem, il en avait bien été tenu compte dans la nouvelle rédaction du texte.

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président, vous abordez la reprise et un travail concerté. Est-ce que l'on peut s'accorder sur un grand Plan de communication pour la filière, aussi à la reprise, notamment à travers ce chèque Tourisme ?

M. LE PRESIDENT. - Bien sûr. Vous maintenez votre amendement ou il faut le…

Mme REQUENNA. - …Oui. Est-ce que l'on peut le mettre aux voix s'il vous plaît ?

M. LE PRESIDENT. - Bien sûr. Juste un détail. Je ne sais pas qui vous a fait ce cadeau somptueux d'une médaille égyptienne, mais alors cela m'aveugle lorsque les lumières sont sur vous.

Mme REQUENNA. - Il ne s'agit pas d'une médaille égyptienne, mais simplement

hagetmautienne, gravée aux prénoms de mes enfants et pour tout vous confier, c'est mon époux qui me l'a offerte.

M. LE PRESIDENT. - Bravo. On applaudit votre époux. Mais en tout cas, elle éblouit. Cela fait depuis un moment que je me dis « qu'est-ce que j'ai dans l'œil ? ». C'était Pascale REQUENNA.

M. LE PRESIDENT. - Qui est d'avis d'adopter l'amendement du Modem, avec les réflexions ?

Qui est contre ?

Mme REQUENNA. - Cela se compte, là.

M. LE PRESIDENT. - Cela se compte à l'élection.

Mme NADAU. - Président. Vous avez été ébloui. Vous ne comptez pas bien.

M. LE PRESIDENT. - Je n'ai juste, dans les troupes de la Majorité, qu'une personne qui a voté contre son camp.

Ce dossier est donc adopté.

Merci du débat parce qu'il est enrichissant.

Mme ABELIN. - Monsieur le Président. Excusez-moi, on n'a pas eu le temps d'exprimer la position de l'UDI. On votera l'amendement du Modem.

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président. On peut refaire le vote, s'il vous plaît. Je crois que cela se compte quand même. De l'amendement, s'il vous plaît.

M. LE PRESIDENT. - Qui est pour l'amendement ?

Chaque Groupe a un nombre et se démultiplie.

Qui est contre l'amendement ?

Les Groupes votent unanimement. J'ai bien noté le Rassemblement National.

N° 2 – vote de l'amendement

▪ **POUR :** Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, PS (1)

▪ **CONTRE :** Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV,

Amendement Rejeté

M. LE PRESIDENT. - Qui est pour l'adoption du texte tel qu'il a été présenté ?

Mme REQUENNA. - On vote individuellement, Président. On ne peut pas savoir qui est présent ou pas présent ? On est obligé de faire un décompte. Si l'on veut être sincère et aller jusqu'au bout de la démarche. Vous faites l'appel et on répond, et on compte. Je ne sais pas

combien de personnes sont en visio ou pas. Je ne peux pas savoir. Si vous le savez, bravo. Moi, je ne peux pas savoir en l'état qui est en visio ou pas. On est d'accord ? On est d'accord que ce sont les visios ou les présents.

M. LE PRESIDENT. - On a fait le décompte tout à l'heure. Je pose la question. Je trouve assez désagréable…

M. COLOMBIER. - Président. Il faut être clair, c'est vrai. Il ne faut pas qu'il y ait de suspicion dans quel que sens que ce soit. En effet, les présents s'expriment à main levée, pas de problème. Il faut tenir compte des procurations que nous avons déposées avec le Groupe. Après, les autres, ceux qui sont absents, ils sont absents. Ils ne votent pas. S'il n'y a pas de procuration

M. LE PRESIDENT. - Non. Tout le monde vote.

Mme REQUENNA. - S'il n'y a pas de procuration, Président.

M. LE PRESIDENT. - Tout le monde vote.

Mme REQUENNA. - Oui d'accord.

M. COLOMBIER. - Parce que le vote par Groupe globalisé, cela n'existe pas. Désolé.

M. LE PRESIDENT. - Est-ce qu'il y a… Si. La loi nous donne le droit de faire voter ceux qui sont en distanciel.

M. ROGISTER. - Oui. Mais, présent en distanciel.

M. LE PRESIDENT. - Tous les Groupes ont des procurations.

M. GUERIN. - Pour rebondir sur ce que Pascale dit et ce que Monsieur COLOMBIER est en train de vous dire, il y a des gens qui sont en présentiel, d'autres en visio. La loi vous donne le droit de faire voter ceux qui sont en visio.

Il y a des gens qui ont donné procuration.

Il y a sans doute des gens qui n'ont pas donné procuration.

Donc, c'est assez simple de compter ceux qui sont présents en présentiel, en visio. De compter les procurations, d'avoir un vote précis. Vous venez de dire vous-mêmes qu'il y a quelqu'un de votre Majorité qui n'a pas voté comme vous. Donc, ce vote-là se compte, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - Je ne comprends pas bien où vous voulez en venir.

Mme REQUENNA. - On veut simplement avoir un décompte précis, Monsieur le Président.

M. COLOMBIER. - Règlement, règlement. Pas quand cela arrange les uns ou les autres.

M. LE PRESIDENT. - Je demande à Marie-Pia LAREE de vérifier les procurations et nous aurons le décompte. Jusque-là, on acceptait le vote, y compris à cause du distanciel, par les Groupes. Il y avait une forme de confiance, que je vous faisais, que vous me faisiez. Je ne vois pas quel est le problème.

Mme REQUENNA. - Vous avez vous-mêmes souligné que dans votre Majorité, il y en a qui avaient voté pour.

M. LE PRESIDENT. - Non. Je me suis trompé. Je mets aux voix. Je vous promets que l'on vérifie le vote sur l'amendement. Je mets aux voix l'ensemble du texte.

Qui est d'avis de l'adopter ?

Qui est contre ?

M. COLOMBIER. - Qu'est-ce que l'on vote là ?

M. LE PRESIDENT. - Le texte. Je considère que le vote sur l'amendement est parfaitement légal. Je vais quand même faire vérifier. L'amendement a été repoussé. Et je mets aux voix…

Mme REQUENNA. - Faites vérifier les procurations et également les personnes qui sont absentes et qui n'ont pas donné de procuration.

M. LE PRESIDENT. - Vous voulez qu'à chaque fois, on fasse ce genre de chose ?

Mme REQUENNA. - Dans ce cas précis, je veux que le vote soit précis.

M. COLOMBIER. - On ne te le demande pas souvent, tu pourrais quand même accepter la réglementation.

M. LE PRESIDENT. - Attendez, parce que là, vous vous amusez.

M. COLOMBIER. - Là, on va voter pour le dossier principal.

Mme REQUENNA. - On pense simplement que c'est très serré. On ne s'amuse pas.

M. LE PRESIDENT. - Ce n'est pas très serré. On est à 120 contre 70.

On est combien dans la Majorité ? 107 voix pour la Majorité et 47 pour l'Opposition.

M. DIONIS DU SEJOUR. - C'est impossible.

Mme REQUENNA. - On en a perdu en cours de route, Président.

M. LE PRESIDENT. - Je vous donne. Il y a 47 pour la Droite. 22 pour le Rassemblement National, et 7 pour les Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine. 76. Je vous propose, les

deux votes ayant été adoptés, est-ce qu'il y a à l'écran des personnes appartenant aux Groupes qui ont voté pour ou contre cet amendement, souhaitant s'exprimer ?

Mme LAPOUGE. - Je suis en non-inscrite, donc j'aimerais bien aussi que mes votes puissent compter, à un moment donné.

M. LE PRESIDENT. - Allez-y.

Mme LAPOUGE. - Je vote pour l'amendement.

M. LE PRESIDENT. - Cela ne change strictement rien puisqu'elle était comprise.

Mme LAPOUGE. - Cela ne change rien mais c'est juste que j'aimerais pouvoir voter.

M. LE PRESIDENT. - J'espère que l'on n'aura pas ce genre de petits plaisirs, Pascale, à toutes les délibérations ?

Mme REQUENNA. - Ne jamais se priver de petits plaisirs, Président.

M. LE PRESIDENT. - Donc, le texte est adopté. Madame LAPOUGE vote pour l'amendement. Madame LAPOUGE, vous votez pour le texte non amendé puisque…

Mme LAPOUGE. - Oui, après, dans le fond, bien sûr que je vote, pour le texte.

M. LE PRESIDENT. - Merci Madame LAPOUGE.

M. COLOMBIER. - Nous votons pour le texte de fond, il n'y a pas de problème.

M. LE PRESIDENT. - Il y a une unanimité.

M. GUERIN. - Président. LR vote pour le texte.

M. LE PRESIDENT. - Merci Guillaume. Cela commence bien. J'avais demandé de la zénitude.

Le Modem, UDI et DINA votent pour, pour le texte.

N° 2

Vote sur le «Soutien exceptionnel aux secteurs du tourisme et de la culture impactés par la crise COVID19»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A L'UNANIMITE

2b - COMMUNICATION SUR LES AIDES ATTRIBUEES DANS LE CADRE DU PLAN D'URGENCE COVID-19

M. LE PRESIDENT. - Sur la communication sur les aides attribuées dans le cadre du plan Covid. On vous a remis un texte assez complet avec des chiffres. Je vais peut-être rester sous le contrôle de Marion GUST et de Thibaut RICHEBOIS, sur un bilan qualitatif.

Vous vous souvenez, les Services de la Région ont géré le PGE2, pour lequel l'ensemble des aides n'a pas été déployé, qui passait à plus de 5 000 € par entreprise. Ce dispositif a été efficace. Nous avons mis en place, aussi, un dispositif avec les Intercommunalités et la Caisse des Dépôts. Une trentaine de millions d'euros. Ce dispositif qui fonctionnait en prêts à travers les plateformes d'initiative locale, n'a été consommé que pour un tiers. Nous sommes donc en train de réfléchir à la façon avec laquelle on va pouvoir continuer à aider nos petits commerces et nos TPE.

On a eu un autre problème avec le Payeur Régional, tout simplement, parce que nous avons repensé le texte et dès que possible, dans une Commission Permanente, puisque c'est en application de dispositifs de plénière, nous vous soumettrons d'autres dispositifs.

Les plateformes d'initiative locale, n'ayant pas de Payeur, nous disent la DRFIP et la DGFIP, ne peuvent pas poursuivre la mise à disposition de prêts, mais nous, nous n'avons pas les moyens d'internaliser ces aides. Il y a donc ce souci pour continuer à soutenir l'ensemble de ce secteur.

Le dispositif, qui a par contre très bien marché, est un dispositif qui est double, des subventions pour des entreprises jusqu'à 50 salariés, jusqu'à 100 000 € en subvention. Je n'ai pas le nombre d'aides, mais c'est un dispositif qui a été efficace. Et de 50 à 250 salariés, ce sont des prêts jusqu'à 500 000 €, des prêts garantis, des prêts sans taux d'intérêt. Ce sont de mesures de type national.

Je n'ai pas encore le résultat du dispositif que l'on a mis en place avec les banques mutualistes, qui est un dispositif un peu unique en France. Nous n'avons pas choisi la BPI parce que le coût de gestion par la BPI de ces prêts dits « rebond » était de 4,5 %. Un pur scandale.

Là, nous avons des prêts à près de 0 %. Je vous rappelle que nous avons adopté un dispositif permettant d'acheter le taux d'intérêt pour arriver auprès des entreprises avec 0 %.

Et puis, il y a les autres dispositifs qui ont été mis en place, dont on ne peut pas apporter un bilan parce qu'ils sont en cours de déploiement.

Nous votons d'ailleurs le dispositif voiture-balai que nous avons mis en place de 20 M€ et nous rajoutons aujourd'hui entre 5 à 10 M€.

Nous avons des discussions, aujourd'hui, avec le Ministère des Finances pour pouvoir abonder nos fonds d'investissements. Vous savez que la situation principale de nos entreprises est un déséquilibre absolu entre la dette et les fonds propres. En dehors du fait que la Nouvelle-Aquitaine est un peu proactive, même beaucoup proactive sur les fonds propres, j'espère que l'on pourra mettre en place un fonds qui sera abondé par l'Etat, autour de 25 M€, un fonds qui pourra être entre 60 à 100 M€, pour pouvoir intervenir entre 100 000 € à 5 M€, et justement dans les entreprises dont on parlait tout à l'heure, de pouvoir rééquilibrer, sans être intrusif leurs fonds propres, notamment dans le tourisme et aussi dans d'autres types d'activités.

La mise en place de l'ensemble de ces dispositifs suppose des moyens techniques et informatiques relativement lourds. Le dispositif avec les banques mutualistes est de 100 M€, l'évaluation c'est-à-dire les entreprises qui sont touchées, combien y en a-t-il ? C'est le problème. Et là, on ne l'a pas encore parce que cela nous vient des banques. Ce qui fait qu'il y a plusieurs centaines de millions d'euros, plusieurs milliards avec l'Etat qui sont mis en place. Comme je le rappelais tout à l'heure, on a essayé de joindre tous les secteurs qui étaient vraiment fermés administrativement, hors des écrans-radars de l'Etat, et avec le plus possible des dispositifs de subventions pour ne pas aggraver la dette des entreprises.

Je ne sais pas s'il y a des questions. Je suis prêt à convoquer une Commission exceptionnelle avec Andréa BROUILLE, Bernard UTHURRY et Philippe NAUCHE pour que l'on puisse, avec les Services, faire un point précis et voir dans le détail ce qu'il faut faire bouger.

Mme DIAZ. - Je voudrais faire un commentaire sur ce point d'étape relatif aux aides accordées aux entreprises depuis deux mois.

Cette aide s'élève à moins de 6 M€ pour 300 entreprises. Ce qui est extrêmement faible, si l'on rapporte ce chiffre au nombre d'entreprises en souffrance, en France et dans notre Région. Ces professionnels ressentent injustice et détresse. Les chiffres sont alarmants. L'Union des Métiers des Industries de l'Hôtellerie estime que 65 % des établissements ne se relèveront pas. Les discothèques sont fermées depuis neuf mois. Un quart des chefs d'entreprises a déjà pensé au suicide et le spectre des faillites prévues pour 2020 fait froid dans le dos.

Lundi dernier, j'étais à Paris et je participais à une manifestation organisée par les chefs d'entreprises, perdus, qui s'élevaient contre la promesse non tenue d'Emmanuel MACRON « zéro recettes, zéro dépenses ». Par ailleurs, ils déploraient la bureaucratie et la complexité

administrative pour glaner çà et là quelques subsides. Enfin, ils regrettaient que les aides, non seulement tardaient à arriver, mais en plus, ne combleraient jamais le manque à gagner.

C'est donc dans ce contexte d'extrême défiance, légitime, que nous prenons connaissance des chiffres que vous nous présentez. Je les répète : 300 entreprises aidées en deux mois. C'est faible et inquiétant, et malheureusement, cela correspond à ce que nous avions redouté et annoncé dès le mois d'avril lorsque vous nous avez présenté ce partenariat Etat/ Région. Depuis le début de cette crise, le Rassemblement National demande que soit mis en place un guichet d'aide unique, simplifié et accessible à tous les chefs d'entreprises, qui en ce moment n'ont vraiment pas la tête à jouer à la course d'orientation.

M. LE PRESIDENT. - Pardon, mais je ne sais pas, ou alors on vous a transmis une mauvaise information. Là, cela ne concerne qu'une partie. Si l'on ajoute l'Etat, ce sont plusieurs milliards. Ce sont des milliers d'entreprises. Peut-être que l'écrit du texte ne rend pas. Je vous dis simplement par rapport aux plateformes d'initiative locale, on est déjà à 8,5 M€. Donc, je ne sais pas où vous prenez le chiffre des 6 M€.

Si je prends le fonds balai, ce sont 20 M€ qui ont été dépensés. Ce n'est pas le bon calcul, Madame DIAZ.

Mme DIAZ. - C'est la délibération 2B.

M. LE PRESIDENT. - Je vous dis que cette délibération 2B ne concerne qu'une partie des fonds d'urgence. Cela ne concerne pas la totalité des aides.

Mme DIAZ. - Je n'ai pas dit que c'était la totalité. J'ai dit que c'était depuis deux mois.

M. LE PRESIDENT. - Par ailleurs, vous êtes en Commission Permanente. Vous voyez bien en Commission Permanente que l'on continue d'accompagner les entreprises.

Mme DIAZ. - Je ne dis pas cela. Je dis juste que c'est extrêmement faible. Et là, en l'occurrence, le document précise…

M. LE PRESIDENT. - Mais, ce ne sont pas 6 M€.

Mme DIAZ. - Non. Ce ne sont pas 6 M€, mais 5,7 M€.

M. LE PRESIDENT. - Je vous invite à venir travailler soit avec Marion GUST, soit avec Thibaut RICHEBOIS, ils vous montreront la totalité. Je note quand même - même pour moi - qu'il est compliqué que je demande à la fois aux Services de faire le travail, énorme qu'ils font, et puis en même temps qu'ils me fassent des comptes rendus tous les jours. Il faut accepter de faire confiance. Je ne me méfie pas des Services de la Région. On a mis en place quelque chose d'assez formidable, le moment venu, et je les salue parce que faire ce type d'instruction en distanciel.

Oui, vous ne parlez que du volet 2 du Fonds national de Solidarité. Oui, mais il y en a d'autres. Et peut-être, est-ce de ma responsabilité de ne pas avoir communiqué tous les dossiers. Mais si vous ne parlez que d'un aspect…

Effectivement, on a noté dans le deuxième volet, qui est un volet, je vous le rappelle, d'Etat, que la Région a abondé directement auprès de l'Etat, instruit par les Régions, qu'il a été relativement faible parce qu'encore une fois, ce sont des prêts, et que les entreprises sont en déséquilibre dans leur bilan entre les fonds propres et la dette. C'est pour cela que, quand on met en place le Fonds voiture-balai de 25 M€ que l'on va réabonder avec des subventions jusqu'à 50 emplois et un prêt jusqu'à 500 000 € de 50 à 250 emplois, là, il y a un succès considérable.

Je pense - je parle sous le contrôle de Philippe, Bernard et Andréa - qu'il faut peut-être que l'on ait une Commission des Finances un peu élargie et que l'on puisse avoir le bilan global. Mais, je vous demande d'être attentifs. Cela nécessite à la fois d'accompagner les entreprises et de faire le job habituel dans nos Services de développement économique, et paradoxalement, ils sont abondants. Et en même temps, de faire les aides d'urgence. Je ne vous ai pas proposé de recruter 50 personnes qu'il serait impossible de former sur ces aides d'urgence. Je vous demande donc un peu d'attention à l'égard du travail qui est mené par les Services dans cette Maison.

M. RABIT. - Je suis désolé, on ne peut intervenir et réagir que par rapport aux délibérations qui nous sont présentées. Aujourd'hui, vous nous présentez un bilan sur les aides, volet 2. Ce que l'on vient de constater, c'est ce que j'avais dit tout à l'heure, c'est-à-dire qu'il y a 300 entreprises qui en ont bénéficié. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas d'autres qui ne l'ont pas fait, mais en tout cas, c'est ce que vous nous proposez aujourd'hui ; c'est très faible, notamment quand on regarde les chiffres par département. Effectivement, on ne peut que constater la complexité du dispositif.

Et ce que j'ai demandé à la fin, c'est-à-dire d'avoir une vision d'ensemble mais aussi avoir des documents d'ensemble et simples pour l'ensemble des bénéficiaires, c'est quelque chose qui, à mon avis, doit être fait rapidement par les Services. Nous sommes prêts, élus, à nous y employer également.

M. LE PRESIDENT. - Monsieur RABIT. Ces dispositifs sont pour la plupart encore actifs. Donc, je ne peux pas donner six mois après, ou trois mois après leur démarrage, un mois après leur démarrage, le bilan global. Je veux bien que l'on demande tout et n'importe quoi, mais je ne peux pas demander à mes Services d'arrêter d'instruire pour faire le bilan de ce qui a été instruit, parce qu'après, vous allez revenir me voir en disant que la Région ne répond pas. Je fais donc confiance à mes Services qui font un boulot énorme. Je propose qu'en

janvier, il y ait une Commission un peu exceptionnelle et puis l'on fait le point. En tout cas, je remercie vraiment mes Services, parce qu'ils sont sous tension.

M. BLANCHÉ. - A l'agglomération de Rochefort, on a mis également des aides pour les entreprises de moins de dix salariés. On avait mis 2 M€ de côté, on a eu que 300 000 € qui ont été demandés. J'ai envie de dire, tant mieux ! Cela veut dire qu'il y a des entreprises qui arrivent à mener de front ce combat contre la crise. Et j'ai aussi envie de dire, pour la Région, tant mieux si l'on ne dépense pas ou ne donne pas tout ce qu'il y a. C'est qu'il y en a qui font d'autres choix. Il y en a qui n'en ont peut-être pas forcément besoin. Mais en tout cas, il est important qu'il y ait des aides possibles que ce soit par l'Etat, la Région ou les Agglomérations. Je trouve donc ridicule de dire que l'on n'a pas assez ou que l'on ne donne pas assez d'argent aux entreprises. Il y en a qui ne le demandent pas parce qu'elles ne veulent pas avoir d'autres dettes, également ; elles se débrouillent différemment. Je trouve bien tout ce qui a été mis en place par la Région, par l'Etat, par les Agglomérations diverses et variées.

M. LE PRESIDENT. - Merci Hervé.

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires ?

Si non, l'Assemblée donne acte de cette communication. Je vous remercie.

N° 2b
sur la «Communication sur les aides attribuées dans le cadre du Plan d'urgence Covid 19»

L'ASSEMBLEE DONNE ACTE

.

3 - ACCORD REGIONAL DE RELANCE

Mme SEGUINAU. - Je voulais vous demander une interruption de séance, s'il vous plaît, parce que l'on a eu encore une nouvelle réaction, et nous aurions besoin de réunir notre Groupe pour finaliser nos échanges.

M. LE PRESIDENT. - La suspension de séance est de droit, chère Christine. 10 minutes ?

Mme SEGUINAU. - Merci.

(Suspension de séance de droit)

(Reprise et poursuite de la séance)

M. LE PRESIDENT. - Chers collègues. Nous pouvons reprendre notre séance, Plan de relance. Je pense que nous aurons un certain nombre de remarques sur le fait que, jusqu'au bout, avec les discussions avec les Départements ou les Intercommunalités, nous ayons dû compléter le dossier, étant entendu - ce que nous demandait au départ, l'Etat - qu'il y ait le moins de précisions possible.

Nous avons souhaité que les territoires puissent se retrouver dans leurs projets. Avec Reine-Marie WASZAK et la DATAR, on a mené des discussions assez longues. Nous essaierons de compléter cela. La première observation qu'il faut faire est que les précisions se feront au cours de ces deux années, en fonction de l'état de préparation ou de maturité des projets.

Le souhait du Gouvernement, puisque c'est un contrat Etat/ Région, est bien de pouvoir - pour être peut-être un peu trivial - dépenser cet argent dans les deux années, et pouvoir jusqu'en 2023, un peu comme on le fait pour les crédits européens et le dégagement d'office, payer l'ensemble des factures qui vont être soumises. C'est la première observation.

Deuxième observation générale, je ne vais pas entrer totalement dans les détails et pendant deux heures vous lire tous les projets qui sont recensés.

Sur la partie infrastructures, l'Etat a souhaité ne contractualiser - c'est l'objet de l'avenant CPER - que sur deux ans. De notre côté, compte tenu de la spécificité d'un certain nombre de dossiers - Andréa ou Guillaume GUERIN auront à intervenir là-dessus - nous avons fait inscrire les crédits d'études et de procédures permettant de démarrer le plus tôt possible les opérations. Je cite cela parce que notamment l'opération Nord Limoges sur la 147 est bien inscrite mais qu'aujourd'hui, compte tenu des délais à la fois liés à la loi sur l'eau et aux différentes procédures faunistiques, etc., des acquisitions parcellaires, le dossier ne pourra pas démarrer l'année prochaine ou dans les deux ans.

Ce sur quoi, j'ai demandé à l'Etat de s'engager que ce dossier puisse bien démarrer dans le futur CPER avec tout l'argent. Je rappelle que la Région - Guillaume se souvient de cette discussion - a proposé sur le supplément du viaduc qui passe au-dessus de la Glane, faire l'avance à l'Etat de sa part de 15 M€, que l'Agglomération de Limoges, enfin le Département et la Région se sont engagés sur les 15 M€ avec 5 M€ chacun, et que la Région a proposé de faire l'avance à l'Etat, s'il ne peut pas le faire, de sa part. Comme d'habitude. J'aime bien que les dossiers avancent. Le problème de cette nationale 147, avec les accidents mortels encore récemment qui s'y déroulent, les atermoiements, qui ont eu lieu, est insupportable. Ce qu'il faut, et ce que je crois la Région a réussi à faire, c'est d'être fermes, toutes Collectivités confondues, pour faire avancer ce dossier. Si nous renvoyons aux calendes grecques, si nous sommes divisés, l'Etat ne va pas bouger.

Mme DUTARET-BORDAGARAY. - Je m'excuse. Il semblerait qu'il y ait un problème de visio. Ceux qui sont chez eux n'ont pas tous accès à notre débat.

M. LE PRESIDENT. - Je ne sais pas faire cela, ma chère collègue. Même la technique fut-elle la plus avancée, a des problèmes.

Mme DUTARET-BORDAGARAY. - C'est juste pour qu'ils puissent vous entendre.

M. LE PRESIDENT. - Donc, l'Etat a souhaité n'inscrire que sur deux ans. Nous avons demandé qu'il y ait des crédits préfigurant le futur CPER 2023-2027, de telle sorte que rien ne soit en retard, pas forcément facile dans la discussion. L'Etat, pour sa part, est en rattrapage de ses engagements du CPER précédent. Je laisse tout cela à votre appréciation. Nous, nous sommes à plus de 100 %. Nous avons donc tenu nos engagements réguliers sur toutes les opérations qui avaient été engagées.

Troisième observation. La partie la plus importante, le tiers de ces engagements, ce sont les infrastructures ferroviaires. Renaud LAGRAVE pourra, tout à l'heure, vous indiquer le sens de cette stratégie où la Région s'est fortement engagée pour sauver toutes les lignes, notamment la ligne ferroviaire entre Limoges et Poitiers, qui est souhaitée par l'Agglomération de Poitiers, et la liaison entre Niort et Saintes qui sont, vous le savez, des liaisons assez compliquées comme l'est celle, d'ailleurs, puisque dans le bilan elle est en mauvais état, entre Périgueux et Agen. Il y a donc un effort financier considérable sur cet aspect-là.

Le deuxième grand dossier concerne la cohésion sociale et territoriale, que nous avons complété suite à la discussion jusqu'à la dernière minute - pardon mais vous avez dû recevoir une note récapitulative - puisqu'un certain nombre d'Agglomérations ou d'autres dossiers n'y figuraient pas. Je pense aux dossiers sur lesquels la Maire de Poitiers m'a alerté, hier, qui sont bien inscrits. Il y a un tiers-lieu, une requalification de friches et il y a bien, Renaud, une étude sur le RER métropolitain de Poitiers.

Sur Agen, plusieurs dossiers ont été ajoutés, qui nous ont été signalés, qui restent à instruire puisque l'on vient de les avoir ; un joli dossier sur l'agroalimentaire de Yann MAUS, et le réaménagement de la Plaine des sports.

Dans le département 16, le logement étudiant des Campus des Valois. En Charente, il y a un projet de sauvetage des moules d'eau douce, comme en Dordogne d'ailleurs.

En 17, la Charente-Maritime, réhabilitation de la Muraille de Brouage, réhabilitation du Fort Boyard.

En 19, il y a l'Espace sportif des 1000 Sources et le Viaduc des rochers noirs.

Bref, dans la Creuse, en Dordogne, le Laboratoire départemental vétérinaire. De nombreux projets aussi dans le département de la Gironde, des Landes, du 64, il y a toute la rénovation du Train de la Rhune. Dans les Deux-Sèvres, des opérations circuits courts. L'incubateur à maraîchages et des études en 86. *(Inaudible)* sur la 147.

Si un certain nombre de dossiers ne figurent pas, sachez qu'il y a trois possibilités pour les reprendre et nous en sommes convenus avec la Préfète de Région :

- première possibilité : nous avons essayé de distinguer, en fonction du montant du projet, dans ce qui pouvait être des contrats de relance départementaux. Vous avez vu que Dominique BUSSEREAU a signé un contrat de relance avec le Premier Ministre la semaine dernière. Il y a donc des crédits qui sont affectés via les dotations des Collectivités locales auprès des Départements, qui seront à traiter entre les Intercommunalités, Président ou Présidente du Département, et le Préfet du Département. Il y a un certain nombre de lignes, je pense aux rénovations thermiques, mais pas que, qui vont être traitées aussi dans le contrat de relance Régionale.

Nous avons essayé dans l'écriture - je peux vous dire que cela a été assez difficile - de ne rien oublier qui puisse être dépensé ces deux années, que ce soit sur le volet ferroviaire, sur le volet routier, le problème notamment de la 141, ou sur le volet portuaire, mon cher Mathieu.

L'idée est bien entendu de défendre le fonctionnement et la régénération de toutes les petites lignes ferroviaires, de poursuivre la rénovation des gares, des pôles d'échanges multimodaux et la sécurisation des passages à niveau.

Le fret ferroviaire, je rappelle que nous avons 10 000 camions sur l'ex-Nationale 10. Ces 10 000 camions en font, à travers la grande Aquitaine, la partie la plus polluée de la Région, avec à la fois les particules fines du diesel, mais aussi avec les particules de l'usure des pneus, ce qui est peut-être tout aussi grave. L'idée est de développer les installations terminales embranchées, de développer une autoroute ferroviaire Cherbourg - Mouguerre qui n'existe

pas ; il n'y a que 2,5 % des marchandises qui sont sur le train, ce qui fait de cette partie atlantique de la cohérence européenne, la partie la plus en retard. Je rappelle que l'on est à plus de 15 % entre la France et l'Italie à travers les Alpes, à plus de 15 % au niveau de l'Allemagne.

Sur l'enseignement supérieur et la recherche, nous avons de notre côté fait inscrire deux dossiers, d'abord le doublement de l'Institut des Sciences de la vigne et du vin ; la filière viticole souffre. Et en plus, nous sommes avec VitiRev sur un projet énorme de sortie des pesticides sur cet aspect de notre filière qui regroupe, je crois, plus de 50 000 emplois et qui fait aussi une réputation.

Et puis, nous avons inscrit les premiers crédits sur une idée que j'ai proposée, qui est branchée avec One Health ou « une seule santé », qui est le projet d'une école vétérinaire. Cela fait longtemps que cela me tournait dans la tête, que la Nouvelle-Aquitaine n'ait pas d'école vétérinaire alors que nous sommes la première Région agricole en valeur d'Europe, qu'il n'y ait que quatre écoles nationales publiques vétérinaires en France et que nous formions 50 % des vétérinaires à l'Etranger, que l'ensemble des écoles vétérinaires forment plutôt pour les animaux de compagnie et pas pour l'agriculture. Nous sommes donc en train de réfléchir à un modèle qui est à la fois de présence sur les territoires ruraux, d'accompagnement des agriculteurs, et de recherche aussi santé humaine, santé animale, santé végétale ou là, il y a un Pôle qui est en train de se construire à Limoges, que nous allons, bien entendu, implémenter et accompagner.

Grosse ambition sur le logement étudiant, notamment sur l'agglomération bordelaise où là, on est en tension, mais pas que, avec le projet de construction de plus de 5 000 logements, 5 880 exactement, avec le CROUS et les Offices HLM. L'Etat pour sa part investira sur la rénovation énergétique des bâtiments de l'enseignement supérieur, dont c'est la compétence.

Dossier important aussi, sur la transition écologique et énergétique, avec la restauration écologique des principaux points noirs, la restauration de sites ou de création d'infrastructures d'accueil au public sur les espaces et les aires protégés, le renforcement de la sécurité des barrages de l'Etat et la résilience des espaces littoraux. L'Etat a souhaité pour sa part intervenir avec l'Agence de bassins sur la sécurisation des infrastructures de distribution d'eau potable d'assainissement et de gestion des eaux pluviales. Et nous avons par ailleurs des projets de recherche sur la détection de microparticules, des perturbateurs endocriniens et essayer de trouver le Graal en matière de traitement des eaux usées pour pouvoir les utiliser au niveau, notamment, de l'arrosage des villes ou dans la campagne.

Fort projet aussi bien sûr, Pascale, sur l'économie circulaire et les déchets. Sur les déchets, je pense que nous aurons - Nicolas THIERRY en sera d'accord - un effort

considérable à faire, d'imagination et de renforcement de notre stratégie d'échelle. J'aurai d'ailleurs à te proposer une idée qui va te plaire.

Un effort sur la réhabilitation des friches, développement des énergies renouvelables, mobilité propre. Je crois qu'il y a des projets importants.

Sur les projets alimentaires territoriaux aussi.

Soutien à l'appareil productif et aux filières. On a travaillé avec les filières sur les stratégies par rapport à ce que disait Monsieur RABIT. Je le renvoie au document de l'ancienne plénière parce que nous avons travaillé sur la stratégie, pas simplement sur le court terme, premièrement. Deuxièmement, aujourd'hui, on est un peu embarrassé parce que beaucoup de dossiers viennent directement de l'Etat, qui a fait appel par manifestation d'intérêt à des dossiers industriels territoriaux. Je pense que c'est celui auquel, Jean, vous faites référence, qui ont fait remonter 202 dossiers. On est dans une situation assez paradoxale, phase très anxiogène, y compris sur le plan individuel notamment chez les jeunes - cela a été dit tout à l'heure par Pascale ou par Marie-Françoise - et en même temps, nous n'avons jamais eu autant de projets industriels. On a, en gros, 202 projets qui sont remontés à Paris, mais pour lesquels on a simplement sur 15, la réponse. Le problème pour Bercy est d'abonder le fonds de 100 M€ qui avait été affecté. Je rappelle qu'il y a eu 7 Md€ à Air France, 3 Md€ à Air Bus, et que la bataille que l'on mène est la bataille de nos PME, nos ETI sur nos territoires.

Donc, sur ces 202 projets pour 600 M€ d'investissement, il n'y a que 15 projets qui sont arrêtés. Ces projets - je parle sous le contrôle de mes équipes - vont être subventionnés à 800 000 €, parce que c'est la règle de « de minimis » que Bruxelles a accordée. L'interrogation pour nous est quid des 180 projets qui ne vont pas être retenus, par rapport aux moyens de la Région. Nous instruisons donc ces dossiers, mais l'inquiétude qui est la mienne est qu'il y a beaucoup de réponses négatives de Paris, par rapport aux espoirs que font naître les projets d'investissements des entreprises. On aura là à avoir vraisemblablement ce que nous avons fait dans le budget - Andréa vous le dira tout à l'heure - un effort sur la création d'emplois parce qu'il y a un certain nombre de PSE en Région que nous essayons sans faire de coup d'éclat de faire compenser par la formation : former plutôt que licencier. Mais, il est vraisemblable que le deuxième semestre 2021 va être terrible, dans l'aéronautique mais aussi dans d'autres secteurs comme le tourisme.

On a activé une cellule transversale, comme je vous le disais, sous l'autorité d'Hervé SALOMON pour les entreprises en retournement. L'année dernière, nous avons investi 14 M€ pour 4 000 emplois pour l'ensemble de ces entreprises.

Ensuite, il y a une attention particulière, à côté du retournement, à la transition. Comment - cela a été dit à plusieurs reprises, je l'ai dit - rebondit-on sur cette crise pour réorienter notre

appareil productif ? Comment offrons-nous des solutions d'avenir sur des reconquêtes industrielles ? J'ai mis en place - je vous l'avais évoqué - trois Groupes de travail. Un sur lequel j'ai eu un retour, qui était composé d'une quinzaine d'ingénieurs provenant des différentes PME et ETI, pour voir quel marché nouveau, quelles relations territoriales nouvelles, on pouvait mettre en place pour conforter ces dispositifs. Il y a donc un retour que bien entendu, Bernard UTHURRY et Philippe NAUCHE vous évoqueront, avec des idées très intéressantes à la fois sur des projets collectifs industriels pour répondre à des appels d'offres européens ou bien à des souhaits des Intercommunalités ou des Départements.

On a une entreprise qui a fait un bond de chiffre d'affaires de 15 M€ qui s'appelle EPSILON COMPOSITES, a embauché 40 personnes dans le Nord du Médoc, cher Henri, pour créer une grappe d'entreprises et faire une offre avec une diversification des activités. C'est le Groupe de travail « Diversification » que nous avons mis en place.

Un souci aussi de coopération dans leur R & D pour que nous puissions les accompagner sur les transitions. Comment - et c'est un de mes défis, de nos défis, enfin je souhaite que vous le partagiez - réacquérir la compétence sur les principes actifs des médicaments qui jusque-là viennent à 90 % de Chine ? Il y a donc un travail à faire avec l'Assurance Maladie. Jean connaît bien les problèmes de UPSA mais aussi, nous avons un travail à faire avec SANOFI, avec les entreprises pharmaceutiques, avec les chimistes. Il y a actuellement un travail qui est engagé avec DRT (Dérivés Résiniques et Terpéniques) qui travaille avec la résine pour faire les bases de cosmétiques.

Il y a, bien entendu, la sortie du plastique, avec des projets de recyclage, notamment un joli projet qui est en cours d'instruction à Paris, une entreprise qui s'installerait à Damazan, sur collecte et recyclage, qui a un marché. C'est un projet que l'on va suivre attentivement.

Des projets sur la filière bois, des projets dans le domaine de la santé, et puis un accompagnement - je dis cela un peu en le dédiant à Emmanuelle AJON - sur la cancérologie dont la communauté a été mise en réseau à l'échelle de la Grande Région pour travailler sur les nouveaux traitements sur les tumeurs.

Une attention particulière, bien entendu, en matière d'intelligence économique pour préparer le monde de demain, et sur la cybersécurité qui, aujourd'hui, impacte énormément nos entreprises.

Le soutien particulier qui est dédié au tourisme et puis les fonds propres dont je vous ai parlé ce matin. Un gros dossier, je vous en ai cité quelques exemples pour la cohésion sociale et territoriale, un effort que nous opérons pour le compte de l'Etat sur la formation professionnelle avec notamment une stratégie sur les jeunes, et des projets particuliers. Il y a

l'Ecole de tonnellerie de Cognac. Il y a la Halle technologique de Langon, la Maison de l'industrie de Brive, et l'AFPA à Pessac.

L'Etat a inscrit les crédits nationaux sur la rénovation énergétique des bâtiments que nous accompagnons avec un effort spécifique que nous allons opérer avec les EPCI, parce qu'il nous semble qu'opérer nationalement ou opérer Régionalement ne correspond pas l'embarquement de la population sur les rénovations énergétiques.

Politiques de la ville - cela va faire plaisir à nos amis du RN - qui concourent aussi à la poursuite des opérations avec notamment tout ce qui se passe dans les centres bourgs.

Sur le numérique, une petite aide de l'Etat pour poursuivre notre Plan de généralisation de la fibre optique sur l'ensemble du territoire. Les choses avancent bien. Mathieu HAZOUARD pourra, le cas échéant, nous informer de cela, les projets sur l'inclusion numérique et puis le projet d'un data center Régional pour sécuriser nos données. Je ne peux pas vous donner sa localisation, mais c'est un projet qui vise à sécuriser les données numériques des universités, des laboratoires et de la santé et des pouvoirs publics, pour éviter qu'ils soient hackés.

L'Etat va intervenir sur les opérations d'investissements dans les établissements de santé. Nous allons développer les formations en santé. On a accompagné la montée en puissance - Françoise JEANSON pourra le dire - sur les formations d'aides-soignants, d'infirmiers, d'accompagnateurs éducatifs et sociaux pour les EHPAD et les auxiliaires de vie.

Vous avez en fin de l'accord de relance la somme des chiffres : 2,8 Md€, avec notamment l'anticipation du futur CPER. Je crois que nous avons là des crédits importants, et plus du tiers va aller au ferroviaire.

J'ai terminé. On va peut-être donner la parole d'abord à ceux qui sont en distanciel. Je ne sais pas qui demande la parole. C'est le célèbre Monsieur RABIT. J'espère que vous avez lu le texte, Monsieur RABIT.

M. RABIT. - Ne me faites pas de mauvais procès, parce que pour revenir à votre propos de tout à l'heure, je n'étais pas dans un sommeil léthargique lors de la dernière plénière, et si j'ai remis un certain nombre de secteurs sur le sujet, c'est bien parce que ces problématiques de secteurs continuent d'évoluer. C'est à nous de nous adapter et de faire de nouvelles propositions. C'était le sens de mon intervention, mais on n'est plus sur ce sujet-là, bien que l'on n'en soit pas très éloigné.

Je dois avouer que ce n'est pas avec une certaine gourmandise que j'attendais cette délibération à laquelle il nous faut consacrer tout le temps qu'il convient parce qu'elle est importante. Je ne sais d'ailleurs pas comment on peut la qualifier. Est-ce qu'il s'agit de la grande confrontation ou de l'heure de vérité ? Une chose est certaine, Nous Opposition, nous

assistons depuis plusieurs mois à des passes d'armes régulières au sein de l'ex-Majorité et que l'on ne sait pas encore à ce stade si vos ex-alliés auront le courage de franchir le Rubicon au moment du budget ou s'ils s'en tiendront à une attitude de zénitude à laquelle vous avez appelé de vos vœux.

M. LE PRESIDENT. - Vous aimeriez bien l'y inciter. Taquin, Monsieur RABIT.

M. RABIT. - Ne me faites pas de mauvais procès, d'autres s'en chargent pour moi, croyez bien. En tout cas, pour l'heure, cet accord de relance adossé à la préparation du CPER permet d'aiguiser les armes et de montrer les muscles car les enjeux sont - vous parliez tout à l'heure de stratégie, c'est l'occasion de la corriger et de réorienter certains projets structurants sur la période 2021 - 2022 dans la perspective du futur CPER.

Je n'entrerai pas, bien entendu, sur le détail du plan qui justifierait à lui seul, une session entière. Je me contenterai pour ma part de quelques focus qui croisent les convictions qui sont les nôtres sur une écologie de bon sens, réaliste, humaniste et qui ne prétend pas à la vérité universelle. Pourtant, je dois le dire Monsieur le Président, les concessions que vous avez faites, notamment avec cette feuille de route Néo Terra dont nous avons dit tout le bien mais aussi tout le mal que nous pensions, ont été fortes. Je ne suis pas certain qu'aujourd'hui, au sein de votre Majorité, on vous en soit extrêmement reconnaissant.

Sur les grandes orientations qui nous sont proposées aujourd'hui, je dirai d'abord qu'il faut éviter les *(inaudible)*. Il n'y a pas une seule source d'énergie, le nucléaire doit être au centre de notre fourniture énergétique, ce qui n'empêche pas bien entendu le déploiement de projets Régionaux participant du mixte énergétique.

Idem pour les choix en matière de mobilité, pour ne pas tomber dans certaines outrances distillées par-ci par-là, en matière de transport, nous souhaitons rappeler nos convictions. D'abord, il n'y a pas de mode de transport à blacklister. Nous avons besoin de toutes les formes de mobilité, qu'elles soient adaptées à l'historique des territoires, à leur géographie, à la spécificité des paysages et des surfaces, aux densités de populations, à leurs besoins, y compris en termes de vulnérabilité pour ne prendre que quelques paramètres.

C'est la raison pour laquelle nous défendons un programme d'infrastructures qui considère à la fois le ferroviaire, le routier mais aussi l'aérien sans dogmatisme aucun et en laissant de côté tous les procès en productivisme ou en archaïsme qui, de nos points de vue, ne mènent nulle part. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que les projets concernant la 147 puissent être accélérés. Il faut aller plus loin que ce qu'il est aujourd'hui proposé avec un investissement majeur sur Poitiers - Limoges. Idem, pour l'accélération des aménagements sur la nationale 10 et la 141, mais également sur la 149 dont la dangerosité n'est plus à

démontrer, comme pour la nationale 21 qui est, comme on le sait, essentielle au développement de l'emploi et des bassins de vie vers Toulouse.

Sur ces derniers points, nous regrettons que vous soyez quand même un peu au-delà des déclarations et notamment que vous vous en teniez à des déclarations d'intention alors que le temps passe. Mais, nous considérons également que le ferroviaire - et vous l'avez rappelé justement il y a un instant - ne doit pas être pour autant, négligé. Je ne parte pas les petites opérations comme les dessertes de certaines lignes comme Saintes ou pour Oloron. Pourtant, sur le ferroviaire, on doit bien constater que l'état des grandes lignes est parfois, y compris dans les petites, et souvent dans un état désastreux, alors que l'on sait très bien que l'Etat va nous les refiler en termes de responsabilité, et nous avons bien compris que vous aviez décidé de faire un effort particulier de 87 M€ sur le ferroviaire.

Pour autant, nous sommes favorables aux projets Niort-Saintes et Poitiers-Limoges, sans oublier bien entendu le fret ferroviaire Bordeaux-Bayonne, et tout ce déploiement vers l'Espagne qui est porteur d'avenir, et qui ne pourront que soulager le routier sur ces territoires et donc cela peut aller dans le sens de la transition énergétique.

Nous regrettons, pour notre part, qu'il ne soit fait aucune mention du volet aérien, mais nous profitons de cette délibération pour rappeler que nous sommes très favorables au maintien des aéroports sur le territoire Régional, notamment celui de Poitiers - vous n'en serez pas surpris - j'y suis à titre personnel extrêmement favorable.

Pour le reste, juste quelques mots pour ne pas rallonger mon propos, même si l'on pourra en parler pendant des heures, d'abord pour vous inciter à rattraper notre retard en matière de recherche et développement. C'est capital pour la réindustrialisation, un mot qui n'est pas suffisamment employé, à notre sens, dans la politique Régionale car au-delà des grandes déclarations, je dirai que l'effort n'est pas spécialement significatif au-delà de quelques mesures toutefois assez classiques sur les filières ou les PME.

Idem, pour l'aménagement du territoire dont j'ai depuis des années dénoncé la faiblesse des moyens alloués et les budgets en forte baisse.

Sur la transition énergétique, je ne reviendrai pas sur les créneaux qui ont été régulièrement exprimés par notre Président du Mouvement de la Ruralité, Eddie PUYJALON, sur la biodiversité, les projets éoliens, les problèmes d'eau et d'irrigation, et bien d'autres.

Malgré ses multiples défauts ou ses choix parfois contestables, nous constatons que ce plan Régional permet de corriger certains dysfonctionnements, de rattraper certains retards, ou d'accélérer certains projets structurants. C'est la raison pour laquelle, nous le voterons, bien entendu.

M. GUERIN. - Sur cet accord de relance Etat/ Région, je vais vous citer une phrase qui a été prononcée par votre Directeur Général des Services en Commission des Finances. Il cite là « *un bel exemple de construction technocratique. »*. Je ne sais pas comment juger cette phrase.

Sur l'avenant au CPER 2015-2020 et particulièrement sur le volet Infrastructures, Monsieur le Président, il s'agit là que d'un rattrapage des retards de l'Etat qui vient pour solder ses propres engagements. Quid des nouvelles opérations ? Nous n'en savons, à ce jour, absolument rien. Solder le passé, Monsieur le Président, vous en conviendrez, c'est bien mais après ?

Un point positif cependant sur les infrastructures, qui revient au Conseil Régional, sur le rail. La Région abonderait, seule, de manière exceptionnelle, sans engagement pour les années 2023 et ultérieures, des crédits de 86 M€, ce qui conduirait à un dépassement de 23 M€ sur le volet Voyageurs, par rapport à l'engagement initial de la Région sur le précédent CPER.

De même, vous citez un abondement complémentaire de 21 M€ pour le fret ferroviaire. Malgré cela, Monsieur le Président, et c'est peut-être là que le bât blesse le plus, quid du projet GPSO ? Actuellement, plus de référence à ce projet qui se trouve, en panne, totalement en panne, en dehors de la mention des opérations AFSB, qui sont les Arrivées Ferroviaires au sud de Bordeaux. Dans la version précédente du document, Monsieur le Président, qui nous a pourtant été transmise il n'y a que quelques jours, il était mentionné, page 7, que - je cite - « *les études seront poursuivies pour la réalisation à moyen terme de deux opérations majeures destinées à lever les deux goulets d'étranglement ferroviaire de l'axe atlantique. La réalisation d'une voie nouvelle permettant de libérer des sillons pour le fret entre Bordeaux et Dax et la remise en service de la voie Pau/Canfranc qui ouvrira une nouvelle ligne de fret entre l'Aragon et les Pyrénées Atlantiques. »* Pourquoi, Monsieur le Président, la LGV Bordeaux-Dax a-t-elle disparu purement et simplement du nouveau texte aujourd'hui, et se trouve-t-elle remplacée par une formulation bien simplifiée, à savoir : *« la création d'une capacité ferroviaire nouvelle pour le fret entre Bordeaux et l'agglomération ».*

C'est une vraie interrogation que nous nous posons, Monsieur le Président. J'y vois là, peut-être, un intérêt politique ! Est-ce qu'il s'agit d'un oubli pur et simple ? Ce qui m'étonnerait beaucoup de Vous. Ou est-ce sciemment de façon à ne pas froisser vos alliés d'aujourd'hui qui seront vos adversaires de demain ? Ceux qui se situent à la gauche dans cet hémicycle.

Vous affirmez, Monsieur le Président, maintenir votre soutien à ce projet majeur pour notre Région. Mais qu'en est-il réellement de l'avancée des études, des acquisitions foncières qui sont préalables au tracé, vous le savez, un séquençage des deux LGV Toulouse et Dax qui

font partie de la loi d'orientation mobilité, était prévu. Le début des travaux vers Toulouse était annoncé pour 2022. Je ne vous fais pas l'affront, Monsieur le Président, de vous rappeler que nous sommes fin 2020. Il faut une volonté politique claire et déterminée surtout dans cette période où notre Région a besoin d'une relance forte.

Alors, Monsieur le Président, j'ai une question. GPSO sera-t-il inscrit au futur CPER 2021-2027 ? J'aimerais bien que vous preniez une position publique dans cet hémicycle aujourd'hui. Il semblerait qu'aucun crédit ne soit inscrit car les travaux ne pourraient démarrer dans les deux ans. Quelle est donc, Monsieur le Président, votre véritable position, à six mois des élections Régionales ?

Toujours sur les mobilités, une absence totale de perspectives sur les infrastructures mobilité au-delà de 2022, vous l'avez vous-mêmes dit dans votre discours introductif. Toutes ces questions sont concentrées sur les deux ans du Plan de relance, vous l'avez vous-mêmes souligné.

Dans la page 7 du rapport, il est évoqué seulement les orientations routières sans aucune estimation ni financement. Quelles sont alors, Monsieur le Président, les perspectives pour la RN 149, la RN 21 ou encore la 147 à laquelle vous faisiez référence tout à l'heure ? Sur la 147, Monsieur le Président, dossier que votre Première Vice-Présidente connaît par cœur, tout comme moi, il ne s'est rien passé depuis 2015, absolument rien. Vous avez évoqué les atermoiements divers et variés. Vous avez évoqué la loi sur l'eau. Ce que je constate aujourd'hui, c'est que les crédits qui étaient initialement fléchés sur la partie Haute-Vienne, viennent d'être basculés sur le Département de la Vienne, ce qui en soit n'est pas un problème puisque si l'on veut faire cette mise à 2 x 2 voies, il faudra à la fois traiter le tronçon se situant dans la Vienne et le tronçon se situant en Haute-Vienne.

Dans le même temps, Monsieur le Président, des sociopros et particulièrement le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Haute-Vienne, Monsieur MASSY, ont évoqué et ont travaillé à un projet d'autoroute concédé, projet qui n'a rien à voir avec le projet de la mise à 2 x 2 voies de la 147, qui est un projet parallèle dans un calendrier différent. A plusieurs reprises, Monsieur le Président, en Haute-Vienne comme dans la Vienne, vous avez évoqué un soutien appuyé à ce projet d'autoroute A 147, évoquant même parfois que c'était votre idée. Un peu à l'image que ce qui s'était passé avec l'A 65 entre Pau et Langon que vous évoquez d'ailleurs à juste titre comme étant l'autoroute Alain ROUSSET. Quelle est votre position aujourd'hui, Monsieur le Président, à six mois des élections Régionales, sur ce projet d'autoroute 147 ?

Le Ministère, vous le savez, a aujourd'hui branché une Commission nationale du débat public sur ce sujet. Donc, le processus continue de manière classique. J'aimerais que vous

preniez position, Monsieur le Président, publiquement sur ce dossier aujourd'hui, puisque - je ne vous le reprécise pas - des études ont déjà été faites en ce sens qui ont coûté quelques centaines de milliers d'euros d'argent public.

Sur la méthode enfin, Monsieur le Président, la Région annonce dans le document une consultation des acteurs territoriaux dans la mise en œuvre de cet accord. Nombreux sont les Présidents d'EPCI, de Communautés de communes, de Communautés d'agglomérations, de Communautés urbaines qui vous ont écrit sur la méthode. Beaucoup d'élus locaux ne se sentent pas vraiment associés à la phase finale de sélection de ces projets. Comptez-vous les associer ? Comptez-vous accentuer ce partenariat avec les décideurs locaux dans la prise de décision finale, comme nous vous le demandons dans le courrier qui vous a été transmis, il y a quelques jours.

Quid de la ventilation des crédits de droit commun et des crédits de structure, Monsieur le Président ? On n'y voit pas très clair. Qu'en est-il des crédits de droit commun, et qu'en est-il des crédits de structure sur l'Agence de l'eau, l'ADEME, etc. ?

Quid de la répartition territoriale des crédits. Qu'en sera-t-il de la DSIL sur les territoires périphériques ? Restera-t-il de la DSIL pour les départements ruraux et pour les territoires périphériques ? C'est une question, Monsieur le Président.

Pour conclure, l'articulation entre le CPER et le Plan de relance n'est pas d'une grande clarté et je crois que vous en conviendrez. Je vous le redis, sur le volet Mobilité, les crédits constituent un rattrapage des engagements de l'Etat, jusqu'ici non tenus. Pas de quoi s'enthousiasmer, Monsieur le Président.

Le Plan de relance se positionne quant à lui sur des projets structurants, réalisables rapidement. Ce sont des coups partis. Or, les périmètres sont différents. Les grands chantiers, c'est le CPER. L'aide conjoncturelle, c'est le Plan de relance. Les crédits du Plan de relance seront-ils in fine délégués à la Région ? C'est une question, Monsieur le Président.

Et enfin, un regret, quasiment pas d'orientation sur le futur CPER 2021-2027. Avouez que c'est un peu léger.

Au final, Monsieur le Président, votre DGS avait sans doute raison, c'est un bel exemple de construction technocratique et une belle opération de communication de ripolinage qui sert surtout les intérêts de ceux qui seront candidats à leur propre succession et aux futures élections.

M. LE PRESIDENT. - Je vous trouve un peu sévère parce que les autres Régions, y compris celles appartenant à votre sensibilité, sont allées beaucoup moins loin dans la

précision, y compris celles que nous avons après des concertations continues, jour et nuit, avec les Départements et les Intercommunalités. Je les ai cités tout à l'heure.

Sur les DSIL, je l'ai dit tout à l'heure. Je vous ai répondu par avance. C'est à la disposition des Présidents de Départements, des Intercommunalités et des Préfets de Départements. Je ne peux quand même pas disposer, et la Préfète de Région non plus, de ces crédits qui sont départementalisés. Il y a donc un travail. Vouloir d'ailleurs contrôler tous ces crédits m'aurait valu une pluie de reproches, pas seulement par Jean DIONIS, sur la main mise par la Région d'une forme de tutelle, ce qui n'a pas été le cas dans cette affaire. Pour l'instant, je pense qu'à part le département de Charente-Maritime, aucun département - je me tourne vers François - n'a avancé, sauf le département de la Gironde, le…

Sur la 147, deux problèmes. Premier problème, est-ce que l'on démarre une opération ou est-ce que l'on attend une hypothétique - je ne me prononce pas sur le fond - autoroute sur le modèle Bordeaux-Pau ? Pour l'instant, je n'ai reçu aucune étude de la part de Monsieur DJEBBARI. Et je pense que les Services, dans un premier temps, ont montré qu'il y avait une participation publique de plusieurs centaines de millions d'euros qui, je pense, va produire des débats dans cette Assemblée, quelle que soit la sensibilité des uns et des autres.

L'opération qui est prête, qui est une opération de sécurisation à Lussac-les-Châteaux, concerne la 147. Certes, ce n'est pas dans le département de la Haute-Vienne mais dans le département de la Vienne ; mais en tout cas, c'est une opération qui est prête. Je ne me souviens plus de son montant, cela doit être de l'ordre de 100 M€. L'objet du Plan de relance que nous a demandé l'Etat est de dire ce qui était immédiatement prêt. Il est vrai que nous avons insisté en faisant l'effort financier pour la voie ferrée. Ce n'est pas simplement le souhait de l'Agglomération de Poitiers, c'est aussi, je pense, votre propre souhait. Cette voie est infernale et si nous n'intervenons pas sur le fond, cette voie va fermer, comme Niort-Thouars.

Par ailleurs, des crédits sont inscrits sur la RN 21, sur ce qui peut être réalisé, et des crédits sur la 141 parce qu'il y a encore un passage, dans des villages, dangereux avec tous les camions qui passent, où je pense que les acquisitions foncières par l'Etat sont faites. Mais, le problème est que nous ne sommes pas maître d'ouvrage. Une Agglomération est maître d'ouvrage sur ses circuits de transport en commun ou sa voirie. Là, la Région n'est pas maître d'ouvrage, le Département non plus, et l'Agglomération non plus. J'ai simplement dit au nom de la Région que nous souhaitions que la totalité de ce qui a été déclaré d'utilité publique en juin par la Préfète de Région puisse être réalisée le plus tôt possible. On me dit qu'il n'est pas possible de démarrer les travaux 2021-2022. Simplement, nous nous sommes assurés que les travaux démarreront dans la foulée, une fois les études faites. Je souhaite, pour ma part, que par-delà les sensibilités, toutes les Collectivités de Limoges puissent s'unir avec la Région

pour pousser le Gouvernement à réaliser ces opérations. Vous avez noté comme je l'avais fait, qu'il y a un retard de deux ou trois ans de l'Etat sur le contrat Mobilité ou Inter mobilité. Je peux le reprocher aussi. Je le constate.

GPSO n'est pas dans le Plan de relance pour plusieurs raisons. Il appartient à l'Etat de mettre en place un système de financement qui n'entraîne pas l'ensemble de ses Collectivités. C'est à l'Etat de décider. Je ne suis pas l'Etat. Donc, GPSO n'est pas, c'est vrai, dans ce CPER. J'y suis pour ma part, tout le monde connaît mon opinion ; mais il n'est ni dans le Plan de relance, ni dans le budget. Rappelez-vous la Commission DURON qui avait rejeté ces projets. Je reste sur la même opinion. Après, il peut y avoir un débat, dans la Majorité et dans l'Assemblée, mais pour l'instant, il n'y a rien. La seule chose qu'il y ait, c'est la partie de sortie sud de Bordeaux à laquelle, l'Agglomération de Bordeaux et la mairie de Bordeaux, voire la mairie de Bègles, tiennent particulièrement parce que nous sommes totalement saturés sur cette partie-là. Et j'espère que lors du déroulement des travaux, l'Etat fera l'effort nécessaire pour nous accompagner.

Les échéances, telles qu'elles nous sont données, sont 2030-2040. Donc, je ne vois pas pourquoi, on va refaire un débat. Après, on verra bien ce que les électeurs diront pendant la campagne.

Voilà, ce que je pouvais vous répondre. Mais, je vous rassure, Monsieur le Président de l'Agglomération de Limoges, s'il y a une ville qui n'est pas oubliée, c'est Limoges.

M. GUERIN. - Je n'en attendais pas moins de vous, Monsieur le Président. Simplement, vous ne m'avez pas répondu sur la 147. J'insiste. Vous avez publiquement pris position plusieurs fois en rappelant que c'était deux projets différents, la mise à 2x2 voies de la nationale et la 147.

M. LE PRESIDENT. - Guillaume, je vous réponds. Je n'ai pas de dossier sur…

M. GUERIN. - Mais quand vous vous prononciez favorablement au Pôle de Lanaud, vous n'aviez pas plus de dossier ? Quand vous disiez aux responsables des CCI que vous étiez pour.

M. LE PRESIDENT. - Je vais vous dire ce que j'ai fait. La Région a financé un peu, seule, la déviation d'Aire-sur-Adour qui a été intégrée dans l'autoroute Bordeaux-Pau, après. Je dis à tout le monde, attention dans cette partie de notre territoire, de ne pas renvoyer un projet qui apparaît miraculeux, pour certains, la solution que l'on peut faire dans les dix prochaines années. C'est la seule chose que je dis. On a eu la LGV. On a Hyperloop. Non. Regardons des projets concrets, et débloquons les choses parce que dans ce domaine-là, il faut les débloquer, et je crois que le Plan de relance avec la déviation de Lussac apporte aussi pour la Haute-Vienne, comme pour la Vienne, des solutions.

M. GUERIN. - Sur la LGV, pardon. Ce n'était pas une idée loufoque, cela a juste coûté des millions d'euros aux contribuables, aux Viennois, pour financer des études sur une SCEA en échange de l'obtention potentielle d'un barreau, dont on ne verra jamais le jour.

M. LE PRESIDENT. - Je confirme.

M. GUERIN. - Pourtant, tout le monde nous l'avait promis. La Gauche, la Droite, la Région, etc. Vous êtes bien placé pour le savoir, Monsieur le Président. Cela fait un petit moment que vous gouvernez, donc vous le saviez, tout cela.

M. LE PRESIDENT. - Je n'étais pas dans le film à l'époque.

M. GUERIN. - Je ne vous ai pas donné notre position de vote. Ce sera une abstention. D'autant plus, que je viens d'apprendre, il y a quelques minutes, que l'Etat revoyait sa participation sur les infrastructures, sur la partie Mobilité active et transports collectifs. Et où l'on perdait 30 M€.

M. LE PRESIDENT. - Tout est dans le texte. Et je n'ai pas d'info que l'Etat…

M. GUERIN. - Non là. On vient de me passer une note.

M. LE PRESIDENT. - Ce qui a été reporté, c'est une partie des crédits de la sortie nord de Limoges sur Lussac-les-Châteaux. Donc, il ne revoit pas sa copie.

M. GUERIN. - Je ne vous parle pas de la 147. Je vous parle là, du global. On perdrait 30 M€. L'Etat reverrait sa copie. On passe de 1,524 Md€ à 1,494 Md€.

M. LE PRESIDENT. - Je n'ai pas d'info.

M. GUERIN. - Apparemment, cela vient de tomber. Cela m'inquiète, si vous n'avez pas des infos dans votre propre hémicycle.

A ce titre, on s'abstiendra, Monsieur le Président. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Je prends le point là-dessus, je ne peux pas vous répondre.

M. COLOMBIER. - Monsieur le Président. Je ne poserai pas la rafale de questions de l'orateur précédent sur le futur Plan Etat/ Région, car nous sommes aujourd'hui sur un accord de deux ans, seulement deux ans, certes, et je ne confondrai donc pas les deux dossiers.

Vous nous présentez aujourd'hui, à la fois un accord de relance conclu entre l'Etat et notre Région pour la période 2021-2022, ainsi qu'un amendement au contrat de plan, toujours, Etat/ Région portant sur les volets Mobilité multimodale et du contrat de plan Etat/ Région 2015-2020. C'est en effet un rattrapage.

Cet accord porte sur un engagement financier global de 2,6 Md€ portés à parts égales par l'Etat et la Région, et qui doit permettre de financer le Plan de relance Régional. Cet

accord de financement fait apparaître des fonds versés par l'Etat par le biais du Plan national France relance ainsi que des crédits Régionaux exceptionnels affectés à sa mise en œuvre. Si nous reconnaissons l'urgence de la situation économique créée par les effets de la crise de la Covid-19 et la nécessité de soutenir l'économie Régionale, nous contestons à la fois l'avance des frais que la Région doit faire sur le volet Infrastructures autant que la répartition des crédits entre les cinq grandes thématiques retenues.

Ainsi, sur le volet Transports, l'accord de relance présente un effort particulièrement important en raison, nous dites-vous, de l'état catastrophique du réseau ferroviaire révélé par l'audit réalisé par SNCF Réseau en 2017, et qui est le fruit de la défaillance de la SNCF - je le rappelle - que nous n'avons de cesse de dénoncer. Je rappelle que nous sommes la Région de France où le réseau ferroviaire est le plus en mauvais état.

Vous reconnaissez qu'en pleine période de crise économique, la Région doit engager, seule et de manière unilatérale, 86 M€ de crédits exceptionnels supplémentaires afin d'éviter de nouvelles fermetures de lignes, et des limitations de vitesse très pénalisantes, trop pénalisantes pour les usagers.

Cet engagement financier correspond à un dépassement - on l'a déjà évoqué - de 23 M€ sur le volet Voyageurs du Plan directeur d'investissement dans le réseau ferroviaire pour la période 2019-2027, adopté en 2019. Or, ce dernier prévoyait déjà d'investir 532 M€ dans notre réseau, hors des compétences Régionales, pour pallier de l'Etat et de la SNCF dans ce domaine. Les investissements supplémentaires et urgents proposés pour ces deux années qui viennent, dans cette délibération, s'inscrivent clairement dans la continuité de cette idée. Nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises.

Malgré la crise sanitaire et son poids financier sur nos finances, vous réaffirmez bien entendu votre volonté des travaux de la Pau/Canfranc ; nous en prenons acte.

Bien entendu, nous comprenons l'urgence d'investir pour sauver notre réseau ferroviaire qui est dans un état catastrophique. Cependant, nous exprimons notre vive inquiétude, une fois de plus, sur le coût exorbitant de ces multiples investissements à venir. Si l'Etat et surtout la SNCF continuent à ne pas jouer suffisamment leur rôle, comment la Région - je pose la question une fois de plus - pourrait-elle supporter financièrement un tel coût - et je rappelle les 532 M€ - et cela ne résulte pas de pénaliser nos investissements dans le reste des transports, notamment sur le volet Routier qui est tout aussi essentiel, à notre avis. Mais, vos alliés, les Khmers Verts, vous menacent de ne pas voter cet accord car ils vous reprochent de trop dépenser sur le réseau routier, comme de ne pas faire assez sur Néo Terra qui pourtant s'incruste dans tous les dossiers Régionaux. Ils en veulent toujours plus. Alors, après une

interruption de séance, fort à propos, sans doute, vont-ils négocier leur vote sur ce dossier. Nous allons voir ce qu'il en est.

La répartition des crédits sur les différentes thématiques retenues dans cet accord appelle donc plusieurs réserves de notre part. La première porte sur le maintien de vos engagements, en effet, sur Néo Terra et votre volonté de poursuivre la transition énergétique par le développement des énergies renouvelables pour un montant de 20 M€. Je reconnais tout à fait certains crédits dans des lignes sur Néo Terra qui correspondent à des besoins - nous ne l'avons jamais caché - mais là, sur ces 20 M€, je parle évidemment d'installations d'éoliennes qui détruisent le paysage et polluent nos sols par des tonnes de béton ou bien de panneaux photovoltaïques tout aussi impossible à retraiter.

Vous proposez également dans le cadre de la politique nationale de verdissement des ports d'affecter 13 M€ à celle-ci au niveau Régional. Si nous souscrivons pleinement à la modernisation des ports français mais surtout Régionaux, nous restons dubitatifs sur l'urgence de leur verdissement. En effet, vu le retard de la France dans ce domaine, peut-être y aurait-il d'autres priorités d'investissement que la construction d'entrepôts à haute valeur énergétique ou la fabrication d'énergies vertes par le biais de panneaux photovoltaïques ainsi que le préconise le Plan de relance gouvernemental, doté pour cela au niveau national de 200 M€.

A l'inverse, nous souhaiterions que ces dépenses soient affectées au soutien des PME, PMI et TPE et entreprises industrielles Régionales, ou bien encore au tourisme que - nous vous l'avons dit - nous trouvons bien mal et bien peu doté, qui est une véritable économie pour notre Région.

Nous reconnaissons donc l'effort réalisé par la Région dans ces deux domaines, mais nous estimons que les 33 M€ économisés sur les deux chapitres que je viens d'évoquer ne seraient pas de trop pour soutenir nos PMI, PME et le secteur touristique.

Donc, pour toutes ces raisons, notre Groupe s'abstiendra sur cet accord de relance.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Juste un commentaire sur les hésitations de notre Assemblée sur l'avenant présenté par Pascale. Il montre à quel point on a une mise à jour à faire de notre Institution en matière de démocratie moderne. Pourquoi pas un vote électronique ? Cela existe. Désolé, encore une fois, de vous parler de l'Agglomération d'Agen, mais qui permet de faire voter les gens en présentiel et en distanciel. C'est une suggestion. Et puis nos débats sont un peu figés. Je dis aux collègues de la Majorité de se libérer. Il n'y aurait eu aucun drame à voter cet amendement. Il était bon. Il faut que l'on ait un peu plus de liberté. Voilà.

M. LE PRESIDENT. - Tu veux bien t'occuper de ta parole, Jean, s'il te plaît. Cette façon de donneur de leçons devient de plus en plus insupportable.

M. DIONIS DU SEJOUR. - J'ai été d'une discrétion absolue, pour le moment.

M. LE PRESIDENT. - J'ajoute que tu es le dernier à pouvoir donner des leçons.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Non, aucune. En matière de démocratie, je pense que je peux en tout cas, m'exprimer. Une fois que l'on a dit cela, il me revient au nom du Groupe Modem et Union Centriste de vous dire notre position sur l'accord de relance.

Bien évidemment, nous approuvons la mise en œuvre de l'outil qu'est le Plan de relance pour rebondir après la pire récession qu'a connu notre pays. Vous l'avez dit dans votre propos introductif, - 9 % pour le PIB national en 2020 ; c'est juste vertigineux.

Notre Groupe veut d'abord saluer la réponse forte de l'Etat, d'abord par le montant (100 Md€), par la lisibilité des lignes directrices retenues (transition écologique, cohésion sociale, compétitivité des territoires). Elle est forte enfin - et il faut le dire parce que tout à l'heure j'y reviendrai au niveau de la Région - par la construction du Plan de relance dans une concertation qui est assez bien organisée avec les territoires et le Président d'Agglomération d'Agen, que je suis, peut vous témoigner de la qualité de cette concertation, même si au final, c'est normal, ce sont l'Etat et la Région qui font leurs choix, même s'ils sont différents de ceux de la France des territoires, qui payent commande. Nous connaissons la règle. Cela n'empêche pas d'écouter - j'y reviendrai.

Au nom du Groupe Modem, je veux aussi saluer l'Europe, l'Union Européenne. Si l'on parle de 100 Md€, c'est parce qu'il y a 40 Md€ de l'Union Européenne. Cela a été rendu possible par une avancée historique de l'Union Européenne qui maintenant peut emprunter sur son nom propre, et nous le saluons comme une marche en avant dans la construction européenne. En tout cas, c'est ce qui a permis à l'Union Européenne d'emprunter 750 Md€ pour ses Etats membres, et c'est là-dessus que nous aurons 40 Md€. Cela mérite quand même un peu de gratitude par rapport à l'Union Européenne. Je tenais à le dire. En tout cas, notre famille politique qui est, vous le savez, génétiquement pour l'Union Européenne salue cette avancée significative dont vont bénéficier la Région Aquitaine et les territoires. C'est utile de le dire. Dans, à peu près 40 % des fonds dont on va parler côté Etat, viennent de l'Union Européenne.

Nous voulons saluer ensuite, l'Exécutif de la Région Nouvelle-Aquitaine et vous-mêmes, Monsieur le Président. Il y a eu un effort de consolidation qui a été mené par vos Services et par votre Exécutif. Ce n'est pas facile dans un exercice politique administratif complexe et dans une atmosphère de grande incertitude voire de confusion due à la crise du Covid.

Nous partageons d'ailleurs avec vous, il faut le dire, un certain nombre de volets, comme celui de l'Action économique.

Nous avons donc examiné avec la plus grande attention la proposition de délibération que vous avez bien voulu nous transmettre, jeudi. C'est quand même court. Et vous venez de nous transmettre une dernière version. Excusez-moi, celle-là, on n'a pas pu la travailler. Finalement, nous posons deux critiques majeures, par rapport aux documents qui nous ont été soumis.

Premièrement, la méthode, cela a été dit par notre collègue, Guillaume GUERIN, mais je me permets d'y revenir au nom de tous les territoires qui composent la Nouvelle-Aquitaine. J'ai eu une position privilégiée pour l'apprécier. J'étais à la fois Conseiller Régional et en même temps Président d'Agglomération. Au début, tout part bien. C'est la phase que vous avez vous-mêmes, Monsieur le Président, et vous avez mouillé votre chemise en visioconférences, etc., c'est la phase que vous avez appelée « la phase de chalutage ». On recense donc les projets et effectivement les territoires néo-aquitains ont transmis les projets qui leur semblaient pertinents. Les chaluts ont été remplis. Au total, il y avait pour 6,8 Md€. Or en finale, l'accord de relance que vous nous proposez est de 2,8 Md€, à parité Etat/ Région. Il y a donc eu une deuxième phase derrière le chalutage, pour passer de 6,8 Md€ à 2,8 Md€. Vous me direz, et vous aurez raison, c'est une phase logique de sélection des projets pour entrer dans une enveloppe financière donnée. J'entends cette logique, nous l'entendons, nous la partageons. Il n'y a qu'un problème, de taille. Vous avez choisi les projets retenus - Guillaume l'a dit, j'y reviens, il faut corriger ce problème-là - sans concertation, de manière finale. Mais si Président. Quelle réunion ? Où ? Quand ? Aujourd'hui même, vous venez d'en ajouter deux - tant mieux pour GOZOKI et tant mieux pour la Plaine des sports d'Armandie - comme cela, sans que je n'aie été concerné, sans qu'Agen ait été concernée.

Non, mes amis, vous pouvez rire. Si la concertation entre les territoires et la Région n'est pas un sujet qui vous intéresse, vous pouvez le dire aussi. Nous retrouvons là sur ce point, et je le dis un peu avec solennité, on retrouve un clivage de fond entre Vous et peut-être votre Majorité - ils vont peut-être le dire - qui nous a suivis finalement sur tout le mandat.

Vous n'avez jamais voulu articuler vraiment l'action Régionale avec l'action territoriale, que ce soit sur les partenaires de contractualisation où vous vous êtes attaché à ces pays qui sont en train, doucement, de s'effacer de la carte de l'action territoriale, que ce soit sur les quartiers politiques de la ville, que ce soit sur la question de l'immobilier du foncier d'entreprises, ou la question routière, vous n'avez jamais voulu faire cela. Président, permettez-moi de le dire, on arrive en fin de mandat, jamais la phrase en ce qui vous concerne, « Girondin à Paris, Jacobin à Bordeaux » n'a été aussi vrai.

Au nom du Groupe Modem, nous vous demandons instamment un dernier cycle de réunion avant la signature de ce document, où la Région rencontrera de manière bilatérale, Région, territoires. Effectivement, il y a 155 EPCI, mais votre Administration doit le faire, pour

savoir quels sont les projets pertinents. Et en finale, après, vous déciderez, c'est l'argent de la Région et c'est logique. Il manque cet échelon de construction. Voilà, notre première critique, Monsieur le Président.

Sur le fond de l'accord.

M. LE PRESIDENT. - 8 minutes.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Monsieur le Président, je n'ai pas parlé. Il y a eu plusieurs orateurs pour d'autres Groupes. Si vous permettez, pour notre Groupe, sur quelque chose qui pèse 1,4 Md€, merci Monsieur le Président, je vous demande gentiment de me laisser deux à trois minutes de plus.

L'essentiel… Bravo pour la démocratie, les amis !

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président. Est-ce que c'est un sujet budgétaire dont nous traitons là ? Oui ? Donc, il n'y a pas de temps sur les prises de parole dans le règlement intérieur.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Deux à trois minutes. L'essentiel concerne sur le fond de cet accord, les infrastructures et la structure. L'Etat et la Région ont rendu deux copies étanches, en clair, à l'Etat les routes, à la Région le ferroviaire. Ecoutez les chiffres. L'Etat va mettre 477 M€ sur les routes, la Région va mettre 106 M€. Sur ce qui est censé être un accord à parité, la Région se contente de 18 % sur les routes. C'est un choix politique mais notre Région Nouvelle-Aquitaine est décrochée par rapport à tout ce que font les autres Régions de France en matière routière. Vous me direz que c'est un choix politique de l'Exécutif, vous aurez raison, mais nous avons la conviction que vous faites une erreur stratégique. Permettez-moi de vous dire que ce choix, ce discours, sont un choix des années 90. Rester sur ces choix-là après les Gilets Jaunes, le Covid, c'est vraiment ne pas ouvrir les yeux sur le vrai visage de la France de 2020 à 2030.

Vous me répondrez que c'est un choix écologique Néo Terra. Je ne vous réponds même pas. Quelle est la vraie stratégie pour décarboner le secteur des transports en France et en Nouvelle-Aquitaine ? Parce qu'il est vrai que ce secteur pèse 30 % des émissions de CO^2.

Vous continuez comme dans les années 90 à nous dire qu'il faut faire basculer une partie du trafic marchandises de la route vers le rail. Mais, Monsieur le Président, il y a beaucoup d'eau qui a coulé sous les ponts de Garonne depuis 1990. En page 8 de votre document de jeudi, il est écrit : *« la part modale du fret ferroviaire dans le corridor atlantique de La Rochelle à Hendaye est de 2,3 %. »*. 2,3 %.

M. LE PRESIDENT. - Mais je l'ai dit, Jean, tout à l'heure. Tu as l'air d'insister là-dessus. Arrête de faire de la morale ou d'ouvrir des portes ouvertes.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Monsieur le Président, je pose des questions. Qui peut croire qu'avec ces chiffres, c'est la stratégie seule. Peut-être qu'il faut faire le barreau Bordeaux-Hendaye ? Mais ce n'est pas avec une stratégie de basculement de modalités que nous décarbonerons le secteur des transports. Vous le savez, la vraie stratégie de décarbonation doit passer notamment par le covoiturage, les nouvelles motorisations, notamment électriques, que ce soit en véhicules légers, et surtout en poids lourds. Cette stratégie de décarbonation aurait mérité, effectivement, d'être mise à jour. Bref.

Alors que l'on peut vous suivre en ce qui concerne le trajet ferroviaire « passagers », votre document est daté et inopérant en ce qui concerne le transport des marchandises. Il est temps, en 2020, de dédiaboliser la route, y compris sous l'angle environnemental. Les Français de 2020 ont des aspirations tout à fait différentes sur la manière de travailler, leurs choix de résidence. C'est la chance de nos territoires ruraux, des villes moyennes. La Région Aquitaine doit ce vent nouveau ; cette aspiration vers l'espace aquitain ne se fera que si un certain nombre de conditions en matière de qualité de services et de dessertes routières sont remplies.

Un seul exemple pour terminer mon propos, Monsieur le Président. La Région est globalement prospère sur la façade atlantique, elle souffre dans ses territoires intérieurs. La Région doit participer à l'aménagement de cette Nouvelle-Aquitaine de l'intérieur. Nous saluons ce qui est fait pour Limoges, mais que dire du zéro pointé en crédits Régionaux sur la RN 21. Si ce n'est pas la RN 21, quel est le seul axe nord/sud de la Nouvelle-Aquitaine de l'intérieur, qui relie - excusez-moi du peu - Limoges-Périgueux-Bergerac-Villeneuve-Agen ? Est-ce que cette RN 21 mérite un zéro pointé en crédits Régionaux pour la route ?

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, notre Groupe, alors que nous avons salué l'outil qu'est le Plan de relance, ne pourra pas vous accompagner. Nous voulions le faire sur le plan de relance notamment à cause de la participation européenne. Nous ne le ferons pas. Nous nous abstiendrons donc sur ce vote, mais vous avez encore le temps, compte tenu du calendrier de signatures de corriger le tir. Monsieur le Président, faites-le.

M. LE PRESIDENT. - Je trouve que faire un discours aussi long pour avoir une réponse comme cela. Effectivement, notre priorité, parce que c'est notre compétence, est le ferroviaire.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Les routes aussi.

M. LE PRESIDENT. - Parce que c'est le ferroviaire. Excuse-moi, Jean. Tu peux éteindre ton micro, s'il te plaît. C'est le ferroviaire parce que c'est l'avenir, comme le covoiturage. C'est l'avenir, parce qu'il y a une aspiration de nos concitoyens aux transports collectifs, et parce qu'il y a un effort, si l'on ne veut pas que des lignes ferment, y compris Agen-Périgueux…

(*Intervention hors micro inaudible)*

Alors à vous écouter tout à l'heure sur le transport poids lourds, on dirait que vous allez les mettre sur les voitures individuelles, même à hydrogène. C'est ce que vous avez dit, tout à l'heure. Relisez votre texte.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Avec des moteurs électriques.

M. LE PRESIDENT. - Voire sur des vélos. Mettre tous les transports d'Espagne, les 10 000 camions d'Espagne sur des voitures, mais c'est stupide, Jean !

M. DIONIS DU SEJOUR. - On n'a jamais dit cela. Vous ne nous avez pas écoutés.

M. LE PRESIDENT. - C'est ce que vous avez dit, tout à l'heure. Deuxièmement…

M. DIONIS DU SEJOUR. - On a dit qu'il fallait soutenir les moteurs électriques.

M. LE PRESIDENT. - Jean, c'est insupportable. J'ai beaucoup d'amitié pour vous, mais votre discours de donneur de leçons, surtout en ayant fait son marché dans ce dossier, est indécent.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Il faut arrêter…

M. LE PRESIDENT. - Deuxièmement, je rappelle…

M. DIONIS DU SEJOUR. - Il faut arrêter. Je fais mon travail d'opposant.

M. LE PRESIDENT. - C'est indécent. Vous passez d'abord faire votre marché. Une fois que vous avez obtenu ce que vous voulez, vous donnez des leçons dans cette Assemblée. Vous êtes le seul…

M. DIONIS DU SEJOUR. - Opposant, et cela vous gêne.

M. LE PRESIDENT. - …à fonctionner d'une manière égoïste dans cette Assemblée. Excusez-moi.

Mme REQUENNA. - Vous ne sous-entendez pas que vous donnez des subventions pour museler votre opposition, quand même là.

M. LE PRESIDENT. - Non. Mais s'il y a quelqu'un qui ne peut pas ici donner des leçons à la Région, il s'appelle Jean DIONIS DU SEJOUR.

Deuxièmement, la priorité de la Région est le fer. Je l'assume, d'abord parce que c'est la loi NOTRe, parce que ce sont toutes les lois, parce que nous sommes Autorité organisatrice des transports ferroviaires, même si l'on n'a pas le même pouvoir qu'une Agglomération. Oui, c'est notre priorité. Que nous diraient le maire de Périgueux ou le maire d'Agen si la ligne Périgueux-Agen devait fermer ? Ce serait un scandale.

Comment fait-on ? Soit on garde nos moyens, non seulement sur des petites portions de lignes ou les gares, mais sur la régénération de voies puisque l'Etat n'est pas au rendez-vous

sur ce plan-là. Si l'on ne va pas jusqu'au bout de notre démarche, que va-t-on faire ? On va mettre un petit bout, quelques millions sur la RN 21, quelques millions sur la 134. On va disperser. Vous portez à sa quintessence le saupoudrage et le clientélisme que vous représentez. Je ne suis pas là-dessus.

Par contre, on est bien sur la 147 et la 141. On est même sur un autre projet. Vous parliez des Gilets Jaunes, tout à l'heure. J'ai reçu les Gilets Jaunes du Nord du Blayais. Quel est leur problème ? C'est l'accès à Bordeaux. Qu'allons-nous faire dans ce Plan de relance ? Nous allons aménager la bande d'arrêt d'urgence pour que les transports collectifs puissent entrer dans Bordeaux plus facilement. On se lève à 5h du matin dans le Blayais, pour prendre un boulot à 8h, de secrétaire médicale, d'infirmière ou d'ingénieur, ici dans cette agglomération. On a deux gros problèmes dans notre Région : l'enclavement de Limoges, et l'engorgement de Bordeaux.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Et l'Aquitaine de l'intérieur ?

M. LE PRESIDENT. - L'Aquitaine de l'intérieur, ce n'est pas l'Aquitaine de l'intérieur, Limoges ?

M. DIONIS DU SEJOUR. - J'ai salué Limoges. A part Limoges, il n'y a plus rien.

M. GUERIN. - Président. On a des solutions pour ceux qui font quatre heures de route, pour prendre leur travail à Bordeaux.

M. LE PRESIDENT. - Je suis bien obligé de répondre…

M. GUERIN. - Ils peuvent venir à Limoges. Pour prendre son travail, on fait moins de trente minutes de route. Il y a de la place.

M. LE PRESIDENT. - Ce qui est très étonnant, c'est que vous avez l'air de valider l'Etat. Nous avons eu des changements jusqu'avant-hier. Même le mandat qu'a reçu la Préfète de Région avait besoin d'être précisé.

Effectivement, on a organisé un chalutage des projets, et nous avons pris que les projets qui étaient capables de démarrer. On vient même d'en ajouter. Vous ne pouvez pas dire que vous n'avez pas été concertés parce que vous avez eu le Directeur Général des Services, lundi, et votre Directeur Général a été en contact avec François POUPARD soit ce matin, soit hier. Donc, on ne peut pas dire, je suis désolé,…

M. DIONIS DU SEJOUR. - Ce n'est pas comme cela que cela se passe ! Reconnaissez qu'il y a une lacune, là !

M. LE PRESIDENT. - Cela suffit. Arrêtez ! Vous n'arrêtez pas de flinguer l'Exécutif, et je ne pourrais pas répondre ? Mais enfin, c'est indécent. Je peux vous répondre. Je vous ai laissé parler. C'est insupportable.

Alors, premièrement, vous dites - ce qui est très bizarre - que ce que fait l'Etat, c'est bien. Guillaume GUERIN vient de nous dire que l'on nous avait retiré 30 M€. Vraisemblablement, on les retrouvera quelque part. Vous nous dites, mais il n'y a pas la RN 21. Bien sûr que si. Je me suis battu, je vous l'avais dit. Vous m'avez même remercié par texto que j'ai gardé. C'est bien « je te remercie. Je suis ému. »

Evidemment, il y a zéro euro de la Région. Mais en même temps, si vous voulez, Monsieur le Maire, aller sur l'entreprise de Yann MAUS, je ne peux pas à la fois faire un bout de route et aller sur un projet de 50 M€. J'ai choisi d'aller sur l'emploi. Et cela nous amène à ce que la Région Nouvelle-Aquitaine, c'est la première Région qui réindustrialise de France. 36 % des emplois industriels nets créés en Nouvelle-Aquitaine, l'année dernière.

Alors oui, l'immobilier, on y va que dans les territoires de l'intérieur qui n'ont pas de moyens. On l'a fait sur La Courtine où l'on a sauvé avec 2,5 M€, une entreprise. On ne va pas dans les territoires qui ont les moyens d'assumer le foncier et l'immobilier. C'est la loi NOTRe, j'applique cette loi.

Mme SEGUINAU. - Monsieur le Président, chers collègues. J'ai changé de nom, maintenant c'est Christine SEGUINAU. Il faut s'habituer à ce nouveau nom.

En préalable, je voudrais simplement faire remarquer en tant que Présidente de Groupe que nous n'avons pas eu de propos liminaires. Je remarque également que les membres de l'Opposition se permettent encore de toujours attaquer par des petites phrases, en coupant la parole, en faisant du bruit, dès que l'on a des interventions. J'aimerais donc bien que l'on puisse, à cette heure, et surtout normalement dans un climat qui devrait être de bienveillance, avoir un peu plus de respect dans cet hémicycle. Ma collègue, Maryse COMBRES, reviendra d'ailleurs sur les interpellations dont nous a fait part Monsieur COLOMBIER. Excusez-moi, Monsieur COLOMBIER, mais justement…

(*Intervention hors micro inaudible)*

M. LE PRESIDENT. - Jacques. On laisse parler l'orateur, et l'on n'insulte pas dans cette Assemblée.

M. COLOMBIER. - Comme DIONIS, ne donne pas de leçons, s'il te plaît.

Mme SEGUINAU. - On voit la classe de certains hommes politiques. Donc, sur ce Plan de relance, nous avons plusieurs choses, cela a été rappelé.

Ce Plan de relance vient surtout de l'Etat qui a souhaité, pour faire face à la crise du Covid, marquer et prendre un chemin soi-disant pour aller vers le monde de demain. Nous regrettons fortement que ce Plan de relance national n'ait pas, d'un point de vue stratégique, beaucoup de répercussions pour justement aller vers le monde de demain. Je cite, par exemple, la transition, au niveau national, on nous annonce 30 M€, je crois, pour aller vers de la transition écologique. Dans notre Plan de relance Régional, cette part de l'Etat n'est plus que de 1,3 %. On note également le fait - le Haut Conseil de l'Etat l'a dénoncé - que ce Plan de relance national ne va pas du tout vers les projets qui pourraient améliorer l'urgence que nous devons faire au niveau des gaz à effet de serre, de l'urgence climatique, de l'urgence sociale. On n'a absolument rien non plus sur toutes les mesures que l'on pourrait faire au niveau social. Nos entreprises, nos citoyens souffrent. Les commerces agonisent. Et l'on n'a rien.

Dans ce Plan de relance Régional, nous avons 1,3 Md€ ou 1,5 Md€ - cela dépend des tableaux - de l'Etat, autant de la Région. On ne connaît pas encore les montants que l'Etat consacrera à la plupart des projets listés. C'est le grand flou organisé pour permettre au Gouvernement de faire la communication sur les territoires en 2021 et 2022 avec les échéances que nous avons, tous, bien en tête.

Parmi les projets qui nous paraissent d'un autre âge et appartenir au passé, je citerai juste le projet « Imagiland ». Il s'agit d'un projet de parc d'attractions sur les vieux héros de la BD qui se trouve à Angoulême. Ce projet coche toutes les cases de l'ancien monde, puisqu'il va se faire sur une ancienne carrière où la biodiversité était revenue et l'on va réartificialiser ce sol. Les acteurs de la BD ont été consultés mais pour l'instant, ils ne soutiennent pas ce projet. Cela nous paraît donc un peu dommage, là où la Région prône Néo Terra, le SRADDET, de continuer à pouvoir financer des projets en contradiction avec nos objectifs.

Par contre, sur tout ce qui concerne le transport, là encore, on voit bien que l'Etat, malgré les ambitions de transition écologique affichées, flèche beaucoup plus ses financements sur le routier. Les financements au niveau de la Région, on est très heureux de voir que les investissements vont se faire sur les lignes du quotidien, que l'on a beaucoup de projets qui vont être régénérés. Je souhaite remercier Monsieur GUERIN d'avoir posé la question à notre Président pour savoir si oui ou non, on avait un engagement de la Région au niveau du projet GPSO. Je remercie le Président de sa réponse très claire, qui nous satisfait.

Pour toutes ces raisons, parce que l'on ne fait pas de marché de courses comme certains peuvent l'insinuer, nous sommes un Groupe qui a, depuis le début du mandat, porté toujours les mêmes valeurs. Nous sommes profondément attachés à la transition du monde de demain. Nous sommes une majorité dans une Majorité, mais nous avons certaines différences, et donc, nous nous abstiendrons sur ce Plan de relance.

M. BERGÉ. - Je vais reprendre quelques citations. Guillaume GUERIN, qui parlait d'exercice bureaucratique en citant le DGS. Je rappellerai juste que selon Max WEBER, la bureaucratie est l'idéal type de l'organisation du travail administratif. Je laisse donc le DGS savoir s'il l'a utilisé dans un cadre ou dans un autre.

Ensuite, je trouve qu'en termes d'écologie, Jean DIONIS DU SEJOUR s'améliore tous les jours puisqu'il nous recycle la même intervention à chaque plénière, donc du coup, félicitations Jean DIONIS.

Pour la suite, comment vous dire. On travaille avec les partenaires que l'on peut. Il se trouve que là, le partenaire c'est l'Etat. Pour ma part, cela fait des années que je regrette que nous ayons un Etat comptable. J'étais un fan de l'Etat stratège. Je pense que vous aussi. Manque de pot, l'Etat stratège, les vingt, les trente dernières années s'est effacé petit à petit. Il a été remplacé par des Régions stratèges. Et quelque part, dans ce partenariat, on va avoir un dialogue entre un Etat comptable et une Région qui est stratège. Je pense que dans ce débat avec l'Etat, nous avons réussi à améliorer la copie, que la copie finale est quand même plus que présentable. Les territoires ont été associés. J'appartiens à un territoire qui estime qu'il a été associé dans toutes nos politiques et également dans les politiques contractuelles. Le territoire auquel j'appartiens - et je n'appartiens pas à la Majorité qui gère ce territoire-là - n'a pas à se plaindre de la relation qu'il développe avec la Région Nouvelle-Aquitaine.

Je remercie également Jean DIONIS DU SEJOUR de nous rappeler pourquoi nous avons une Majorité soudée, parce que quand on nous dit qu'il faut faire du béton et de la route, nous vous disons, tous ensemble, qu'il ne faut pas faire du béton et de la route. Nous assumons très clairement notre choix pour le ferroviaire.

On peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres. Vous dites que la Région ne va mettre que 18 % sur la route. L'Etat ne met que 10 % sur la partie « soutien à l'appareil productif et aux filières » dans ce Plan.

On peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres mais nous assumons, pour notre part, d'aller tous azimuts sur le ferroviaire, que ce soit sur le RER métropolitain, sur le fret, en lien avec nos ports. Quelque part, ce débat, ce dialogue avec l'Etat a permis que l'Etat rattrape son retard, parce que malgré tout, si l'on n'a pas réussi, comme on le souhaitait, à le faire s'engager sur le futur CPER, on a au moins réussi à lui faire respecter ce qu'il avait signé, ce qui va nous permettre de finaliser bon nombre d'opérations nécessaires pour notre territoire.

Nous soutenons l'Europe autant que vous, et peut-être même plus. Nous attendions ce type d'intervention de l'Union Européenne, bien avant vous. Très clairement.

Poitiers-Limoges, + 15 M€. Niort-Saintes, + 58,6 M€. Ce ne sont pas nos territoires intérieurs, ceux-là ? Tous les RER métropolitains, celui de Poitiers qui s'ajoute à la longue

liste, maintenant, celui de Bordeaux, celui du Pays Basque, de La Rochelle, de Poitiers ; c'est est une stratégie. Ce qui se fait sur la ligne Bayonne-St-Jean-Pied-de-Port - sur mon territoire - après le développement de la fréquence, on va travailler à l'amélioration de sa capacité, avec 4 M€. Grande satisfaction.

Nos ports en Nouvelle-Aquitaine, deux grands ports maritimes, un port Régional, un port départemental. Jamais l'Etat n'avait accepté de participer au financement de nos ports décentralisés, depuis leur décentralisation. Pendant cette négociation, nous avons obtenu que l'Etat vienne participer au financement de nos infrastructures portuaires ; il participerait ainsi au financement sur le port de Bayonne et également sur le port de Tonnay-Charente. On ne peut que s'en féliciter, parce que l'avenir passera également par nos ports.

Pour terminer extrêmement rapidement, on pourrait aussi évoquer la politique de logement étudiant, particulièrement intéressante.

Comme je le disais tout à l'heure, il a fallu aussi se substituer à l'Etat pour le soutien aux PME. 158 M€ pour les PME. Ce n'est pas avec les 26 M€ que l'Etat mettait dans le pot que l'on y serait arrivé.

Ce Plan de relance a donc largement été amélioré par le travail fait par les Services et les élus de cette Collectivité. Je vous remercie.

M. BITEAU. - Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Il n'est pas contestable qu'il y a des choses intéressantes et des axes de développement sur ce Plan de relance qui sont intéressants. Je pense que, globalement, dans cette Majorité, justement, personne ne le conteste.

J'appelle quand même à des sujets de vigilance. Je vais reprendre l'exemple des ports que vient de citer Mathieu. Effectivement, sur les ports, il n'est pas contestable qu'il y ait des efforts importants à faire. Il faut quand même être vigilants sur les projets de ces ports, le contenu de la façon dont on va utiliser cet argent public.

Dans ce Plan de relance, c'est le point de vigilance - je prends cet exemple, mais il y en a d'autres - que je souhaitais apporter. Attention, à ce que nous restions dans des logiques cohérentes et que nous ne sombrions pas dans un « en même temps » qui nous amène justement à une certaine forme d'incohérence.

Sur l'exemple des ports, je prends l'exemple du port de La Rochelle, dont le projet est d'amplifier le trafic autour des productions agricoles et des productions céréalières en particulier. Ce qui signifie, en creux, puisque le port de La Rochelle annonce très clairement que sa zone de chalandise sera dans la proche proximité du port de la Pallice à La Rochelle, que nous continuions à soutenir un modèle agricole exportateur. Dans ce même Plan de

relance, on met en avant avec presque 10 M€, les plans d'alimentation territoriaux. Ces plans d'alimentation territoriaux sont très bien, mais il faudra, pour que ces plans puissent avancer, mobiliser les surfaces agricoles autour en particulier des grandes cités pour que ces logiques d'alimentation territoriales puissent exister. On ne pourra pas faire l'un et l'autre. Il faudra bien sûr redéployer des surfaces agricoles qui sont aujourd'hui engagées dans des logiques exportatrices pour produire localement et nourrir localement. Cela télescope donc parfaitement l'hypothèse de pouvoir imaginer exporter encore plus de céréales et donc développer encore plus le port de la Pallice dans cette ambition-là, alors que l'on doit remobiliser les surfaces pour satisfaire les ambitions des plans alimentaires territoriaux.

Ce sont des points de vigilance que je souhaite apporter.

Et puis après, il y a un autre point. C'est un épisode ou un feuilleton à rebondissements : le fameux stockage de l'eau, plus précisément des bassines sur le Marais Poitevin. Feuilleton à rebondissements parce que la Région a finalement décidé de ne rien présenter dans son budget pour l'année 2021, et je m'en réjouis, parce que, comme l'a dit notre Président, il faut probablement imaginer une forme de moratoire, le mot est peut-être fort, mais c'est peut-être malgré tout le bon vocabulaire pour essayer d'obtenir un plus large consensus sur ces projets, et j'insiste, il n'est pas question de remettre en cause l'intérêt de l'irrigation ou l'intérêt du stockage de l'eau sur ce territoire-là - ce n'est pas le sujet - mais si on doit le faire, on doit le faire bien, avec une trajectoire qui se projette à trente ans, au moins, parce que l'on ne va pas faire des retenues de substitution avec autant d'argent public pour les trois ou quatre prochaines années. Je l'ai déjà dit. Ce sont des projets qui doivent s'imaginer sur une trajectoire à trente ans et qui ne peuvent pas, du coup, se réaliser sur des approches au doigt mouillé. Il faut donc, je pense, rendre plus robuste et solidifier ces projets-là.

J'ai apprécié le temps que donne notre Président de Région à la gestation de ces projets. Mais, j'ai un point d'inquiétude et je vous le dis très clairement, Monsieur le Président, je me sentirai trahi si, au travers de ce Plan de relance, l'Etat, dans sa contribution, trouvait la ressource de 1,7 M€, parce que c'est ce qu'il manque en termes d'enveloppe pour finaliser la première partie des six premières bassines qui doivent sortir en 2021 justement, et si le 1,7 M€ sortait de ce Plan de relance, parce que c'est vous-mêmes, Monsieur le Président, qui nous avez dit que l'Etat allait se substituer à la Région. Là, encore, cela télescope votre demande d'une forme de moratoire de se donner plus de temps à laisser l'Etat précipiter l'émergence de ces six premières bassines, alors que l'on a besoin de temps pour vérifier que ces projets s'inscrivent bien dans la durée, dans des logiques qui intègrent l'urgence climatique, l'urgence autour de l'effondrement de la biodiversité.

Voilà, les points de vigilance sur lesquels je voulais apporter l'attention. Pour autant, notre Groupe votera ce Plan de relance, avec une voix dissonante, la mienne, puisque je m'abstiendrai.

M. LE PRESIDENT. - Merci Benoît. J'ai plutôt, comme information sur les ports, mais Mathieu peut le dire peut-être plus précisément que moi, des projets de type hydrogène sur l'ensemble des ports. Je ne sais pas si Mathieu peut dire un mot.

M. BERGÉ. - J'entends ce que dit Benoît. On est dans une période de transition, donc les ports, historiquement, ont eu des vocations. Le port de La Rochelle a une vocation céréalière. Il y a donc des investissements qui sont liés aux céréales, mais à l'heure actuelle, le port de La Rochelle est également en train de porter un projet sur l'éolien en mer pour l'installation au large de Saint-Nazaire. C'est le port de La Rochelle qui a été retenu.

Il y a le projet I.Fret qui est dans les tuyaux qui est un projet sur l'hydrogène morbide qui est produit sur le port de La Rochelle, et qui va être financé pour que toute la logistique interne au port de La Rochelle se fasse à base de cet hydrogène. Il faut aussi assumer la période dans laquelle on est. Tout le monde veut la métamorphose. On vit dans une phase de transition. La transition est quelque chose qui s'assume aussi.

M. BITEAU. - J'entends Mathieu, et c'est pour cela que j'ai précisé, au tout début de mon propos, que dans ce Plan de relance, il y avait des choses intéressantes. Si je me suis permis de faire un focus sur le port de La Rochelle, c'est que les porteurs du projet au port de La Rochelle, au Conseil de gestion du parc naturel marin, ont insisté sur leur volonté d'amplifier leur activité céréalière. C'est par rapport à cela que je réagis. Je ne conteste pas tous les autres points positifs que tu viens de mettre en avant, Mathieu.

M. LE PRESIDENT. - Nous sommes dans une phase de transition. On ne va pas basculer, sauf à détruire des dizaines de milliers d'emplois, d'un système à un autre. Nous avons pris l'engagement avec Néo Terra, qui a été adopté bien au-delà de la Majorité, de fixer 2030, et personne ne me l'a suggéré dans cette Assemblée, c'est moi qui vous l'ai proposé, pour accélérer, parce que je pense qu'il y a, non seulement, un risque pour la planète, nos petits-enfants, mais pour le modèle productif qu'il y a dans notre Région.

A priori, ce que je sais - il faut que je le vérifie - mais si je compare avec le modèle du port de Bordeaux, qui est une baisse des céréales, et une baisse des produits pétroliers. Par quoi, substitue-t-on cette baisse ? Je ne sais pas, mais je pense que le port de La Rochelle, comme les autres ports de France, devait être dans le même cas, par quoi substitue-t-on l'ensemble de ces trafics qui disparaissent, sauf à détruire complètement port et emplois, et être attentifs à cela.

Il faut faire des branchements ferroviaires. Et il faut trouver d'autres types d'activités, vraisemblablement, comme on le fait sur la stratégie du port de Bayonne, plus autour du port. C'est ce qui est en train de se passer. On ne change pas un modèle en six mois, ou en deux ans. Là, on s'est fixé dix ans, en essayant de cranter tout cela. C'est quelque chose auquel je suis particulièrement attaché et vigilant. Pourquoi, je parlais d'hydrogène ? Parce qu'il est évident que nous sommes en train d'anticiper la future motorisation des bateaux. Peut-être que l'hydrogène ne sera pas tellement développé - on peut le regretter - dans les voitures, mais il sera développé dans les véhicules lourds : trains, bus et bateaux. Donc, c'est une stratégie qui se met en place, pas simplement d'ailleurs dans le port de Bordeaux, à Bayonne, à La Rochelle, etc.

Les pactes alimentaires territoriaux, c'est un peu comme ce que l'on a fait - je ne sais pas qui parlait de commande publique tout à l'heure, de l'intérêt de la commande publique - avec l'Association des gestionnaires et des chefs de cuisine qui permet d'adresser sur des circuits courts avec une analyse des composants des produits qui sont mangés par les jeunes, qui a permis d'adresser aujourd'hui 57 millions de repas et qui repositionne, agroalimentaires, coopératives, agriculteurs. On les accompagne par la commande publique. Cela se fait à bas bruit. Mais c'est un changement à 90° dans l'immédiat. Ce sont de vraies révolutions.

Quant aux bassines, je me confie, comme vous, je suppose, à des gens en qui l'on a confiance. Il y a un Conseil scientifique. L'essentiel est de se projeter. Comment l'eau aide la transition agroécologique ? C'est ce que vous avez dit lors de la dernière plénière. Et les choses avancent. Il n'y a pas d'engagement dans ce Plan de relance. L'Etat ne m'a jamais dit qu'il le prenait sur le Plan de relance. Mais en tout cas, dans quel sens allons-nous ?

Cela peut sembler, comme le diraient les sociologues, ou les littéraires ou les philosophes, à polémique. Cela ne m'intéresse pas de faire de la polémique qui blesse toujours une partie de la population, qui transforme en victimes les principaux intéressés, ou qui lance des malédictions comme cela. Mon problème n'est pas là. Mon problème est de faire en sorte que ce changement inéluctable se fasse en confiance et soit accompagné. En ce sens, je ne fais pas de prosélytisme politicien. Simplement, on dira demain, si l'on arrive à avoir un vrai projet de territoire et un vrai consensus, que peut-être le Président de Région, que je suis, aura beaucoup compté dans ce domaine-là, parce que l'essentiel est la transition agroécologique, plus que lancer des alertes.

Mme METTE. - Je voudrais d'abord remercier les Services qui ont certainement beaucoup travaillé sur ce document, et peut-être aussi dans l'urgence. Je sais donc ce que cela peut représenter.

Je voulais revenir sur certains points qui ont été abordés. D'abord répondre à Guillaume GUERIN qui nous dit qu'il y a 30 M€ en moins. Je ne crois pas. En octobre 2020, le Ministre DJEBBARI avait annoncé 30 M€ de crédits de Plan de relance pour des travaux préparatoires. Je n'ai pas entendu dire qu'ils avaient été annulés. Et mardi, nous avons voté, à l'Assemblée Nationale, 4 Md€ pour la SNCF. Donc, je ne pense pas que l'on soit en baisse de budget.

Vous parlez des problématiques sur les CPER passés. Le Gouvernement actuel n'est pas responsable des CPER passés. Donc, aujourd'hui, je crois que l'Etat met les moyens pour abonder les plans de relance. Je pense que même le Président ROUSSET peut être satisfait de ce qui est fait, et ce qui va être signé. Je crois que l'Etat est très présent ; il ne faut pas l'oublier quels que soient les différents bancs sur lesquels nous nous trouvons. C'était un petit rappel. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Merci Sophie. Je peux confirmer avec l'expérience qui est la mienne, que chaque contrat de plan a connu des retards. Là, il était peut-être un peu plus important que les autres fois, mais il est vrai qu'il y a du retard. Enfin, en tout cas…

Mme METTE. - Ce ne sont pas les mêmes montants et les mêmes causes.

M. LE PRESIDENT. - Si, Sophie. Ce sont largement les mêmes, et un peu plus. Le problème est la distinction. Ces trois dernières années, entre un discours très punchy et en même temps, sur une étude, par exemple, de 1,5 M€ que la Région finançait, je crois que c'était entre Nexon et Brive, ou quelque chose comme cela, il nous manquait 140 000 € dont la Région avait proposé de faire l'avance, qu'elle a faite parce que sinon l'étude ne se faisait pas. Donc, c'était un peu compliqué. Je suis Saint-Thomas en politique.

On a, pour notre Région, tous les dossiers. Je n'arrive pas à comprendre, d'ailleurs, certaines abstentions, parce que l'on a la RN 21, la 147, la 141. On a les voies. Bon, voilà. Je sais que l'on est à six mois des élections Régionales, mais je ne trouve pas cela, cool. On saura le dire sur les territoires le moment venu.

S'il n'y a pas d'autres interventions, je vais demander à Matthias FEKL de conclure ces interventions et je passerai au vote. Tu veux dire un mot…

M. THIERRY. - Pardon Matthias. Merci Monsieur le Président. J'aurais voulu réagir tout de suite mais je voulais réagir aux propos de Monsieur COLOMBIER, tout à l'heure. Je ne peux plus laisser sans réponse l'utilisation récurrente dans votre bouche du terme « khmers verts », utilisé pour décrire les positions écolos. Les mots ont un sens, Monsieur COLOMBIER. Utiliser une telle expression, c'est nous associer à un mouvement politique responsable d'un génocide qui a coûté la vie à près de deux millions de personnes. C'est inacceptable, et cela va au-delà de l'insulte.

M. COLOMBIER. - Il ne faut pas faire de politique dans ce cas-là, si vous avez l'épiderme si sensible… Quand vous nous traitez de fachos. Vous nous traitez bien de fachos.

M. THIERRY. - Laissez-moi finir, s'il vous plaît.

M. COLOMBIER. - Vous nous traitez de fachos. Vous nous traitez bien de fachos ?

M. THIERRY. - En tout cas, dans cette Assemblée, celui qui a prononcé ce mot-là, c'est vous.

M. COLOMBIER. - Je répondrai après. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Non, non.

M. COLOMBIER. - Je réponds maintenant.

M. LE PRESIDENT. - Non.

M. COLOMBIER. - Non, mais dit ! S'il te plaît, un peu de démocratie, ici ! Tout le monde peut s'exprimer.

M. THIERRY. - On va recommencer du coup. Laissez-moi finir, s'il vous plaît.

M. COLOMBIER. - On nous traite de fachos, eh bien moi, je me permets de traiter de khmers verts, cher collègue.

M. THIERRY. - Vous parlez de démocratie, mais laissez-moi finir, peut-être on va commencer par là.

M. COLOMBIER. - D'accord. Et j'espère que l'on me laissera un peu la parole.

M. THIERRY. - Avec plaisir, mais en tout cas, c'est important ce que j'ai à vous dire. Je vous dis juste que nous associer - je le redis - à un mouvement politique qui est responsable de crime contre l'humanité de deux millions de personnes - mais c'est cela qui est derrière - je vous dis que cela va au-delà de l'insulte. Et je vous le dis, quand vous faites cela, et vous le savez très bien, vous participez à la confusion et à l'hystérisation du débat public. Je sais que vous en êtes coutumier, mais je vous le dis, c'est indigne d'un responsable politique.

M. LE PRESIDENT. - Bien. Trente secondes.

M. COLOMBIER. - Tu sais que je suis court. Je suis toujours très court. Quand on nous traite de fachos, c'est quoi le fascisme. Arrêtez de dire que ce n'est pas vous. Vous n'allez pas me la faire, à moi. Si vous avez l'épiderme si sensible, génocide et tout, on nous en met des tombereaux sur nous, depuis 40 ans, cher ami. Alors, s'il vous plaît. Mais nous allons vous démontrer, tout à l'heure, par une intervention d'un collègue, l'attitude des Verts, enfin de votre Groupe, en Commission. Vous allez voir que ce n'est pas triste et que là, peut-être il n'y a pas trop de leçons à nous donner. Je vous le dis, c'est tout.

M. THIERRY. - Dans cette Assemblée, ces mots sont de vous, et pas de moi.

M. LE PRESIDENT. - Je donne la parole à Matthias FEKL pour apaiser, surplomber.

M. FEKL. - Merci beaucoup Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Quelques mots sur le Plan de relance, et si vous le permettez j'aurais des mots pour la mémoire d'Emmanuelle AJON, à la fin de ce propos.

D'abord sur le Plan de relance, il me semble que ce qui est important en politique, c'est la constance, sur le fond, dans les actes et dans la durée des actions qui sont entreprises. Le Plan de relance traduit cela. La pandémie a heurté la France, l'Europe et l'ensemble du monde de manière totalement inattendue, déstabilisante. Elle crée des souffrances économiques et sociales en profondeur, partout dans notre pays, dans notre Région, et il faut y répondre.

Il y a deux manières de réagir à cela. Il y a ceux qui doivent revoir leur logiciel politique, improviser, bricoler dans l'urgence des bouts de réponse, et puis il y a ceux qui peuvent y répondre en constance. Je n'ai pas du tout la prétention de penser que notre Majorité est la seule à avoir une constance sur les sujets, mais en tout cas, je revendique haut et fort qu'elle a cette constance et que le Plan de relance l'a traduit.

Quand on regarde les priorités, les infrastructures de transport et la mobilité, l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, la transition écologique et énergétique portée haut et fort dans les politiques et en particulier avec Néo Terra, le soutien à l'appareil productif, la cohésion sociale et territoriale, la méthode d'élaboration aussi avec le partenariat, la discussion, l'écoute avec les acteurs de terrain, eh bien, je ne suis pas dépaysé. Je constate que ce sont des pratiques et des axes stratégiques qui sont déployés depuis longtemps par le Conseil Régional, qui sont aujourd'hui encore confortés et renforcés et adaptés, bien sûr, à la gravité de la crise. Mais la force de ce Plan de relance est bien sûr son montant, ce sont les axes déployés et c'est le fait qu'il s'appuie sur des fondations solides qui sont construites depuis un bon moment.

C'est pour cette raison que notre Groupe salue ce Plan et l'appuie massivement, votera pour, et remercie les élus comme les Services qui ont travaillé avec beaucoup d'ardeur.

Avant de rendre la parole, et je serai économe de mon temps de parole dans cette session marathon, qui est particulièrement chargée, je veux m'associer aux hommages que vous avez rendus, Monsieur le Président, en début de séance, au Président TAVERNIER dont vous avez rappelé le rôle et l'action dans la Région, au Président de la République Valéry GISCARD D'ESTAING dont le rôle de modernisateur de la société française a été rappelé, et je soulignerai aussi son engagement européen constant et ce, jusqu'à la fin de sa vie. Il avait l'Europe chevillée au corps. Je pense à ses proches et bien sûr aussi à ses soutiens fidèles

dans la Région. Je pense en particulier à Jean-Pierre RAFFARIN et Dominique BUSSEREAU qui ont accompagné son chemin tout au long de sa vie publique.

Et puis, vous me permettrez d'avoir des pensées toutes particulières pour notre collègue et amie, Emmanuelle AJON, qui est décédée très jeune, trop jeune, en pleine ascension et surtout en plein engagement. C'était une femme de terrain, de convictions, une femme engagée qui aimait passionnément Bordeaux, passionnément la Gironde et passionnément les habitants de ces territoires. C'était une militante socialiste, féministe. Elle était heureuse et fière des résultats des municipales à Bordeaux. Elle y avait pris une part très importante, et puis nous avons eu l'occasion, tous les élus du Groupe, de le dire dans un communiqué, c'était aussi pour beaucoup d'entre nous, une amie très chère qui savait écouter, prendre des décisions, enthousiasmer, fédérer autour d'elle. Elle nous manque cruellement. Nous garderons sa mémoire. Je pense à ses proches, à sa famille, à son père dont vous avez indiqué qu'il était effectivement maire à Saint-Antoine-de-Ficalba en Lot-et-Garonne. Nous serons les gardiens fidèles de sa mémoire et de son action. Merci Monsieur le Président de m'avoir permis de sortir un peu du cadre de la délibération.

M. LE PRESIDENT. - Merci Matthias. Merci pour ce témoignage.

M. GUERIN. - Monsieur le Président. Je n'aime pas être pris en défaut quand j'avance des choses. Il peut m'arriver de me tromper comme tout un chacun. Mais je ne fais que me plier aux documents que vous nous transmettez. Cette version du rapport date du 11 décembre, celle-ci du 17. A la page 10 sur les mobilités actives et transports collectifs, total de l'Etat : 0.

Sur la version du 11 décembre 2012, mobilités actives et transports collectifs, part de l'Etat : 29,541 M€.

Il y a une différence de 30 M€ dans la colonne. Voilà, c'est tout. C'est juste factuel. Je me plie.

M. LE PRESIDENT. - Le dernier texte, Guillaume, fait foi.

M. GUERIN. - Comment ?

M. LE PRESIDENT. - Le dernier texte fait foi. Mais, il a bougé, c'est vrai.

M. GUERIN. - Il y a moins 30 M€. Les chiffres que j'avance tout à l'heure s'avèrent exacts. Vous ne le saviez par vos Services. Ce n'est pas grave.

M. LE PRESIDENT. - Vous avez raison.

M. GUERIN. - Je ne doute pas que vous aurez une discussion avec Monsieur FEDERMANN, tout à l'heure, mais on ne fait que lire les documents qui nous sont transmis.

M. LE PRESIDENT. - On vient de me dire que le SGAR nous avait demandé de l'enlever, il y a trois jours.

M. GUERIN. - Donc, il y a bien moins 30 M€.

M. LE PRESIDENT. - Par rapport aux premiers chiffres que vous avez lus, je suppose.

M. GUERIN. - D'accord. Donc, on en reparlera à la délibération 14, parce que vous allez encore devoir faire l'avance de la part de l'Etat.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Je vais mettre aux voix ce contrat de relance.

Qui est d'avis de l'adopter, le manifeste en levant la main.

M. BERGE. - J'ai deux abstentions dans mon Groupe. C'est juste pour le préciser : Martine ALCORTA et Elisabeth DUTEL. Mais le Groupe le vote.

Mme LE GUEN. - DINA vote pour, Président, afin de bien se signaler. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Merci Madame LE GUEN. Et je pense fort à vous dans cette difficulté que vous traversez.

Qui s'abstient ?

N° 3

Vote sur le «Accord de Relance État - Région Nouvelle-Aquitaine 2021-2022et nouvel avenant aux volets "mobilité multimodale" des CPER 2015-2020»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Le Mouvement de la Ruralité, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

▪ ABSTENTION : Parti Radical de Gauche (1), Pour une Ecologie Populaire et Sociale (2), Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Rassemblement National,

M. LE PRESIDENT. - Le dossier est donc adopté.

Soyez attentif sur le territoire, parce que porter 2,8 Md€ d'investissement, y compris avec un effort de l'Etat, certes de rattrapage mais un effort de l'Etat, je trouve que c'est significatif.

Mes chers collègues, je vous propose d'aller déjeuner. Et l'on se retrouve à 15 h 30.

Pause déjeuner

4 - COMMUNICATION RELATIVE AUX PROGRAMMES EUROPEENS REGIONAUX NOUVELLE-AQUITAINE 2021-2027

Reprise et poursuite de la séance

M. LE PRESIDENT. - Mes chers collègues. Est-ce que nous pouvons reprendre notre séance ? On a beaucoup de collègues qui sont branchés. Je vous propose de passer à une communication relative aux programmes européens. Je vais passer la parole à Isabelle BOUDINEAU.

Mme BOUDINEAU. - Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues. C'est une communication qui arrive à point nommé puisque ce nouveau programme opérationnel va pouvoir prendre effet dans moins de quinze jours, au 1er janvier, et puis aussi parce que le cadre financier pluriannuel européen a finalement, après un très long feuilleton, été voté au Parlement Européen, cette semaine. On est vraiment dans l'actualité, et cette fois, on est sûr que les enveloppes que l'on va évoquer devant vous sont stabilisées et seront effectives.

A la Région, on n'a pas attendu que ce budget soit voté pour avancer. Cela fait plus de deux ans que l'on travaille de façon extrêmement partenariale avec l'ensemble des Collectivités, du milieu associatif, des Chambres Consulaires, enfin on a vraiment un Comité partenarial très large avec qui on a démultiplié les réunions. Il y a eu plus de 50 réunions au total pour coconstruire ces programmes européens. Et donc, en deux ans, on a avancé vraiment pour cette version, qui est la version n°1. Il y a déjà eu une version n°0 qui a été envoyée à la Commission, qui est une version assez théorique. Et cette fois-ci, cette version n°1 - vous l'avez vu - est dans un document de 90 pages. Je vais donc faire très vite puisque tout le détail du contenu est dans ce document.

Je voudrais remercier d'ailleurs l'ensemble des Services, mais notamment le Pôle de Carine VERNHES et de Samuel BROSSARD, parce que ce travail de Bénédictins, de construction des programmes doit se faire en même temps que l'on termine la programmation 2014-2020, ce qui est un travail extrêmement lourd, et qu'en plus est intervenu - on en a parlé tout à l'heure - le Plan de relance où les Régions ont une part aussi de financement, qui s'appelle REACT.EU, de relance à intégrer dans leur programme.

Voilà le tableau qui donne l'ossature de ce programme opérationnel. Les sommes qui vous sont présentées sont finalement assez semblables à celles de la génération précédente. Ce qui était tout à fait inenvisageable, il y a encore deux ans. C'est donc une très bonne nouvelle pour nous. C'est aussi le fait que nous sommes classés comme Région en transition, qui fait que l'on a des financements, finalement assez intéressants. Nous sommes vraiment sur les 7 ans avec 872 M€, exactement le même montant que la génération 2014-2020.

Le FEDER représente 710 M€. Il est en légère augmentation puisque l'on était à 692 M€.

Le FSE + est, par contre, en légère diminution, puisque nous avions 150 M€ et que nous passons à 134 M€.

Ce qui vous est présenté là, c'est l'ossature qui est proposée par la Commission, qui est commune à toutes les Régions. Elle se répartit en 5 objectifs stratégiques. C'est d'ailleurs une volonté de simplification de sa part puisque l'on était à 11 objectifs, on passe à 5, mais l'essentiel à retenir est une véritable continuité dans la façon dont est composé ce programme opérationnel puisqu'il y avait et il y a, de nouveau, deux grandes ambitions, celle qui s'appelle « Une Europe plus intelligente ». C'est en fait comment se différencier dans un monde vraiment en pleine compétition entre des grandes puissances. C'est donc évidemment tout ce qui concerne l'innovation, la recherche, la compétitivité.

Le deuxième gros bloc est « Une Europe plus verte ». Là, c'est tout le champ des actions en faveur du climat et de la biodiversité.

Ces deux grandes ambitions doivent représenter au minimum 70 % des investissements et des engagements financiers : un minimum de 40 % pour l'Europe intelligente, et 30 % pour l'Europe plus verte.

Vous voyez que nous avons augmenté l'objectif stratégique 1 qui est cet objectif d'intelligence de compétitivité. Nous proposons d'y mettre 300 M€, 42,5 % du FEDER. Je l'ai dit, c'est améliorer les capacités de recherche et d'innovation, le soutien aux PME pour la recherche et le développement, la numérisation de l'économie, et également la numérisation au service des citoyens et des services publics, et puis c'est développer des compétences concernant la spécialisation intelligente, la culture de l'innovation des sciences et techniques. Je vais très vite puisque vous avez le document - je l'ai dit.

Pour l'objectif stratégique 2, la transition énergétique et écologique, nous proposons de monter à 40 %. Je vous l'ai dit, le plancher était à 30 %. Donc, 40 % du FEDER, cela fera 284 M€. C'est la transition énergétique, favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique, promouvoir les énergies provenant de ressources renouvelables. C'est aussi tout ce qui concerne la qualité de l'eau, la question des risques côtiers, la préservation de la biodiversité, promouvoir également l'économie circulaire, favoriser l'appropriation par les citoyens des enjeux environnementaux.

Vous voyez que sur ce tableau, on propose de regrouper l'objectif stratégique 2, cette Europe plus verte avec un objectif stratégique 3 qui est la mobilité durable. En fait, quasiment aucune Région française n'a ouvert cet objectif stratégique, si bien que l'Agence nationale de la cohésion des territoires qui rédige avec la Commission un accord de partenariat, une espèce de convention Etat/Europe, ne va sans doute pas se saisir de cet objectif stratégique 3. De toute façon, pour la France, la Commission considère qu'elle n'a plus à soutenir ce type

d'actions, que c'est à nous de nous prendre en charge. Nous restons donc sur une ambition quand même de mobilité verte (pistes cyclables) enfin tout ce qui est mobilité sans émission. On va probablement faire remonter ce chapitre, l'associer à l'objectif climatique.

Pour rester sur les 710 M€ de FEDER que nous aurons, je saute la quatrième colonne, je passe à la quatrième ligne qui s'appelle « Loi 5, une Europe plus proche des citoyens ». C'est une nouveauté dans cette génération de programmes. Il s'agit d'un axe qui est territorialisé. La Commission nous encourage à avoir cette vision territorialisée, mais elle ne l'oblige pas non plus. Il y a certaines Régions en France qui ont décidé de ne pas se saisir de cet axe. Nous y mettons une véritable ambition en y consacrant 17,5 % du FEDER, donc 124 M€. Et nous serons sans doute la Région de métropole qui mettra le plus de moyens sur cet axe-là. Il existait déjà mais de façon moins appuyée. Par exemple, Benoît TIRANT connaît bien l'action qui est menée sur la politique de la ville par les Fonds Européens.

Cet objectif territorial s'adressera désormais à tous les types de territoires. Il sera destiné au bloc communal mais regroupé en Intercommunalité. Et puis, sur ce qui était convenu aussi lors de toutes nos réunions avec le partenariat, c'est que seront prévus des crédits d'ingénierie pour aider en particulier les territoires qui ne disposent pas forcément de personnels suffisants ou techniquement formés à la gestion des projets. On les aidera évidemment avec une part d'assistance technique. Ce sera du développement local du territoire sous un angle qui intègre le social, l'économique et l'environnemental.

Je termine par « une Europe plus sociale » qui s'appelle « FSE », le Fonds Social Européen. Ce sont 134 M€ sur des compétences historiques de la Région qui sont la formation des demandeurs d'emplois. Il y a aussi la montée en puissance des dossiers d'économie sociale et solidaire, la lutte contre le décrochage scolaire, le soutien à l'apprentissage et puis, va s'y ajouter évidemment, l'accompagnement à l'orientation qui est une compétence dont on a, tous, souhaité se saisir.

Voilà, pour cette photographie vraiment rapide du programme opérationnel FEDER/FSE. Ce document version n°1 a été envoyé à la Commission, fin novembre, après la quatrième conférence des partenaires. On espère une approbation au cours du premier trimestre 2021 ou premier semestre. En tout cas, les projets sont d'ores et déjà éligibles dès le 1er janvier 2021. Et ensuite, on continuera de toute façon la discussion avec la Commission au moins jusqu'à cet été, et adopter ce programme dans l'année.

Je vais vous faire un point bref sur quelque chose qui émane de la Direction de l'Agriculture. Cela apparaît extrêmement complexe pour l'instant mais, je vais essayer de préciser cela. On en a déjà souvent parlé. C'est cette question du FEADER et du fait que sur la génération actuelle 2014-2020, ce sont les Régions qui étaient Autorité de gestion. On

assiste pour la prochaine programmation à une renationalisation de la gestion. C'est l'Etat qui devient Autorité de gestion et qui reprend en gestion tout ce qui est, ce que l'on appelle, surfacique, c'est-à-dire lié à la surface des exploitations. Je ne vous développe pas les sigles. On avait 1,6 Md€ en gestion. On ne gardera qu'un tiers de cette somme, c'est-à-dire tout ce qui ne concerne pas le surfacique, donc tout ce qui est installation Jeunes Agriculteurs, la forêt, et puis bien sûr LEADER - vous vous rappelez - l'installation des jeunes.

On essaie de négocier que l'on ait une différenciation avec Nouvelle-Aquitaine et Bretagne, garder en une espèce de cogestion, de copilotage, la question des mesures agroenvironnementales (MAEC) et du bio, parce que l'on était les deux Régions qui ont été vraiment les plus à la manœuvre, les plus ambitieuses sur ces questions-là, et donc on essaie encore d'obtenir que l'on soit copilote de ces mesures-là.

Je crois que l'on peut passer à la liste, parce que là, il y a eu aussi beaucoup de réunions qui sont menées par Jean-Pierre RAYNAUD, et donc, pour l'instant, voici les six axes stratégiques auxquels a abouti la concertation : soutenir les revenus des agriculteurs, réussir la transition agroécologique, donc la sortie des pesticides évidemment, encourager et accompagner l'installation de nouveaux agriculteurs, maintenir une agriculture de montagne compétitive, créer un environnement favorable au développement de la filière forêt bois, et puis appuyer le développement local et les approches territoriales.

On va passer maintenant au dernier fonds, qui également est un fonds géré par l'Etat qui s'appelle le FEAMP, c'est la pêche. C'est un Plan national avec des volets Régionaux. Nous avons une délégation de gestion, et pour cette génération actuelle 2014-2020, c'était à peu près 30 M€ que nous avions en gestion. On devrait avoir un peu plus sur le 21-27, entre peut-être 33, 35 M€, malgré une diminution de l'enveloppe au niveau national, parce que finalement, là, il y a un effet un peu inverse par rapport à l'agriculture, c'est qu'il y aura une légère augmentation de nos responsabilités et de nos compétences. Donc, on va avoir l'innovation, la biodiversité, l'économie bleue durable.

Là aussi, une dernière diapo pour montrer les priorités retenues, toujours dans un cadre partenarial discuté avec l'ensemble des acteurs de la filière : soutenir une pêche responsable, encourager une aquaculture exemplaire en matière d'environnement, accompagner la valorisation et la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture et puis promouvoir le développement d'une économie bleue durable. Ce que l'on appelle « économie bleue », c'est l'équivalent des Leader mais pour la pêche. Leader, vous savez que l'on a des GAL, des Groupes d'Actions Locaux, qui font eux-mêmes leur programmation. Là, cela s'appelle des GALPA, et ce sont eux-mêmes qui font leur propre programmation pour la pêche et l'aquaculture.

Voilà, balayé vraiment à grands traits et très rapidement, le futur des Fonds Européens pour 21-27.

J'ai oublié de parler des années de transition pour l'agriculture, mais tout cela n'est pas encore complètement négocié autour de l'APAC. On ne sait pas encore de quelle enveloppe on disposera exactement. Et donc dans l'attente que tout cela soit finalisé, il y aura deux années de transition, en 21 et 22.

M. LE PRESIDENT. - Comme le disait Isabelle, on avait, à un moment donné, l'opposition de la Hongrie et de la Pologne, mais je pense qu'ils ont levé leur opposition.

Mme BOUDINEAU. - Bien sûr. La présidence allemande a réussi à obtenir qu'ils lèvent leur véto en promettant que s'ils étaient sanctionnés pour non-respect de l'état de droit, ils pourraient avoir recours à la Cour de Justice Européenne. C'est en fait une manœuvre un peu dilatoire parce qu'il faudra deux ans, au moins, avant que la Cour de Justice Européenne se penche sur l'existence ou pas de l'état de droit, et donc, Monsieur ORBÁN, en particulier, peut continuer à détourner un peu de fonds européens en attendant que tout cela soit…

M. LE PRESIDENT. - Beaucoup de fonds européens.

Mme BOUDINEAU. - Il semblerait que ce ne soit pas négligeable. Oui.

M. LE PRESIDENT. - J'ai lu un article du Monde de la semaine dernière.

Mme BOUDINEAU. - Sa famille profiterait abondamment des fonds de l'APAC. Mais en tout cas, c'est quand même un progrès puisque cette question d'état de droit qui a été imposée par le Parlement est désormais vraiment en vigueur, même s'il y a ce délai de la Cour de Justice, il devrait y avoir rétroactivité, c'est-à-dire que si le fonds a été versé et que l'on constate une carence d'état de droit, on pourra récupérer les fonds.

M. LE PRESIDENT. - Je veux insister sur deux points qu'a évoqués Isabelle BOUDINEAU. L'Etat a donc recentralisé une partie des aides bio et MAEC - je parle sous le contrôle aussi de Jean-Pierre RAYNAUD - sur la base d'une idée qui n'est pas terrible, qui est de dire que ce sont des aides surfaciques, donc ce sont des aides totalement indifférentes aux territoires.

Or, ce que nous avons fait, parce qu'il y a une marge de manœuvre, c'est que la Région Nouvelle-Aquitaine a fait en sorte que nous puissions, au niveau de l'accompagnement des bios et de l'accompagnement des MAEC (Mesures Agro Environnementales) mettre une aide surfacique supérieure à celle des autres Régions, ce qui fait que nous avons eu, ces deux ou trois dernières années, un bond considérable de l'agriculture bio de plus de 50 %. Nous sommes donc en croissance de l'agriculture bio de plus de 50 %, ici, et je pense que c'est quelque chose d'important.

Le deuxième point, a priori la discussion que nous avons avec Julien DENORMANDIE - et je redis à Sophie que j'ai besoin de l'appui des Parlementaires dans ce domaine-là - il faut impérativement que nous allions jusqu'au bout de la prise en compte de l'expérimentation sur ces mesures. Je sais que Julien DENORMANDIE est en train de travailler à des enveloppes qui seront affectées aux Régions. D'ailleurs, on augmenterait la part d'autorité de gestion que nous aurions ; ce que nous faisons avec l'assentiment de la profession agricole, parce que l'on a bien vu ce que cela avait donné. On devrait donc avoir une expérimentation et je ne sais pas où elle ira. Deux Régions demandent cette expérimentation, la Bretagne et la Nouvelle-Aquitaine. Notre souci est d'aller jusqu'au bout de la décentralisation dans ce domaine-là.

Enfin, pour démontrer, s'il en était besoin que je suis Girondin partout, nous sommes la seule Région à avoir, à ce point, travaillé, et Isabelle ou Samuel BROSSARD pourraient le dire - avec toutes les Collectivités. Il y a plus de 250 techniciens représentant les Collectivités territoriales qui participent à l'élaboration de l'ensemble de ces programmes opérationnels. Je veux préciser l'intérêt de Bruxelles ou la décision de Bruxelles, c'est de dire qu'une fois que l'on a voté les programmes opérationnels avec la complexité qu'il peut y avoir sur la gestion de ces programmes opérationnels, cela suppose, et je le dis à tous les Groupes, que la Région et les Services de la Région quand ils instruisent les dossiers, s'appuient et ne s'appuient que sur ces programmes opérationnels. Je suis donc assez partisan de cette façon de faire, de telle sorte que nous puissions avoir un règlement visible à l'égard de tous les partenaires notamment du monde agricole ou du monde de la recherche.

Voilà ce que je voulais préciser après l'intervention dont je remercie Isabelle.

Sur cette communication, y a-t-il des interventions ?

Mme DIAZ. - Quelques mots sur cette communication relative aux programmes européens Régionaux. Une communication qui porte bien son nom puisqu'elle tente de nous endormir, pour ne pas dire de nous embrigader à grands coups de propagande. Ces fonds européens doivent répondre à plusieurs objectifs stratégiques parmi lesquels une Europe plus intelligente et une Europe plus proche des citoyens…

M. LE PRESIDENT. - Pardon, Madame DIAZ. Si les interlocuteurs, si nos collègues qui sont devant leur écran pouvaient supprimer leur micro, ce serait sympa, parce que l'on pourrait avoir des conversations familiales à ceux qui sont dans leur maison.

Mme DIAZ. - Je disais que parmi les objectifs stratégiques figuraient une Europe plus intelligente et une Europe plus proche, qui sont deux concepts relativement illisibles voire brumeux.

Ensuite, vient l'objectif d'une Europe plus sociale. Là, je pense que personne ne peut résolument y croire car la France n'a jamais compté autant de pauvres. D'après le Secours Catholique, ce chiffre dramatique s'élève à 10 millions de nos compatriotes.

Et enfin, une Europe plus verte. Pardon, mais ce slogan n'a aucune crédibilité. Je vais donner deux exemples : l'Union Européenne ne cesse de signer des traités de libre-échange totalement écocides, et l'Union Européenne ne cesse de vouloir imposer des éoliennes dont on sait pertinemment qu'elles sont une aberration écologique.

Un mot sur la communication, elle coûte cher puisqu'une enveloppe de 3 M€ est mobilisée pour assurer la communication de ces programmes pour - je cite - « faire prendre conscience aux citoyens de l'importance de l'intervention de l'Europe dans leur quotidien, pour revaloriser l'image de l'Europe et pour transmettre des valeurs européennes. ». Donc, non seulement cette communication est onéreuse mais en plus, elle est insuffisamment efficace, et ce, malgré la centaine d'agents dédiée à l'instruction des dossiers.

Un excellent rapport sénatorial de 2019 fait le lien entre la complexité des démarches administratives et le fait que les porteurs de projets se détournent des aides de l'Union Européenne.

Puis, ces aides portent relativement mal leur nom. En effet, pour résumer le mécanisme des fonds européens, je rappellerai que la France donne beaucoup d'argent à l'Union Européenne. Il faut savoir qu'elle est contributeur net d'environ 10 Md€. Ensuite que l'Union Européenne nous reverse une partie de ce qui est notre argent, et en plus, elle nous impose la manière dont nous devons le dépenser.

Enfin, que se cache-t-il dans cette délibération derrière cet enthousiasme qui tente de cacher quand même une pointe d'amertume ? Il s'y cache votre échec, et j'espère que cela débouchera sur la fin de votre eurobéatisme. Premier échec, contrairement à ce que vous avez demandé, l'Etat recentralise la gestion d'une partie des fonds agricoles FEADER et plus précisément la gestion des aides surfaciques telles que les mesures agroenvironnementales et les indemnités compensatoires de handicap naturel, ce que vous venez de nous expliquer.

Deuxième échec, les fonds européens gérés par la Région vont baisser pour la période 2021-2027. Pourquoi ? Parce que l'Union Européenne, remplie de nouvelles missions, en premier rang desquels, l'accueil des migrants.

En conclusion, on paye plus cher. On récupère moins d'argent. On finance l'émigration au détriment de la solidarité nationale. Et en plus, il faudrait que la Région dise « merci » à l'Union Européenne. Ce sera sans nous.

M. LE PRESIDENT. - Je n'en doutais pas, mais on ne peut pas tenir un discours, ici, dans une Région, quelle qu'elle soit d'ailleurs, en disant des bêtises, pour une raison. L'Europe renforce sa politique de sécurité au titre de la défense. Premièrement. Pas SCHENGEN, vous n'y connaissez rien. Pas SCHENGEN. L'Europe renforce sa politique de sécurité.

Deuxièmement, l'Europe renforce - cela a été dit ce matin - une politique d'accompagnement à la sortie de crise, un emprunt de 700 Md€, ce qui est totalement nouveau par rapport à la position des pays comme l'Allemagne et la Hollande ; ce qui est totalement extraordinaire. Et l'Europe renforce aussi sa politique d'accompagnement des plus pauvres, puisque si, à un moment donné, alors que la politique sociale, dans le Traité de Rome, est de la compétence des Etats, l'Europe fait un effort extraordinaire de ce côté-là. Donc là, vous avez faux. Il ne s'agit pas de mentir aux Français. C'est une erreur.

Deuxièmement, là où vous avez raison, c'est la France recentralise. Nous avons eu une conférence avec le Vice-Président de la Commission, Monsieur TIMMERMANS, à aucun moment, l'Union Européenne n'a demandé à la France de recentraliser, ce que tous les acteurs Régionaux souhaitent garder ce lieu qui permet, sur la base d'orientations (transition agroécologique, réinsertion des chômeurs, développement technologique) ce que l'Europe souhaite. Je tiens à ce que l'Europe fasse bouger les Etats. On a besoin de faire bouger les Etats qui sont, sur ce plan-là, conservateurs.

Sur la notion d'écocide, je signale que ce n'est pas la Commission Européenne ou le Parlement Européen qui se détourne d'une orientation écologique. Ce sont les Etats. Ce n'est pas l'Europe. Quand vous dites « plus de pauvres », cette compétence est d'Etat. Certes, il y a un million de plus de pauvres en France, mais cela, la réponse est auprès du Gouvernement français, à l'avoir même si…

Mme DIAZ. - Le FSE était déjà sur l'ancien programme.

M. LE PRESIDENT. - Non. (coupure son) même si, l'Europe fait un effort à l'égard - c'est le Président HOLLANDE qui l'avait négocié avec Bruxelles - pour aider les plus défavorisés, y compris les ONG qui sont dans l'ordre de l'aide humanitaire. Donc là-dessus, vous avez tout faux.

Quant à la proximité, je vais vous rappeler quelque chose qui a été organisé après une visite à Bruxelles par Andde SAINTE-MARIE. A un moment donné, l'Europe nous dit de pas comprendre pourquoi nous aidons les cabanes des bergers, l'accompagnement de la transhumance, de l'économie pastorale. Les fonctionnaires de Bruxelles sont venus jusqu'en haute vallée d'Ossau - j'ai eu l'occasion de les accompagner - où ils sont montés à 2 000 m. C'est nous et Andde SAINTE-MARIE qui l'a organisé. Ils devaient baisser les subventions à l'égard de la transhumance et des bergers. Ils sont remontés à 80 %. C'est cette Assemblée,

les collègues de cette Assemblée, Andde SAINTE-MARIE, et votre serviteur, qui avons organisé cela. Donc, c'est tout faux ce que vous dites. Tout faux.

M. COLOMBIER. - Alain, cela fait des années que l'on entend ce discours. Arrête.

M. LE PRESIDENT. - Oui, mais moi, je présente des preuves et pas des discours idéologiques.

M. COLOMBIER. - Eh bien, donne-nous une preuve de ce qu'elle renforce la sécurité.

M. LE PRESIDENT. - Je viens de te le dire.

M. COLOMBIER. - Non. La sécurité. Quelle preuve ?

M. LE PRESIDENT. - La sécurité, ce n'est pas la compétence de l'Europe.

M. COLOMBIER. - Tu dis qu'elle renforce sa sécurité.

M. LE PRESIDENT. - Aujourd'hui, ils vont aider la défense par rapport au terrorisme.

M. COLOMBIER. - C'est cela.

M. LE PRESIDENT. - Regarde les choses et arrête les positions de principe.

M. COLOMBIER. - Paroles, les paroles.

M. LE PRESIDENT. - Qui souhaite intervenir ? Excusez-moi, je ne peux pas à la fois…

M. COLOMBIER. - Ton discours est très beau.

M. LE PRESIDENT. - Je ne peux pas à la fois laisser passer des choses aussi fausses, aussi mensongères, aussi…

M. COLOMBIER. - Moi, je vois le bilan. On voit les résultats.

M. LE PRESIDENT. - …inconséquentes, aussi incompétentes pour des problèmes idéologiques.

M. COLOMBIER. - On voit les résultats. Ils sont comme cela.

M. LE PRESIDENT. - Si l'Europe n'était pas là, je n'aurais pas pu faire le Neurocampus, l'Institut des sciences de la vigne et du vin. Je n'aurais pas pu faire autant de laboratoires, autant de recherches sur le cancer, et autant de recherches…

M. COLOMBIER. - Bien sûr que si. J'espère que tu aurais pu le faire.

M. LE PRESIDENT. - Non.

M. COLOMBIER. - Si. Eh bien, si.

M. LE PRESIDENT. - Non.

M. COLOMBIER. - Alors, tu ne comptes que sur l'Europe, l'Etat ne compte pas.

M. LE PRESIDENT. - Je ne compte pas que sur l'Europe, mais je compte sur l'Europe.

M. COLOMBIER. - C'est une preuve de faiblesse.

M. LE PRESIDENT. - C'est une bêtise totale. Et ce sont des mensonges.

Mme DIAZ. - Pardon, Monsieur le Président. Demandez aux Parlementaires présents dans la salle, si nous n'avons pas augmenté notre budget contributeur à l'Union Européenne. Donc, vous voyez bien que c'est notre argent.

M. LE PRESIDENT. - Non. L'Europe…

Mme DIAZ. - C'est notre argent, Président.

M. LE PRESIDENT. - Vous savez très bien que l'Europe, à travers l'APAC, nous verse plus d'argent, que l'on y verse.

Mme DIAZ. - Mais n'importe quoi. Enfin, ce n'est pas possible.

M. COLOMBIER. - Ce sont des mensonges. Je reprends tes termes. Allez.

M. LE PRESIDENT. - Cela va. Vous n'y comprenez rien.

M. COLOMBIER. - C'est cela, tes arguments. C'est cela. Vous n'y comprenez rien. Tes effets de manche ne nous impressionnent pas. Voilà.

M. LE PRESIDENT. - Eh bien oui. Je viens de te donner des détails. Mais voilà. Le nationalisme, voilà l'ennemi.

M. COLOMBIER. - Oui, c'est cela.

M. LE PRESIDENT. - Qui souhaite intervenir sur l'Europe ?

M. RABIT. - J'aimerais revenir à un peu plus de zénitude dans ce débat, pour saluer le travail des élus et des Services qui sont en charge des fonds européens, car je sais qu'il n'est pas simple, honnêtement, de faire avancer les choses dans un environnement européen où rien n'est jamais acquis.

Ce qui m'amène à une deuxième observation, c'est que le blocage de la Pologne et de la Hongrie sur le budget européen a été acquis effectivement, et on l'a rappelé tout à l'heure, au prix de concessions, dont je ne suis pas certain qu'elles pourront perdurer dans la durée. Je ne partage donc pas tout à fait l'optimisme de Madame BOUDINEAU, parce que je crois que ce qui nous est soumis aujourd'hui, doit être pris avec beaucoup de prudence et de réserves.

Bien sûr, la communication qui est faite aujourd'hui est importante. C'est une programmation jusqu'en 2027. C'est dire les enjeux qui en découlent notamment pour la

Région car il ne faut pas oublier qu'il n'y a aucun projet structurant pour la Grande Région qui ne pourrait aboutir tant l'apport des fonds européens qui contribuent pour une grande part à leur réalisation, même si les exécutifs, Monsieur le Président avez souvent coutume de ramener la couverture à Vous et mettre en avant un effort financier de la Région qui n'est que le résultat de la contribution européenne. Sur ce point, nous ne pouvons que saluer l'utilitarisme, l'électoralisme qui n'est jamais très loin dans votre politique de communication.

Cela a été dit avant, mais je voudrais le rappeler, nous déplorons quant à nous le virage à 180° de l'Etat concernant la gestion des fonds européens. N'oublions pas le mauvais coup qui avait été porté aux Régions - vous vous en souvenez - il y a peu de temps concernant la gestion du programme LEADER qui avait été brutalement repassé aux Régions, en gestion, ce qui nous a amenés à devoir engager une trentaine de collaborateurs dont d'ailleurs, nous ne savons pas ce qu'ils deviennent. Et là, l'histoire se répète mais à l'envers, puisque l'Etat, en fait, décide de reprendre la main sur la gestion de la partie stratégique du FEADER, et notamment (problème son, inaudible) les mesures surfaciques, c'est-à-dire les mesures (problème son, inaudible) à l'agriculture et les mesures agroenvironnementales. C'est dire l'importance de cette recentralisation que nous dénonçons car, pour nous, l'échelon Régional était le mieux à même de répondre aux problèmes du terrain, au plus près des citoyens, et nous ne pouvons que déplorer ce retour au Jacobinisme en contradiction complète avec les discours démagogues du moment sur la décentralisation.

Sur le projet de maquette, rapidement, je n'ai que quelques mots à dire, si l'on regarde les priorités stratégiques, je dirai qu'il y a des nouvelles orientations qui mériteraient un débat long et précis, mais nous savons bien que la configuration de cette plénière ne permet pas de le faire, et pour ma part, je le regrette. Pourtant quelques remarques s'imposent.

D'abord, nous prenons acte d'une stabilité à 872 M€ du budget, même si nous eussions préféré quelque part une forte augmentation compte tenu des besoins croissants.

Deuxième remarque, les changements dans les priorités, qui sont les vôtres, sont assez évocatrices d'un comportement souvent électoraliste ou des concessions que vous faites sans cesse à vos ex-alliés verts qui vont vous témoigner, dans un instant, leur reconnaissance.

Quelques exemples. Vous décidez de retirer 34 M€ à la stratégie d'une Europe plus intelligente, pour ajouter 38 M€ à une Europe plus verte. On a l'impression qu'il y a une sorte de vases communicants entre les deux politiques. L'impression que nous avons, et le message paraît clair, c'est que vous donnez l'impression de sacrifier l'intelligence au verdissement. Or, pour nous, nous avons la conviction que l'intelligence n'est pas totalement inconciliable et incompatible avec l'écologie.

Deuxième exemple, vous enlevez 20 M€ au FSE. Au nom de quoi ? N'y a-t-il pas, avec la crise sanitaire que nous connaissons, le besoin de renforcer notre politique sociale, notamment en faveur des plus démunis, des plus fragiles, alors que nous savons bien que tous les clignotants sont au rouge, et que la précarité et la pauvreté n'ont jamais été aussi importantes.

Enfin, vous l'avez souligné, vous rajoutez 92 M€ à la politique sur la proximité par rapport aux citoyens. Nous le saluons, même si parfois on a beaucoup de difficultés à voir où se trouve l'équilibre dans votre projet de maquette.

Pour conclure, je dirais que nous déplorons à nouveau la reprise en main de l'Etat, et nous considérons que vous avez fait un certain nombre de choix, notamment sur vos priorités Néo Terra qui continuent de nous interpeller. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Je vous remercie, cher Monsieur RABIT, de ce soutien à la décentralisation. Simplement, trois points.

D'abord, le verdissement est aussi l'intelligence. Je vous laisse le soin, toutes et tous, d'intégrer cela.

Deuxième observation, le rôle du FSE est essentiel. Il n'existe pas que dans les crédits délégués à la Région, mais aussi auprès des Départements et auprès de l'Etat. Nous ne gérons pas la totalité du FSE, mais si je voulais synthétiser le FSE, c'est formation plus que licenciement.

Enfin, troisièmement, et là aussi, sous le contrôle d'Isabelle BOUDINEAU, sur la proximité, nous sommes la seule Région de France à affecter autant de moyens aux territoires et à la main des territoires. L'OS5 est le plus important des Régions de France. Beaucoup de Régions de France - c'est un peu paradoxal - ne mettent rien dans cette proximité. Je le dis pour me faire plaisir par rapport aux pics de Jean DIONIS, qui n'en a jamais assez.

Mme BOUDINEAU. - Juste une précision, la baisse du FSE est un arbitrage européen. Ce n'est même pas national. Cela nous est imposé.

M. BLANCO. - Je souhaite tout d'abord remercier Isabelle BOUDINEAU pour cette communication très complète, ainsi que les Services pour leur travail remarquable. C'est une communication particulière puisqu'elle porte sur les fonds européens durant la période 2021-2027, autrement dit, le prochain mandat ; c'est notamment pour cette raison qu'il est nécessaire de s'y arrêter. Mais avant de vous faire connaître rapidement mes observations, et puisque justement nous parlons du prochain mandat, je voudrais adresser mes félicitations à notre collègue Florent BOUDIE, puisque j'ai lu qu'il s'était vu confier la responsabilité des élections Régionales pour La République En Marche sur la Nouvelle-Aquitaine, qu'il serait le

chef de file de La République En Marche pour la Région Nouvelle-Aquitaine. Je lui adresse donc mes félicitations. Je ne sais pas s'il est dans l'hémicycle où s'il est en vidéo. Sinon, Monsieur le Président, je vous laisse le soin de lui transmettre les félicitations des Ecologistes pour cette promotion, et son futur rôle.

Cette période 2021-2027, et là je rejoindrai le propos de notre collègue RABIT, évidemment il faut à nouveau regretter la centralisation qui s'opère et qui est de la responsabilité de l'Etat français, concernant le FEADER pour la période 2023-2027, et nous pouvons ne pas renoncer et nous devons continuer à demander à l'Etat français de reconsidérer sa position, parce que c'est une mauvaise décision. En tous les cas, la position de notre Groupe de ce point de vue est ferme, et nous ne cesserons de le rappeler.

Ensuite, quelques observations sur l'objectif stratégique 2, c'est-à-dire celui qui concerne l'Europe verte et la mobilité durable. J'ai noté que le Rassemblement National avait même intégré le vocabulaire « écocide », cela signifie que les progrès sont toujours possibles. Il est certain que cet objectif stratégique 2 est essentiel. De notre côté, nous pensons que le positionnement de la Région, l'effort de la Région est intéressant mais qu'il n'est pas suffisant. Que se passe-t-il ?

Pour 2014-2020, notre Région était à 35,47 % relativement à la transition écologique et aux mobilités durables, dans la quantification de son effort. Pour 2021-2027, un progrès est enregistré puisque la proposition atteint 40 % alors que l'Europe préconise un niveau de 30 %. La nouvelle proposition qui sera soumise à l'Europe est donc intéressante, mais nous pensons, qu'elle n'est pas suffisante, parce que la gravité de la crise écologique que nous traversons, nécessite une rupture et la prise en compte de l'urgence climatique est véritablement une réorientation radicale des politiques publiques pour tenir compte de l'urgence climatique.

Si l'on fait le bilan de ce mandat - c'est bientôt le moment de le faire - il faut quand même se rendre compte que nous avons été soumis en 2016-2017 à la terrible crise de la grippe aviaire, qui resurgit. Depuis le début de cette année, nous sommes confrontés à une crise sanitaire qui est très lourde de conséquences, mais il ne faut pas perdre de vue que cette crise sanitaire comme la crise de la grippe aviaire, auparavant, ont des raisons, qui se tiennent dans le productivisme, dans le fait que nous ne respectons plus depuis fort longtemps, la nature, et que nous devons nous réconcilier avec la nature. Nous devons inventer des politiques publiques notamment pour les mobilités qui marqueront cette réconciliation avec la nature, car sinon nous serons soumis à ces crises successives qui pourraient même être plus graves. Notre responsabilité est donc d'aller plus loin. Nous souhaitons que le seuil de 40 % soit dépassé. Nous nous fixons cet objectif dans la prochaine mandature. Nous espérons que nous

aurons un rôle majeur dans la prochaine mandature, qui sera de renégocier ce seuil pour tenir compte de l'urgence climatique. Il doit être reconsidéré.

Mon dernier mot sera pour souligner l'importance de l'Europe. Tout à l'heure, il a été évoqué la situation des exilés. Malheureusement, nous ne faisons pas assez pour les exilés, pour les réfugiés. C'est un devoir humain. D'ailleurs, l'Allemagne l'a bien compris. C'est un devoir humain mais c'est aussi une politique d'avenir sur le plan démographique et sur le plan économique. L'Europe est essentiel, vous le savez. Nous, Ecologistes, sommes pour une Europe célérable. Nous sommes pour l'autonomie fiscale de l'Europe, pour son indépendance budgétaire. Des pas ont été franchis à l'occasion de cette crise sanitaire. Mais, sans l'Europe, la plupart des projets structurants, déterminants ne pourraient pas voir le jour.

Il y en a un sur lequel je veux terminer, c'est la réouverture totale de la ligne Pau/Canfranc. Grâce à votre implication, Monsieur le Président, avec notre soutien constant, nous sommes parvenus à la réouverture de la ligne de Pau à Bedous, et maintenant il faut terminer ce travail pour mener le train jusqu'à Canfranc. L'Europe est déjà engagée. Elle doit continuer cet engagement, notre Région aussi. Ce sera un enjeu très important dans le débat pour le prochain mandat parce que sur cette question déterminante, les choses sont évidentes. Le Rassemblement National, le Modem, le Centre d'une manière générale, les Républicains s'opposent de manière véhémente à la réouverture de la ligne Pau/Canfranc. C'est dire si leur positionnement est anachronique parce que nous savons tous que l'avenir est à la coopération et au train pour le climat.

Donc, à l'occasion de la discussion qui va s'ouvrir pour le prochain mandat, ce sera un engagement et je veux dire à nouveau l'engagement de notre Groupe des Ecologistes sur ce projet magnifique. On a parlé tout à l'heure des exilés. Ce sont des exilés aussi qui construisent cette ligne, à la fin du XIXème siècle. Ce sera aussi une façon de leur rendre hommage.

Voilà, ce que je voulais vous dire sur cette communication.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Juste deux ou trois points. Je prendrais par la fin de vos propos. Merci de soutenir l'initiative que j'ai prise, un peu seul, au départ avec l'appui de nos collègues sur Pau/Canfranc. Je n'avais pas entendu cette idée, à part du CRELOC, et je note que vous voyez dans le prochain mandat, la réalisation de ce que - vous me permettez de le dire comme cela - j'ai engagé depuis quinze ans. Cela nous renvoie donc à des responsabilités politiques.

M. COLOMBIER. - Pau/Canfranc, c'était avant que tu n'arrives à la Région. On en parlait déjà. Tu dis des bêtises comme nous, tout à l'heure. Je te le rappelle.

M. LE PRESIDENT. - Si tu veux me demander la parole, tu me demandes la parole.

M. COLOMBIER. - Oui, d'accord. Enfin. Pau/Canfranc, c'est avant que tu n'arrives à la Région. Je le rappelle.

M. LE PRESIDENT. - C'est nous qui l'avons engagé.

M. COLOMBIER. - Non. Il y avait déjà des crédits, des études qui avaient même démarré. J'étais là avant toi, je m'en souviens très bien.

M. LE PRESIDENT. - Il faut que tu votes pour. Jusque-là, vous me rendiez cette paternité.

Sur l'Europe est essentielle, cher collègue BLANCO, je regarde ce que font les Verts allemands. C'est intéressant. Très intéressant.

Sur le rapport sur l'OS2 que l'on passe à 40 %. L'Europe nous demande au moins 30 %. Si l'on avait dit 35, cher ami, vous nous auriez demandé de passer à 40 % ; parce que l'on est passé à 40, vous nous demandez de passer à plus. La stratégie du « toujours plus » n'est pas une stratégie politique. C'est une stratégie de posture.

Deuxièmement, l'OS1, c'est-à-dire tout ce qui est développement économique, recherche, renferme aussi de la transition écologique, notamment autour du projet que je vous propose, que nous allons implémenter autour de « Une seule santé ». Qui a eu l'idée de présenter « une seule santé » ? Je regarde les bancs de cette Assemblée. C'est quand même essentiel aujourd'hui de rapprocher la santé environnementale de la santé humaine et de la santé animale. Qui a eu l'idée d'une Ecole de vétérinaire pour faire bouger les choses ?

Quant au productivisme, je rappelle à notre collègue que nous sommes la première Région à avoir basculé sur le biomimétisme.

Eh oui ! On veut s'approprier beaucoup de choses, mais à un moment donné, il faut revenir à la réalité.

M. BERGÉ. - Extrêmement rapidement. Monsieur le Président. Je voudrais tout d'abord remercier Isabelle pour sa présentation puisqu'elle a su, avec cette présentation, nous rappeler que l'Europe ce n'est pas eux, c'est nous.

C'est nous, comme étant contribuant au budget de l'Union Européenne, mais c'est aussi nous dans les décisions et dans les stratégies que nous mettons en place pour utiliser les fonds quand ils reviennent, justement, auprès de nous, Autorité de gestion, et dans le cadre des programmes opérationnels que nous écrivons. Nous avons donc, la plume.

C'est particulièrement intéressant de remarquer l'évolution sur le FEDER entre le 14-20 et le 21-27. Déjà, le premier point qu'il faut noter quand même, c'est le maintien. Au moment où le Brexit a été décidé, on n'était pas certain de pouvoir avoir une même enveloppe budgétaire de fonds européens à utiliser sur notre territoire. C'est donc déjà une première

victoire, je trouve, alors que le Brexit est acté, qu'il n'y a pas de contribution au budget de pouvoir avoir aujourd'hui un budget de fonds européens de même niveau sur notre territoire.

Ensuite, j'ai toujours tendance à voir les verres à moitié pleins plutôt qu'à moitié vides. Je trouve que cette évolution des pourcentages est très intéressante, entre l'OS1 et l'OS2 et l'OS3, d'autant plus que l'Union Européenne met un plancher à 30 % sur l'OS2. C'est donc une décision politique de faire passer l'OS2 et l'OS3 à 40 %, et j'allais dire, d'une certaine manière, c'est ce qui ferait avancer notre Région sur nos deux jambes. Je pense qu'il faut que l'on assume d'avancer sur nos deux jambes.

Troisième point - j'imagine que cela fera plaisir à Jean DIONIS DU SEJOUR - l'OS5, une Europe plus proche des citoyens qui est nommée dans notre document stratégique, « une Nouvelle-Aquitaine qui accompagne ses territoires pour répondre à leurs défis économiques, sociaux et environnementaux. ». C'est-à-dire comment irriguer nos territoires, les politiques des territoires avec les fonds européens.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Vous voyez, quand vous vous appliquez, vous pouvez faire bien.

M. BERGÉ. - J'en ai fini avec Jean, pour aujourd'hui, normalement. On verra sur les débats budgétaires. Juste dire que là aussi, vous l'avez souligné Président, mais c'est la plus forte enveloppe nationale au niveau du FEADER sur cet objectif stratégique. C'est donc que l'on assume très clairement d'associer nos territoires à nos politiques de fonds européens.

Extrêmement rapidement, sur le FEADER, je pense qu'il y a, là, consensus. On regrette cette recentralisation, de manière extrêmement claire. On pense que la Région avait plus capacité à faire et à faire un lien direct avec les territoires, et en lien avec notre politique agricole.

Sur le FEAMPA, personne ne parle du FEAMPA. C'est le plus petit fonds. 34 M€, à peu près. Simplement, c'est toute notre politique en lien direct avec le secteur primaire maritime. Notre petite pêcherie artisanale sur nos territoires en Pays Basque, en Gironde, Bassin d'Arcachon, en Charente-Maritime. C'est toute l'aquaculture. Je vous rappelle que l'on est leader sur la truite arc-en-ciel au niveau européen. On est leader sur le caviar, également sur les huîtres. Ce sont donc des filières d'activité où nous sommes en première ligne.

Le FEAMPA, comme nous le proposons, avec ses quatre axes sur la pêche, l'aquaculture, la commercialisation et l'économie bleue, répond particulièrement bien à la réalité de notre territoire dans ces domaines.

Au niveau de la pêche, on a une petite pêcherie artisanale, je pense que l'on peut s'en féliciter. On a une pêche durable. On peut s'en féliciter.

L'aquaculture, ce sont des vigies de l'environnement. Je pense que l'on peut s'en féliciter, et il faut continuer à les accompagner. On les accompagne au travers du FEAMPA.

Enfin pour conclure, Madame la Vice-Présidente, vous ne l'avez pas évoqué parce que ce n'est pas directement dans les mains de la Région mais il y a également tout ce qui est la coopération territoriale européenne. Là, nous avons une très bonne surprise puisque le budget dédié à la coopération transfrontalière, notamment sur la frontière franco-espagnole, sur le programme opérationnel de coopération transfrontalière Espagne-France-Andorre, aujourd'hui, on prévoit de programmer 130 M€. Normalement, l'Espagne, notre partenaire, devrait programmer le même montant, 130 M€. Ce qui ferait 260 M€.

La programmation 14-20 était de 189 M€. On aurait donc une augmentation de 44 % pour continuer à construire la coopération transfrontalière. Et comme délégué à la coopération transfrontalière, je ne peux que m'en féliciter.

M. SEBTON. - Je voudrais juste répondre à Monsieur BLANCO parce que je n'ai pas aimé sa conclusion. Autant je partageais des choses sur le fond, mais finir par expliquer que les Groupes de Droite et du Centre ont une politique anti-écologiste parce qu'ils ont des réserves sur la ligne Pau/Canfranc, cela me semble un peu être fort de café. Je demandais à Marc, derrière moi, parce que je n'avais plus les chiffres en tête, combien avait coûté Pau/Canfranc. Il m'a dit entre 300 et 600 M€.

Je demande à Monsieur BLANCO combien d'agriculteurs, on aurait pu aider pour passer au bio ? Combien de lycées, on aurait pu rénover ? Combien on aurait pu mettre sur les ENR, là-dessus ? Combien on aurait pu mettre sur l'économie circulaire alors que l'on va le voir dans le budget primitif, pour sortir 10 M€ ou 13 M€ sur l'économie circulaire, on a l'impression que c'est la panacée ?

Donc, pardon. Nous expliquer que l'investissement Pau/Canfranc est bon pour l'écologie, je trouve cela fort.

Mme BOURDIN. - Si c'est possible de répondre à Monsieur SEBTON. Vous dire, Monsieur, que comme d'habitude vous prenez le rôle de commentateur politique et de pourfendeur des potentielles incohérences politiques, c'est quand même agaçant. Franchement. Vous n'avez aucune leçon de cohérence politique à nous faire, Monsieur SEBTON.

M. SEBTON. - Je vois.

Mme BOURDIN. - Je n'ai pas fini de parler.

M. SEBTON. - Mais vous avez écrit sur moi.

Mme BROUILLE. - Zénitude. Doucement, Madame BOURDIN. Je vous laisse finir, mais doucement.

Mme BOURDIN. - Je ne supporte pas que l'on me coupe la parole. Je l'ai laissé parler. C'était suffisamment désagréable. Un exemple suffira peut-être pour relever l'incohérence. On revient un peu en arrière. Quand il a fallu répondre présent pour voter une motion pour le maintien de l'activité pétrolière en Nouvelle-Aquitaine au-delà de 2040, là dans les faits, vous avez voté « pour ». Non ? Je me trompe ? J'ai ma mémoire qui flanche ?

M. SEBTON. - Je vous laisse lire votre discours.

Mme BOURDIN. - Donc, vous êtes, bien sûr, libre de vos positionnements politiques…

M. LE PRESIDENT. - Excuse-moi. Il n'y a pas de débat, comme cela, dans cette Assemblée.

Mme BOURDIN. - On est quand même pris, excusez-moi Monsieur le Président, mais on est pris…

M. LE PRESIDENT. - Je suis désolé Cathy. Il y a eu une intervention d'un représentant du Groupe. Maintenant, le problème, est-ce que l'Assemblée prend acte ou pas de cette communication ? Sauf si Isabelle veut donner des précisions.

Mme BOUDINEAU. - Juste une sur la dimension environnementale. Je ne voudrais pas que Monsieur BLANCO oublie que dans l'objectif territorial - parce qu'il s'agit bien de celui-là - si l'on veut augmenter l'objectif environnemental, l'OS2, il faut prendre sur l'objectif territorial, l'OS5.

Cependant, l'OS5 comprendra une dimension environnementale. Toutes les politiques territorialisées auront cette dimension environnementale. Le Président l'a dit, sur l'OS1, recherche, innovation, etc., évidemment aussi, la dimension environnementale est présente.

M. LE PRESIDENT. - Je crois Isabelle, que tout le monde est bien conscient de l'effort que fait la Région Nouvelle-Aquitaine à l'égard de la transition écologique. Après, certains, pour des raisons purement électorales, peuvent le dénoncer ou peuvent dire que ce n'est pas assez. Nous sommes la première Région à faire cet engagement.

L'Assemblée donne acte ?

N° 4

sur la «Communication relative aux programmes européens régionaux Nouvelle-Aquitaine 2021-2027»

L'ASSEMBLEE DONNE ACTE

M. LE PRESIDENT. - Je vous remercie.

5a à 5e - BUDGET PRIMITIF 2021 : BUDGET PRINCIPAL / BUDGET ANNEXE AGENCE REGIONALE DE L'INNOVATION / BUDGET ANNEXE REGIE CINEMA / BUDGET ANNEXE SERVICE PUBLIC LOCAL PRODUCTION D'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE / BUDGET ANNEXE FONDS EUROPEENS

M. LE PRESIDENT. - Et maintenant, Mesdames, Messieurs, chers amis, nous avons une séquence importante qui est la séquence Andréa BROUILLE. Je passe donc la parole à Andréa BROUILLE. Je voudrais signaler, ma chère Andréa, que ce qui nous revient, c'est que dans les Commissions, tout le monde flatte votre travail, le travail des Services, etc. Donc, je vais observer à distance, avec le recul que ma zen attitude m'oblige, de regarder quelles vont être les réactions par rapport à ce qui s'est passé ce matin, sur toutes les demandes budgétaires qui ont été formulées, et sur d'éventuels problèmes qui ont dégradés objectivement nos finances. La parole est à Andréa BROUILLE.

Mme BROUILLE. - Merci Président. Mes chers collègues. C'est avec plaisir que je vous retrouve cet après-midi pour la présentation du budget primitif 2021 qui sera, sans doute, le dernier de la mandature. Je profite de cette occasion pour remercier toute l'équipe du Pôle Finances, le Cabinet, et remercier les autres Pôles pour la qualité des échanges et pour les résultats que nous avons obtenus collectivement.

Et puis, ce n'est pas sans émotion, cher Président, que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui ce budget, le dernier de Jean-Michel MELLIER.

Donc, après la séquence émotion, on rentre dans le dur. Mes chers collègues. Ce budget s'inscrit pleinement dans la stratégie budgétaire et la nouvelle trajectoire financière présentée dans le cadre du débat des orientations budgétaires. Cette stratégie est fondée sur la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement pour, bien sûr, autofinancer les investissements et recourir à l'emprunt de manière raisonnée et surtout préserver nos capacités à agir.

Cela se traduit donc par la recherche d'une stabilité globale des dépenses de chacune des deux sections, qu'elle soit d'investissement ou de fonctionnement, à périmètre constant. Naturellement, ce cadre financier, cette trajectoire financière n'ont de sens que s'ils sont au service des priorités Régionales et que les moyens qu'ils portent permettent de répondre aux attentes légitimes de nos concitoyens de faire face aux crises et aux dépenses imprévues. Et c'est plus que jamais le cas de ce budget placé plus particulièrement sous le signe de la relance.

Il est placé sous le signe de la relance pour impulser un rebond positif, un rebond économique avec les entreprises et l'emploi, écologique et solidaire ; solidaire avec nos territoires et notre jeunesse.

En 2021, la Région accentuera son action en faveur des filières mais aussi de la recherche et de l'innovation notamment dans le domaine de la santé et des médicaments. La Région démultipliera ses efforts pour aider les entreprises à se transformer et ainsi anticiper les adaptations indispensables à l'évolution de leur environnement.

Depuis de nombreuses années, la Région intervient de manière volontariste et en complémentarité de son action économique dans la formation des salariés. Des moyens supplémentaires seront mobilisés à ce titre dans le plan de relance Régional. Ces actions emporteront sur le développement des compétences nouvelles qui visent le rebond post-crise.

Ferrocampus sur le site de Saintes constitue un projet emblématique car il se situe au carrefour des compétences de la Région en matière de recherche, d'innovation, de formation et de transport.

La relance doit également contribuer à l'accélération des transitions écologiques et énergétiques. Il en sera ainsi de la politique de transformation agricole avec un nouveau pacte pour l'agriculture biologique et le déploiement d'un Plan protéines. 180 M€ ont déjà été engagés dans le cadre de notre politique contractuelle et nous accélérons les travaux de rénovation des lignes ferroviaires.

Enfin les crédits consacrés à la jeunesse seront augmentés avec la mise en place du Plan Jeunes, la mobilisation d'une aide alimentaire et l'aide en faveur du logement étudiant afin de faire face à la croissance des besoins. Le PPI Lycées sera engagé à 100 % en 2021. Deux nouveaux lycées en construction, ceux du Barp et de Créon, sans oublier le lourd chantier de rénovation qui est déjà engagé à Felletin.

Bien évidemment, ce budget sera déployé dans le respect de notre démarche Néo Terra, qui accompagne notre action dans toutes ses dimensions.

Ce budget, comme je vous l'ai dit, au cœur de la relance, sera doté de 3,186 Md€ avec 937 M€ en investissement. Un investissement massif, un investissement record pour notre Collectivité. Dans le détail, les grands équilibres financiers et les dépenses sont marqués par la poursuite du Plan de relance. Ce sont 338 M€ d'autorisations d'engagements et d'autorisations de programmes qui ont été prévus au titre de la relance entre la décision modificative 2020 et le budget 2021 ; les crédits ont été prévus à la hauteur de 193 M€ dont 122 M€ en 2021. A ces 338 M€ viendront s'ajouter les crédits du CPER et les crédits européens REACT.

Ce budget est également marqué par les moyens affectés à la formation des demandeurs d'emplois, en progression de 19 M€ pour 2021. A ces crédits s'ajoutent 19 M€ destinés à mettre en œuvre le plan de formation en direction des jeunes pour les aider à faire face aux conséquences de la situation sanitaire et économique.

Enfin, dernier élément marquant ce budget, en ce qui concerne les dépenses, la mise en place des crédits supplémentaires au titre de REACT.EU. Afin d'être prêts à soutenir les projets dès l'adoption par la Commission Européenne des modifications de programmes et bien sûr des périmètres d'éligibilité officiellement arrêtés, il est proposé dans ce budget d'autoriser l'ouverture de 79 % de l'allocation attendue. Pourquoi 79 % ? Parce que c'est la tranche ferme dont disposera chaque Région, à savoir 158 M€ au total pour la Nouvelle-Aquitaine. Pour être rapidement opérationnelle et permettre les premiers paiements des dossiers engagés, des crédits sont d'ores et déjà prévus à ce budget pour un montant de 41 M€.

Comme vous pouvez l'observer sur ce tableau, à périmètres constants, hors pactes, hors fonds européens, le budget est en quasi-stabilité avec une évolution de +0,17 %.

Les recettes, hors emprunts, s'élèvent à 2,597 Md€ contre 2,497 Md€ au budget primitif 2020. A noter que cette prévision est conforme à celle du scénario central que nous avons retenu dans la trajectoire financière des orientations budgétaires.

Plusieurs observations. Nous notons une baisse de nos recettes fiscales, -19,5 M€ et une augmentation des autres recettes en particulier celles liées à la formation professionnelle, +81 M€, et les dotations de l'Etat, +26,9 M€ qui sont sous l'effet exclusif de la dotation exceptionnelle promise par l'Etat au niveau national aux Régions, les 600 M€ qui représentent 53,7 M€ pour la Nouvelle-Aquitaine.

Sur la base de cette prévision, le montant d'emprunts nécessaires à l'équilibre du budget s'établira à 589 M€.

Au final, mes chers collègues, c'est donc un budget dont le contenu est conforme aux priorités Régionales et au cadre financier préfixé. Il est doté de moyens d'intervention significatifs pour répondre, à l'échelle de la Région, à de nombreuses demandes, en particulier dans le cadre de la relance et ce, dans toutes ses dimensions économiques sociales et de formation dans le respect de notre feuille de route Néo Terra.

Merci de votre attention.

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - Madame la Vice-Présidente. Monsieur le Président, Chers collègues. Vous nous présentez ici le budget primitif 2021. Bien entendu, il est marqué par le Plan de relance qui comprend déjà près de 240 M€ de nouveaux engagements

financiers en cours de cette année et qui va se poursuivre en 2021, avec un accent particulier mis sur le soutien direct aux entreprises et sur la formation professionnelle. Cela se concrétise au niveau du budget total de la Région, en hausse de 3,58 % passant de 3,076 Md€ en 2020 à 3,186 Md€ en 2021.

Cet engagement fort et coûteux peut se justifier lorsqu'il s'agit de dépenses d'investissement pour faire face à la crise économique. Nos entreprises gravement fragilisées par l'incompétence du Gouvernement en ont bien besoin.

Nous nous réjouissons notamment de la baisse de certaines dépenses que nous contestons habituellement. Ainsi en crédits de paiement, le chapitre « Vie associative et égalité » baisse de -5,3 %, et le chapitre « Economie sociale et solidaire » diminue de -13,8 % par rapport au budget 2020. Nous espérons, sans trop y croire, qu'il s'agisse d'une tendance durable. De plus, nous tenions à vous féliciter, et une fois n'est pas coutume, d'avoir suivi la recommandation récurrente de notre collègue Gilles STEIX de doubler le budget de l'agriculture entre le début et la fin de la mandature. Rappelons que celui-ci n'était que de 45 M€ en 2016, soit 1,8 % du budget Régional, une part dérisoire pour la première Région agricole d'Europe que nous sommes.

Pour autant, les problèmes du monde agricole restent gravissimes et s'il y avait un budget à sanctuariser, ce devrait être, à notre sens, effectivement, celui-là.

En revanche, nous déplorons, une fois encore, une hausse globale de 2,8 % des dépenses de fonctionnement, et notamment une augmentation de 4,6 % de celles liées à l'Administration générale, qui passe de 454 M€ à 475 M€ en 2021. Pourtant, leur réduction significative serait une nécessité pour financer votre politique d'investissement, sans endetter massivement la Région, comme vous le faites depuis le début du mandat, car nous continuerons de souligner que les dépenses de fonctionnement n'ont cessé d'augmenter d'année en année depuis 2015, au même titre que notre endettement - d'ailleurs n'y revenons pas - et ce, bien avant la crise actuelle.

Nous sommes bien loin des promesses mensongères d'économies d'échelle qui nous avaient été vendues pour justifier la carte des nouvelles Grandes Régions. La Majorité socialiste qui a soutenu la fusion des Régions a beau jeu de justifier ces dépenses supplémentaires par ces nouvelles compétences Régionales qu'elle n'a cessé de réclamer au nom de la décentralisation. D'ailleurs, vous profitez de cette crise pour demander - je vous cite - « à avancer vers davantage de décentralisations ». Alors, vous devez assumer les conséquences financières de vos choix politiques.

Au contraire, les analyses du Rassemblement National qui avaient dénoncé dès 2015 le colossal gaspillage d'argent public que constituait la fusion des Régions, sont totalement validées y compris dans le rapport de la Cour des Comptes sur ce sujet.

Ce qui est frappant dans ce budget, c'est bien sûr le poids énorme de la dépense publique. A ce titre, on note une explosion des dépenses liées à la formation professionnelle qui augmente de 11 % passant de 302 M€ en 2020 à 335 M€ en 2021. Nombre de ces dépenses s'inscrivent dans le Pacte Régional d'investissement, dans les compétences, dont l'engagement financier sur la période 2019-2022 s'élève à 650 M€. Or, ce plan fourre-tout destiné principalement à des publics dits fragiles, comme en témoignent les dispositifs de lutte contre l'illettrisme, ne peut constituer une véritable transformation de la formation professionnelle.

De plus, les nombreux dispositifs d'aide aux migrants vont inévitablement tirer vers le bas l'ensemble de la filière formation. En fin de compte, ces dispositifs de formation relèvent d'une sorte de dévoiement du rôle de la Région qui dépense à tout va pour essayer de compenser la faillite de l'Education Nationale qui est incapable de former correctement les élèves. A l'inverse, une politique de formation digne de ce nom devrait être conduite en amont, par exemple : favoriser l'apprentissage dès 14 ans, faire de la formation professionnelle une véritable voie d'excellence, soutenir les PME familiales qui font la richesse de l'Allemagne ou de l'Italie du Nord.

Vous réaffirmez aussi vouloir sanctuariser le budget de la culture, et ce, pour n'importe quelle production culturelle sous prétexte de ne pas vous ériger en censeur, avez-vous dit, Monsieur le Président. Le message délivré par l'Exécutif socialiste est clair. En matière de politique culturelle, l'argent du contribuable sera un puits sans fond, y compris pour les productions les plus abjectes, comme nous le voyons malheureusement à chaque Commission Permanente. Comme nous l'avons dit, il serait préférable de voir sanctuariser le budget de l'agriculture.

Dans un autre registre, nous ne pouvons que déplorer votre volonté inébranlable à poursuivre la ruineuse réouverture de la ligne Pau/Canfranc, dont le coût est estimé au moins à 450 M€ pour la section Bedous/Canfranc restant à réaliser. Vu la situation économique, et alors que le budget consacré aux transports augmente déjà de 4,25 % pour atteindre 271 M€ en 2021, votre entêtement est un non-sens financier, à notre sens. L'urgence est aujourd'hui de régénérer le réseau ferroviaire et vous êtes parfois contraint de le faire à un prix exorbitant, hors de nos propres compétences en raison de l'inaction de l'Etat et de la SNCF. Alors pourquoi aggraver considérablement notre situation économique avec ce projet Pau/Canfranc, bien entendu. Les conséquences financières pourraient être dramatiques, d'autant que vu

l'opacité des engagements financiers à venir de l'Etat sur le ferroviaire, on peut craindre que nos dépenses ferroviaires deviennent colossales.

Malheureusement, votre vision dogmatique de l'écologie est à nouveau omniprésente dans ce budget. Ainsi, il est précisé que dans le cadre de Néo Terra, les engagements financiers complémentaires présentés au budget 2020 ont été, a minima, reconduits et que Néo Terra pourrait même bénéficier de renforcement de crédits par réallocation internes de moyens. On note ainsi dans ce budget 2021 une hausse en crédits de paiement de 6,5 % du chapitre Biodiversité PNR et de 3 % du chapitre Transition énergétique.

Le pire étant que c'est encore une fois une vision caricaturale et punitive inspirée par vos funestes alliés écologistes qui dominent. Vous avez ainsi comme ambition l'appropriation par - je vous cite - « 100 % des Néo-aquitains, des enjeux présentés par les rapports Ecobios sur l'érosion de la biodiversité et Acclimaterra sur le changement climatique. ». En plus de l'aspect de propagande d'un tel projet, qui est inquiétant en soi, vous démontrez que votre Majorité écolo-socialiste est composée d'élus hors sol et dogmatiques, totalement détachés de la réalité et des préoccupations des Néo-aquitains. Ces rapports inspirés par des bobos urbains proposent une vision extrémiste de l'écologie qui stigmatise les ruraux qui ont besoin de leur voiture comme de mauvais citoyens, qui veut développer massivement l'éolien alors qu'il s'agit d'un non-sens écologique et d'un saccage de nos paysages, et attaque certaines activités industrielles vitales car considérées comme trop polluantes. Ajoutons à cela votre volonté de poursuivre le soutien massif à des associations d'éducation à l'environnement dont certaines sont aussi coûteuses qu'inutiles, et servent surtout à satisfaire vos alliés écologistes. Une telle vision de l'écologie risque de ruiner notre Région et nos entreprises. Il est urgent d'en sortir.

Enfin, nous tenons à signaler que vous rendez trop facilement la crise responsable de vos écarts budgétaires. En effet, le montant des recettes estimé pour 2021 bénéficie largement du remplacement de la CVAE par une fraction de TVA dont le montant est équivalent au montant encaissé par les Régions en 2020, au titre de la CVAE, ce qui vous permet de limiter les effets de la crise. De plus, l'Etat s'est engagé à doter la Région Nouvelle-Aquitaine d'une enveloppe destinée à la relance, d'environ 54 M€ et la Commission Européenne a proposé une aide supplémentaire évaluée à 210 M€ sur la période 2021, 2023. Ainsi, la maîtrise de nos finances et de notre endettement apparaît possible à condition de le vouloir.

Depuis le début du mandat comme sur ce budget, nous vous proposons des économies de bon sens pour y parvenir, sur la formation professionnelle, sur le gaspillage lié à Néo Terra, sur la politique de la ville dont la Cour des Comptes vous a dit ce qu'il fallait en penser, Monsieur le Président, sur Pau/Canfranc ou dans bien d'autres domaines. Gouverner, c'est

choisir et à ce titre les choix que ferait une Majorité du Rassemblement National seraient, vous vous en doutez, bien différents des vôtres.

Vous l'aurez compris, nous contestons une fois de plus les choix budgétaires de la Majorité écolo-socialiste. Et c'est pourquoi, nous voterons contre ce budget primitif 2021. Je vous en remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci Monsieur DE LACOSTE. Ce qu'il y a de bien dans une caricature, c'est qu'elle ouvre tellement de boulevards à la réponse, que cela en est presque, gênant.

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - Cela alimente le débat, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - Je sais bien.

M. COLOMBIER. - Ne dérape pas trop. Les mots là, attention quand même. Ton truc de boulevard. Ou alors, on va jouer dans la même veine.

M. LE PRESIDENT. - Excuse-moi, mais je suis encore Président de cette Région. Tu n'arriveras jamais à l'être.

M. COLOMBIER. - Et alors ! Cela te permet d'avoir des mots comme cela ?

M. LE PRESIDENT. - J'essaye d'avoir un langage…

M. COLOMBIER. - Et la grandeur de César.

M. LE PRESIDENT. - Je ne me prends pas pour César. C'est facile d'interrompre une réponse, en essayant de faire des mots.

M. COLOMBIER. - J'interromps des demi-injures.

M. LE PRESIDENT. - Non. C'est une caricature, tout le monde en a conscience. Elle est caricaturale parce que comment peut-on dire que la biodiversité est un ennemi de la productivité agricole.

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - On n'a jamais dit cela.

M. LE PRESIDENT. - Vous l'avez un peu dit comme cela.

M. COLOMBIER. - Tu caricatures, cher ami ! Tu caricatures !

M. LE PRESIDENT. - Je vais peut-être à l'essentiel. Deuxièmement, le désendettement, je vous rappelle - sans en avoir fait beaucoup écho - que nous avons assumé dans la fusion des Régions une situation particulière qui nous a mis dans une situation difficile. Et nous avons assumé, intégré, délié, à l'égard d'un certain nombre de dettes structurées.

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - Vous remarquerez, Monsieur le Président, pardonnez-moi, que je n'ai pas parlé de désendettement précisément.

M. LE PRESIDENT. - Si, si. Vous avez dit que l'on avait augmenté l'endettement. L'endettement ne figure que par rapport à la crise, et ce que nous met l'Etat, les 58 M€, n'est qu'une partie de la somme des 600 M€ par rapport au 1,2 Md€ que les Régions ont dû assumer, avec la baisse des recettes.

Par contre, je conteste le passage d'un impôt économique qui est intéressant pour la responsabilisation des Collectivités territoriales à l'accueil d'entreprises par rapport à un impôt sur la consommation qu'est la TVA. Cela, vous auriez pu le dire. La TVA est un impôt sur la consommation, et je pense que c'est une erreur que le Gouvernement ait fait cela.

A un moment donné, vous dites : « Votre budget n'est que de la dépense publique ». Oui, ce n'est que de la dépense publique, c'est un budget d'une Collectivité territoriale. Et alors même que ce matin par rapport à un certain nombre de dispositifs vous demandiez une augmentation de la dépense publique, cet après-midi, vous demandez une baisse de la dépense publique. Donc, il y a là…

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - Pas du tout.

M. LE PRESIDENT. - Ah si ! Je n'ai rien compris.

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - Non. Vous avez mal écouté, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - C'est difficile de parler le langage du Front National. J'ai toujours des difficultés.

Mme LE GUEN. - Merci Monsieur le Président, merci Madame la Vice-Présidente pour cette présentation. Chers collègues. Nous avons analysé ce budget sous un prisme tout à fait différent. Vous allez très vite vous en apercevoir.

Le débat sur ce budget est effectivement extrêmement important pour l'avenir de notre Région et de l'ensemble des Néo-aquitains. La crise que nous traversons depuis plusieurs mois est loin d'être terminée et nul ne peut dire aujourd'hui quels en seront les effets, à terme.

Cette crise en cache-t-elle une autre ? Plus sanitaire ? Non, mais financière. La nouvelle doxa du FMI consiste pour les Etats et ici même, dans cette Région - et vous n'en êtes pas responsable - à emprunter sans limites pour investir dans tous les domaines alors que ce même FMI soutenait que la seule rigueur budgétaire pouvait apporter la croissance nécessaire à la stabilité du système mondial. Les taux d'intérêt des banques centrales sont aujourd'hui nuls, voire négatifs. Il suffit d'un simple clic de souris, au passage merci le numérique, pour créer des milliards voire des centaines de milliards d'unités monétaires, car au final, Président, cet argent vient de nulle part. Ce n'est que de la fausse monnaie.

En empruntant massivement les sommes qui sont prévues à partir de 2021, l'Exécutif Régional, tout comme les autres Exécutifs, transpose simplement les recommandations d'un FMI dont on peut légitimement se demander quel but il poursuit réellement.

Notre Région doit-elle vraiment appliquer cette politique financière du « tout emprunt » alors que depuis le début du mandat - et nous avions soutenu la démarche - votre intention était au contraire de limiter voire diminuer l'endettement. Comme vous le rappelez souvent, vous y aviez plutôt réussi. Pourquoi se lancer maintenant dans cette course effrénée au surendettement alors même que nous ne connaissons pas encore les effets de la crise que nous traversons ?

Nous avons toujours pensé que la crise qui s'annonçait allait être d'une ampleur inégalée dans sa durée et ses conséquences, et que la meilleure chose à faire était de réduire la toile financière en différant ou supprimant tout ce qui n'était pas essentiel.

Pour autant, Président, nous voterons certaines de vos propositions qui semblent intéressantes, notamment lorsqu'il s'agit de diversifier certaines entreprises ou de former des gens à de nouveaux métiers. Nous le ferons par principe, et non par conviction, mais nous préférerions de toute évidence que les crédits affectés à ces actions proviennent d'un transfert budgétaire plutôt que d'un recours systématique à l'emprunt. Nous n'ignorons pas que se développe, en même temps que ces règles budgétaires, un sentiment qui ferait que ces emprunts ne seraient jamais remboursés et que les dettes ainsi contractées seraient monétisées, c'est-à-dire absorbées par une inflation galopante. Ce serait une erreur car toute séduisante que soit cette vision opportuniste, tous les pays qui se sont lancés dans cette aventure l'ont toujours très chèrement payé, et souvent au prix de leur indépendance.

Alors, moi, voyez-vous, sous un prisme Régional, je pense au Lander que vous souhaitiez lancer, Président. Ou alors, peut-être, sommes-nous déjà adeptes du « great reset » de Davos qui prône d'arrêter de créer des monnaies fiduciaires, de faire disparaître la dette en l'annulant pour la remplacer par une monnaie numérique et unique, mondiale, avec la finalité à peine cachée d'abolir la notion de propriété privée.

Enfin, faute de mieux et puisque KEYNES revient à la mode, soyons keynésiens jusqu'au bout. Plutôt que de distribuer des subventions et accorder des prêts ou des facilités de paiement à nos entreprises, remplissons donc leurs carnets de commandes. Nous ne manquons pas de potentiels d'investissement dans ce domaine, et dans le domaine de créateur d'emplois et de richesse ; par exemple : grands travaux, transports, communication, énergie - sans l'éolien - recherche appliquée, ouvrage d'art, etc. Le champ est large. Evitons, cependant de tout miser sur la transition énergétique. La réindustrialisation de notre Région que nous appelons de tous nos vœux et particulièrement dans nos territoires souvent

délaissés, passera nécessairement par une capacité à produire de l'énergie abondante et bon marché qui ne dépende ni des marchés financiers internationaux, ni d'une écologie punitive.

Pour en finir, Président, je tiens à souligner, ici, puisque je ne prendrai pas la parole beaucoup plus longtemps, que, malgré ce que je viens de dire, nous continuons à apporter tout notre soutien au ferroviaire, comme depuis le départ, ainsi qu'à la ligne Pau/Canfranc.

Merci de votre écoute.

M. LE PRESIDENT. - Merci Madame LE GUEN. Sur les problèmes d'emprunts - mais je vais passer la parole à Olivier CHARTIER - on a une baisse des ressources et est-ce que j'arrête les investissements pour le ferroviaire, pour les lycées, pour la remotorisation et la dédieselisation des rames ou des bus. Je ne sais pas faire cela. Je ne sais pas expliquer aux parents d'élèves que l'on arrête les investissements dans les lycées. C'est de la commande publique. Je ne sais pas l'expliquer.

Le seul budget qui augmente dans ce budget est celui de l'accompagnement des entreprises et de l'emploi. Sachez-le bien dans vos interventions, que vous allez faire les uns et les autres, le seul budget qui augmente c'est le budget de l'emploi et de l'accompagnement des entreprises.

Maintenant, le FMI, j'écoute ce qu'il dit mais ce n'est pas ici. Tenez compte simplement d'un article très intéressant qui est paru dans le Monde la semaine dernière, sur la comparaison entre une politique d'accompagnement des entreprises versus une politique comme aux Etats-Unis où l'on n'a pas pris les précautions de protection. Quand, à un moment donné, un Etat - et peut-être que dans les détails il y a des remarques à faire, on les a faites ce matin -, il n'y a pas de protection des individus, le coût d'un confinement total, y compris sur le plan économique, est abyssal. On ne peut donc pas reprocher - et je ne le ferai pas - au Gouvernement, même si je peux avoir des doutes sur telle et telle chose, d'avoir, à un moment donné, assuré pour la protection de nos concitoyens, sur le plan sanitaire, le confinement.

M. CHARTIER. - Bonjour à tous et à toutes. Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente. J'ai lu et entendu vos propos, Andréa, pour présenter ce budget 2021, et j'ai bien entendu les différentes remarques que le Président formule aux orateurs précédents, s'agissant de ce budget 2021.

Je note, globalement, un vrai décalage entre la présentation que fait Andréa BROUILLE du budget 2021 et les documents que nous avons pu étudier selon notre compréhension, en tout cas, des choses. La politique, c'est choisir et, Monsieur le Président, vous faites des choix, on est d'accord avec Vous, et cela arrive et c'est le cas. Pour ma part, je n'hésite pas à le dire quand c'est le cas. Ou on n'est pas d'accord, cela arrive aussi, mais je pense vraiment sur cette question de budget 2021, il faut expliquer clairement les choses. Je trouve que la

présentation qui est faite par Andréa, en tout cas à l'oral, des conclusions qu'il faut tirer de ce budget 2021, est en vrai décalage par rapport à mon sentiment, à ma compréhension de la constitution de ce budget.

Quel est selon moi, le choix qui est fait par l'Exécutif ? Je pense que le choix est très simple. C'est que vous décidez, et encore une fois on peut être d'accord ou pas d'accord, je pense que c'est aux citoyens électeurs de trancher au final - et ils auront l'occasion de s'exprimer bientôt - vous faites le choix, au fond, de dire que les efforts budgétaires, notamment en termes de dépenses de fonctionnement qui pourraient être faites ou devraient être faites - ce que moi je pense - pour stabiliser voire revenir à un déséquilibre financier plus soutenable dans la durée, soient reportés à 2023 et à 2024. Je pense que c'est cela, en fait, ce que traduit clairement ce budget, parce qu'il faut tirer toute la ligne.

Ce que ne dit pas Andréa, si l'on regarde les comptes administratifs 2023 et 2024 anticipés - je pense que c'est utile d'avoir cette analyse présente dans le document - on constate qu'en 2023 et 2024, si l'on veut éviter d'exploser les plafonds de ratios, notamment d'endettement, nous aurons à faire des choix difficiles et nous devrons tailler dans les politiques publiques en 2023, en 2024 pour limiter la hausse et stopper la hausse de notre endettement et de nos ratios dans les limites que nous nous sommes fixées. C'est un choix ! On peut dire qu'il faut attendre 2023 ou 2024 parce que la situation n'arrive pas, mais je pense qu'il faut le dire. Et il faut dire que l'on reporte l'effort à plus tard.

Dans le document qui nous est donné, on ne voit pas comment, avec quelle méthode, on va pouvoir supprimer des dépenses de fonctionnement importantes en 2023 et 2024, selon quelle méthode, sur quelle politique. C'est donc cela que je veux surtout dire sur cette question des dépenses de fonctionnement. On fait le choix aujourd'hui de continuer d'augmenter ces dépenses publiques, c'est un fait. On peut encore une fois l'assumer politiquement mais il faut clairement le dire puisque, comme l'a dit un orateur précédent, les dépenses de fonctionnement vont continuer à croître de 56 M€, cette année, parce que l'on a décidé, je reprends vos mots « un budget est un acte politique ambitieux » en fait, de ne pas choisir - en tout cas, je soutiens l'investissement aux entreprises, c'est bien dans ce contexte évidemment, d'apporter un surplus d'aide au secteur de l'économie - à côté, de réduire massivement dans d'autres dépenses. On fait le choix de poursuivre avec optimisme les dépenses de fonctionnement. C'est un choix qui est fait par la Majorité, mais je crois qu'il faut être clair dans la façon dont on présente les choses.

De facto, il faut aussi dire que l'on ne respecte plus le cadre que nous nous fixons et que nous avons pourtant rappelé en 2020, que vous avez rappelé en 2020, sur ce cadre général d'une maîtrise de dépenses de fonctionnement et - si ma mémoire ne me trahit pas - en juillet

2020, au moment de la crise, vous écrivez - en tout cas vos Services l'écrivent - que compte tenu du choc de 2020, il sera important de viser un objectif de baisse de dépenses publiques à hauteur de -5 % qui, dans les faits, ne se concrétise pas dans le budget 2021 que vous nous présentez. Il faut donc dire aussi que l'on ne respecte pas le cadre et que l'on ne respecte pas, a priori, ce que l'on nous a dit au mois de juillet 2020. Là encore, il peut y avoir des raisons légitimes pour le faire, mais encore une fois, on ne peut pas dire que l'on maîtrise le cadre financier de nos interventions. Il faut dire que pour des raisons politiques, on décide de revenir sur ce que l'on a dit.

Tout à l'heure, cher Matthias FEKL saluait la constance des politiques. Je salue, moi-même, ses propos toujours apaisés, qui devraient inspirer un certain nombre de collègues dans l'hémicycle, au passage. Je crois qu'il faut, quand on dévie, on change de cap, la crise peut le justifier, le dire et l'assumer complètement. Nous augmentons les dépenses publiques. Nous ne respectons pas le cadre que nous nous sommes fixé il y a six mois. Encore une fois, les citoyens pourront juger, mais il faut parler des faits.

Le deuxième sujet dont je veux parler est la question des recettes. Honnêtement, je trouve que l'on manque de freelance. On est très optimiste sur le niveau des recettes attendues. Là encore, je pense qu'il faut le dire. Nous avons choisi de retenir une hypothèse où il n'y aurait pas de confinement 2021, les éléments qui arrivent aujourd'hui ne nous permettent pas de dire avec certitude qu'au mois de janvier, nous ne serons pas à nouveau confinés. Je vous propose donc - je ne sais pas si c'est trop tard - que l'Exécutif aurait intérêt à retenir non pas le scénario sans confinement, mais de retenir en termes de recettes de fonctionnement le scénario médian, pas forcément le pire à -60 M€, mais le scénario médian à -40 M€ qui, à mon avis, serait plus en cohérence avec ce que nous avons le sentiment de ce qui puisse arriver en 2021.

C'est la même chose sur les recettes fiscales prévues. On table, si j'ai bien compris, sur une stabilité par rapport à 2019, donc un retour à la normale de TICPE ou de la carte grise, je pense que si l'on a un nouveau confinement ou même si l'on prend en compte l'évolution des modalités de travail, je pense que beaucoup d'entreprises vont rester en télétravail en 2021, quoi qu'il arrive, au moins une partie de leur temps et qu'il faut prévoir une évolution des taxes notamment la TICPE, peut-être aussi la part TVA qui nous revient, qui remplace la CVAE. Je trouve qu'elle est assez optimiste dans ce qui nous est présenté.

J'aurais fait une préconisation de réduire de 40 M€ la projection de nos recettes de financement pour coller, semble-t-il, à une réalité possible de ce que sera 2021.

Ceci est pour la partie dépenses et recettes. Sur la partie, compte tenu de ces choix-là, il faut dire aussi que nous avons du coup un effet de ciseau négatif entre des recettes qui

augmentent moins vite que nos dépenses, avec un écart de 20 M€, et du coup une épargne brute qui va continuer de se fragiliser au moins en 2021 avec un classement de la Région Nouvelle-Aquitaine de 10/12 Régions en matière d'épargne brute, compte tenu de cet effet de ciseau défavorable sur les dépenses de fonctionnement qui continuent à grimper.

Là encore, c'est un choix sur lequel nous pouvons être d'accord ou pas d'accord, mais le choix est fait de maintenir un niveau d'investissement malgré la situation nouvelle. Effectivement, les variables d'ajustement - cela a été dit - c'est l'emprunt qui est en augmentation de 47 % par rapport à 2016. Je l'ai toujours dit ici, l'ensemble de cette augmentation d'emprunt n'est pas de votre fait. Il y a des circonstances atténuantes sur la gestion de la Région Poitou-Charentes, sur les décisions de l'Etat, mais je pense que sur la partie qui nous incombe, sur le choix de nos politiques, et surtout sur la mutualisation de nos coûts liée à la réorganisation de la Région, nous avons une part de responsabilités qui fait que nous ne soyons pas parvenus à changer la tendance de cet endettement. On est passé de maillot jaune - je l'ai toujours dit - la Région Aquitaine était championne toutes catégories de l'endettement au départ. Nous sommes aujourd'hui, la Région dont le montant proportionnellement a augmenté le plus vite. Des douze Régions françaises, on se situe aujourd'hui dans le milieu de peloton, avec un retour à une position moins favorable.

En conclusion, Monsieur le Président, et pour être très rapide, je pense qu'il y a deux recommandations que l'on pourrait vous faire. Je ne voudrais pas être ajouté à la liste des donneurs de leçons que vous tenez, qui est nombreuse en cette journée de session, mais je pense que la première recommandation serait, peut-être de revoir l'équilibre de ce budget de financement, en adoptant une position plus prudente sur nos recettes, et du coup d'adapter notre montant de dépenses de fonctionnement pour ne pas creuser encore un peu plus la charge d'investissement.

La deuxième recommandation qui est une recommandation de plus long terme que je fais depuis plusieurs sessions mais que je refais puisque effectivement c'est le dernier budget de la mandature, je voudrais saluer également Jean-Michel MELLIER pour l'ensemble de son œuvre, je pense vraiment que là où l'effort n'a pas été suffisant, c'est sur notre capacité à inventer la Région 2.0, la Région de l'avenir avec la prise en compte des nouvelles technologies pour changer le fonctionnement de la Région qui est évidemment une Région totalement (coupure de son).

M. LE PRESIDENT. - Olivier, on ne vous entend plus.

M. CHARTIER. -… travail et le suivi suffisants pour essayer…

M. LE PRESIDENT. - Olivier, on ne vous entendait pas.

Depuis une minute de vos conclusions, on ne vous entendait pas.

M. CHARTIER. - Je conclus alors. Deux recommandations. L'une, revoir le budget sur la partie des recettes de fonctionnement qui me semblent, à mon avis, optimistes. Et deuxièmement, une recommandation de long terme qui est qu'il faut, à mon avis, absolument, et ce que l'Exécutif aujourd'hui manque, c'est vraiment cette réflexion sur la Région 2.0 pour changer le mode de fonctionnement lié au rapprochement de trois Régions dans une grande Région, qui aujourd'hui manque et qui fait que nous supportons de coûts de structures trop importants, à l'image des charges de personnels qui ont augmenté de plus de 20 % depuis le début de l'année. Cela ne sera pas pour ce mandat-là, et je le regrette, mais je pense qu'il faut absolument pour celles et ceux qui en auront la charge que nous ayons cette réflexion sur la mutualisation de nos moyens, le fonctionnement avec les outils, aujourd'hui, numériques pour essayer absolument d'inverser la tendance et de diminuer un certain nombre de dépenses de fonctionnement, en dehors des politiques Régionales, dont il faudra quand même un jour faire les choix de façon plus claire, mais qui nous permettrait de retrouver à l'avenir des marges d'investissement, sinon, comme le Plan le prévoit et que vous ne dites pas, nous aurons dans deux ou trois ans des choix douloureux à faire, et là, nous devrons tailler dans les politiques dont la Région doit porter pourtant des compétences fondamentales.

Voilà, les quelques remarques que je voulais faire pour répondre à Andréa, et lui faire un commentaire que vous avez pu faire par rapport au budget 2021. Je vous remercie et je m'excuse si l'audition n'était pas nette.

M. LE PRESIDENT. - Merci Olivier. Juste quelques transparences, et je laisserai à Andréa le soin de répondre sur d'autres points. D'abord, merci de reconnaître qu'à travers la Commission des Finances, votre présidence, la vice-présidence d'Andréa BROUILLE, la puissance technique et intellectuelle de Jean-Michel MELLIER, il y a une totale transparence dans les chiffres, dans le travail et qu'il n'y a rien de caché. Cette transparence est importante parce que cela nous permet d'avoir un vrai dialogue.

Vous réfléchissez sur plusieurs points. Premier point, les dépenses de fonctionnement. Je rappelle que les principales dépenses de fonctionnement dans le budget de la Région sont la formation professionnelle, la vie des lycées, faire rouler les trains et les bus et les transports scolaires. Ce sont des dépenses de fonctionnement. Il y a bien entendu des dépenses internes, mais ces dépenses internes - je le rappelle - je le disais ce matin parce que ce matin on évoquait toutes les personnes qui peuvent souffrir aujourd'hui, il faut s'en occuper. J'ai remercié et salué mes collaborateurs et mes collaboratrices de pouvoir gérer autant de dossiers, y compris des dossiers pour le compte de l'Etat, puisque la Région a été le guichet unique, à un moment donné, de l'ensemble de ces dossiers.

Si nous avons une politique industrielle, dont les résultats ont été affichés dans les chiffres, +36 % de l'emploi industriel nets créés en Nouvelle-Aquitaine, l'année dernière, et si nous souffrons moins aujourd'hui, notamment chez les jeunes, pendant cette crise, c'est peut-être aussi parce que la résilience, la diversification et les travaux que nous avons entrepris et l'attractivité de notre Région y sont pour beaucoup.

Il y a une chose que je n'ai pas bien comprise. A un moment donné, vous nous proposiez d'augmenter nos taxes ? Je ne sais pas si j'ai compris cela ?

M. CHARTIER. - Non. Si vous avez compris cela, c'est vraiment que je ne suis pas clair et je m'en excuse. Je proposais l'inverse, que l'on ait une réflexion sur le niveau de nos recettes de fonctionnement estimées. Je trouve qu'elles sont optimistes par rapport à un possible reconfinement. Les 20 M€ de TICPE, des cartes grises, on devrait plutôt avoir un schéma médian qui avait d'ailleurs été…

M. LE PRESIDENT. - On a essayé - mais je parle sous le contrôle d'Andréa et de Jean-Michel, Andréa répondra - d'être le plus sage possible. En tout cas, pour ma part, je ne proposerai, à aucun moment, y compris dans le mandat qui suivra, d'augmenter les taxes de la Région.

Sur l'investissement, c'est vrai qu'il est puissant, mais est-ce que ce n'est pas une façon de répondre justement à la sortie de crise ? Comment, pour nos entreprises du bâtiment, nos artisans, ne pas maintenir nos investissements ? Pour la commande publique - je ne sais plus qui en parlait tout à l'heure - nos investissements passent aussi par la commande publique. Cela fait aussi partie du rebond de l'économie.

La Région 4.0 ou 2.0, on est plutôt sur 4.0 pour l'instant que 2.0, mais je le dis ici, je ne fermerai pas sous prétexte de numérique, le site de Limoges ou le site de Poitiers ; que cela soit clair. Je ne fermerai pas le site de Limoges et le site de Poitiers. Ce qui serait une erreur parce que l'on voit bien, alors que la Région met en place des Maisons Départementales, que nous avons un besoin, même si certaines politiques vont être déléguées aux Intercommunalités. Nous ne ferons pas de fermeture de nos sites. Ce serait, à mon avis, une erreur.

Un point que l'on me souligne sur le passage CVAE/TVA. Pour les recettes, mon cher Olivier, la TVA est garantie par l'Etat sur la base de 2020. Donc, connaissant Jean-Michel MELLIER et connaissant Andréa, comme ils connaissent aussi ma préoccupation, j'espère que vous pourrez me reprocher l'année prochaine d'avoir sous-estimé les recettes de fonctionnement.

Je donne la parole à Pascale REQUENNA.

Mme REQUENNA. - Merci Monsieur le Président. Dans un premier temps, et comme à mon habitude, au nom du Groupe Modem - Union centriste, je tiens à saluer le travail accompli par les Services, par notre Vice-Présidente Andréa, et saluer également l'action pour la Région de Monsieur MELLIER qui va faire droit à sa retraite. Nous tenons, Monsieur MELLIER, à vous remercier sincèrement pour les échanges que nous avons pu avoir et pour le travail et les réponses que vous nous apportiez.

Monsieur le Président, je vous rejoins également sur les éloges que vous avez faits concernant notre collègue, Andréa BROUILLE.

Pour revenir sur ce budget primitif qui s'inscrit effectivement dans des conditions exceptionnelles, s'agissant d'une part de la crise sanitaire, économique et sociale, mais également parce qu'il s'agit du dernier budget de notre mandature. Il appelle plusieurs remarques de la part de notre Groupe, des remarques d'un point de vue techniques, des remarques ensuite d'un point de vue politique.

D'un point de vue technique et dans la situation exceptionnelle dans laquelle nous sommes, nous aurions particulièrement souhaité que soient mentionnées dans ce budget primitif, les prévisions des grands équilibres financiers liés à sa réalisation, tel que les capacités de désendettement, d'épargne. Ces indicateurs ont été largement abordés dans le rapport sur les orientations budgétaires et leur présence aurait été éclairante pour pouvoir vérifier les grandes masses financières entre 2020 et 2021.

De la même manière, et je reprends le propos d'Olivier CHARTIER, nous sommes étonnés de l'absence de référence aux différentes hypothèses qui ont été abordées dans le rapport sur les orientations budgétaires. Nous avons un peu le sentiment que l'on est sur une trajectoire assez optimiste alors que la crise sanitaire est quand même loin d'être totalement éloignée. A titre de comparaison, la Région Bourgogne-Franche-Comté a, quant à elle, pris la précaution de provisionner certains crédits pour une éventuelle troisième vague.

Dans la même veine et compte tenu encore une fois de la situation exceptionnelle, nous pensons qu'il aurait été utile de disposer de perspectives d'atterrissage pour 2020. Celles-ci sont-elles conformes aux chiffres annoncés lors du débat d'orientation budgétaire ? Où en sommes-nous des négociations avec la SNCF ?

Nous ne pouvons donc que regretter, eu égard aux circonstances exceptionnelles sus-évoquées, que cette Assemblée ne puisse disposer de ces grandes lignes affinées au moment du vote du budget primitif 2021, considérant bien entendu que nous avions aussi voté les Plans de relance qui impactent l'ensemble de ces éléments budgétaires.

De la même manière, nous attendions les études d'impacts précis de la Covid-19 sur les finances Régionales. Elles nous étaient promises lors du rapport sur les orientations

budgétaires, mais rien n'apparaît et la communication sur les aides attribuées, qui nous est parvenue hier soir, ne peut en aucun cas vous exonérer de cet exercice.

Concernant les recettes Régionales, alors que l'impôt de production que constituait effectivement la CVAE, comme vous venez de l'indiquer, sera remplacé par une part de TVA supplémentaire et que celle-ci - et nous ne pouvons que nous en féliciter - sera maintenue au niveau de 2020 en 2021 ; ce qui fait que l'annus horribilis prévue, un temps envisagée, ne sera pas 2021, et cet élément sécurise les recettes de fonctionnement des Régions dont nous ne pouvons que nous féliciter de cette volonté de l'Etat.

Aujourd'hui, même si le contexte économique laisse encore planer de nombreuses incertitudes, la Banque de France estime dans ses projections macroéconomiques, après une récession historique sans précédent de 9 % du PIB, comme vous l'avez indiqué ce matin, celui-ci devrait rebondir de 7 % l'an prochain, laissant présager une augmentation de la consommation, donc des recettes liées à la part TVA en 2022, qui nous serait favorable, de la même manière que le remplacement de la DGF par une part de TVA a été favorable pour les Régions. Nous avons donc là un point de divergence en matière d'appréciation, Monsieur le Président.

D'un point de vue politique maintenant, plusieurs remarques. D'abord, dans le texte, la présentation du budget, qui nous est faite, ne nous permet pas d'identifier aisément l'origine des fonds qui permettent à la Région de mettre en œuvre les projets ou les politiques publiques abordées. Ce ne sont pas les mini-tableaux de la page 17 qui nous permettent d'ailleurs d'y voir plus clair. Nous avons un réel problème de fongibilité entre les crédits engagés par l'Etat au titre du Plan de relance, du CPER, de l'Europe avec REACT.EU et les engagements véritables de la Région.

Petite parenthèse d'ailleurs, je regrette que Jacques COLOMBIER ne soit pas là en tant que Député européen, j'aurai eu plaisir à rappeler et à le remercier pour les 40 Md€ sur les 100 Md€ du Plan de relance.

Intellectuellement, plus de clarté éviterait de se laisser emporter par la tentation de penser que l'ampleur de ce budget de crise et l'augmentation de certaines actions seraient le seul fait ou la seule volonté des finances Régionales. D'ailleurs, faisant référence à des articles parus dans le « Populaire du Centre » ou dans le « Sud-Ouest », cette semaine, où vous dites que la Région n'a jamais autant investi, en omettant d'aborder parfois les financements exceptionnels de l'Etat et de l'Europe, on peut penser que nous n'en sommes plus à la tentation mais plutôt au péché. Bien évidemment la période est propice à cela puisque nous sommes à quelques mois du renouvellement de cette Institution, et vous n'êtes d'ailleurs pas

le seul à claironner que vous n'avez jamais autant investi, puisque tous vos collègues Présidents de Régions font de même.

Mais au risque de freiner votre enthousiasme, il convient ici de rappeler qu'en Nouvelle-Aquitaine, nous sommes habitués à des annonces d'investissements massifs, mais que lors des comptes administratifs, nous constatons des écarts considérables entre prévisions et réalisations, preuve chiffrée : les 800 M€ annuels d'investissements visés sous cette mandature n'ont jamais été atteints.

Ensuite, nous concernant, nous considérons qu'aucune ligne forte ne se dégage vraiment de ce BP. C'est un peu Noël avant l'heure, un petit cadeau pour tout le monde : donner le sentiment d'une forme de constance bienveillante de circonstance. Pas de lignes fortes donc, mais en filigrane, tout au long, on retrouve évidemment le volet reconquête de votre aile verte avec le traditionnel « green washing » ou l'application d'une philosophie sans moyens supplémentaires identifiés clairement.

Pour corroborer mon propos, la lecture du Pilier 4 « transition énergétique et écologique » est éclairante. Celui-ci n'évolue que très faiblement et la mobilité reste la part majeure représentant plus de 90 % des crédits de paiement. Nous pourrons d'ailleurs nous interroger sur la nécessité de rebaptiser ce pilier « mobilité et transition énergétique » plutôt que « transition énergétique et écologique ».

Autre élément qui prouve bien que Néo Terra reste un élément philosophique : son absence du champ d'évaluation par la Commission d'Evaluation des Politiques publiques et la création en parallèle d'une mini-Commission qui en est à définir des critères, au sein de laquelle il nous est précisé que Néo Terra représente en majorité des redirections de crédits et non de nouveaux crédits. Et c'est là que les Athéniens s'atteignirent, et que nous trouvons vos fameux 600 M€. C'est peut-être là aussi que Jean DIONIS DU SEJOUR et Alain ROUSSET se retrouvèrent.

Plus sérieusement, Monsieur le Président, pour bien identifier le poids financier de Néo Terra dans le budget, je vous incite à maintenant créer Néo Compta, sauf à donner raison à notre collègue, Jean-Louis PAGES, sur Néo Blabla. Cela sera d'autant plus simple à réaliser que vous serez capable de donner les montants des crédits nouveaux affectés sur Néo Terra.

Sur l'aspect politique toujours, une phrase de votre présentation budgétaire a particulièrement attiré mon attention. « Un budget qui porte des marques d'actions fortes en faveur des jeunes de la culture et des solidarités. » Nous en avons été extrêmement satisfaits jusqu'à l'analyse des chapitres concernés. Quelle ne fut pas ainsi notre surprise à l'analyse du Pilier 2 « Jeunesse », pour lequel nous constatons une baisse de 3,2 % des crédits de

paiement, avec une baisse conséquente des crédits destinés à l'enseignement supérieur, l'accompagnement et la vie quotidienne des jeunes.

De la même manière, sur le Pilier 3 « Aménagement du territoire », et alors qu'il est annoncé la sanctuarisation des crédits destinés à la culture, nous notons également une baisse de 2,55 % des crédits de paiement. Encore sur le Pilier 3 « Aménagement du territoire », hélas, je ne peux que renouveler les remarques formulées tout au long de cette mandature. En étudiant avec un peu d'attention celui-ci, on constate une baisse des crédits de paiement de 0,5 %, une progression des crédits de paiement en fonctionnement de 4,3 %, soit 13 M€ de dépenses correspondantes majoritairement à l'actualisation des contrats et marchés et au verdissement du parc de véhicules. Si l'on retire ces éléments peu structurants pour les territoires, vous en conviendrez, le Pilier « Aménagement du territoire » reste étale un euro courant, cela signifie qu'il baisse un euro constant. Le plus marquant sur ce Pilier reste la baisse des crédits destinés à la politique de la ville qui passent de 2,3 M€ au BP 2020 à 1,5 M€ au BP 2021.

Après ces quelques éléments significatifs et pour qualifier l'esprit de ce que je viens de dire, permettez-moi de reprendre les mots de notre regretté Yoan TARIS. « Je n'aurai pas l'outrecuidance de vous qualifier d'élu de droite. C'est comme je vous disais que vous étiez socialiste. ».

Monsieur le Président, mes chers collègues, je conclurai mon propos en rejoignant cette fois-ci Guillaume GUERIN sur une partie de son intervention sur le Plan de relance et en manifestant un vif regret qui se traduit par l'absence totale, encore une fois, de référence à GPSO dans ce BP, tout comme dans le Plan de relance alors que l'avant-dernière version intégrait la réalisation d'une nouvelle voie permettant de libérer les sillons pour le fret entre Bordeaux et Dax. Ces propos confirmaient alors vos propos de la dernière séance, les inscriptions aussi elliptiques soient-elles sur les OB, et probablement votre volonté sur le sujet.

S'agissant de la réponse que vous avez faite ce matin à Guillaume GUERIN qui consiste à dire que vous n'avez plus de responsabilités sur ce sujet, ou encore s'agissant de la réponse qui m'a été faite en Commission par votre Directeur Général des Services, elles me paraissent à la fois légères et désinvoltes. D'ailleurs le contenu du rapport DURON qui - et je peux partager ce sentiment - ne répond pas totalement à nos attentes, ne condamne aucunement le projet GPSO, et n'exonère pas la Région de volontarisme. Ce rapport précise d'ailleurs que la LGV Bordeaux-Toulouse est considérée comme prioritaire. La réalité est que cette absence traduit une ambiguïté de circonstance, mais une ambiguïté lourde de sens et inquiétante pour l'avenir. On ne peut pas d'un côté déplorer les flux de camions sur nos autoroutes, déplorer la pollution, les gaz à effet de serre ou bien encore l'accidentologie qui en découle. On ne peut

pas apporter une véritable ambition pour notre Région et reléguer ce projet aux calendes grecques.

La Région Occitanie, par l'action et la voix de sa Présidente Carole DELGA, est plus volontariste, plus avancée, mais il est vrai qu'en la matière Gérard ONESTA et ses collègues, s'ils ne sont pas totalement favorables, ne sont pas non plus farouchement opposés à ce projet et tentent de trouver des aménagements. Quel regret qu'il n'en soit pas également ainsi en Nouvelle-Aquitaine.

Je conclurai, Monsieur le Président, en regrettant profondément que votre volonté insatiable de reconquête de votre aile verte, que votre Majorité fragile vous écartèle et vous écarte d'un projet à la fois ambitieux et structurant pour l'avenir, qui aurait pu faire partie de votre Plan ferroviaire, et qui, j'en suis intimement convaincue, vous est cher.

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Chère Pascale. Neuf urgences aujourd'hui dans le délai que nous avons des deux années ou du CPER, ce sont les petites lignes. Quand vous êtes maire d'Agen, par exemple, ou maire de Périgueux, l'intérêt est que la ligne entre Agen et Périgueux ne ferme pas. C'est cela. Je l'ai dit ce matin en toute franchise : oui, il y a des divergences et il est vrai que je ne comprends pas l'hostilité de nos collègues Verts sur quelque chose qui éviterait un pourcentage considérable de camions, et donc toute la pollution qui va avec. D'ailleurs, je le dis…

Mme REQUENNA. - On est d'accord avec Vous, Président.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Bravo, c'est bien. Il faut le dire.

M. LE PRESIDENT. - Je ne suis pas sûr que l'action politique d'un Groupe, fut-il d'opposition, ne doive consister qu'à mettre des divergences entre les Groupes de la Majorité.

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président. On vous dit que l'on est d'accord avec Vous !

M. LE PRESIDENT. - Je ne suis pas sûr que ce soit quelque chose…

Mme REQUENNA. - On veut porter ce projet avec Vous !

M. LE PRESIDENT. - Je termine.

M. DIONIS DU SEJOUR. - La clarification, c'est important.

M. LE PRESIDENT. - J'observe, ma chère Pascale, que j'ai été bien seul à un moment donné, et que je n'ai pas vu, dans les votes de cette Assemblée, fussent-ils dans les mandatures précédentes, quand j'ai présenté ce type de projet dans des budgets, votre appui.

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président. Je parle de ce que je connais. Ici, depuis 2015, on vous a toujours soutenu sur ce projet. Et Martine MOGA dit : avant aussi. J'ai confiance en sa parole.

M. LE PRESIDENT. - Sauf quand je présentais les budgets. A un moment donné, c'est comme le Plan de relance !

M. LE PRESIDENT. - Arrêtez, s'il vous plaît. Ça suffit. Il y a un Président de cette séance, il n'y en a pas deux, ou trois, ou quatre. Donc, à un moment donné, il faut avoir le courage de la longitude. Le projet n'est pas, en l'état, lancé par l'Etat. Point barre. Mon urgence est de ne pas fermer les petites lignes, voire de pousser l'Etat à faire une liaison de report modal entre Bayonne et Bordeaux.

Par ailleurs, je le dis à tout le monde, j'ai découvert une chose en allant à Captieux, que j'ignorais. Je ne sais pas si quelques-uns d'entre vous le savez, mais il y avait une ligne ferroviaire qui passait par Captieux pour aller à Dax. Je ne sais pas si Renaud LAGRAVE s'en rappelle. Il y a eu des lignes ferroviaires qui passaient à cet endroit.

Sur l'enseignement supérieur et la recherche, vous savez que cela me tient à cœur. Ce sont des projets, comme pour le logement étudiant, qui varient d'une année à l'autre. Quand on crée l'Institut des Sciences de la vigne et du vin, Sup-Optique, ou le Campus Neurologique, ce ne sont pas des projets qui, tous les ans, se renouvellent. La force, à la différence d'une mairie, Madame le Maire, comme c'est un budget d'intervention, il y a des variations et une agilité d'une année sur l'autre. Ne me demandez donc pas d'avoir quelque chose de lisse sur le Plan de l'ESR, l'enseignement supérieur et de la recherche, parce que cela peut aller jusqu'à 6 % du budget, 10 %, et l'année suivante, une fois que les opérations sont terminées, redescendre à 2 %. C'est cela, le budget de la Région. Excusez-moi de vous faire cette petite leçon.

Par rapport à Néo Terra, je crois à Néo Terra. Je l'ai proposé. J'ai proposé 2030. Personne d'autre. D'accord ! Parce que j'ai peur pour mes petits-enfants. Parce que je lis quotidiennement dans la presse les rapports alarmants. 450 scientifiques ont coopéré avec nous, et avoir 450 scientifiques permet de désidéologiser le débat. Cela permet de le documenter, de l'objectiver. Cela permet d'arrêter de s'envoyer à la figure de ne pas en faire assez, d'en faire trop. C'est vrai qu'avec Hervé LE TREUT et Vincent BRETAGNOLLE, Alain DUPUIS et d'autres, nous avons créé un dispositif qui, à la précédente plénière, a embarqué tout le monde coopératif derrière Néo Terra. Et le monde coopératif, c'est 73 % des agriculteurs. Qui aurait pu le faire ? Sûrement pas en blacklistant ces 73 % des agriculteurs.

Enfin, sur le budget de la Région, chère Pascale, oui, nous maintenons un effort en matière d'investissement, et nous serons cette année - on verra au compte administratif à quel

atterrissage on arrive - à 840 M€ en 2020. Tout le monde conviendra, quelle que soit la sensibilité des uns et des autres, que le budget d'investissement est essentiel pour tenir au bout de bras, notamment le monde des transports, ou de la construction et du BTP.

L'année dernière, nous étions à 700 M€. On va passer cette année, une année de vaches maigres, une année difficile, une année anxiogène, une année où la Région aura fait son devoir par rapport à nos concitoyens et par rapport aux entreprises, de 700 M€ à 840 M€. Je ne sais pas qui peut dire mieux dans nos Collectivités.

M. D'AMECOURT. - Il faudra nous dire, Président, ce que vous appelez « le courage de la longitude ».

M. LE PRESIDENT. - J'ai dit cela ?

M. D'AMECOURT. - Le courage de la longitude.

M. LE PRESIDENT. - Le courage de la longitude. Je ne sais plus. Je ne sais pas parce que je suis choqué quand Pascale essaye de m'attaquer. On a bien vu que c'était compliqué pour elle.

M. D'AMECOURT. - Monsieur le Président, mes chers collègues. Nous examinons le budget 2021 de notre Grande Région. Au-delà des chiffres, des ratios, des nombres parfaits et imparfaits, le budget est un message politique, surtout à quelques mois de l'élection Régionale. C'est l'occasion aussi pour les Groupes de prendre du recul par rapport à la comptabilité et de donner leur vision de notre Collectivité.

Le Mouvement de la Ruralité - vous l'avez noté - a voté pour cette convention avec la coopération, a voté ce matin pour le Plan de relance, mais ne votera pas ce budget, car nous estimons qu'il manque d'envergure, de puissance et de sens.

Il manque d'envergure, de puissance parce que notre Région évolue sous trop de contraintes. Il y a des contraintes exomorphes, la baisse des recettes fiscales, la baisse de la TVA et de la CVAE liée à la baisse du Produit Intérieur Brut, la baisse de la TICPE et de la taxe sur les cartes grises, tout cela est dû au confinement.

La fusion forcée, non souhaitée, à peine digérée, qui nous a occupés trop longtemps et qui finalement n'a pas produit l'effet attendu par le Président François HOLLANDE, le Gouvernement de Manuel VALLS et la Majorité socialiste. Cette fusion - et je paraphrase Sacha GUITRY - nous a surtout occupés pendant quatre ans à résoudre des problèmes que les Régions seules ne se posaient pas. Des contraintes endomorphes, la course à l'échalote avec une partie de votre Majorité, celle qui n'aime pas les arbres de Noël et le Tour de France, celle qui veut remplacer nos centrales nucléaires par des moulins à vent, celle qui est contre

les avions et contre les routes. Elle représente selon nous un nouveau radicalisme, celui d'une écologie punitive, dogmatique, décroissante, décliniste, déflationniste et anticapitaliste.

Dans un entretien récent à l'Obs, la Maire de Paris, Anne HIDALGO, estimait d'ailleurs que les Ecologistes ont un sujet avec la République. Nous le pensons aussi.

Des contraintes métamorphes, cette course à l'échalote que l'on nous impose avec un Président de la République, déjà en campagne lui aussi, adepte du « en même temps », inventant chaque jour de nouvelles contraintes et le lendemain, de nouveaux objectifs qui viennent contredire les contraintes édictées la veille, quand ce n'est pas le contraire. Cette course à l'échalote avec le Gouvernement qui impose aux Collectivités locales son Plan de relance, qui ne relance rien parce qu'il est, lui aussi, un florilège de contraintes contradictoires et contreproductives et parce qu'il sera tellement long dans sa mise en œuvre qu'il risque bien d'être prêt quand il sera trop tard. Celle avec un Etat omnipotent et omniscient qui a perdu toute autorité et en devient autoritaire.

Ces courses nous empêchent d'investir là où il faut, et nous font investir à fonds perdu dans des causes douteuses, coûteuses, autant qu'inefficaces. L'Administration de la République a pris le pouvoir et veut imposer aux territoires sa vision parisienne, urbaine, rétrécie, picrocholine de la France.

Pour notre Région, elle le fait à travers une préfiguration du nouveau contrat de Plan Etat/ Région, nous y reviendrons au cours des débats. Nous voilà donc sur la ligne de départ avec sous la selle un handicap qui pèse tellement lourd que notre destrier sera distancé et n'a aucune chance de gagner la course, d'autant que la course que nous disputons, là, est une course d'endurance et sans ligne d'arrivée.

Vous rêvez d'autonomie et de liberté, Monsieur le Président, avec une Région comme une Région espagnole ou un Lander allemand. Il n'en est rien. Nous sommes cornaqués de l'intérieur et de l'extérieur. La plupart de nos compétences sont partagées, contrôlées, inféodées, à chaque acte de décentralisation, on nous promet plus de libertés, mais au final, on nous donne plus de contraintes, si bien que nos moyens se perdent dans une Administration toujours plus bureaucratique, toujours plus nombreuse à chaque étage de l'organisation de la Nation. Nous avons de plus en plus de services publics mais le public, lui, cherche de plus en plus les services. Il voit surtout les normes de l'Administration, des bureaucrates sans passion et de moins en moins de médecins, d'infirmières, de professeurs, de techniciens, de gendarmes, de policiers, de magistrats.

Nos hôpitaux se sont lancés, il y a quelques années, dans la comptabilité analytique des actes médicaux. Ils ont divisé le montant de leurs charges par le nombre de lits, et ont trouvé que les lits coûtaient cher. Alors, ils les ont fermés. Mais les charges sont restées. L'hôpital

français à remplacer les personnels de santé par des bureaucrates. Il a fermé les lits pour ouvrir des bureaux.

Cette crise du Coronavirus révèle que l'Allemagne, dont le budget de la santé est inférieur au nôtre, dispose de plus de médecins, de plus d'infirmières, de plus de lits de réanimation que la France. Dans le système de santé allemand, une personne sur quatre s'occupe de l'administration. En France, c'est une personne sur trois. L'hôpital n'est pas une exception.

Ce processus long, ou longitude, Monsieur le Président, vous le décriviez en novembre 2014 au Sénat. Je vous cite « Oui, nous avons confondu en France l'emploi public et le service public. Oui, nous avons dégradé le service public parce que nous avons privilégié l'emploi public, que ce soit au niveau national ou au niveau territorial. Reconnaissons cela à notre débit. Il n'y a pas de contestation possible là-dessus. Tous les recrutements qui ont été faits en redondance avec les communes plutôt que de la mutualisation. » Vous parliez à l'époque des Intercommunalités, et ajoutiez qu'ayant présidé l'une d'entre elles, vous partagiez cette culpabilité.

Cette crise du Coronavirus aura fini de convaincre ceux qui en doutaient encore. Notre pays meurt de trop d'Administrations. Mais qui aura le courage de réformer cela ? Cette sur-administration interne ou externe bride notre budget, ralentit nos actions. Elle nous coupe les ailes, raccourcit notre envergure et étouffe notre puissance. Elle nous empêche d'embrasser, comme il faudrait, nos compétences.

Pourtant, il est des moments où il faut savoir casser la tirelire. Notre Région est en charge de la compétence économique. Elle est en première ligne. On compte sur nous. Faisons-nous de notre mieux ? Il faut nous rendre à la raison, la réponse est non. Malgré, les millions annoncés, ce budget ne permet d'offrir aux acteurs économiques une intervention réellement exceptionnelle. Pourtant, dans l'objectif de soutenir, voire de sauver des entreprises qui vivent une situation terrible, notre devoir est d'assumer le risque d'une tension passagère de nos ratios budgétaire, et de voter un budget d'exception.

Le défunt, Daniel JOHNSON, Premier Ministre du Québec, dans les années 60, aimait dire « quand je me regarde, je me désole. Quand je me compare, je me console. ». Chers collègues, nos capacités financières sont malgré tout et par comparaison à l'économie du pays assez bonnes. Plus d'une entreprise se satisferait d'avoir nos ratios. Mes chers collègues, au regard de nos capacités financières, l'effort vers les entreprises et l'économie Régionale est en fait assez dérisoire si l'on rapporte des montants annoncés à la taille du budget.

Plus de 2 Md€ de dépenses réelles de fonctionnement, plus de 1,155 Md€ de dépenses réelles d'investissements, soit au total des dépenses réelles de plus de 3,200 Md€. Ainsi 20 M€ représentent 0,61 % du budget. 100 M€ représentent 3,08 % du budget. Face à une baisse

d'activité globale estimée à 14 %, pensez-vous raisonnable d'annoncer au milieu économique de notre Région un effort supplémentaire de quelques pouillèmes de notre budget Régional. Notre Région a-t-elle bien pris la mesure de la crise que nous vivons ? De sa profondeur pour les acteurs économiques de la Région ? Malgré la baisse de nos recettes, nous pensons que ce budget manque cruellement d'envergure car finalement, c'est un fifrelin budgétaire que nous consacrons à une lutte contre un tsunami économique.

Nous ne sommes qu'au début de ce tsunami. Dans quelques mois, les entreprises devront rembourser les prêts garantis par l'Etat qui se sont substitués temporairement à leur chiffre d'affaires. Si d'ici là, l'économie n'est pas repartie de plus belle, alors nous aurons devant nous des dépôts de bilans en pagaille et une casse économique de grande ampleur.

La Région a, entre les mains, quelques leviers. Si elle voulait bien les mettre en œuvre elle pourrait, par exemple, entraîner la mobilisation de la trésorerie qui se trouve actuellement dans les Collectivités locales et les établissements publics locaux en construisant avec eux des politiques d'aménagement du territoire que nous appelons de nos vœux. Nous ne disposons pas des chiffres spécifiques de notre Région, mais au niveau national, la trésorerie n'a jamais été aussi élevée. Selon le Ministère des Finances, qui détient les comptes des Collectivités, il y avait fin septembre 2020, plus de 25 Md€ de trésorerie dans les communes, plus de 7 Md€ de trésorerie dans les Départements, 5 Md€ de trésorerie dans les Régions, plus de 26 Md€ de trésorerie dans les autres établissements publics locaux. Soit au total, 64 Md€, une somme bien supérieure aux besoins en fonds de roulement, qui serait très utile pour alimenter un Plan de relance par la commande publique, que vous appelez de vos vœux.

4 Md€ de plus qu'en 2019. 38 Md€ de plus qu'en 2009. Cette thésaurisation en période de disette n'est pas bonne pour la Nation. Cet argent est celui des citoyens. Il doit servir le bien commun. Nous avons quelques idées pour le mobiliser.

Mes chers collègues, ce budget est pour des causes externes ou internes, manque d'envergure et de puissance. Il manque aussi de sens. Nous l'avons dit, ici, déjà. Nous souhaitons autre chose pour notre Région. Les études d'opinion et les travaux sur l'évolution des styles de vie révèlent que les Français, à plus de 80 %, espèrent plus d'espaces, plus de temps. Ils veulent respirer, se détendre, profiter de leur famille, des richesses du patrimoine, rapprocher leur travail des lieux où ils aspirent à vivre.

D'une France concentrée, ils nous entraînent vers une France distribuée, faisant de la géographie, une opportunité, et de la qualité de vie, un déterminant. Les Français, les Néo-aquitains préfèrent les villes moyennes. C'est une révolution et nous devons l'accompagner. Pendant quelques années, on a pensé l'hyper concentration urbaine comme la quintessence du progrès, et l'accélération comme gage de modernité. Les Ministres du Logement successifs

ont poussé à la construction de la ville sur la ville. Cette perspective hors sol s'est enraillée, percutée par des technologies qui abolissent les distances, et par des crises sans précédent. A la promesse d'un monde aplati, s'est substituée l'envie d'un monde en relief donnant à chaque territoire l'opportunité de révéler ses singularités, ses atouts et sa culture.

C'est à cette aune qu'il nous appartient de redessiner l'aménagement des territoires de notre Région avec les villes préférées des Français comme point de départ, ces villes moyennes, le bien-être comme promesse et une économie durable comme enjeu.

Les villes moyennes qui structurent la Région sont les sous-jacents de cette ambition. L'intérêt stratégique de ce maillage est précisément de former une armature régulière solide et homogène sur l'ensemble du territoire. Elle constitue autant de points d'ancrage pour coordonner et faire converger les services auxquels les Français aspirent. Leur géographie est un gage d'équité. Beaucoup de ménages, d'entrepreneurs ou d'élus sont contrariés par le silence sur l'avenir d'une maternité ou d'une gare. Nous avons vu sur France 2, cette semaine, les inquiétudes des usagers de la ligne Périgueux/Agen, dont vous avez parlé.

Stabiliser une armature sur la durée est par conséquent une condition essentielle, indispensable pour restaurer la confiance, pour stimuler les initiatives locales, et pour réenclencher sereinement les investissements de long terme, privés ou publics, dont nos territoires ont cruellement besoin, à l'image de ce que nous faisons pour les lycées.

L'équilibre est à trouver dans notre Région entre la taille critique qu'exige un certain niveau de service, la possibilité de se loger facilement, et le lien organique avec la nature auquel aspirent nos contemporains est une valeur essentielle pour le mouvement de la ruralité. Travailler pour que les villes moyennes bénéficient demain des mêmes avantages que ceux des grandes villes d'aujourd'hui est un défi prometteur. Cette perspective de modernité combinant qualité de vie et qualité de services donne à l'innovation une perspective de progrès authentique avec la taille humaine comme gage de développement durable, et le bassin de vie comme gage de stabilité sociale. Ne sacrifions pas la cohésion sociale à de fausses bonnes idées sur l'écologie.

L'écologie est la science de l'habitat, de tous les habitats, y compris de l'habitat des hommes. Cette armature des villes moyennes, nombreuses, témoigne aussi de la diversité culturelle de notre Région, devenue trop grande. D'un point de vue politique comme sur le plan économique, l'adossement a des singularités culturelles et le double avantage de renforcer le sentiment d'appartenance et de fonder les avantages comparatifs des territoires. C'est essentiel, si vous voulez construire une prospérité durable, différenciée, et mieux distribuée. Les villes moyennes sont celles grâce auxquelles la réconciliation s'opère entre la ruralité et les métropoles.

En 1965, aux grandes heures de l'aménagement du territoire, Olivier GUICHARD, qui était aussi Girondin, rappelait que la multiplication des centres de vie dans un pays doit favorablement intervenir pour supprimer les déserts. Ce fut l'objet des travaux du GERI et de l'excellent Jacques VOISARD, il y a 25 ans. Mais où en sommes-nous aujourd'hui ? Faute d'actions concrètes, le problème reste entier. Ces approches sont toujours au cœur des problématiques contemporaines. La dichotomie entre la métropole et la campagne, entre hyper concentration et désertification est une impasse, surtout dans une France où la Constitution rappelle le principe d'indivisibilité, dont la stabilité sociale est conditionnée à la résorption des fractures territoriales, et dont la prospérité est liée aux performances des échanges internationaux.

M. LE PRESIDENT. - Yves. Vous êtes à 14 minutes.

M. D'AMECOURT. - Oui, j'ai bientôt fini, mais c'est le budget, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - Eh bien, d'accord. Tout le monde a décroché, à part moi.

M. D'AMECOURT. - Les tensions qui naissent des asymétries territoriales comme les perspectives économiques appellent une redistribution Régionale autour des villes moyennes. C'est un enjeu d'aménagement et une complémentarité vertueuse entre trois réalités : la ruralité, les villes moyennes, les métropoles. Néanmoins, cette complémentarité serait purement théorique sans des systèmes de connexion stratégiques quasi systématiques aux caractéristiques précises.

Les innovations en matière de mobilité, d'échange, de données, de solutions logistiques ou d'interaction sont autant de ressources à notre disposition pour valoriser la diversité et les talents de nos territoires. Aujourd'hui, les aspirations des Néo-aquitains, conjuguées au levier de l'innovation et de la puissance de la Région, pourraient à nouveau faire de nos territoires la pierre angulaire d'une relance et d'un nouveau projet de société.

Redonner de l'envergure et de la puissance à la Région, redonner du sens à nos politiques publiques, voilà les raisons, aussi, pour lesquelles le Mouvement de la Ruralité s'engagera dans la campagne des prochaines élections Régionales, avec un projet politique que nous venons d'énoncer. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Vous auriez pu résumer cela à la fin, cher Yves. Il y a une partie de la Droite qui dit qu'il faut baisser les dépenses. Vous, il faut les exploser. C'est un peu compliqué de lire tout cela d'une manière correcte.

En plus, sur la trésorerie, vous avez été maire, cher Yves D'AMECOURT.

M. D'AMECOURT. - Absolument.

M. LE PRESIDENT. - Vous savez ce qu'est la trésorerie !

M. D'AMECOURT - Pendant douze ans.

M. LE PRESIDENT. - C'est, premièrement, ce qui est déposé dans les comptes du Trésor, dont on n'a pas, sauf sous facture, la disponibilité. Ce serait complètement illégal. Deuxièmement, cette trésorerie, qui est liée à la fois aux emprunts qui sont faits par les Collectivités et aux recettes prélevées par l'Etat, est liée à des budgets annuels, à des projets annuels. Personne n'a eu l'idée de faire cette proposition, mais peut-être faut-il que vous la fassiez directement auprès de Bruno LE MAIRE pour dire que finalement, il ne faut pas faire un Plan de relance, mais piquer dans la Caisse des Collectivités locales, il y a suffisamment d'argent pour essayer de s'en sortir.

M. D'AMECOURT. - Ce n'est pas ce que j'ai dit, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - Oui, mais c'est le résultat.

M. D'AMECOURT. - Je pense, Monsieur le Président, que si les Collectivités locales n'utilisent pas cette trésorerie, dans quelques mois, l'Etat leur proposera de leur piquer. C'est sûr.

M. LE PRESIDENT. - Sauf que, je vous le dis, ce propos, quand vous allez le dire aux petits maires des petites communes rurales, vous allez vous faire étrangler.

M. D'AMECOURT. - J'ai été aussi Président d'une Communauté de communes de 50 communes. Je connais très bien le sujet.

M. LE PRESIDENT. - J'ai été aussi Président d'une Agglomération. Deuxièmement, sur le Plan du développement économique, oui, il y a une chose que je partage. Pour l'instant, ce que nous mettons sur le développement économique, c'est 400 M€. Ce n'est pas 20 M€, c'est 400 M€. Et si la Nouvelle-Aquitaine a été la première Région de réindustrialisation, l'année dernière, c'est peut-être que l'on fait le job, alors moins que les Landers allemands ou les Provinces espagnoles, mais on doit le faire suffisamment intelligemment. Je voudrais que l'on soit fier de ce résultat, tous, sans avoir plus de revenus budgétaires, sans avoir là aussi par rapport à la décentralisation ; c'est Sisyphe, la décentralisation.

Il y a un article du Monde sur le discours de cette chère Ministre de l'Aménagement du territoire, il n'y a rien. Je le dis à Sophie. Je vous passerai des éléments, mais c'est une catastrophe. On ne bouge pas.

Sur les territoires ruraux, s'il y a une chose que l'on ne peut pas reprocher à la Grande Région, c'est d'avoir répondu avec ambition et créativité à un certain nombre de problèmes dans la ruralité. Qui a décidé de refaire le lycée Felletin en plein cœur de la Creuse ? Qui ? 46 M€. Qui a décidé une Ecole vétérinaire à Limoges ? Qui a décidé le Ferrocampus, qui a inventé le Ferrocampus ? Vous ne pouvez pas, à la fois, essayer de vous moquer et puis en même

temps d'avoir derrière, et je remercie le maire de Saintes de m'avoir dit oui. Je n'y croyais pas, mais c'est la vérité.

Quant aux villes moyennes, l'Etat a voulu s'en occuper. Nous avons dit que l'on s'occupait des petits centres bourgs, des petites communes. L'Etat y vient maintenant. Et toute la difficulté de l'exercice va être de faire en sorte que l'on ne se marche pas sur les pieds et que l'on puisse effectivement aider les petits centres bourgs.

M. SEBTON. - Ce matin, je ne suis pas intervenu, comme je vous l'ai dit, mais je voulais quand même revenir sur une chose. A chaque fois, on en parle mais, j'aimerais, Monsieur le Président, que vous ne remettiez pas constamment en cause le rôle de l'Opposition. L'Opposition a un rôle important dans cet hémicycle, dans tous les hémicycles, c'est d'exercer une espèce de contrepouvoir, de nuancer vos propos, de les amender, de les contrôler. Donc, ne vous agacez pas, Monsieur le Président, quand on prend la parole, ce n'est pas pour dire forcément tout le bien que l'on pense de votre action, sinon on serait dans la Majorité. Je suis assez interloqué quand vous prenez à partie, mon collègue Jean DIONIS, en prenant à partie le maire d'Agen, alors qu'ici il est Conseiller Régional, et ce qu'il fait avec la Région en tant que maire d'Agen (*réactions dans l'Assemblée).* Ici, on est tous Conseillers Régionaux, on ne représente pas nos mairies. Parce que cela donne le sentiment, Monsieur le Président, qu'en fait quand on est dans cette Assemblée, attention on peut se faire taper sur les doigts, sur notre autre Collectivité. Donc, attention à ce genre de propos. En tout cas, c'est notre sentiment, Monsieur le Président.

Ensuite, vous avez plusieurs fois la réflexion de dire « ce n'est pas bien, l'opposition, vous voulez toujours mettre des divergences entre une partie de ma Majorité et moi », en considérant que c'est de la politique. Pardon. C'est juste un commentaire d'un fait de gouvernance. Qu'il y a un problème dans la Majorité, que vous n'arrivez pas à vous entendre, que vous allez vous opposer aux prochaines élections, c'est un fait politique de gouvernance, et l'on a le droit de s'inquiéter, ici, où l'on parle de la gestion de la Collectivité, de savoir comment elle fonctionne, comment les décisions vont être prises, et comment la prochaine fois vous allez vous entendre. Donc, oui, on en parle et cela nous semble logique d'en parler.

Maintenant, pour parler du budget, je vous ai dit l'opposition est là aussi pour faire preuve de nuances et en tout cas de nuancer vos propos. Quand je prends cette partie de votre présentation budgétaire, vous comprendrez que l'on est utile dans la nuance. Quand vous écrivez, « ce budget pour 2021 est un acte politique ambitieux, un acte de responsabilité budgétaire pour porter une action qualitative et un acte positif pour nos concitoyens et nos territoires qui dessine et catalyse une dynamique et relance vertueuse ancrée dans la transition écologique et soucieuse de ne laisser personne au bord du chemin, résolument

positive… » et je vous en passe, mais heureusement que l'on est là pour nuancer ce genre de propos, parce que l'on dirait que vous faites tout bien. Et vous avez souvent cette réflexion, Monsieur le Président, de, qui ? Qui a fait ? Cette concentration du pouvoir que vous représentez me dérange. Si vous décidiez de tout, il n'y a pas de majorité, il y a juste le Président. Il décide de tout depuis 18, 20 ans et c'est grâce à Vous que la Nouvelle-Aquitaine va bien.

Peut-être qu'un peu plus de nuances serait adapté. On a le plus grand respect pour votre carrière, ce n'est pas le problème, mais ayez la lucidité de savoir, de croire que tout ne vient pas de Vous et que quelqu'un d'autre à votre place pourrait aussi faire bien.

Sur le budget, évidemment, on voulait remercier et féliciter les Services. Sur les équilibres et les recettes, le maintien des équilibres budgétaires est à saluer, et l'endettement est maîtrisé.

On retient que sur votre budget, alors que sur le DOB vous aviez envisagé trois scénarios, du plus optimiste au plus pessimiste, vous avez fait le choix de retenir le plus optimiste, et l'on regrette que dans le document vous ne nous ayez pas précisé et justifié pourquoi vous avez choisi ce scénario.

Sur le montant de l'épargne, par exemple, alors qu'au DOB vous aviez annoncé une épargne de 368 à 300 M€ en fonction du scénario, là sur le budget primitif, on retrouve finalement 268 M€, il y a donc un delta de 100 M€ entre votre DOB qui était il y a un ou deux mois, et le budget. C'était la même chose l'année dernière. Je vous avais fait cette remarque, et c'est quand même difficilement compréhensible et l'on se demande, finalement, si ce n'est pas de l'affichage, parce que l'on perd 100 M€ en un mois sur la question de l'épargne.

Ensuite, on peut se satisfaire du maintien du niveau de recettes. Il y a quand même à souligner que le CESER vous fait la remarque à s'interroger sur l'évolution des recettes fiscales à l'aube de la révolution environnementale souhaitée par tous, sur l'évolution de la TICPE dans les prochaines années. Il est à noter aussi que les demandes du CESER d'établir une étude d'impact sur le sujet sont sans doute judicieuses.

On l'a expliqué, les Régions sont les mieux loties, des Collectivités locales, en ce moment, dans cette crise et notamment grâce au fait que, finalement, pour ces premières années, la réforme sur la TVA a été salutaire et maintient nos recettes. On aurait pu espérer aussi, pourquoi pas imaginer que la Région, en grande sœur des autres Collectivités, aurait pu venir en aide aux Collectivités du quotidien ; je pense notamment au bloc communal.

Sur la transparence financière, même réflexion que l'année dernière, il y a un problème de transparence de votre part, parce qu'à chaque fois, vous nous mettez les AP et les CP de 2021, mais il est impossible de savoir, puisque vous ne nous donnez pas l'échéancier,

exactement quand est-ce que les crédits de paiement sont engagés. On le connaît pour 2021 puisque c'est le budget 2021, mais ensuite, après les millions que vous engagez, est-ce que c'est en 2022, 2023, 2024, 2036 ? On ne le sait pas. On affiche des autorisations de programme mais on ne sait jamais quand elles seront vraiment réalisées. Or, cette visibilité est importante pour les acteurs et ceux qui s'intéressent à notre budget pour savoir exactement à quelle sauce ils vont être mangés - si j'ose dire - les prochaines années.

Ensuite, pour revenir brièvement sur vos priorités, vous affichez deux priorités majeures : la jeunesse et l'écologie. Ce n'est pas moi qui vais vous le reprocher. Seulement, pardon, comme souvent dans mes interventions, je vous fais remarquer qu'il y a beaucoup de communication, d'affichage, de paroles, notamment sur Néo Terra - on va en parler - et finalement dès que l'on se retrouve sur un exercice budgétaire, et encore plus le compte administratif, on s'aperçoit que la réalité est tout autre. Si je prends, par exemple, votre capacité à réaliser vos investissements, vous nous dites qu'en 2020 et en 2021, vous nous promettez que le taux de réalisation va être bien meilleur. Sauf que le seul réalisé exact que l'on a depuis quelques années, c'est le compte administratif sur le budget de 2019, et pardon, Monsieur le Président, celui-là, vous en convenez avec moi, n'était pas bon. Cela me pose donc un problème quand vous affichez et nous expliquez que cette fois-ci, promis, on va réussir à mieux exécuter, mieux réaliser, alors qu'au final le compte administratif prochain sera après les élections, et l'on ne vérifiera qu'après les élections si vraiment on a progressé là-dessus.

Ensuite, vos priorités sont parfois difficilement identifiables dans les documents budgétaires, cela a été dit. Je pense particulièrement à Néo Terra, et même le CESER le dit : « Il est difficile à la lecture du budget d'identifier l'ensemble des politiques menées au titre de Néo Terra, et le financement dédié. ». Evidemment, Monsieur le Président, je suis comme vous, je ne suis pas rassuré pour l'avenir de mes enfants, et quand je vois votre budget, cela ne me rassure pas plus, parce que j'ai l'impression que l'on parle beaucoup de Néo Terra, vous en parlez beaucoup, vous communiquez beaucoup dessus. Mais à chaque fois que je viens sur un budget, franchement, je ne sens pas le frémissement.

Au-delà de ces enjeux, je voulais revenir sur l'environnement et en particulier pour illustrer tout cela, sur l'économie circulaire. Sur les engagements financiers concernant l'environnement, on s'aperçoit que finalement malgré tous les discours que l'on peut avoir, ce Pilier ne représente que 7 % des crédits de paiement sur le budget 2021. Avouez que pour une priorité, la priorité des priorités, 7 % d'un budget, ce n'est pas ce que l'on pourrait appeler quelque chose de très significatif.

Si je prends l'exemple des financements pour l'eau et le littoral, qui diminuent significativement, alors même que nous avons modifié le règlement d'intervention en faveur du littoral pour les rendre plus ambitieux.

Sur l'économie circulaire et celle des déchets, vous en avez parlé ce matin - il me semble dans le plan de relance - il y a quatre actions majeures : la plateforme de valorisation en matière des déchets, 4 M€, dispositif de soutien visant à soutenir l'intégration de matières premières recyclées, 2 M€, l'action en faveur du développement des ressourceries, 1 M€, et les actions en faveur du développement des modes de traitement, 6 M€. Cela représente donc un engagement de 13 M€. Je peux partager certaines de vos orientations, mais il faut savoir que 13 M€ d'annoncés, représentent environ finalement 1 % de nos dépenses de fonctionnement. Donc, quand on parle de priorités, encore une fois, quand on relativise, cela paraît assez mince. Mais si l'on regarde les actions économie circulaire du Pilier « Transition énergétique et déchets », dans le budget 2021, les autorisations d'engagements sont de 3,3 M€ en 2021, donc en baisse de 4,9 par rapport à 2020, et les autorisations de programme restent stables à 6 M€. On est donc très loin des 13 M€ affichés.

J'essaye de vous donner des exemples pour vous dire qu'à chaque fois, vous annoncez des choses, mais dans le concret quand on décortique, on n'y est pas. Comme pour l'épargne, on souhaite savoir d'où vient ce décalage. On ne comprend pas.

Ensuite, quand je regarde les moyens alloués à l'économie sociale et solidaire dans le Pilier « Développement économique », on voit que les crédits de paiement sont en diminution de 5 % et quand on regarde les investissements, les AP sont en diminution de 33 %, les crédits de paiement en diminution de 18 %. Très franchement, ce n'est pas forcément le signal que l'on attendait dans ce budget.

Vous parlez aussi de jeunesse. Dans la jeunesse, une baisse de 3,1 % par rapport à 2020. On ne peut pas considérer que la priorité est là.

Sur les lycées, on s'aperçoit aussi que vous parlez de 2050, les budgets diminuent notamment de 60 M€ de 2020 à 2021, et qu'elles baissent de plus de 13 % pour les autorisations d'engagements entre 2020 et 2021.

Voilà, sur le budget.

Evidemment, je vais forcément répondre à l'attaque spontanément écrite d'une collègue à moi, ce matin, tout à l'heure d'ailleurs. J'avoue, Monsieur le Président, que c'est la première fois en cinq ans que je vois cela. Un collègue qui écrit une intervention préparée pour interpeller un autre collègue. J'avoue que c'est une première. J'aimerais juste lui répondre que j'aimerais que cette partie de l'Assemblée ait le même courage que pour interpeller un élu de l'Opposition ou pour interpeller le Front National, le même courage de parler de « khmers

verts », tout cela, pour dire au Président pour lequel ils sont dans la Majorité : « Monsieur le Président, on s'indigne quand vous parlez des ayatollahs contre la GPSO. On s'indigne quand vous parlez de fatwa sur l'aéronautique. On s'indigne quand vous dites qu'un de nos collègues est bête ». Sauf que le courage, apparemment chez vous, est d'attaquer l'Opposition, alors que le problème que vous avez est avec la Majorité, le Président, mais cela, c'est beaucoup plus difficile à dire. Donc, le jour où vous oserez dire des choses ici, vous m'interpellez. En attendant, abstenez-vous.

M. LE PRESIDENT. - Je ne sais pas, sur l'économie circulaire ou sur les déchets, si Nicolas THIERRY ou Pascal DUFORESTEL veulent dire un mot.

M. THIERRY. - Très rapidement. Les déchets et l'économie circulaire, c'est une compétence qui est nouvelle, vous le savez, et entre cette année et l'année dernière, le budget a doublé, et triplé. Donc, on est à la fois monté en puissance en ingénierie dans les Services, et à la fois depuis que le Plan de déchets est en place, on monte progressivement. On arrive à un budget qui est en constante croissance. C'est une toute nouvelle compétence. C'est plutôt très positif sur la manière dont le budget évolue depuis deux ans.

M. DUFORESTEL. - Je me sens obligé d'intervenir puisque tout à l'heure, le Rassemblement National semblait fêter la baisse du budget de l'économie sociale et solidaire. Désormais, j'entends parler de baisse. Rassurez-vous, pour celles et ceux qui ont voté, jusqu'alors toutes les aides pour l'ESS ne sont pas du tout en baisse, au contraire. On est une des Régions pilotes en France en termes de moyens et de dynamique. Cela se ressent d'ailleurs au niveau des statistiques de l'emploi. Je tiens donc à vous rassurer sur ce point.

C'est simplement un jeu d'écritures qui a fait qu'il y a une grosse opération qui est un restaurant d'insertion au sud des Landes, qui est passé dans d'autres budgets. D'ailleurs, vous l'avez vu apparaître ce matin dans le Plan de relance, si vous avez suivi de près, et c'est cela qui fait une légère tendance baissière sur une partie du budget, mais il n'y a pas de baisse. Il y a au contraire une volonté de maintenir les investissements et le fonctionnement sur l'ESS.

D'ailleurs, j'en profite pour dire qu'au-delà des budgets affichés qui apparaissent dans les 10 M€ que l'on consacre chaque année à l'ESS, elle est un peu partout, parce que nous sommes en train de réaliser une étude dans le cadre de Régions de France pour capitaliser l'ensemble des moyens qui sont mis globalement sur l'ESS, et je n'ose dire les chiffres car j'ai peur que le Rassemblement National tremble à l'évocation de ces chiffres. Mais il s'avère que si l'on cumule les fonds au milieu associatif, si l'on cumule les investissements dans les entreprises d'économie sociale qui passent dans les moyens dédiés aux filières, si l'on cumule les moyens qui sont dédiés aux associations culturelles et sportives, etc., on est à plus de dix

fois plus que le budget affiché pour l'économie sociale et solidaire, dans nos budgets. Voilà, maintenant, je l'ai dit, c'est trop tard. Mais en tout cas, sachez qu'il y a une volonté forte dans cette Région et qu'elle est abondamment soutenue comme lors de la dernière Conférence Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire par notre Président, et je l'en remercie.

M. LE PRESIDENT. - J'ajoute sur Néo Terra, comme on vous l'a donné sur le bilan - je rappelle que Néo Terra est un choix systémique, délibéré - que 42 % des aides, soit 4 000 dossiers, soit 600 M€, sont fléchés, tamponnés, validés Néo Terra, sans parler de politique, de formation ou d'éducation.

M. FREL. - Juste quelques instants, pour remercier à mon tour, Monsieur MELLIER pour la qualité de son travail et celle de son Service. Je retiens surtout la clarté des présentations en Commission Finances qui permet des débats fructueux.

Je me permets juste quelques instants aussi pour dire combien, Messieurs du Front National, vous continuerez toujours à m'étonner avec votre vision passéiste, non seulement de l'écologie mais aussi sur toutes les politiques publiques. Notre collègue LACOSTE en a encore été le parfait exemple. Insulter le travail de l'ensemble des enseignants et prôner le travail des enfants ne va sûrement pas dans le sens de l'histoire. Avoir seulement l'invective et l'insulte comme arguments vous dessert, Messieurs les censeurs de l'Extrême Droite à chaque plénière.

Il faut remarquer que mis à part les leçons d'écologie politique de l'éminent professeur Aurélien SEBTON, il faut noter combien sont nombreux dans les rangs de notre Assemblée, les Don Quichotte des éoliennes et des écologistes ; décidément, Mesdames, Messieurs, ce débat montre combien les écologistes vous préoccupent.

Ce débat, à l'occasion du vote du dernier budget de la mandature, est inédit parce que la situation est sans précédent, notamment en raison de la crise de la Covid. De façon inédite, nous allons voter un budget dont nous savons, dès maintenant, qu'il y a peu de chance de le voir se réaliser tel que. En effet, malgré le travail d'arrache-pied de nos fonctionnaires territoriaux, nous partageons l'inquiétude du CESER qui pointe que nos Services ont travaillé ce budget avec la version dite optimiste, c'est-à-dire celle qui prévoit un retour à la normale dès le début de 2021. Nous l'espérions. Nous l'avons pointé toutefois lors du débat d'orientation budgétaire, nous l'avons dit en Commission Finances, nous regrettons qu'il n'ait pas été possible de prendre en compte une situation plus conforme à la réalité.

Chacun sait que ce début de 2021 ressemblera furieusement à cette fin 2020. La magie de Noël n'effacera pas la pandémie. La trêve des confiseurs n'épargnera pas toutes les personnes touchées par la Covid, semble-t-il, à commencer par notre Président, que ce soit

physiquement ou que ce soit dans le cadre de leurs activités professionnelles, culturelles, sportives, associatives.

Il est aussi inédit pour une Collectivité de voir sa capacité de désendettement divisée par +2 en l'espace de quelques mois. Nous devons être plus qu'attentifs à l'évolution de l'endettement et à notre capacité à la rembourser pour préserver cette capacité à agir dans les prochaines mandatures. Cela, parce que la Région agit. Nous l'avons vu lors des différents Plans de relance, rebond, etc. Nous l'avons encore vu dans le dossier précédent du Plan de relance.

Des efforts énormes sont engagés par notre Collectivité, dans tous les secteurs, mais notamment pour soutenir l'activité économique, la culture, pour conserver aussi un espoir à notre jeunesse, et c'est tellement important. Mais peut-être que ce dernier budget adopté par cette mandature est l'occasion d'avoir aussi une sorte de lecture politique de ce document budgétaire et l'occasion de tracer un nouvel horizon dans les prochaines années pour notre Région.

*Est-ce un budget écologique ? Non. Diablement non. Je reconnais de suite, Monsieur le Président, que la majorité de la Majorité a évolué sur les questions écologiques grâce notamment à l'action de la composante écolo de la Majorité Régionale. Parce que nous avons proposé en octobre 2018 un manifeste pour le climat, notre Assemblée a ensuite adopté Néo Terra, sous votre Direction. Parce que nous avons convaincu sur l'urgence à réorienter le secteur agricole, l'Assemblée a adopté le Pacte Ambition Bio.

De façon générale, la direction prise par le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine va dans un sens plus écologique. La direction est meilleure. Mais que diable, trouvons-nous que nous allons trop doucement dans cette voie de la transition écologique et de la résilience, et combien il reste de freins à la conversion à l'écologie qu'il faudrait lever. Il en reste tant de ces anciennes pratiques qui empêchent notre Région d'avancer plus vite sur la voie de la modernité. La tromperie de la haute valeur environnementale dans l'agriculture qui assèche tous les budgets, les éco-socio-conditionnalités que nous avons réclamées vainement, année après année, toujours pas en place dans toutes nos politiques publiques.

La chimère du GPSO qui empêche la mise en œuvre de solutions alternatives, comme le TGV pendulaire sur la voie existante. Le mirage du désenclavement autoroutier qui saccage la biodiversité ne profite qu'à quelques-uns. Arrêtons-nous là. Prenons le temps de tracer un nouvel horizon.

Et si c'était un budget écologique ? Il passerait tout d'abord l'ensemble de nos décisions à travers un triple tamis : celui de la protection de la biodiversité, celui de la lutte résolue contre le dérèglement climatique et celui de la justice sociale. Un budget écolo, une gestion écolo de

la Région n'auraient pas laissé passer l'opportunité du Plan de relance, l'opportunité d'inviter les acteurs socioéconomiques de notre Région à changer leurs pratiques pour construire ensemble (entreprises, salariés, associations, collectivités locales) des villes et des villages plus résilients.

Permettez-moi d'égrener juste quelques orientations pour un budget plus écolo :

- Mise en place des éco-socio-conditionnalités et changement de nos règlements d'intervention pour des entreprises pleinement soucieuses du développement soutenable, notamment avec des programmes soutenant l'écologie industrielle et l'écologie d'entreprise.

- L'accompagnement des industries polluantes et sans avenir vers une reconversion progressive comme pour les secteurs de l'aéronautique ou de l'armement, par exemple.

- Un plan de rénovation amplifié pour les lignes SNCF en privilégiant les petites lignes, ces trains du quotidien des ruraux et l'abandon de la politique de fermeture des haltes ferroviaires, comme en Dordogne en ce moment, mais aussi dans les autres départements.

- Il y a aussi bien d'autres Pau/Canfranc qu'il faut rouvrir dans notre Région.

- La priorisation de l'agriculture biologique, la fin de la duperie des HVE et des bassines et la rémunération des services rendus par les agriculteurs biologiques, la massification de l'éducation « environnement, nature » pour un développement soutenable grâce aux associations, mais aussi dans nos lycées et les CFA.

- La protection de la biodiversité, la reconquête écologique de nos villes et de nos campagnes

- La lutte acharnée contre le dérèglement climatique avec la poursuite et l'amplification des économies d'énergie et un plan massif de développement des énergies renouvelables, solaires bien sûr, mais aussi méthanisation paysanne et contrôlée, énergie des fleuves ou des marais et projet d'éolien citoyen.

- La priorisation donnée à la mobilité durable, aux transports en commun, à commencer par une mesure symbolique à destination de nos agents en leur accordant, par exemple, le forfait « mobilité durable » de 200 €. Comme vous le savez, le décret d'application vient de sortir ce 9 décembre. Ce serait une mesure très symbolique.

Ce ne sont que quelques exemples, bien sûr. J'arrête là cette liste car vous savez combien nous avons de solutions efficaces et pragmatiques à mettre en œuvre pour des politiques publiques pleinement et résolument écologiques.

Un budget écologique favoriserait massivement l'investissement. Il n'aurait pas peur de l'investissement et n'hésiterait pas à recourir à de l'endettement dédié, spécifiquement à

l'action écologique afin d'en faire le bras armé d'une véritable relance soutenable au travers d'un « new green deal ».

Un budget écologique, une gestion écologique de notre Région ne se contenteraient pas d'aller dans la direction voulue par l'Etat, ne suivraient pas l'Etat sur le CPER ou sur les fonds européens, un gouvernement adepte en même temps de la marche en avant et de la marche en arrière. Nous saurions garder le cap fixé, celui de ce nouvel horizon écologiste, seul capable de répondre aux défis contemporains.

Aux dernières élections municipales, les électeurs ne s'y sont pas trompés, ici même à Bordeaux, à Poitiers, mais aussi dans des villes ou des villages de Nouvelle-Aquitaine. Derrière les lanceurs d'alertes que nous sommes, les électeurs savent que nous sommes aussi en capacité de gérer des Collectivités, même les plus importantes et nous accordent aussi leur confiance.

Alors oui, Monsieur le Président, les politiques publiques mises en œuvre par notre Région sont un peu plus écologiques. Votre discours, Monsieur le Président, s'est peu à peu transformé, et vous seriez parfois même tenté de donner des leçons d'écologie aux écologistes. Mais vous avez de la concurrence avec Aurélien.

Toutefois, la direction prise s'oriente peu à peu vers le cap de l'écologie. Que diable, avançons-nous encore doucement, freinés que nous sommes par cette idéologie de la croissance éternelle érigée en religion. Des cabris sautent encore sur leur chaise en criant « croissance, croissance ». Gageons que cela ne produise bien peu d'effets. Vous en conviendrez, ceux-ci appartiennent à un monde qui n'existe plus.

Tout à l'heure, l'Opposition s'est plu à tenter de mettre en avant, plus nos divergences que les points qui nous rassemblent, à chercher à enfoncer le coin. Séance plénière après séance plénière, c'est apparemment leur seule argumentation politique. Pourtant quand on compte qu'il y a deux ou trois Groupes de l'Extrême Droite, deux ou trois Groupes de Droite, un nombre indéterminé au Centre, on peut dire que là aussi, il existe des différences entre ces Groupes.

Parce que nous faisons partie de cette Majorité, parce que nous savons que l'Opposition de Droite et d'Extrême Droite et celle de l'ultra Centre avec ces multiples composants se tiennent tous en embuscade, parce que des adeptes du « en même temps » se cachent là où nous ne les attendons pas, nous voterons pour ce budget, car nous ne voulons pas ajouter du désordre à la crise qui nous touche tellement.

Toutefois, vous noterez :

- Notre abstention sur la totalité du chapitre Agriculture, car nous ne voulons pas contribuer aux mensonges de la HVE et parce qu'il y a vraiment urgence à engager la condition énergétique de ce secteur, afin d'assurer sa pérennité,

- Et notre abstention sur la ligne 408-90 du chapitre Infrastructures transports dédiée aux structures aéroportuaires et à leur activité polluante.

Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci Lionel. Je lisais hier une note un peu scientifique sur HVE. Il faut peut-être que l'on partage cela. Peut-être que cette note n'était pas bonne. Mais cette note me dit que HVE3 est un meilleur protecteur de la biodiversité que le bio. Peut-être que l'on pourra se mettre d'accord. Je ne veux pas trancher. Je ne suis pas un scientifique, je m'appuie sur les scientifiques. Il se trouve que j'ai découvert, il y a peu, qu'il y avait un laboratoire d'agronomie à l'INRA de Bordeaux, et une équipe de 80 personnes. Je les ai donc associées au Conseil scientifique que nous avons créé sur l'après-crise, notamment sur les risques de pandémies nouvelles, qui me disait que l'un des problèmes que l'on a sur les bios - vous le savez - c'est la possibilité d'utiliser le cuivre et que parfois on arrivait, que ce soit bio ou pas bio, à des masses d'une tonne de cuivre à l'hectare.

Je crois que là-dessus, on a décidé, et j'y ai ma part depuis dix ans, de travailler avec des scientifiques qui peuvent nous éclairer, plutôt que d'avoir des certitudes.

Le deuxième point, c'est que pour engager cette transition énergétique, écologique et environnementale, il ne faut pas le faire tout seul. Il faut rassembler. Il ne faut pas blacklister. Il ne faut pas laisser de côté. Il ne faudrait pas que l'on ait un mouvement des 90 % des agriculteurs qui ne sont pas passés HVE en bio, qui bloqueraient éternellement. Je crois qu'il faut garder de la modestie et qu'il faut rassembler.

Le troisième point, et je vous remercie de me le rendre, de nous le rendre à Jean-Pierre, à Philippe NAUCHE, à Bernard UTHURRY, à l'ensemble des équipes, à Nicolas THIERRY, c'est que les choses avancent et elles avancent à tel point que quand vous voyez l'ensemble de l'agriculture où 73 %, la coopération qui a les moyens d'accompagner cela, signer une charte Néo Terra, je ne sais pas s'il y a beaucoup de Régions qui sont capables de le faire. Donc, comme le disait Mathieu BERGÉ, tout à l'heure, moi aussi, j'ai envie de prendre plutôt le verre à moitié plein qu'à moitié vide. Mais le succès de cette transition se fera en la crantant. Elle ne se fera pas en la décrétant. Je pense que l'on partage cela.

M. BERGÉ. - Un dernier budget du mandat pour notre Majorité. Je dirai une stratégie budgétaire sans surprise puisque quelque part dans les orientations budgétaires, nous avions annoncé les choses. C'est vrai que c'est une option que nous présentons aujourd'hui, qui est l'option la plus positive - cela a déjà été remarqué par les collègues - basée sur maîtrise des

dépenses de fonctionnement, recours à l'emprunt raisonné, stabilité des dépenses, fonctionnement et investissement, et accompagnement du Plan de relance et de Néo Terra, ce qui fait à l'arrivée avant retraitement à une augmentation du budget de +3,5 %, atterrissant à 3,186 Md€.

Contexte : fiscalité en baisse de 19,4 Md€. Au niveau des recettes, la nouvelle fraction de la TVA, pour l'avenir, mais il faudra voir comment on maintient ce niveau de ressources. Une dotation de l'Etat qui augmente de manière exceptionnelle du fait du Plan de relance, et 589 M€ d'emprunt.

Un peu comme j'avais eu l'occasion de le faire à l'occasion des orientations budgétaires, je pense comme Majorité, nous devrions à la fin de ce mandat, nous féliciter d'être en capacité de présenter ce budget, car c'est la bonne gestion de notre Majorité qui nous a permis d'être en situation de réagir et de répondre aux deux priorités du moment. Une des priorités que nous espérons conjoncturelle, c'est-à-dire la réponse à la crise sanitaire et ses conséquences, et l'autre beaucoup plus structurelle, la construction d'une société résiliente au travers du soutien fort à la transition écologique, que nous partageons tous dans cette Majorité, sans problème.

Lecture politique maintenant : c'est un budget cohérent par rapport à ce que nous avons voté ces derniers temps, en lien avec le Plan de transition et de reconquête technologique qui a été adopté en octobre. Gros effort sur la formation des demandeurs d'emplois. Maintien du soutien à la politique contractuelle, si chère à DIONIS. Transports et mobilité, toujours au cœur de nos investissements. On continue l'effort sur le ferroviaire, souvent hors compétence, mais avons-nous le choix ?

Et là, petite divergence avec mes camarades d'Europe Ecologie Les Verts, une intervention très raisonnable et raisonnée sur nos aéroports. Je ne peux pas aller à l'encontre de la politique que vous m'avez déléguée, Président, et je sais que ce que nous avons fait depuis le début du mandat est particulier raisonné et raisonnable. Nous avons commencé un mandat avec 11 plateformes aéroportuaires et aucune stratégie. Aujourd'hui, nous participons à 6 Syndicats mixtes et à l'aéroport Régional, et avec des participations financières très raisonnables et limitées à côté de ce que font d'autres Régions, tout en ayant reçu le soutien des territoires, parce que cela s'est fait dans le cadre d'une stratégie. Aujourd'hui, on pourrait dire, zéro argent public pour la politique aéroportuaire. Très bien. Cela veut dire, demain on ferme tous les aéroports suite à la crise Covid. Ce n'était pas le cas, avant la crise Covid, il y avait deux aéroports qui auraient pu fonctionner, l'aéroport de Bordeaux et l'aéroport de Biarritz. Aujourd'hui, suite à la crise Covid, si l'on dit zéro argent public pour les aéroports, on ferme tous les aéroports. Notre stratégie aéroportuaire n'était pas une stratégie aéroportuaire qui était dessinée sur le développement, loin de là, c'était dessiné sur le contrôle et sur

l'aménagement du territoire en lien avec nos autres modes. Et vous verrez que dans ce budget la participation financière que l'on propose est tout à fait raisonnable.

Un accompagnement fort de nos infrastructures portuaires. Je prends le point tout à l'heure de Benoît BITEAU, on a continué à débattre après, je pense qu'il faudra que l'on continue à débattre, mais nos infrastructures portuaires sont aussi de l'économie circulaire, ce sont des EMR ; ce que j'expliquais sur le port de La Rochelle ce matin mais également sur le partenariat d'innovation sur les EMR sur le port de Bayonne. Et c'est aussi beaucoup de relocalisations industrielles. Je pense que c'est un des enjeux, à la fois pour le développement économique, mais également pour la transition écologique. Il vaut mieux que l'on fabrique chez nous de manière extrêmement claire. On a les exemples avec les laminoirs sur le port de Bayonne.

C'est un budget qui est toujours plus Néo Terra, transports, énergie, sortie des pesticides. Ce n'est pas Mathieu BERGÉ qui le dit, c'est le CESER. Maintien du niveau du Pilier « Transition énergétique et écologique ».

Selon notre Groupe, je pense qu'au niveau des piliers, il faudra les retravailler ; aujourd'hui cette question de la transition énergétique et écologique est partout. Elle est au cœur du développement économique, et il nous semble particulièrement important, dans l'avenir, de lier ces éléments.

Ce budget est clairement un double budget de transitions : transition post-crise et transition sociétale. Certains appellent de leurs vœux, je le disais ce matin, la métamorphose de la société. Il me semble que la mue a commencé dans cette Instance en particulier. La mue politique est en train de se faire, et nous devons accompagner la mue sociétale. On dit toujours que les élus sont en retard. Je pense que dans ce domaine, on commence à avoir un peu d'avance, et il faut accompagner cette mue sociétale ; cela relève de notre responsabilité politique.

Alors avec ce budget, assumons aujourd'hui la transition. Et demain et après-demain, nous assumerons ensemble la métamorphose. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci Mathieu. J'aime bien ce terme de métamorphose. Je ne sais pas où tu l'as trouvé. Pour terminer les tours de parole des Groupes, je passe à la parole à Matthias FEKL.

M. FEKL. - Merci beaucoup Monsieur le Président. Je ne vais pas redire en moins bien ce que notre Première Vice-Présidente, Andréa BROUILLE, a exposé. Je veux d'abord la saluer et la féliciter, et la remercier pour son travail de très grande qualité, avec les Services que je salue aussi, avec bien sûr des mots tous particuliers pour le Directeur Jean-Michel MELLIER qui a travaillé son dernier exercice budgétaire, que je veux vraiment, lui aussi,

chaleureusement remercier pour son travail, qui plus est, dans un contexte particulièrement compliqué.

Il y a un peu d'ambiance pré-électorale ce soir dans les débats budgétaires. C'est tout à fait normal et tout à fait légitime. En revanche, Monsieur le Président, le budget que vous présentez n'est pas un budget électoral. C'est aussi à souligner. Vous avez résisté à la tentation qui peut tout à fait arriver comme cela en fin de mandat pour un dernier budget de mandature, qui est finalement de se dire que c'est le moment de raser gratis, de prendre des engagements tous azimuts parce que seul compte le résultat électoral. Le budget présenté est un budget transparent, exigeant, sincère. Ce n'est pas un budget électoraliste, mais c'est un budget pour l'action et un budget pour l'action publique Régionale, avec un grand sérieux dans la stabilité globale des dépenses, avec une adaptation au contexte tragique que nous traversons, avec un effort dû à la crise historique due à la pandémie, avec des priorités politiques rappelées tout au long du débat budgétaire, sur lesquelles je ne m'attarde pas, et puis avec aussi la volonté de poursuivre, d'approfondir et de concrétiser la démarche qui a été engagée à travers la feuille de route Néo Terra qui guide l'ensemble de nos politiques.

Je comprends, à l'approche des échéances électorales, que l'on essaye de minimiser tout cela, mais Néo Terra est vraiment quelque chose de structurant, de novateur, d'ambitieux, qui s'adosse là aussi à un travail ancien, déjà, de la Région. Je ne peux pas laisser dire que sur les éco-socio-conditionnalités, rien n'a été fait. On a été une des toutes premières Régions à s'y engager dès la mandature précédente. Vous m'aviez demandé, Monsieur le Président, de travailler là-dessus et j'avais animé un Groupe de travail qui avait rassemblé l'ensemble des sensibilités politiques pour y travailler, avec beaucoup de choses concrètes et exigeantes. Tout est toujours perceptible. On peut toujours tout améliorer. Mais nous avons été parmi les premiers à prendre vraiment le sujet à bras-le-corps.

Je veux dire un dernier mot sur ce budget. Puisque l'Europe est toujours facile à critiquer, mais à l'heure où l'on voit à l'occasion du Brexit que quitter l'Europe est une faute contre les intérêts de son pays, que la Grande-Bretagne va certainement, malheureusement, payer cher pendant longtemps, et en particulier les citoyens britanniques, rappelons que dans les perspectives budgétaires, il y a aussi le soutien de l'Union Européenne. Isabelle BOUDINEAU a présenté tout à l'heure la communication sur les programmes européens et vous avez rappelé, Monsieur le Président, l'importance qu'ils ont dans notre action, donc, la stabilité des montants pour notre Région. Le sérieux dans la gestion de ces fonds est lui aussi à souligner.

Merci pour votre attention. Merci encore une fois à tous ceux qui ont préparé ces perspectives financières.

M. LE PRESIDENT. - Merci Matthias. Je vais maintenant donner la parole, après avoir fait le tour de tous les Groupes et entendu le positionnement par rapport au vote de chaque Groupe, à Andréa BROUILLE pour répondre aux intervenants.

Mme BROUILLE. - Je ne répondrai pas à tout puisque vous avez aussi répondu, Président, à plusieurs remarques.

Sur la remarque de la réduction des crédits consacrés à la jeunesse, y revenir parce que justement ce budget est consacré à la jeunesse. Je tiens tout simplement, en premier lieu, à vous indiquer que d'autres crédits sont consacrés à la jeunesse en dehors de ce pilier. Je ne citerai que les 20 M€ sur le Plan Jeunes qui est dans le Pilier 1. Je citerai aussi le logement pour les étudiants qui passe de 2 M€ à 6,8 M€.

Les crédits que vous citez ont tous une explication logique. C'est la baisse des crédits de l'apprentissage. Je ne vais pas vous redire que nous avons perdu cette compétence, et c'est une sortie en sifflet. C'est aussi l'accompagnement des jeunes.

Peut-être que l'on s'est trompé, mais on a moins mis de crédits en faveur de la mobilité internationale. Cela ne nous empêchera pas de remettre des crédits si la mobilité internationale devait revenir en BS ou en décision modificative.

Et puis tous les dispositifs que l'on a maintenus, le permis B, l'aide à la Banque alimentaire pour les jeunes et les étudiants. C'est vraiment une solidarité auprès de la jeunesse.

Après, Monsieur SEBTON, je ne comprends vraiment pas, les écarts que vous annoncez. Je n'ose croire que vous faites encore la confusion entre le CA prévisionnel qui est une perspective des dépenses réalisées, et les crédits du budget primitif qui sont purement prévisionnels. Donc, revoyez, parce que ces modifications sont impossibles, ou alors effectivement, on le fera peut-être en début d'année, parce que là, on a tous besoin d'un peu de pause, une petite formation sur ces différences.

Je vous le redis, quand le Président annonce aujourd'hui un investissement à hauteur de 840 M€, généralement, on ne lui fait pas dire des bêtises, c'est vérifié. C'est qu'à l'heure d'aujourd'hui quand on regarde notre état de réalisation, ce sont 840 M€ d'investissements qui ont été payés sur nos territoires, à aujourd'hui.

Pour Pascale REQUENNA, sur le bilan post-Covid. Laissez-nous finir cette année 2020. On avait convenu en Finances que l'on fera ce bilan. On reviendra vers vous, mais plutôt en 2021. Laissez-nous juste finir cette année.

Monsieur D'AMECOURT, vous redire que la trésorerie n'est pas un bas de laine. La trésorerie est un outil, c'est une espèce de porte-monnaie. Cela rentre, sort, mais ce n'est pas, en tout cas, quelque chose que l'on met sous le coude et qui nous sert.

Pour Monsieur CHARTIER Olivier, la hausse des dépenses qui sont affichées en fonctionnement dans notre perspective est une hausse qui concerne essentiellement le pacte. En fait, toutes les hausses en général dans nos budgets ne sont pas une dérive budgétaire, bien au contraire, mais elles sont permises simplement par des cofinancements, généralement de tiers, soit de l'Etat pour le pacte, soit de l'Europe de REACT. Ce sont donc, effectivement, des montants que l'on met en plus, pas par plaisir, mais parce que nous avons aussi les recettes qui vont à côté.

Concernant les recettes, on a un principe que Jean-Michel m'a appris dès que je suis arrivée aux Finances, qui est le principe de sincérité budgétaire. Quand on inscrit les recettes et les dépenses que l'on estime, c'est que l'on a été prudent. On a aussi repris les hypothèses de l'Etat dans la loi de finances. Nous n'avons donc pas abandonné les autres scénarios qui étaient un peu plus pessimistes. Nous avons retenu le scénario - vous l'avez dit - dans les orientations budgétaires, central ; mais si l'avenir confirme que nous avons été trop optimistes, on pourra réadapter, ou trop pessimistes, comme on le fait à chaque fois, nos dépenses et nos recettes à travers les différentes étapes budgétaires qui sont là pour cela. Je parle du budget supplémentaire et de la décision modificative.

Pour finir, Madame LE GUEN, sur le « tout emprunt », je vous rappelle la trajectoire qui vous a été effectivement présentée lors des orientations budgétaires qui prévoit un retour progressif à une capacité de désendettement au-dessous de sept ans en 2024. Pourquoi progressif ? Pour maintenir notre action d'agir pour investir - et je le redis - massivement, investir à un niveau record sur notre Collectivité. On vous a annoncé 930 M€ pour cette année 2021 et l'on continuera jusqu'en 2024.

Pour finir, je m'arrêterai là, en conclusion, sachez que lorsque la Nouvelle-Aquitaine investit 1 €, 16 centimes sont financés par emprunt, 84 centimes par autofinancement.

M. LE PRESIDENT. - Merci Andréa et merci à Jean-Michel. Je voudrais juste vous lire quelque chose qui peut être important - peut-être pas pour tout le monde - mais à un moment donné quand une Région, et c'est ainsi que je l'ai prise, enfin pour l'Aquitaine ou après par rapport à Poitou-Charentes, mais le temps du désendettement est un temps insupportable et trop long.

Je le dis à Lionel. Je ne sais pas si vous avez été maire, si vous avez eu à gérer une solution, une situation compliquée, mais prendre un surendettement, c'est comme pour un ménage. C'est un meurtre au niveau de l'action publique.

M. FREL. - C'était bien mes propos, Président.

M. LE PRESIDENT. - D'accord. J'avais compris l'inverse. Merci. Et désolé alors, si j'ai mal compris.

M. FREL. - C'était juste, se garder de l'endettement maintenant, pour pouvoir agir après.

M. LE PRESIDENT. - Très bien. J'avais compris l'inverse. Vous savez que l'on est noté par un organisme indépendant qui est Moody's, qui dit ceci : « Le profil de crédit de la Région Nouvelle-Aquitaine a trois perspectives stables, tient compte de sa bonne performance financière, de ses bonnes pratiques de gouvernance et de gestion ainsi que de la croissance potentielle de son économie. Même si l'épidémie de Coronavirus aura en France des conséquences négatives notables sur la croissance économique du pays, la solidité des fondamentaux de la Région Nouvelle-Aquitaine lui confère une certaine capacité d'absorption au choc propre à limiter les risques sur son profil crédits ». Ce qui nous permet effectivement d'avoir, même si les emprunts sont proches de 1, 2, 0, etc., la possibilité de lever de la dette au moindre coût possible.

M. LE PRESIDENT. - Merci mes chers collègues en tout cas de la qualité de ce débat. Je vous propose de procéder - j'en ai parlé aux Présidents de Groupes hier - que nous ayons un vote global, parce que si l'on passe chapitre par chapitre. Le vote sera réputé adopté par chapitre. Il y aura bien entendu la prise en compte auprès de Marie-Pia de ce que vous avez évoqué tout à l'heure.

Je vous propose de voter sur le budget primitif 2021, sur le budget principal. On adoptera les autres.

Qui adopte le budget ?

Qui s'abstient ?

Qui ne prend pas part au vote ?

Qui est contre ?

N° 5a

Vote sur le «Budget Primitif 2021 : Budget Principal»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV,**

▪ **CONTRE : Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A LA MAJORITE

M. LE PRESIDENT. - Ce budget est donc adopté.

Est-ce que sur l'Agence Régionale de l'Innovation, il y a des votes différents ?

M. COLOMBIER. - Le Groupe Rassemblement National vote pour.

Mme LE GUEN. - Pareil, pour DINA, Président. Nous votons favorablement.

M. LE PRESIDENT. - Les autres Groupes votent contre ou s'abstiennent ?

Contre ? Le Centre, pareil ?

Ce budget est donc adopté.

Et Madame LAPOUGE ? (Intervention hors micro, inaudible)

Madame LAPOUGE vous direz à Marie-Pia.

N° 5b

Vote sur le «Budget Primitif 2021 :
Budget Annexe Agence Régionale de l'Innovation»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

▪ **CONTRE : Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A LA MAJORITE

M. LE PRESIDENT. - Sur le budget annexe Régie Cinéma ?

M. COLOMBIER. - Non-participation au vote.

Mme LE GUEN. - DINA, contre.

M. LE PRESIDENT. - Les autres Groupes, sauf la Majorité, contre, je suppose ?

N° 5c

Vote sur le «Budget Primitif 2021 : Régie Cinéma»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV,**

▪ **CONTRE : Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Rassemblement National,**

M. LE PRESIDENT. - Le budget est donc adopté.

M. LE PRESIDENT. - Sur le budget annexe Service public local, production d'énergie photovoltaïque ?

Y a-t-il des votes différents ?

Mme LE GUEN. - DINA, pour.

M. COLOMBIER. - Non-participation.

M. LE PRESIDENT. - Non-participation au vote. Les autres Groupes, contre ?

Et la Majorité, pour.

N° 5d

Vote sur le «Budget Primitif 2021 :
Budget Annexe Service Public Local Production d'Énergie Photovoltaïque»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,

▪ CONTRE : Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A LA MAJORITE

Sur le budget annexe Fonds Européens ?

Mme LE GUEN. - Non-participation.

M. COLOMBIER. - Photovoltaïques, on vote contre.

M. LE PRESIDENT. - Photovoltaïques, vous votez contre ?

M. COLOMBIER. - Oui.

M. LE PRESIDENT. - D'accord.

M. COLOMBIER. - Et là, non-participation au vote.

M. LE PRESIDENT. - Non-participation au vote pour l'Europe.

Mme LE GUEN. - Non-participation.

M. LE PRESIDENT. - LR ?

Réponse hors micro dans l'Assemblée **:** Pour.

M. LE PRESIDENT. - LR vote pour l'Europe.

Le Centre, UDI ?

Réponse hors micro dans l'Assemblée **:** Pour.

Et la Majorité vote pour.

N° 5e

Vote sur le «Budget Primitif 2021 :
Budget Annexe Fonds Européens»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité

▪ **CONTRE : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

M. LE PRESIDENT. - Le budget est donc adopté.

Je vous remercie. Je vous propose que l'on applaudisse, notre cher Jean-Michel, et notre célèbre Andréa BROUILLE.

7 - LABELLISATION DE 2 NOUVEAUX CAMPUS "TALENTS ET TERRITOIRES DE NOUVELLE AQUITAINE"

M. NEMBRINI. - Deux dossiers qui sont la continuation d'une présentation de notre labellisation « Territoires et talents de Nouvelle-Aquitaine ». Je ne reprendrai donc pas ce que j'ai dit à plusieurs reprises devant cette Assemblée, concernant les objectifs.

Mais en un mot, il s'agit de nous assurer que les Campus des métiers et des qualifications soient conformes à nos grands engagements en matière d'aménagement du territoire éducatif, le SRADDET, bien sûr Néo Terra, et également nos grands engagements fondamentaux. Il ne s'agit pas simplement de contribuer à des Campus des métiers et des qualifications et ne pas veiller à ce qu'ils aient les conséquences que nous attendons pour nos grandes politiques. C'est notre grand objectif de la labellisation.

Aujourd'hui, la délibération vous présente la labellisation de deux nouveaux Campus : le Campus du numérique éducatif pour l'éducation et la formation professionnelle. Chacun sait à quel point la crise actuelle a nécessité de nouveaux moyens en matière de numérique, et il y a derrière tout un pan qui s'ouvre. Le monde d'après, pour le coup, ne sera pas comme le monde d'avant. L'enseignement à distance va donner incontestablement des idées sur le territoire, ne serait-ce qu'amener des options, amener des spécialités partout sur le territoire quand il n'y aura pas suffisamment d'élèves pour ouvrir ces formations dans ces établissements. C'est la chance des petits lycées.

La période de la Covid-19 aura évidemment des conséquences néfastes pour la jeunesse mais des conséquences positives aussi. Les crises sont toujours comme cela, dans l'humanité - et c'est l'historien qui parle - elles ont toujours eu des conséquences positives puisqu'il y a réorganisation derrière.

Je le dis tout simplement, nous nous sommes emparés de ce Campus des métiers, qui a été initié par l'Education Nationale, pour deux raisons : celle que je viens d'indiquer parce qu'il y a en amont cette politique que le Président a souvent défendue qui s'exprime à travers la formule - vous la connaissez - « Nous ne fermerons pas un lycée sur le territoire », en tout cas tant que nous serons aux affaires, n'est-ce pas ! Pour une raison simple : le territoire éducatif est précieux dans la société de la connaissance pour la formation initiale et puis aussi pour la formation continue donc le numérique.

Et puis aussi, il y a derrière tout un pan de développement industriel qui s'ouvre. Sachez qu'il y a au moins une centaine d'entreprises qui travaillent dans le numérique éducatif, sur notre territoire. 104, je crois. Nous avons choisi, comme on l'a fait pour le Ferrocampus, de les

réunir virtuellement, il y a une quinzaine de jours, de façon à, là aussi, voir quels sont les besoins de ces start-up, de ces entreprises.

Voilà ce que sera le Campus des métiers du numérique éducatif.

A tous ceux qui considèrent que ce label est un gadget, je peux dire que ce Campus-là ne serait pas comme il est ou comme il sera, s'il n'y avait pas eu le label TTNA.

Le deuxième Campus que je vous présente à la labellisation, c'est le Campus développement durable, en zone littorale. C'est un Campus tout à fait particulier, Campus des métiers porté par l'Université de La Rochelle. Je ne reviens pas sur ce que vous connaissez tous, une façade atlantique de près de 2 000 kms, plus de 50 000 emplois dans tous les métiers liés à la mer, qu'il s'agisse du tourisme ou du nautisme ou de l'ostréiculture, etc. 21ème aire marine protégée, premier port de plaisance à La Rochelle. Bref, il y a tout un pan, là aussi, extrêmement important.

Je vous rappelle que nous avons quatre lycées maritimes, du Nord au Sud ou du Sud au Nord, à Ciboure, à Gujan-Mestras, à La Rochelle, à Bourcefranc. Je vous rappelle aussi que ces quatre lycées, c'est peu par rapport à la Bretagne. Mais ils rassemblent tout le système éducatif car ils sont à la fois pilotés par l'Education Nationale, par l'Agriculture, par le Ministère de la Mer. Il y a là un écosystème extrêmement intéressant. Et là aussi, si ces quatre lycées sont reliés au projet porté par l'Université de La Rochelle, c'est parce qu'il y a le label TTNA. L'Université de La Rochelle aurait souhaité que ce Campus fût présenté à la précédente plénière. Nous avons un peu ralenti parce que nous voulions que dans le projet, il y ait véritablement cette dimension Régionale. Voilà pourquoi, il est présenté aujourd'hui.

Evidemment, un Campus des métiers porté par une Université, cela a beaucoup de sens. Vous savez quels sont nos attachements à la recherche. Gérard BLANCHARD est sûrement sur les ondes, et je parle sous son contrôle, cela a beaucoup de sens qu'une Université porte un Campus des métiers qui va lier les lycées professionnels à la recherche, qui va du Bac-3 à Bac + 8.

Voilà, chers collègues, ce que je voulais vous dire. Evidemment, je n'entre pas dans les détails. La délibération dit un certain nombre de choses complémentaires. Et nous aurons bien entendu à en reparler au fil des Commissions Permanentes, lorsque nous les financerons. Voilà, Madame la Présidente.

Mme BROUILLE. - Merci Jean-Louis. Des interventions ?

Mme MOGA. - Madame la Présidente. Monsieur le Vice-Président. Il y a un an, nous avions approuvé la création de ce label « Talents et territoires de Nouvelle-Aquitaine », qui vient prolonger et compléter le dispositif de l'Education Nationale des Campus des métiers et

des qualifications. Porter l'excellence sur les territoires, s'appuyer sur la spécificité des territoires pour y créer des filières de haut niveau, c'était une forte demande de notre Groupe.

Après les cinq Campus déjà labellisés en voici deux nouveaux, particulièrement remarquables. Même si je suis très attachée à la préservation du littoral auquel le futur Campus porté par La Rochelle contribuera nécessairement, je vais concentrer mes remarques sur le Campus du numérique éducatif.

Ce Campus, vous l'avez dit, labellisé, Régional coïncide aussi avec l'installation par l'Etat des territoires du numérique éducatif, et c'est l'illustration, je trouve, d'une coconstruction nécessaire car (problème son, inaudible) immense et le challenge passionnant. L'enjeu a même une dimension systémique car il faut, à la fois, agir sur les équipements, sur les réseaux, sur la formation des enseignants, sur les pratiques. Il est donc normal que la Région prenne sa place dans les domaines qui la concerne, en particulier, la recherche et l'innovation, l'intelligence économique, les formations professionnelles.

Dans cette perspective, vous proposez de structurer les filières techniques de la high-tech, de consolider les outils existants comme le cluster du logiciel libre NAOS, de rassembler aussi les acteurs de la formation notamment ceux de l'Education Nationale de CANOPE.

L'ambition est donc à la hauteur de l'enjeu. Elle devra toutefois prendre en compte, de notre point de vue, trois éléments : d'abord le caractère transversal et multiforme de la démarche qui imposera peut-être l'éclatement en plusieurs établissements, la difficulté liée à l'illectronisme répandu autant chez les jeunes que chez les moins jeunes, surtout la nécessaire émergence d'une culture numérique commune car au-delà de la fracture territoriale déjà combattue par le déploiement des réseaux, au-delà de l'inégalité sociale contre laquelle des remèdes sont déjà mis en place comme le prêt de matériel ou le chèque numérique, il faudra s'interroger sur les usages et les finalités du numérique.

La récente enquête du Connex Crow a bien démontré que les outils à eux seuls ne suffisent pas à améliorer les apprentissages. Il faut donc repositionner le numérique dans le champ des méthodes éducatives. La formation à la conceptualisation et l'esprit critique doivent y conserver toutes leurs forces.

Je vous remercie.

M. PUYJALON. - Monsieur le Président et chers collègues. Sur cette délibération, on est extrêmement favorable sur le Campus de Poitiers. Le problème que l'on a aujourd'hui et qui n'a pas été levé en Commission et abordé avec Françoise COUTANT, est celui de La Rochelle concernant le développement durable. Evidemment, si l'on avait abordé le sujet sur ce qu'est l'écologie et la protection des territoires, des dunes, des zones humides, du trait de côte, de

l'érosion, tout cela aurait été effectivement pour nous l'écologie que l'on défend et que l'on aurait soutenue.

Pour autant, nous avons des réserves sur les énergies renouvelables. Vous vous doutez que la prose qui peut être faite en milieu éducatif, parfois, peut arriver à déboucher sur un lavage de cerveau qui conduit 100 % des étudiants à penser que les éoliennes, cela fait du vent, c'est propre et c'est gratuit.

Cette situation nous oblige aujourd'hui et par le constat que j'en fais sur le territoire, ne serait-ce que pour la nation mais aussi pour les gens qui souffrent de cette énergie, à voter de manière à s'abstenir sur cette délibération, en espérant que peut-être comme certains enseignants, à apporter une pluralité dans ces objectifs-là, pour que les gens et les jeunes étudiants poussent un peu plus loin que ce que l'on fait voir au travers d'une politique qui semblerait que toutes les énergies renouvelables sont propres et non fossiles ; alors qu'en réalité, pour la plupart, certaines sont fossiles et pas du tout propres.

M. AUDI. - Madame la Présidente, mes chers collègues. Monsieur NEMBRINI a raison. Les crises engendrent de nouvelles organisations et j'y reviendrai dans ma conclusion.

En décembre 2019, ce label TTNA Talents et Territoires Nouvelle-Aquitaine, avait été adopté en séance plénière, et cinq Campus ont été labellisés en octobre 2020. Je vais citer les lieux géographiques, vous allez comprendre pourquoi.

Latresne, Saintes, Felletin, Limoges, Blaye, et la délibération de ce jour propose la labellisation de deux nouveaux Campus Poitiers et La Rochelle. Ces deux nouveaux projets sont a priori conformes au cahier des charges que nous avons adopté en décembre 2019 dont un des critères est d'assurer l'avenir des établissements de formation situés dans les territoires fragiles. Nous considérons ce critère comme essentiel à la lutte contre la fracture territoriale et un juste équilibre entre les territoires de notre Nouvelle-Aquitaine.

Nous sommes favorables à la labellisation de ces deux nouveaux Campus et nous nous réjouissons pour les territoires concernés qui incarnent les talents de nos territoires. En revanche, nous serons attentifs au suivi de l'activité de ces sept Campus.

Je voudrais profiter de cette intervention pour appeler l'attention de tous les élus de cette Assemblée sur le maillage géographique qu'il convient de compléter, car si j'ai volontairement cité les sept localisations de nos Campus TTNA, c'est aussi pour vous faire remarquer qu'il existe d'autres territoires fragiles qui méritent autant d'attention de notre part, même si, je l'espère, la prochaine mandature devrait permettre des rééquilibrages nécessaires.

Alors, oui, Monsieur NEMBRINI a raison ; les crises engendrent une nouvelle réorganisation et en 2021, cela s'appelle les élections. Je vous remercie.

M. FREL. - Monsieur PUYJALON, vous êtes nostalgique d'une école qui n'existe pas. C'est l'école de la citoyenneté, du sens critique. C'est l'école qui transmet les valeurs de la République qui aide nos enfants, petit à petit, à devenir adultes, à exercer leur citoyenneté, leur sens critique. Ce n'est pas une fabrique de propagande, de pro-écolos, parce que là, j'aurais aussi beaucoup à dire et à attendre, tant on est loin de cela.

Monsieur NEMBRINI, vous construisez des ponts au sein de l'éducation ; et à chaque fois que l'on construit un pont, c'est quelque de formidable. Toutefois, juste un point de vigilance sur le Campus du numérique : faire attention à ce que le numérique ne remplace jamais la nécessaire relation humaine entre l'apprenant et le pédagogue, ni cette formidable école aussi de l'altérité du lien social de la fraternité, c'est là où les élèves apprennent à vivre ensemble, et c'est tellement important dans notre société.

Nous sommes tout à fait favorables à ce que ces outils numériques viennent compléter le rôle des enseignants de nos lycées, mais aussi ceux des collèges, des écoles et de l'enseignement supérieur, tant on connaît l'excellence de leur travail.

Mme BROUILLE. - Merci. Quelques éléments de réponse, Jean-Louis.

M. NEMBRINI. - Effectivement, Lionel vient de répondre à Monsieur PUYJALON. Je me dis que tout ce que j'entends depuis ce matin me rassure sur la capacité d'esprit critique que construit l'école, n'est-ce pas ! Finalement, la réponse vous l'avez dans vos propres propos, Monsieur PUYJALON. C'est le lavage de cerveau qui est un peu étonnant. Je suis un vieil éducateur et « lavage de cerveau » ce n'est pas exactement ce que l'on pratique à l'école.

Je vous rappelle, par ailleurs, que s'il y a des programmes officiels dans ce pays, on se plaint souvent qu'ils ne soient pas appliqués, c'est parce qu'il y a aussi derrière la liberté d'appréciation des enseignants. Par chance, les élèves ne reçoivent pas tous le même discours. Ils reçoivent des discours contradictoires, et ils construisent peu à peu leur esprit critique et leur propre vérité. C'est un point.

Ensuite, Monsieur AUDI, je ne retiens pas la dernière phrase un peu politicienne, tout cela me passe au-dessus. Sachez que toute notre action éducative repose sur un travail sur les territoires. Nous avons engagé une action qui s'appelle « la mise en œuvre de conférences territoriales ». Nous en avons déjà organisé trois. Nous allons en organiser trois autres, sur des territoires à partir d'un débat avec les autorités locales, avec des municipalités. Par exemple, prochainement, nous allons organiser une conférence territoriale à Hendaye autour de la formation professionnelle en milieu transfrontalier, multilingue. Cela a été initié par la Municipalité d'Hendaye qui a demandé que l'on réfléchisse à l'avenir des établissements et de la nécessité de formation sur ce territoire.

Nous allons organiser une autre conférence territoriale dans le secteur d'Aire-sur-l'Adour. Nous allons en organiser une autre à Lormont. Vous voyez, des territoires très différents et derrière, nous bâtissons la carte des formations professionnelles de demain. Ce n'est pas comme cela ; vous avez voté la carte des formations professionnelles précédemment en Commission Permanente. C'est la Région qui la vote. Je prends cela très au sérieux, et très en amont. Evidemment, c'est un travail de fourmi, mais qui nous paraît absolument nécessaire.

Et enfin, Madame MOGA, effectivement, il y a beaucoup de sujets derrière ce que vous avez dit. L'illectronisme est une véritable question. La formation est une véritable question. J'ajoute même, nos politiques d'aides sont interrogées par le numérique. Est-ce que nous ferons la même chose dans la prochaine mandature, puisque nous l'avons fait dans celle-ci ? En matière de manuels scolaires, je n'en sais rien. Une politique est toujours conjoncturelle d'une certaine façon.

Je me pose des questions sur l'accès au numérique par les jeunes. Jusqu'à présent, nous avons considéré que l'accès au numérique était collectif pour l'essentiel, des tableaux numériques dans les lycées ; nous en avons mis partout. Mais aujourd'hui, avec l'enseignement à distance, est-ce qu'il ne faudra pas commencer à penser l'accès au numérique autrement que par ces outils individuels ? Il y a des débats là-dessus.

Et d'ailleurs, je vous ferai remarquer que vous avez voté à la précédente plénière une délibération, le fameux 1,5 M€ qu'évoquait le Président, ce matin, qui permet déjà l'accompagnement des familles en difficultés pour l'accès à l'enseignement à distance, en permettant par exemple, de financer des clés 4G que l'on peut brancher sur l'ordinateur que l'on a prêté. Donc, nos politiques de demain sont à l'œuvre dans nos politiques d'aujourd'hui qui sont toujours un peu plus subtiles qu'il ne paraît.

J'aurais voulu répondre plus précisément à Madame MOGA, qu'elle sache bien que tous ces sujets sont notre préoccupation.

M. PUYJALON. - Est-ce que vous pouvez m'autoriser, juste deux secondes, pour préciser pourquoi j'étais inquiet ?

Mme BROUILLE. - Monsieur PUYJALON, je veux bien vous laisser la parole si vous voulez, mais on ne fera pas de débat, réponse à chaque fois.

M. PUYJALON. - Non, c'est pour répondre qu'en matière d'éducation, je suis entièrement d'accord avec ce qu'il dit. Simplement, des exemples comme un ouvrage de L214, dont le Ministre de l'Education Nationale a fait une note pour le faire sortir, peuvent être des ouvrages de « propagande ». Il faut donc être toujours prudent sur ce qui circule en milieu scolaire.

Mme BROUILLE. - Très bien.

Y a-t-il des contre sur cette délibération ?

Des abstentions ?

Adopté à l'unanimité.

N° 7

Vote sur la «Labellisation de 2 nouveaux campus "Talents et Territoires de Nouvelle Aquitaine"»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A L'UNANIMITE

Je vous remercie.

8 - RESEAU DES AMBASSADEURS METIERS

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE,1ère Vice-présidente
En l'absence momentanée du président Alain ROUSSET

Mme BROUILLE. - On continue par la délibération réseau des ambassadeurs métiers. Jean-Louis NEMBRINI.

M. NEMBRINI. - Je voulais faire un mot. Je dirais que l'essentiel est dans l'appellation : ambassadeurs métiers. « Ambassadeurs », qu'est-ce qu'il y a de plus nobles dans la haute fonction administrative que d'être ambassadeur, métiers ?

C'est un projet que nous portons pour mettre en valeur les métiers. Il existe beaucoup de choses. Depuis que nous avons cette compétence sur l'information sur les métiers, sur l'orientation, nous ne prétendons pas faire mieux que ce qui est déjà fait, ce que font des personnels de l'Education Nationale. Ce que font des établissements, qui établissent des liens avec les entreprises. Il ne suffit pas de décentraliser pour que tout d'un coup les choses deviennent meilleures. Il faut encore inventer des dispositifs que seule la décentralisation permet. C'est le cas des ambassadeurs métiers.

Il s'agit de faire en sorte d'organiser un dispositif qui permettra à des personnes qui exercent un métier d'aller en parler. Et dans ma tête, ce sont souvent des jeunes, qui se sont engagés dans un métier qui, souvent - et nous le savons tous - ont été orientés vers la voie professionnelle, par défaut. Nous le savons tellement que nous pratiquons, nous-mêmes, quand nous sommes responsables de famille, de l'orientation, par défaut. Qui accepte volontiers que son enfant soit d'abord orienté vers la voie professionnelle ? Je pose toujours la question. Et devant le silence, j'ai la réponse.

Il ne s'agit donc pas simplement de critiquer un système, encore faut-il l'approcher autrement, donc les ambassadeurs métiers. Permettre à des jeunes qui vont parler de leur métier, qui s'y sont épanouis. Pour moi, c'est la meilleure orientation. Pas simplement, parce qu'il y a du travail à proximité, mais parce que l'on y trouve du bonheur, parce que l'on y trouve l'épanouissement, parce que l'on y trouve une carrière possible. Et c'est cela qui fera, si on le réussit. Cette délibération le lance. Si on le réussit, nous rendrons compte de la réalisation, bien entendu. Mais si on le réussit, on fera que la voie professionnelle sera une vraie voie d'excellence et reconnue comme telle.

Je pourrais, évidemment, développer ce dispositif. C'est cela véritablement, pour moi, l'école de la confiance, celle qui donne confiance aux familles, et de la réussite, bien évidemment.

Nous allons structurer ce réseau. Il sera aussi structuré en fonction de ce que je disais tout à l'heure, sur les bassins de formation, sur des territoires donnés. Le réseau des

ambassadeurs a vocation à concerner l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, mais les ambassadeurs seront différents en fonction du territoire dans lequel on sera, en fonction des priorités, des nécessités.

Voilà, la manière dont nous allons le structurer. Ce sera l'apanage de la Direction de l'Orientation que nous avons créée récemment.

Mme NADAU. - Monsieur NEMBRINI, je suis très embêtée parce que c'est vrai que je vous suis sur les propositions. On est très souvent, pour ne pas dire souvent, en phase et l'on a la même vision de l'orientation, de l'information, on partage beaucoup, mais là, j'avoue, c'est sûr « ambassadeurs métiers » sonne bien. Le Président serait là, on lui dirait que l'on fait briller les chromes. Là, j'avoue, encore un nouvel outil. Sur le principe, je suis d'accord, très bien. Mais encore un nouvel outil - il en existe déjà - mais sans réelle étude de sa faisabilité, parce que comment allez-vous - je cite - « recruter des ambassadeurs de tous métiers, de tous secteurs sur l'ensemble du territoire néo-aquitain et que ce réseau s'adresse à tous publics ».

Vous prévoyez aussi un seul agent pour la mise en relation entre le public concerné et les ambassadeurs. Je voudrais donc savoir quel moyen ? Parce que l'idée peut paraître excellente, et elle est très bonne parce que c'est vrai que cela existe déjà. Les socioprofessionnels par exemple, la CAPED avec l'artisan messager est venue dans les établissements expliquer, mais de façon adaptée pour les jeunes ; la Région a soutenu cette démarche. Donc, cela, oui, parce qu'il y a déjà un tissu socioprofessionnel derrière. Et c'est d'ailleurs ce que le CESER note.

Mais là, je vais encore répéter ce que je dis souvent dans cet hémicycle, il n'y a pas un bilan qui a été fait de l'existant avant de lancer ce nouveau dispositif. En octobre 2014, lors de la convention entre la Région et CAP METIERS - et Catherine VEYSSY était d'accord avec moi - j'avais demandé la mise en place d'indicateurs qui permettraient une véritable évaluation auprès des publics ciblés. Et là, on part sur un autre dispositif. Je n'ai pas tellement vu comment cela allait fonctionner ; sur le papier oui, sur la réalité, je ne l'ai pas vu.

Cela m'embête de vous le dire, mais j'ai l'impression que c'est un peu de l'affichage, et venant de vous, je sais que ce n'est pas votre style, donc cela m'embête de le dire, mais je le dis quand même.

Et je vous dis que notre Groupe ne votera pas cette délibération.

M. PERREAU. - Monsieur le Président, chers collègues. C'est une excellente initiative que de créer ce réseau d'ambassadeurs des métiers. La jeunesse est le moment par excellence de la quête de sens et entendre un jeune de son âge ou à peine plus, exprimer la passion qui l'anime pour son métier, pour la satisfaction qu'il en tire, la reconnaissance qu'elle

lui apporte mais aussi la réalité des contraintes qui font la valeur de la maîtrise d'un art, touchera plus certainement encore son destinataire.

C'est une initiative pleine de vertus parce qu'à des ambassadeurs, il faut des ambassades, et que nous en possédons un vaste réseau, ce sont les lycées, véritables Maisons de la Région, tout particulièrement dans nos zones rurales pour lesquelles l'engagement a été constant et devra se poursuivre quoi qu'il en coûte, car si relance il doit y avoir, elle doit concentrer toutes ses forces pour les actions en faveur de la jeunesse.

Les jeunes sont touchés comme tout le monde par la situation Covid, mais ils en intègrent les violences subies comme constitutives de leur devenir. Nous devons empêcher cela, et le métier est par excellence porteur de ce sens pour une vie choisie, les générations qui grandissent actuellement doivent être au mieux outillées pour affronter ce qui est pour l'heure une crise, mais bien plus sûrement, une mutation totale de nos sociétés. C'est une lourde charge qui leur incombe. Ils doivent imaginer leur avenir personnel mais aussi le rendre possible collectivement par des choix empreints de gravité auxquels nous devrons apporter nos renoncements de générations aînées.

Mais, l'engagement des jeunes ne fait jamais défaut. On le voit aussi au travers du service civique par exemple. Il serait très opportun que ce réseau d'ambassadeurs soit par exemple l'objet d'un accompagnement par des universitaires car c'est un véritable compagnonnage qui peut naître de cette initiative, et il serait enrichissant d'en connaître, plus sûrement, les effets. Merci.

Mme METTE. - Monsieur le Vice-Président NEMBRINI, chers collègues. J'interviens rapidement sur cette délibération. Le sujet est d'actualité, malheureusement, en ce temps de crise sanitaire et économique. Nous le savons, les jeunes souffrent particulièrement de ce contexte, à la fois financièrement, socialement et psychologiquement. Cela vaut dans les villes comme en ruralité ; je le constate chez moi, en sud Gironde.

A ce titre, la délibération dont nous parlons est tout à fait bienvenue. Elle concerne tout spécialement nos jeunes et plus précisément, leur orientation, l'espoir que peut leur donner une voie professionnelle qui se dessine. C'est capital.

Et notre Groupe Modem - Union Centriste votera favorablement cette délibération.

Cela ne nous empêche pas d'avoir quelques questions et remarques, cependant. Le système de parrain/marraine a fait ses preuves, par exemple, au sein même des écoles qui cultivent leur relation avec leurs anciens élèves, et il est tout à fait avisé. L'inscription des ambassadeurs et public cible se fera sur une plateforme - je cite - « développée au sein des Services de la Région ». Voici donc ma première question : cette plateforme est-elle prête ? Sinon, quel personnel sera mobilisé pour la mettre sur pied ?

L'enjeu de l'accessibilité de la visibilité de la démarche est - vous le savez - majeur. Sur le même registre, vous annoncez que la mise en relation entre nos deux types d'acteurs passera par un agent de notre Collectivité. Quel impact cette décision aura-t-elle en termes de ressources humaines ? Devrons-nous nous attendre à des embauches ? Et si oui, lesquelles ?

Je vous interroge car le tableau des emplois que vous soumettez au vote en fin de séance n'offre pas ce niveau de détails.

Enfin, notre Groupe retient les bonnes orientations de cette délibération. Elles sont favorisées par la loi du 5 septembre 2018, que vous évoquez et dont, comme vous, je me félicite vivement. La seule question qui demeure est la suivante : en combien de temps ce projet sera-t-il monté et concrétisé ? Est-ce imminent ou devrons-nous attendre le démarrage du prochain mandat ? Je vous remercie.

M. NEMBRINI. - Evidemment, Madame NADAU, j'ai pris les précautions oratoires avant de prendre la parole, en disant que l'on n'avait pas la prétention de réinventer. Il y a beaucoup de choses qui sont faites. J'ai beaucoup échangé au CESER sur ces questions. Je suis contre la redondance, aussi. Ce qui marche bien et qui pourra entrer dans le dispositif entrera dans le dispositif. Il ne s'agit pas de faire à la place. On l'a souvent dit, la Région n'est pas là pour faire à la place des autres, mais elle est là pour stimuler, pour faire partager, pour mettre ensemble. Je crois que c'est cela qui est très important.

Et puis, il y a des territoires où il y a des manques, où des choses ne se font pas, où il n'y a pas cette capacité de mettre en relation les personnes. Je crois que nous pouvons le faire.

Comme toujours - vous le savez - je m'engage. Par exemple, je m'étais engagé avec Pascale REQUENNA et Otilia FERREIRA à la dernière plénière à faire réécrire une convention. J'ai le plaisir de vous annoncer qu'elle a été réécrite, et qu'avant même de donner le feu vert à la signature, j'ai pris la peine de rappeler Madame FERREIRA pour savoir si elle était d'accord.

Vous pouvez donc considérer, Madame NADAU, que dans mes paroles, il y a aussi un engagement, et que dans les prochains mois, prochaines années, vous serez autorisée à interroger le Vice-Président que je suis, si je suis toujours là, pour savoir si les choses se passent comme vous le souhaitez.

Madame METTE, la loi pour la liberté et de choisir son avenir professionnel, le chapitre concernant l'orientation me va très bien puisque cela a été négocié avec le Président ROUSSET et Jean-Michel BLANQUER. Je souhaite donc que nous réussissions sur ces questions. Alors, effectivement, la plateforme est en cours de test. Oui, elle va fonctionner de manière imminente. Oui, il y a des moyens qui sont déjà dégagés. Nous avons douze

Référents Orientation. Il y en aura un par département. Et puis, nous verrons comment les choses fonctionnent. Voilà, ce que je peux vous dire aujourd'hui.

Je vous rappelle enfin, que si nous ne mettons pas en place des dispositifs, et que nous nous référons exclusivement à nos compétences d'aujourd'hui, je vous rappelle que nous n'avons aucune compétence sur les collèges. Or, l'orientation ce sont les collèges. Si nous ne pouvons pas entrer en collège, si nous ne pouvons pas faire entrer les start-up que j'ai fait voter tout à l'heure avec leurs besoins d'emplois dans les collèges, on ne réussira pas. Il faut donc bien que l'on mette en place des dispositifs.

Je sais bien cela bouscule un peu les choses. Cela bouscule aussi l'Education Nationale. Ce n'est pas facile de considérer que la Région va entrer dans les collèges pour parler d'informations sur l'orientation. Elle va y entrer avec sa liste de start-up, d'entreprises qu'elle a besoin de vivifier sur le territoire. On ne peut donc pas à la fois critiquer un dispositif en fonction des résultats qu'il ne peut pas produire puisque la politique n'existait pas avant. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas suffisamment de moyens parce que les moyens nous les mettrons au fur et à mesure de la nécessité de cette politique.

Voilà, ce que je peux vous répondre.

Mme METTE. - Je vous ai juste posé des questions, je ne vous ai pas critiqué, Monsieur NEMBRINI.

M. NEMBRINI. - Je l'ai pris comme une critique. Et c'était une réponse.

Mme METTE. - Merci. Imminent, vous n'avez pas vraiment répondu ; c'est début 2021 ?

M. NEMBRINI. - Le vote d'aujourd'hui est très important. Supposons que vous votiez contre, ce ne sera pas la peine de mettre en place une plateforme. Dès le vote, on appuiera sur le bouton.

Mme BROUILLE. - Merci. Qui est contre ?

Mme NADAU. - Comme je fais confiance à Monsieur NEMBRINI, nous nous abstiendrons et nous ne voterons pas contre.

Mme BROUILLE. - La zénitude est entrée dans l'Assemblée.

Pas de contre.

Abstentions ?

LR

M. COLOMBIER. - Pour, pour les Ambassadeurs.

Mme BROUILLE. - Et j'imagine que tout le reste, majorité pour cette délibération. Merci Jean-Louis.

N° 8

Vote sur le «Réseau des ambassadeurs Métiers»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

▪ **ABSTENTION : Les Républicains-CPNT,**

27 - CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DES ACTIONS D'APPUI A L'INNOVATION ENGAGEES PAR LES TECHNOPOLES DE NOUVELLE-AQUITAINE

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE,1ère Vice-présidente
En l'absence momentanée du président Alain ROUSSET

Mme BROUILLE. - Nous passons à la délibération sur la convention de partenariat en faveur des actions d'appui à l'innovation engagées par les technopoles de Nouvelle-Aquitaine. Anne-Laure BEDU.

Mme BEDU. - Madame la Présidente, chers collègues. Comme vous le savez, nous avons engagé depuis de nombreuses années une politique d'accompagnement du développement économique notamment au moyen d'un soutien assez fort à l'innovation et également au transfert des technologies auprès de nos entreprises et de nos territoires.

Pour cela, notre Région s'appuie sur un réseau d'acteurs que vous connaissez bien, très dense, à la fois des incubateurs, des accélérateurs, des pépinières, des Pôles de compétitivité, des clusters et des technopoles qui jouent un rôle fondamental. A cette politique proactive, notre Région apparaît comme l'une des Régions les plus attractives pour la création d'entreprises, et vous le savez également.

Au cours de ce mandat, cette dynamique a été renforcée parce que l'on avait déjà des technopoles présentes mais l'on a ajouté trois nouvelles technopoles, à Angoulême, à La Rochelle et à Poitiers. Chacune d'entre elles réalise à peu près les mêmes missions qui sont celles des accompagnements qui sont définis par le label Retis, l'accompagnement des entreprises innovantes, la première chose, l'animation et la mise en réseau de compétences scientifiques et industrielles sur les territoires et enfin l'accueil d'entreprises et la promotion du territoire, en termes d'attractivité notamment.

Jusqu'à aujourd'hui, ces technopoles fonctionnaient de manière autonome, sans coordination et ce n'était pas tout à fait optimal. J'ai pu d'ailleurs le voir sur le terrain, parfois. Il y a un an, avec le soutien de la Région, les neuf technopoles de Nouvelle-Aquitaine qui avaient été labellisés Retis, justement, ont souhaité se fédérer autour d'un réseau Régional qui est dénommé « Nouvelle-Aquitaine Technopole ». Ces technopoles sont : Unitech, Bordeaux Technowest, Technopole Pays Basque, Hélioparc, Agropole, Eurekatech, La Rochelle Technopole, Grand Poitiers Technopole et Ester.

De cette manière, on pense qu'elles pourront réaliser beaucoup mieux des opérations en commun qui pourront consister en des programmes d'accompagnement spécifiques pour nos entreprises, des rencontres ou des plans de formation partagés, des coorganisations d'ateliers, de forum, de conférences, faire de la prospection conjointe également, mettre en commun des ressources ou avoir un appui ponctuel d'accompagnement de leurs équipes.

La convention qui vous est présentée aujourd'hui vise à établir le cadre de notre coopération avec ce réseau de technopoles, et est donc aussi nos engagements réciproques. On souhaite de cette manière déployer une sorte de référentiel commun qui serait une boîte à outils au service de ces technopoles. Cette boîte à outils comprendrait, comme j'ai commencé à l'exprimer : des formations, des Pôles de compétences et de ressources d'experts, de consultants, mais aussi des méthodes d'accompagnement qui seraient partagées, donc au service à la fois de nos défis économiques, sociaux, environnementaux, climatiques.

En matière d'évaluation, puisque nous sommes attachés, évalués, les outils que nous produisons, un Comité de suivi opérationnel sera en charge de ce suivi et un rapport annuel devra formaliser le bilan des actions réalisées.

Cette convention qui vous est proposée est pour trois ans. Elle n'a pas, pour le moment, d'incidence financière puisque les subventions à venir feront l'objet de décisions annuelles d'attribution par la Commission Permanente.

Enfin, chers collègues, comme je ne serai pas là demain en raison d'obsèques familiales, je profite de cette prise de parole pour vous souhaiter à toutes et tous de très chaleureuses fêtes de fin d'année, que vous consommiez bio, HVE ou autres.

Mme BROUILLE. - Merci.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ?

Elle est donc adoptée à l'unanimité.

Je vous remercie.

N° 27

Vote sur la «Convention de partenariat en faveur des actions d'appui à l'innovation engagées par les Technopoles de Nouvelle-Aquitaine»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A L'UNANIMITE

NON PARTICIPATION : *M. Alain ROUSSET (arrêté déport), Mme LAPOUGE Christelle (NI)

9 - CONVENTION DE PARTENARIAT NEO TERRA - PROJET LA ROCHELLE TERRITOIRE ZERO CARBONE (LRTZC)

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE,1ère Vice-présidente
En l'absence momentanée du président Alain ROUSSET

Mme COUTANT. - Bonsoir à toutes et tous. Cette convention est issue d'une réponse qu'a faite le territoire de l'Agglomération de La Rochelle à un appel à projets national « TIGA Investissement d'avenir ». Cet appel à projet tend à regarder de manière très transversale et systémique les questions de transition aussi à l'échelle des territoires. Vous n'êtes pas sans savoir puisque l'on en a longuement parlé aujourd'hui à plusieurs reprises que nous avons aussi adopté notre feuille de route Néo Terra en juillet 2019. Donc, ce projet « La Rochelle, territoire zéro carbone » qui est suivi depuis un certain temps maintenant par le Conseil Régional s'inscrit totalement dans cette feuille de route.

Cette convention partenariale entre le Conseil Régional et l'Agglomération de La Rochelle, dans le cadre de ce projet, est une déclinaison rochelaise, en quelque sorte, de Néo Terra. Ce projet donne un cap ambitieux, celui de devenir le premier territoire littoral urbain à afficher un bilan zéro carbone à l'horizon 2040. On parle beaucoup de 2050, mais là, l'objectif est encore plus ambitieux. Et puis un objectif également celui de faire de cette transition un levier de développement économique et social du territoire.

Ce projet compte 130 partenaires. Il est animé par un consortium de 21 partenaires, et il a été initié par la ville de La Rochelle, l'Agglomération, l'Université de La Rochelle, le port atlantique de La Rochelle et l'Association Atlantech.

Ce projet promeut un modèle de développement avec une approche systémique, comme je le disais précédemment, afin d'agir selon dix axes de travail qui sont composés de 38 actions, 3 axes transversaux :

- Participation citoyenne qui est une des ambitions, l'ambition 1 d'ailleurs de notre feuille de route Néo Terra, avec la mise en place d'un Collectif citoyen.
- Deuxième axe transversal, la gouvernance de la donnée, big data, intelligence artificielle
- Et puis une coopérative carbone.

A ces trois axes transversaux s'ajoutent cinq axes de politique sectorielle, même si ceux-ci requièrent une approche systémique :

- Un premier axe - carbone bleu : la séquestration de carbone notamment sur les zones humides avec un programme de recherche important
- Un deuxième axe sur l'efficacité énergétique du bâtiment et des réseaux, notamment via les plateformes territoriales de la rénovation énergétique

- Un troisième axe sur les productions d'énergies renouvelables et l'autoconsommation. J'ai bien entendu la remarque d'Eddie PUYJALON, tout à l'heure. Ces énergies renouvelables, il faut quand même être conscient que la Région fixe un cadre, mais ce sont aux territoires de s'emparer des projets de transition énergétique et notamment de production d'énergie renouvelable, et ce, là encore, de manière transversale avec l'ensemble des acteurs du territoire

- Un autre axe sur les nouvelles mobilités, que l'on appelle parfois mobilités durables

- Un dernier axe sectoriel sur l'économie circulaire, au sein du parc industriel.

Deux axes ont été inscrits un peu plus tard pour lesquels, il faudra sans doute trouver des financements :

- La transition agroécologique, avec les PAT

- Et le tourisme durable.

Ce programme se déploiera de 2021 à 2027. Le coût total du projet est de près de 80 M€ (79,9 M€).

Le Conseil Régional vous propose d'apporter une subvention de 8 M€ qui inclut, 1,3 M€ déjà engagé sur certains projets.

Un bilan de ce partenariat aura lieu à mi-parcours pour voir comment on pourrait dupliquer ce projet sur d'autres territoires de la Région, pas seulement. Et puis un Comité de pilotage sera mis en place, qui sera coprésidé par le Président du Conseil Régional et le Président de l'Agglomération de La Rochelle, avec - on l'espère - la participation des élus Régionaux concernés et intervenants sur les thématiques retenues dans les dix axes de travail.

Poursuite de la séance sous la présidence du Président Alain ROUSSET

M. LE PRESIDENT. - Merci Françoise.

Est-ce que vous présentez les deux autres dossiers que vous portez ou l'on vote dossier par dossier ?

Mme COUTANT. - Je pense qu'il vaut mieux voter dossier par dossier.

M. PUYJALON. - Monsieur le Président et chers collègues. Sur cette délibération, on a abordé le sujet en Commission avec Madame COUTANT, et elle ne m'aura pas rassuré en partie ; notre Groupe la votera bien évidemment. On met juste des réserves sur le développement de certaines énergies renouvelables, et en l'occurrence sur l'éolien. Je rappelle que la Charente Maritime est un département massacré par les éoliennes. Je persiste et je signe.

On est quand même avec 165 associations d'opposition à l'éolien sur le nord de la Nouvelle-Aquitaine, et donc, sur ce sujet-là, j'invite les collègues et l'Exécutif, si vous avez un peu de temps, à regarder l'excellent reportage sur ARTE « la face cachée des énergies vertes ». Regardez le film de Mickaël MOORE, « la planète of the humans » qui est de nouveau en ligne sur les réseaux, et vous vous ferez votre propre idée.

Ceci dit, la fronde qui est aujourd'hui sur le territoire par rapport à cette énergie, j'invite les élus, et comme le dit Madame COUTANT, vous mettez à disposition. Il est vrai qu'aujourd'hui, et par rapport à la politique qui a été menée jusqu'à aujourd'hui parce qu'il n'est pas évident de creuser ces dossiers en profondeur et d'approcher de près les méfaits que peuvent avoir ces énergies notamment sur les humains et sur les animaux. Je ne parle pas de la situation économique, c'est de l'acceptabilité, c'est autre chose.

Le fil conducteur qui nourrit mon énergie pour m'opposer à cette énergie est bien l'aspect sanitaire et humain. J'en reparlerai tout à l'heure. Merci.

Autre sujet sur les zones humides, j'ai vu qu'il y avait un excellent dossier sur un projet de captation carbone. Là, je trouve aussi la démarche très intéressante. Je rappelle juste aussi qu'en la démarche européenne qui a consisté, je pense, pendant les années - si Benoît BITEAU était là, il me le dirait - 75, 77 où l'Europe finançait pour assécher les zones humides, drainer, arracher toutes les haies. Heureusement, qu'il y avait quelques chasseurs attachés à pratiquer leur sport qui ont sauvé ses belles zones humides aujourd'hui, que l'on trouve remarquables et qui pourraient servir de captation carbone. Merci.

M. HOUDET. - Monsieur le Président, mes chers collègues. La Rochelle, territoire zéro carbone, le slogan zéro carbone est assez étonnant. Vous parlez de carbone, vous voulez bien sûr parler de CO^2. Mais zéro carbone, c'est une ineptie scientifique. Sans CO^2 pas de photos de synthèse, donc pas de nature, pas d'hommes. Vous voulez donc sûrement parler de neutralité carbone, comme le GIEC, le monde entier et la France. Il faut à mon avis l'écrire comme cela.

Mais, il y a plus étonnant. Vous prévoyez de baisser de 30 % les émissions de CO^2 d'ici 2040, c'est-à-dire dans 20 ans, et pour rappel, la COP21 reprenait moins 40 % de baisse de 90 à 2030, soit 40 ans. La loi RUGY en 2007, pareil et le Plan Climat Monsieur HULOT en 2008 proposait la neutralité carbone d'ici 2050. La semaine dernière à l'ONU, déclaration de neutralité carbone en 2050 par l'UE et les USA. 2060 pour la Chine, en retard, et qui parie bien sûr, sur le nucléaire. Ce lundi, Monsieur MACRON, neutralité carbone 2050 à la CCC. Bref, le monde politique entier, conseillé aussi par des scientifiques et en plus par des économètres, parle de neutralité carbone en 2050.

Mais vous voulez aller plus vite, moins 30 % en 20 ans, c'est une baisse de 1,5 % de CO^2 par an. Permettez-moi de corréler un peu cela avec la croissance. Il est admis qu'une baisse de 0,5 de CO^2 par an, c'est environ un point de PIB en moins. Ma source, le site « Les Amis de la Terre », une association écologique, ou les travaux de Monsieur JANCOVICI, conseiller scientifique de Monsieur Nicolas HULOT.

Bref, vous planifiez environ -3 % de PIB annuellement. -4 % de PIB devrait être le bilan de la Covid, cette année. Vous nous préparez donc une petite Covid par an, pendant vingt ans.

En Nouvelle-Aquitaine, vous le savez, les 2/3 des émissions sont liés à l'activité productive et économique ; le reste des émissions est lié aux ménages. Je cite le rapport Acclimaterra, page 28. Et 2/3 du CO^2 sont les machines, donc la production. Nonobstant quelques gains de productivité bienvenus, vous programmez vraisemblablement sur vingt ans une décroissance en Nouvelle-Aquitaine.

Au-delà des inexactitudes scientifiques et du danger économique, il faut reconnaître que votre convention recèle quelques bonnes choses - on vient de le dire - le tri sélectif, la rénovation du bâti, l'optimisation de la captation du CO^2 par la nature et l'agriculture raisonnée. Tout cela est déjà en marche, et déjà pris en compte dans votre millefeuille écologique. Donc, a-t-on besoin d'une nouvelle convention ?

Revenons à l'essentiel, pour conclure. Au minimum, s'il vous plaît, écrivez neutralité carbone, au mieux alignez-vous sur neutralité carbone en 2050. Vous nous dites, Monsieur le Président, à toutes les séances que la Région est la première, la plus belle, la plus en avance. Cette fois-ci, vous allez vous auto congratuler avec vos futurs concurrents écologiques, et nous serons alors la première Région chimérique en matière d'écologie. Soyez assuré, Monsieur le Président, mes chers collègues, que je suis conscient qu'il faut lutter contre le dérèglement climatique, mais la vitesse de la feuille de route Néo Terra nous conduit droit vers le fossé économique.

Pour terminer, Monsieur le Président, sur une note un peu plus zen, en 2040, je pense que vous serez comme moi, je l'espère, assis sur un banc au soleil, et vous entendrez la Région dire avec le poète : « ROUSSET me célébrait du temps que j'étais belle. » Cet objectif nous enlaidit.

Je vous remercie donc Monsieur le Président, et je demande au minimum la réécriture, au mieux le retrait de cette convention redondante. En cas d'avis défavorable, nous voterons contre.

M. LE PRESIDENT. - Alors, je demanderai à Françoise COUTANT de le dire. Personnellement, je n'ai pas de souci particulier. Je rappelle quand même que c'est un projet,

mais Françoise COUTANT a dû le dire, sur le territoire de La Rochelle qui est accompagné par le PIA d'une manière très importante. Et c'est une volonté territoriale.

Qui souhaite intervenir de nouveau ?

M. DUFORESTEL. - Je crois que c'est important de souligner ce projet de territoire est un projet exemplaire qui entraîne l'ensemble du territoire rochelais et bien au-delà.

Certes, il est question de neutralité carbone. En termes de communication que cela s'appelle zéro carbone, c'est plus impactant pour le grand public et plus entraînant pour les partenaires. Mais en tout cas, c'est un vrai projet de territoire qui est en train de polariser tous les acteurs à La Rochelle et autour, qui, en plus, va s'incarner au sein d'une société coopérative d'intérêt collectif, qui prend tout son sens puisqu'il y aura à la fois les opérateurs déficitaires donc qui génèrent du carbone même s'ils essaient d'en diminuer les émissions, et puis un collège de bénéficiaires.

J'y serai à ce titre pour le parc du Marais Poitevin, puisqu'il y a un enjeu important en termes de captation juste à côté de La Rochelle dans le parc, qui nécessite des replantations massives de frênes, d'arbres têtard et de peupliers sur ce territoire, y compris dans des optiques économiques de production de bois de peuplier.

On voit donc bien qu'il y a une complémentarité totale sur l'ensemble du bassin entre un territoire qui va essayer d'économiser du carbone, mais qui va continuer à en produire mécaniquement, et un territoire qui est en capacité de captation comme le parc du Marais Poitevin. Cela donne quelque chose de très vertueux, qui est en train d'entraîner à la fois de nombreuses entreprises sur le territoire, l'université, etc., qui rentrent dans la dynamique au sein de cette société coopérative.

M. HOUDET. - Mais, pourquoi 2040, alors que tout le monde dit 2050 ? C'est cela, la simple question.

M. LE PRESIDENT. - Encore une fois, c'est un projet de La Rochelle qui va vraiment dans le bon sens. Moi, je ne me sens pas, cher ami, à vouloir contester - je parle sous le contrôle de Françoise COUTANT - Je ne me sens pas le droit de ne pas respecter le projet qui a été élaboré par la ville et la communauté de La Rochelle.

Mme COUTANT. - Le territoire de La Rochelle a construit ce projet. Nous le soutenons. Nous n'allons pas nous immiscer dans la volonté du territoire d'être très ambitieux et plus ambitieux que la plupart des territoires actuels. S'ils se sentent capables d'arriver à cette neutralité carbone, on n'est bien d'accord. Quand on dit « territoire zéro carbone », cela veut dire zéro carbone en plus de ce qui est absorbé par la nature et quelques autres éléments.

Donc, neutralité carbone en 2040. Ils ont des fiches actions et des axes qui permettent d'aboutir à ce résultat, et c'est tant mieux ! Vous venez de rappeler les accords de Paris. Vous avez rappelé notre faible impact actuel au niveau de ces accords de Paris et en tout cas, on est bien en retard. Si l'on souhaite rattraper ce retard, eh bien, on ne peut que saluer l'initiative de ce territoire. Vous parlez du CO^2, mais le carbone c'est aussi le CH4 et l'on sait dans la Région qu'il y a de fortes émissions de gaz à effet de serre, type CH4.

C'est juste ce que je veux ajouter, mais je partage ce que vous venez de dire Président. Effectivement, c'est un projet de La Rochelle, on le soutient, on est partenaire et l'on ne va pas s'immiscer sur leur volonté d'être ambitieux.

M. LE PRESIDENT. - En tout cas, Monsieur HOUDET, vous avez raison. C'est la neutralité. C'est présenté, comme le disait Pascal DUFORESTEL, pour être plus punchy. Je pense que ce n'est pas un problème de fond. En tout cas, c'est un joli projet d'engagement d'une agglomération.

Qui est pour ce dossier ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Mme LE GUEN. - Pour.

M. LE PRESIDENT. - Ce dossier est donc adopté.

N° 9

Vote sur la «Convention de partenariat Néo Terra - Projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC)»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

▪ **CONTRE : Rassemblement National,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : *M. BLANCHARD Gérard (Vice-Président agglomération La Rochelle)**

10 - CONVENTION DE PARTENARIAT NEO TERRA ENTRE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET ENGIE

Mme COUTANT. - Convention avec ENGIE. C'est le type de convention que nous avons déjà passée, notamment avec EDF ou SERGIE et SOREGIES. C'est donc le troisième, sans incidence financière, je tiens à le préciser, et qui courra de 2021 à 2023, toujours dans le cadre des objectifs que nous nous sommes fixés avec le scénario « négawatt, sobriété, efficacité, énergie renouvelable ».

ENGIE souhaite accompagner cette démarche de la Région. Et la Région a besoin aussi de tous les acteurs pour pouvoir avancer sur les thématiques et les objectifs que nous nous sommes fixés.

Dans cette convention, on retrouve un certain nombre d'ambitions inscrites dans notre feuille de route Néo Terra. ENGIE propose de nous accompagner dans cette démarche, notamment accélérer la transition énergétique des entreprises, qui correspond à l'ambition 3 de Néo Terra, développer les mobilités propres, ambition 4, et puis construire un nouveau mixe énergétique, ambition 6.

D'autres enjeux ont été prévus dans cette convention, d'autres enjeux à explorer notamment la préservation des ressources naturelles et la biodiversité, ambition 8 de Néo Terra, mais aussi favoriser l'engagement citoyen pour accélérer les transitions énergétiques et écologiques, qui correspond à l'ambition 1, et puis ils ont inscrit en plus la formation professionnelle et l'emploi ainsi que la question de l'urbanisme durable.

L'objectif est d'inciter ENGIE à développer ses activités en Nouvelle-Aquitaine, de manière vertueuse et participer au déploiement des énergies renouvelables de manière vertueuse et partagée, coconstruite avec cette question de l'appropriation qui nous tient particulièrement à cœur.

Un Comité de pilotage sera donc mis en place pour suivre l'exécution de cette convention.

On avait eu une question du CESER lors de son assemblée plénière : pourquoi ENGIE ne s'inscrit-il pas dans l'ensemble des ambitions Néo Terra ? Parce que certaines ambitions ne correspondent pas aux activités d'ENGIE, tout simplement.

M. PUYJALON. - Monsieur le Président et chers collègues. Sur cette délibération, nous voterons contre.

Nous avons dans cette délibération une nouvelle page ouverte du petit livre vert de Néo Terra. Un partenariat entre la Région et ENGIE, qui a décidé de faire sur le territoire français

une concurrence au nucléaire pour développer des énergies gazières et des énergies soi-disant renouvelables, sauf en terre rare, notamment avec l'éolien.

Nous considérons au Mouvement de la Ruralité que le mixe énergétique du futur doit d'un point de vue économique, d'indépendance énergétique nationale, mais aussi écologique, prendre en compte aussi le nucléaire et les objectifs d'innovation en cours dans ce domaine. Apparemment, même Monsieur MACRON vient de le comprendre.

Pour respect du bon fonctionnement, je me suis exprimé sur le sujet en Commission, et je tenais à remercier le Président de la Commission, Pierre FROUSTEY pour son ouverture et son sens du partage, pour ouvrir une discussion au sein de cette Commission sur le sujet que j'ai exposé.

Monsieur le Président, notre Groupe aimerait savoir pourquoi nous avons des problèmes sanitaires avec des champs électromagnétiques, avec des sources d'énergies renouvelables ? Pourquoi, pour certains cancers pédiatriques, nous avons la présence de câbles électriques enfouis sous certaines écoles ? Il faut parfois, et c'est difficilement excusable, voir votre sourire ironique lorsque je vous parle de milliers de vaches mortes, lorsque je vous parle de nombreuses personnes électro sensibles et malades, lorsque je vous parle de contaminations aux terres rares et du danger pour les hommes et les animaux contaminés, et ces fameuses terres rares exposées à des champs électromagnétiques.

Vous pouvez toujours sourire, mais je ne vous souhaite pas de vivre et de subir ce que subissent ces gens-là. Quand on a subi l'amiante et le sang contaminé, comme moi, on a forcément une autre vision de la société, de la gestion humaine et environnementale et dont sont capables certains responsables, mais pas coupables. Le Comité scientifique du Laboratoire TOP SEC vient de publier, il y a 48 heures, une étude. Je ne vous ferai pas la liste des scientifiques en question, mais de renommée, dont certains (LANXESS) qui attestent de ces contaminations et d'une imprégnation sept fois plus élevée dans les zones concernées par les champs électromagnétiques avec des problèmes similaires importants, et sanitaires.

Pour le Mouvement de la Ruralité, tant que nous n'aurons pas la preuve de l'innocuité des sources de production de champs électromagnétiques, des sources de contamination aux terres rares, de l'impact des infrasons pulsés - et je ne mélange pas les choses quand je parle de ceux-là - nous aurons et nous continuerons à combattre ces énergies renouvelables.

Si je parle de ENGIE, c'est parce que ENGIE est l'opérateur chargé par l'Etat d'aller chercher toutes sources de production et pour lesquelles on peut supposer que les câbles électriques sont les générateurs de ces champs électromagnétiques. Nous nous faisons les porte-paroles de ceux qui souffrent. Nous vous demandons d'être extrêmement prudent en la matière.

C'est la raison pour laquelle je suis heureux que Pierre FROUSTEY ait diligenté cette étude et que l'on puisse, peut-être, recevoir un jour les gens de chez ENGIE pour pouvoir mettre à plat tous ces sujets. Je vous ferai partager très prochainement l'étude du Laboratoire TOP SEC, comme cela vous pourrez voir, Monsieur le Président, que je n'ai pas l'habitude de raconter des bêtises et que je suis sensible à la souffrance humaine et animale.

M. LE PRESIDENT. - On ne va pas, je suppose, ici aggraver la souffrance humaine et animale.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Juste une remarque sur cette convention. Je suis partagé, parce que je la trouve intéressante sur les pistes qu'elle ouvre, notamment l'hydrogène, bioGNV, méthanisation, etc. On peut comprendre que le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine essaye d'entraîner les acteurs économiques principaux dans la démarche Néo Terra, dans le volet énergétique Néo Terra. ENGIE en est clairement un.

Mais d'un autre côté, je me pose des questions entre éventuellement les courts-circuits qu'il peut y avoir entre une logique d'une part conventionnelle qui nous lierait à eux et une logique qui est clairement concurrentielle. Dans tous les secteurs qui sont évoqués, au niveau du gaz notamment, ENGIE n'est pas seul. Il y a d'autres grandes boîtes qui sont présentes. J'ai lu dans la convention qu'il y avait un volet « photovoltaïque », « électrique » et même dans le gaz, sur certaines prestations, certains marchés, il y a Air Liquide, etc.

Je comprends très bien aussi la démarche d'ENGIE, ils font un bon travail de lobbying par rapport à nous. Mais nous, est-ce que l'on a vraiment bordé - j'ai lu les dix pages de la convention - les courts-circuits qu'il peut y avoir entre, encore une fois, une logique conventionnelle qui est de gré à gré avec quelqu'un et une logique concurrentielle ? Le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine peut être en situation de donneur d'ordres avec des marchés qui relèvent du Code de marchés publics. Est-ce que, Monsieur le Président, c'est vraiment bordé ? Je ne l'ai pas forcément vu.

M. LE PRESIDENT. - Y a-t-il une autre question ? Ce n'est pas le premier dossier que l'on passe sur des engagements de baisse de la consommation énergétique ou de développement d'autres énergies, et notamment les méthaniseurs. Je ne pense pas qu'il y ait de types de problèmes à cet égard. C'est une aide auprès d'une entreprise.

M. HOUDET. - Je suis en parfait accord avec Jean et Eddie, mais je vais aborder en trois ou quatre phrases, le sujet. Il n'y a pas d'énergie miracle dans le mix énergétique, on est tous d'accord là-dessus. Il faut faire feu de tout bois, j'allais dire. Mais on doit quand même regarder cela avec des critères qui sont l'acceptabilité des Français, les ordres de grandeur dont on parle, les nuisances possibles ou pas possibles, et enfin le rôle de ENGIE.

L'acceptabilité des Français sur l'éolien. Il y a maintenant, en Nouvelle-Aquitaine, 165 associations contre. Vous voulez passer de 700 à 7 800 éoliennes…

M. LE PRESIDENT. - Je ne sais pas où vous avez lu cela.

M. HOUDET. - Qu'est-ce que j'ai lu ?

M. LE PRESIDENT. - 700 à 7 800 éoliennes. Je ne sais pas.

M. HOUDET. - Alors là, je vous le donne, c'est chez vous. C'est dans votre site. Je vous envoie les références.

M. LE PRESIDENT. - Pour l'instant, la Région n'a aucune compétence pour donner l'autorisation d'une éolienne.

M. HOUDET. - Non. C'est dans votre Plan. Vous prévoyez que l'on fasse cela. Je continue. Je pense quand même qu'il y en ait une ou 100 ou 1000, les Français en ont un peu marre des éoliennes. Il faut être clair. Je ne dis pas qu'il faut arrêter les éoliennes, je dis qu'il faut faire un bond technologique pour cela soit rentable et accepté.

La deuxième chose dont je voulais parler, ce sont les ordres de grandeur. Il y en a beaucoup qui parient sur l'hydrolien, et c'est très bien. Mais une hydrolienne, c'est 30 kW à comparer avec la Centrale du Blayais qui est de 3 600 mW. Cela veut dire qu'il faudrait 120 000 hydroliennes pour remplacer le Blayais. Je vous ai dit cela pour que les gens qui pensent que l'on peut faire quelque chose avec l'hydrolien aient un ordre de grandeur.

Enfin, sur les nuisances, la STEP - on est tous d'accord - est remarquable, c'est 100 %, c'est tout gain, à mon avis. Il faudrait augmenter, par exemple, le barrage du Chastang, c'est-à-dire la STEP de Redenat en Corrèze, mais cela commence déjà à pétitionner. On va donc avoir un autre Dame des Landes avec des gens qui vont nous dire non à la STEP parce que l'on fait des plus grands barrages. C'est complètement fou !

Je terminerai sur ENGIE. Evidemment que ENGIE veut, à mon avis, passer un partenariat. Ce sont eux qui font l'hydrogène avec le gaz. Ils ont tout : les réseaux de distribution, etc. L'hydrogène, c'est très bien, mais pour l'instant, on fait de l'hydrogène avec du gaz, d'où la présence de ENGIE.

Voilà, tout ce que je voulais dire. Ce qui fait quatre observations. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - J'espère ne pas me faire infirmer par Françoise COUTANT, mais premièrement, il n'y a pas un mot sur les éoliennes dans cette convention. Deuxièmement, ENGIE n'a pas de compétence sur la distribution du gaz. C'était REGAZ. Ce sont d'autres entreprises comme cela. Troisièmement, Pierre FROUSTEY - intervient s'il le souhaite - a proposé - Eddie PUYJALON y a fait référence - qu'il y ait une Commission et qu'il fasse le

point sur les données scientifiques, pas les données qui ne sont pas scientifiques, puisque LANXESS a eu à se prononcer. LANXESS s'appuie, a priori, même si parfois c'est un peu critiquable, sur des aspects scientifiques. On verra donc quels sont les aspects scientifiques. Je veux bien comprendre que la multiplication des éoliennes peut être, sur le plan visuel, sur le plan acoustique, quelque chose qui peut être gênant.

Deuxièmement, voir où l'on peut les installer. Pour l'instant, c'est plutôt des installations off-shore, très loin, qui sont prévues. Je crois que cela a été dit tout à l'heure.

Mme SIARRI. - Je fais vraiment une intervention très courte, puisque nous voterons pour cette délibération. Trois points. D'abord, cette convention pose une intention de partenariat qui a accès autour de choses intéressantes : l'expérimentation de solutions innovantes, de partage de connaissances, de participation au Plan de transition. Mais nous sommes à la fin du mandat, et la traduction opérationnelle de cette intention se fera qu'au prochain mandat.

La deuxième remarque est que cette convention de partenariat Néo Terra ne nous éclaire pas sur le niveau d'efforts produits, à produire par les Aquitains chaque année pour tendre vers les objectifs que nous nous assignions ensemble.

La troisième chose, mais cela a été dit plusieurs fois, est qu'il est difficile d'aborder les questions d'énergie en France et en Nouvelle-Aquitaine sans aborder la question du nucléaire. C'est un sujet qui vous divise, qui divise beaucoup d'ailleurs de citoyens. Et finalement, derrière cette question de convention, c'est cette question qui est lourde qui se pose.

M. FROUSTEY. - Merci de me donner la parole puisqu'Eddie PUYJALON m'a cité et je l'en remercie. Nous avons eu effectivement en Commission un débat sur les nuisances potentielles ou éventuelles à la fois des éoliennes mais aussi des courants électromagnétiques. Il a été souhaité qu'il y ait une analyse scientifique qui permette, comme on a fait sur d'autres thèmes en Commission, de mesurer l'effectivité ou pas de ces nuisances potentielles.

Je remercie les participants de la Commission parce qu'effectivement, cela fait partie de notre mode de fonctionnement aussi, de ne pas s'arrêter sur des idées préconçues ou sur des présupposés, mais d'aller au-delà. Je crois que c'est notre travail d'élus de mesurer ce qui est réel et ce qui ne l'est pas. C'est dans cet esprit que l'on a souhaité qu'il y ait un débat en Commission, qui est futur, sur ces nuisances potentielles. On va se mettre en capacité d'organiser ce débat avec des scientifiques et des personnes savantes sur ce plan-là.

Mme COUTANT. - Ce sera fort intéressant de pouvoir aussi clarifier ce que sont les infrasons, les ondes magnétiques parce que l'on voit bien que dans les propos, il y a de vraies confusions et une méconnaissance. C'est cette méconnaissance aussi qui crée parfois du doute et puis des espèces d'emballements anti-ceci, anti-cela. Donc, c'est bien d'avoir la

connaissance scientifique rigoureuse, et puis d'entendre les acteurs sur ce qu'ils souhaitent faire.

Vous parlez de ces ondes électromagnétiques et de tout ce que cela peut générer, en tout cas, Eddie PUYJALON, puisque c'est un peu son discours permanent. Je rappelle que ENGIE ne gère pas les câbles électriques. Ce n'est pas son job. Là, ENGIE est plutôt investi avec nous, et notamment tous les gaziers, sur les questions de gaz, bioGNV et hydrogène. Et c'est le sens de la convention.

Ce partenariat ne dit pas que l'on va travailler spécifiquement avec ENGIE. Il dit comment ENGIE peut nous accompagner dans nos actions et les objectifs que nous nous sommes fixés. Ce ne sera pas plus ENGIE qu'un autre partenaire, on discute évidemment avec tout le monde.

C'est une convention sans incidence financière, c'est important de le dire aussi. Juridiquement, il n'y a pas le souci qui pouvait être soulevé.

Quant à 7 000 éoliennes en Aquitaine, il faudrait regarder les chiffres. Il y a des chiffres dans le SRADDET où la Nouvelle-Aquitaine prend sa part par rapport à la loi de transition énergétique pour la croissance verte - et l'on a ce devoir de prendre notre part - mais cela ne représentera certainement pas 7 000 éoliennes.

M. LE PRESIDENT. - Je vais mettre aux voix…

M. HOUDET. - Sur le SRADDET, on est parfaitement d'accord que les gens discutent.

M. LE PRESIDENT. - Je vais mettre aux voix ce rapport.

Qui est d'avis de l'adopter ?

Qui est contre ?

Qu'est-ce que fait Anne ?

Réponse hors micro dans l'Assemblée **-** Abstention

M. LE PRESIDENT. - Qu'est-ce que fait DINA ?

Mme LE GUEN. - On a levé la main, pour.

M. LE PRESIDENT. - D'accord. LR est pour, sauf Madame ESTRADE.

Mme NADAU. - Madame ESTRADE, oui.

M. LE PRESIDENT. - Et Madame LAPREE.

N° 10

Vote sur la «Convention de partenariat NEO TERRA entre la Région Nouvelle-Aquitaine et ENGIE»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

▪ **CONTRE : Les Républicains-CPNT (2), Le Mouvement de la Ruralité,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **ABSTENTION : Rassemblement National,**

▪ **NON PARTICIPATION : *Mme CLAVEAU Charline (activité professionnelle), PS (1)**

M. LE PRESIDENT. - Merci. Cette délibération est donc adoptée.

11 - AIDES A LA TRANSITION ENERGETIQUE DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT : NOUVEAU DISPOSITIF ET MODIFICATIONS DE REGLEMENTS EXISTANTS

Mme COUTANT. - De nouveaux dispositifs et une proposition de modifications. Comme vous le savez, nous avons approuvé le 3 juillet 2020 le projet de convention territoriale triennale au titre du programme « service d'accompagnement pour la rénovation énergétique », programme SARE, porté par l'Etat. Ce partenariat a été conclu entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et quelques obligés. Cette convention prévoit d'apporter un soutien aux particuliers et aux copropriétés pour recourir à des prestations d'accompagnement.

Cette présente délibération vise à définir ou adapter nos règlements Régionaux d'intervention afin d'intégrer les modalités de ce programme SARE et proposer des aides aux particuliers, aux syndicats, aux syndics de copropriétés.

Ainsi sont présentés dans un premier point, un règlement « aides à l'accompagnement pour la rénovation énergétique globale et performante et bas carbone de l'habitat privé », qui est à destination des particuliers. Quand on avait adopté la délibération en juillet dernier, on avait précisé que l'ADEME arrêtait le financement au 31 décembre 2020, notamment des conseillers info énergie qui se trouvent dans les espaces « Info énergie », d'où le programme SARE qui vise à mobiliser les certificats d'économie d'énergie pour financer plus efficacement les programmes de rénovation à l'égard des ménages et des acteurs du petit tertiaire privé, cette fois.

Donc là, vous avez sur la période 2021-2023 deux volets :

- D'abord le volet « service public » qui sera assuré par les plateformes de la rénovation énergétique qui assurent l'information, du conseil, l'accompagnement et tous les prêts « travaux ».

- Dans un second temps, l'accompagnement de la phase « travaux » qui sera assurée par les entreprises privées, sur l'aide à l'audit, l'accompagnement « travaux » et puis l'aide à la maîtrise d'œuvre.

Tout cela sera cofinancé par le Conseil Régional, l'Etat et l'ADEME. C'est donc le premier bloc de cette délibération.

Ensuite, au regard de ce service d'accompagnement pour la rénovation énergétique porté par l'Etat, mais aussi du programme Régional pour l'efficacité énergétique que nous avons adopté en mai 2020, on propose d'actualiser l'appel à projets « rénovation énergétique des

copropriétés » qui date d'octobre 2018. Cette adaptation vise à renforcer le soutien à la rénovation énergétique des copropriétés.

Et puis au regard du prêt, programme Régional pour l'efficacité énergétique, d'envisager de nouveaux objectifs quantitatifs et qualitatifs puisque nous sommes plus ambitieux par ce programme que nous avons voté que ne l'étaient les dispositifs, avant.

On propose donc un cofinancement des audits, un accompagnement de la phase « travaux » de la rénovation globale et de l'avancée des chantiers, et puis une prestation de maîtrise d'œuvre également.

Les modifications touchent essentiellement quatre volets :

- D'abord le périmètre d'éligibilité à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine puisque l'ancien programme intervenait uniquement sur les Collectivités ayant moins de 150 000 habitants. On va donc intervenir sur l'ensemble du territoire néo-aquitain

- On intègre certaines modalités du programme Régional pour l'efficacité énergétique, notamment la rénovation bas carbone, rénovation performante, la prise en compte du confort d'été, la qualité de l'air ; tout cela, vous avez consulté dans le document que nous avons voté en mai

- Il sera également ouvert à toutes les copropriétés y compris celles qui ont plus de 50 lots. Ce qui n'était pas le cas avant, notamment sur le soutien de l'accompagnement à la phase amont

- Et puis intégrer la maîtrise d'œuvre dans l'assiette éligible d'aide aux travaux.

Vous avez le détail du financement dans l'annexe. Je peux le détailler, si vous le voulez, mais on intervient à hauteur à peu près de 50 % du coût HT, que ce soit pour l'audit, que ce soit pour l'accompagnement « lancement travaux », chantiers et puis aussi les travaux.

Il y a aussi un point important, mais je pense qu'il ne posera pas de difficultés, c'est la modification au regard des impacts de la crise sanitaire qui nous frappe en cette année 2020. Deux modifications que nous proposons concernant les espaces « Info énergie », qui n'ont pas pu atteindre les objectifs qui étaient fixés, et l'on peut comprendre, parce que les difficultés pour faire les audits et les conseils aux particuliers en cette période, beaucoup de ménages ont d'autres préoccupations que de rénover leur logement.

Comme nos subventions sont en fonction des objectifs atteints ou pas, on propose, sur cette année 2020, de ne pas intégrer ce volet d'objectifs à atteindre. Et c'est le cas également sur les territoires à énergie positive qui n'ont pas pu, non plus, effectuer et atteindre tous les objectifs qu'ils avaient proposés.

L'aide Régionale se fait en deux parts : une part fixe et une part variable. C'est sur cette part variable que les objectifs ne sont pas forcément atteints. On propose donc de ne pas conditionner la part variable cette année, du fait de cette crise Covid puisque celle-ci a notablement retardé l'avancée de leurs actions.

M. LE PRESIDENT. - Merci Françoise. Monsieur HOUDET, vous vouliez intervenir ?

M. HOUDET. - Juste pour vous dire que je me suis trompé sur les chiffres. Ce n'est pas 7 800, c'est 2 790 sur 462 points qui sont prévus. Et enfin, sur les éoliennes, c'est Madame COUTANT qui en a parlé à la Commission. Je vous remercie.

Mme SIARRI. - Je vais faire une intervention courte. Président, vous parlez beaucoup de l'ambition Néo Terra, et comme vous dites souvent que vous êtes un Président à l'avoir fait, finalement très peu d'autres Présidents ont eu cette ambition, je voudrais revenir sur des éléments d'échelle.

Parce que finalement concernant l'aide aux ménages pour la rénovation des logements, dans cette nouvelle Région Aquitaine, on a 1 956 180 logements. Dans Néo Terra, on a dit que l'on allait en rénover 100 000 par an. Quand on regarde ce règlement, qu'est-ce que l'on voit ? Vous nous annoncez avec beaucoup de transparence, comme toujours que depuis 2017, on avait donné 1 269 subventions. Sur ces 1 269 bénéficiaires, il y en a 964 seulement qui ont poursuivi les travaux et 470 qui ont engagé des travaux globaux.

Là, on passe donc à une dimension supérieure, et dans ce programme Régional SARE, on nous dit que l'on finance 3 000 audits, 300 accompagnements et 175 actions de maîtrise d'œuvre. C'est intéressant parce que c'est une montée en charge, mais ce n'est pas à échelle ni des objectifs que vous nous assignez dans Néo Terra, ni du besoin qui s'est naturellement accru puisqu'une grande partie des logements se retrouve dans des besoins de rénovation énergétique importants.

Et finalement, ce même raisonnement peut se tenir aussi sur la copropriété, puisque depuis 2018, vous aurez permis la rénovation de 200 logements en copropriété avec un engagement de la Région de 800 000 €, et là, si je fais le calcul même en donnant 7 000 € pour chaque logement, finalement on va passer à 400 logements pour la copropriété. Là où, en Nouvelle-Aquitaine, il y a 49 500 copropriétés qui représentent 584 000 logements.

Il y a donc un problème d'échelle entre ce que l'on voudrait faire et les règlements que l'on passe qui ne permettent pas d'atteindre ces objectifs, dont on est tous d'accord, qu'il faudrait pourtant que nous les atteignions.

Sur la dernière partie, évidemment, nous sommes tout à fait d'accord pour que, et pour les territoires TEPOS et pour les espaces « Info énergie » on ne conditionne pas l'allocation

d'aide à la réalisation d'objectifs, mais déjà avec les territoires TEPOS on est déjà sur une part marginale en termes de surface géographique par rapport à la vastitude de notre Région. Cela veut donc dire, y compris sur les territoires qui sont les plus en pointe et qu'il faut soutenir ; évidemment il y a cette crise, mais rien nous dit qu'elle ne va pas durer sous cette forme ou sous d'autres. On a du mal à passer à l'échelle. Voilà, ce que je voulais dire ce soir.

M. LE PRESIDENT. - Comment vous répondre ? Premièrement, on a jamais vraiment su faire, en France, une politique de massification de la rénovation énergétique. Ni l'Etat, ni nous. Il faut accepter cela. Ni les villes, ni qui que ce soit.

J'étais un peu critique à l'égard du programme SARE qui transfère cette compétence aux Intercommunalité. J'ai réuni quelques territoires TEPOS. La seule chose qui marche, ce sont les territoires TEPOS. Pierre FROUSTEY peut en témoigner. Parce qu'il faut que l'on s'approprie d'une part la relation entre la volonté politique des élus locaux et les habitants. Deuxièmement, parce que le budget d'une Région ne peut et ne pourra jamais être à la hauteur. Ou alors, il faudrait dire que l'on supprime la politique des lycées, la politique économique, je ne sais pas.

C'est donc quelque chose d'assez compliqué. Simplement, il y a une chose que j'ai vécue, en tant que maire, c'est qu'il faut absolument que l'on arrête la construction de copropriétés sauf s'il y a des propriétaires occupants. La copropriété liée aux défiscalisations transforme ces habitations en copropriétés dégradées au bout de dix ans que l'on demande à des Offices HLM de reprendre. Je suis contre l'accompagnement fiscal de la construction d'immobilier. Je suis totalement contre. J'ai essayé de le démontrer auprès de tous les gouvernements. On ne m'a pas trop écouté. Je suis très réservé là-dessus.

Nous allons donc mettre en place, ce qu'explique Françoise COUTANT, un autre dispositif dans le cadre du programme SARE, où, en fait, ce seront les Intercommunalités à la manœuvre. Nous serons présents en ingénierie.

Mme COUTANT. - Juste dire que les chiffres qui ont été évoqués par Alexandra SIARRI sont tout à fait justes, mais dire aussi que dans les objectifs que nous avons de rénovation énergétique du logement en Nouvelle-Aquitaine, il y a ce que nous financerons, et puis il y a ce qui pourrait être financé par notamment les dispositifs de l'Etat, « Ma prime rénov », etc. Tout le monde n'a pas besoin d'un financement, d'un accompagnement pour rénover son logement, fort heureusement. On va accentuer nos efforts sur les plus précaires.

M. LE PRESIDENT. - Qui souhaite s'abstenir sur ce rapport ?

Le Groupe Ruralité.

Qui vote contre ?

Qui ne prend pas part au vote ?

M. LE PRESIDENT. - Ce rapport est donc adopté.

N° 11

Vote sur les «Aides à la transition énergétique des territoires et du logement : nouveau dispositif et modifications de règlements existants»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI), PS (1)°**

12 - CONVENTION NEO TERRA ENTRE LA REGION NOUVELLE AQUITAINE ET LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE

M. LE PRESIDENT. - Je vais passer la parole à Pierre FROUSTEY ou Reine-Marie WASZAK, sur la convention Néo Terra avec le département de la Charente.

Je vous signale, je le dis à Lionel avec un petit clin d'œil, que nous ne passons que des actions concrètes sur Néo Terra.

Mme WASZAK - Je vais commencer à vous la présenter, et si je ne suis pas assez complète, Pierre, qui a beaucoup travaillé sur le sujet, pourra compléter.

Cette délibération porte sur la convention Néo Terra signée entre la Région et le département de la Charente. Elle fait suite à une première convention présentée en séance plénière le 16 novembre, entre la Région et le département du Lot-et-Garonne.

Je ne vous rappelle pas les onze ambitions de Néo Terra, et les objectifs de la Région dans ce domaine. Mais vous dire que la convention avec le CD s'inscrit dans la démarche de territorialisation de Néo Terra et aussi destiné à préparer la prochaine génération de contrats de territoires. Des Comités de pilotage sont organisés actuellement sur tous les territoires de Nouvelle-Aquitaine. C'est l'occasion de présenter cette feuille de route et de sensibiliser tous les acteurs, les élus, à ses ambitions. Je peux dire que c'est très bien accueilli, et déjà beaucoup de territoires sont en mouvement et ont déjà quelques ambitions qui sont appliquées tel que les plans alimentaires territoriaux, de la mobilité, les circuits courts. On est vraiment en plein dans nos objectifs.

Le département de la Charente s'est très tôt positionné pour conventionner avec la Région sur les bases des ambitions de la feuille de route. Il inscrit pratiquement toutes les onze ambitions de Néo Terra dans ses objectifs. Par exemple, ils sont déjà engagés dans la rénovation énergétique du patrimoine départemental, la production d'énergie renouvelable ou encore la définition d'espaces naturels sensibles.

Le département a souhaité, par le budget participatif charentais, engager les citoyens dans la décision d'actions concrètes en faveur du développement durable.

La convention est signée pour trois ans. Le Comité de pilotage sera mis en place pour évaluer, pour faire un suivi. Vous retrouvez dans la convention la déclinaison des actions qui sont prévues par le département ; c'est très ambitieux mais je crois qu'ils sont déjà bien engagés dans ces projets.

Je ne sais pas si Pierre veut compléter.

M. LE PRESIDENT. - Merci Reine-Marie. Pierre.

Mme WASZAK. - Il a dû s'absenter.

M. LE PRESIDENT. - Je lui donnerai la parole s'il veut évoquer cela tout à l'heure.

Est-ce qu'il y a des oppositions à ce projet avec la Charente ?

RN, contre ?

Mme LE GUEN. - Pour.

M. LE PRESIDENT. - Très bien. Les autres élus ?

Abstention de la Ruralité.

Et Néo Terra a été adopté à l'unanimité en Charente, aujourd'hui.

Ce rapport est donc adopté.

N° 12

Vote sur la «Convention Néo Terra entre la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de la Charente»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

▪ **CONTRE : Rassemblement National,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **ABSTENTION : Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **NON PARTICIPATION : PS (1)**

13 - UN NOUVEAU CADRE D'INTERVENTION REGIONALE : LES CONTRATS DE MOBILITE (RENFORT DE DESSERTES REGIONALES, MISE EN PLACE D'UN BOUQUET DE MOBILITE LOCALE, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES POINTS D'ARRETS DE TRANSPORTS COLLECTIFS REGIONAUX)

M. LE PRESIDENT. - Renaud. Les contrats de mobilité.

M. LAGRAVE. - Cette délibération qui vous est proposée aujourd'hui est en amont d'un certain nombre de décisions que les Intercommunalités, qui aujourd'hui ne sont pas autorité de transports, devront prendre avant le 31 mars prochain.

Ce choix que nous avons fait vient après deux ans des Etats généraux de la mobilité, un an à l'adoption de la loi sur les mobilités qui prévoit notamment le principe de pouvoir faire que sur l'ensemble du territoire national, il puisse y avoir des autorités de mobilité. Dans ce cadre, il nous est apparu assez logique qu'avant que les Intercommunalités ne fassent le choix de prendre ou non cette compétence, la Région indique quelle est, de son côté, son approche autour non seulement de ce qu'elle souhaite mettre en place dans le cadre de la loi, bien évidemment, et souhaite proposer aux Intercommunalités qui, en l'occurrence, ne prendront pas la compétence à partir du 31 mars puisque la loi prévoit que si elles ne prennent pas la compétence, c'est la Région qui automatiquement est autorité de mobilité sur le territoire.

Cela veut dire simplement que dans le cadre de cette loi, ce n'est pas la Région Nouvelle-Aquitaine mais bien Régions de France qui s'est exprimé pour alerter sur la difficulté qu'il pourrait y avoir à l'issue de la prise ou non des compétences, de l'éparpillement à travers les territoires de cette compétence, notamment lié à l'interconnexion des transports et des flux de mobilité à l'échelle de tout le territoire des Régions.

Dans le cadre de cette loi, on a souhaité continuer ce que nous avions déjà commencé notamment à l'occasion du transfert des transports scolaires et interurbains à la Région en 2017, où nous avions souhaité travailler justement à cette intermodalité et commencé à travailler également sur l'idée qui, visiblement, ne plaît pas forcément à tout le monde mais qui - j'avais la faiblesse de penser - était quand même répandue à l'échelle nationale, et qui était de favoriser le report modal qu'il s'agisse des voyageurs mais aussi des marchandises.

Ce qui veut dire que dans ce cadre-là, et la loi vient nous renforcer sur cette question, au-delà du transport de voyageurs ferroviaire et routier, il est indiqué que nous sommes chef de file renforcé et autorité de transport et de mobilité à l'échelle de la Région notamment sur ce que l'on qualifie les mobilités actives partagées, solidaires qui existent parfois sur certains territoires - on a pu le remarquer - depuis de nombreuses années à l'échelle des intercommunalités ou territoires départementaux.

L'idée, dans cette loi qui d'ailleurs a été, dans le cadre du débat à l'époque, une des propositions portées par Régions de France, est la mise en place des contrats opérationnels de mobilité qui, aujourd'hui, sont finalement rendus nécessaires dans le cadre de la coopération que nous souhaitons mettre en place avec les Intercommunalités qui n'auront pas pris la compétence, de manière qu'elles soient tout à fait informées des propositions que nous souhaitons faire.

Ces contrats opérationnels finalement sont ni plus ni moins que ce que nous avons déjà mis en place - Reine-Marie l'évoquait il y a un instant sur les contrats de territoire, ce ne sera pas forcément les mêmes échelons, on en discutera - pour que l'on puisse avoir des outils à travers ces contrats opérationnels qui puissent faire que sur tous les territoires, on puisse accentuer les mobilités de nos concitoyens. C'est bien l'objectif partagé, que ce soit dans la loi, et par la Région.

L'idée dans ces contrats opérationnels est de rassembler les acteurs locaux, que ce soit les autorités organisatrices qui sont déjà présentes, parfois des Syndicats mixtes de transport ; c'est le cas notamment sur le Pays Basque. Nous avons proposé aux départements, il y a maintenant trois semaines, de pouvoir intégrer s'ils le souhaitaient ces contrats opérationnels, tout simplement dans le cadre de leur compétence notamment sur les transports solidaires, sur les aspects routiers, les aires de covoiturage, bref, un certain nombre d'investissements. Et puis, dans le cadre de la loi, il y a les gestionnaires de gares ou de pôles d'échange multimodaux.

Nous souhaitons intégrer également les établissements publics, donc les Communautés de communes, qui n'auront pas pris la compétence dans ces contrats opérationnels, intégrer également le Syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités - que l'on a créé, je vous le rappelle il y a deux ans, avec quasiment toutes les AOM, il en manque deux, à date - de Nouvelle-Aquitaine, et puis également les Régions limitrophes tout simplement parce que sur un certain nombre de territoires, il y a aujourd'hui, nécessité d'intégrer les Régions et peut-être potentiellement d'ailleurs des départements limitrophes.

Je pense par exemple, puisque j'y étais il y a une quinzaine de jours, à une Communauté de communes des Landes qui a des communes du Gers dans son Intercommunalité. Il conviendra évidemment d'intégrer, puisque les flux sont présents, la Région Occitanie. Je me suis déjà entretenu avec mes homologues des autres Régions limitrophes qui sont attentifs à la mise en place de ces contrats opérationnels.

Je disais l'intégration de Nouvelle-Aquitaine Mobilités dans ces contrats opérationnels, parce que tout simplement, je vous rappelle que la Région a confié à Nouvelle-Aquitaine Mobilités, à l'instar des 26 autres AOM de Nouvelle-Aquitaine, le fait de travailler sur la

coordination des offres, sur la création d'un système d'information multimodal et sur la billettique unique. Il est évident et il nous est apparu utile, nécessaire, de faire que ce Syndicat mixte puisse s'intégrer dans les contrats opérationnels pour mettre à disposition tous les outils qui sont déjà opérationnels. Vous avez déjà entendu parler de Modalis - enfin j'espère, si vous ne l'avez pas, mettez-le sur vos smartphones. Plus récemment, je vous rappelle que l'on a mis sur l'application Modalis la possibilité d'acheter des tickets directement sur l'application. Nous sommes en train de finaliser - j'espère que ce sera fait à l'issue des fêtes de Noël - la possibilité d'acheter des billets de TER sur Modalis. Et petit à petit, il y a maintenant environ une quinzaine de réseaux urbains qui ont intégré la billettique également sur le M-ticket qui est sur Modalis.fr.

En parallèle à cela, nous avons aussi effectué - c'est en cours - un très gros travail d'étude sur les mobilités à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine que nous mettrons et que nous proposons de mettre à disposition des contrats opérationnels de manière à ne pas refaire des études là où elles sont déjà faites. L'idée d'intégrer Nouvelle-Aquitaine Mobilités en dehors de la Région, des Départements et des AOM existantes qui continueront aussi un apport d'ingénierie sur des territoires qui aujourd'hui sont des Intercommunalités relativement plus petites que des grosses agglomérations, et n'ont pas forcément de service transport ou mobilité, est véritablement de pouvoir intégrer toute cette ingénierie à l'occasion de la mise en place de ces contrats opérationnels.

Quelle est aujourd'hui la proposition qui vous est faite pour le cadre d'intervention de la Région ? D'abord, nous avons aujourd'hui un certain nombre de territoires qui nous demandent de renforcer l'offre Régionale actuelle que ce soit en TER ou en lignes de cars express ou en lignes interurbaines que l'on a récupérées il y a trois ans. Cela fait partie des sujets que nous devrons examiner dans le cadre de ces contrats opérationnels.

La deuxième chose est que beaucoup de territoires nous disent qu'ils souhaitent véritablement mettre en place des nouveaux services. C'est l'occasion dans les contrats opérationnels de pouvoir travailler justement sur ces flux de mobilité à l'intérieur de ces futurs bassins qui nous permettent concrètement de mettre des renforts d'offres et pourquoi pas de créer de nouvelles mobilités sur ces territoires.

Cela veut dire également, et cela a été confirmé par une circulaire de Madame la Préfète de Région pas plus tard qu'avant-hier, qu'il y a bien évidemment la possibilité pour les territoires qui n'avaient absolument pas attendu ni la LOM ni la Région, ni personne et qui avaient déjà mis en place des services, de pouvoir les continuer dans le cadre de la loi, puisque en l'occurrence, il suffit, même si elles ne deviennent pas autorité de transport, de prévenir la

Région - c'est le cadre de la circulaire qui a été envoyée - et elle peut tout à fait continuer à mettre en place ses services.

Nous proposons également dans cette délibération la mise à jour de notre règlement d'intervention sur les Pôles d'échange multimodaux, tout simplement, parce qu'aujourd'hui dans la tête d'un certain nombre de nos concitoyens, les fameux PEM (Pôles d'échange multimodaux) sont des Pôles essentiellement ferroviaires. Il est utile est nécessaire d'intégrer aujourd'hui les projets de Pôles d'échange multimodaux routiers, parce que sur certains territoires on a des points d'arrêts de transport collectif qui sont extrêmement importants et qui constituent finalement quelque part des gares routières qui s'ignorent. Au lieu de faire de simples gares routières, la proposition, que nous souhaitons faire dans le cadre de la mise à jour de ce règlement, est véritablement la création de Pôles d'échange dans lesquels nous pourrions retrouver un certain nombre de nouvelles mobilités.

Je prends un exemple concret. Des Intercommunalités, qui jusqu'à aujourd'hui n'ont pas la compétence mais ont mis en place des services, ont mis à disposition de leurs concitoyens des aires de covoiturage, des arrêts de covoiturage. Cela fait partie des outils qui nous paraissent intéressants et sur lesquels nous pourrions retrouver des vrais Pôles d'échange multimodaux dans lesquels chacun pourrait retrouver, qui un garage à vélos, qui un espace pour pouvoir attendre son covoiturage, ou bien de pouvoir mettre encore comme je le disais il y a un instant, un peu plus de renfort d'offres.

J'ai oublié un détail qui a son importance. Nous allons proposer aux territoires - et c'est aujourd'hui chose faite - qu'il puisse y avoir également l'ouverture des transports scolaires aux usagers du quotidien, parce que les horaires de transports scolaires, parfois pour aller au collège ou au lycée, correspondent au domicile travail. Il nous paraît intéressant que dans les territoires ruraux, on puisse le faire. D'autres Intercommunalités nous ont interpellés en nous disant, par exemple : « sur mon RPI (rassemblement pédagogique intercommunal) j'ai un car qui fait le ramassage scolaire le matin et revient le soir. Est-ce que l'on ne pourrait pas faire un deuxième circuit pour aller au Pôle d'échange pour aller à la Maison de Santé, pour aller au marché, etc. ? ». Cela fait partie des sujets que nous souhaitons intégrer dans ces contrats opérationnels.

Enfin, je veux vous dire qu'au-delà du cadre d'intervention que nous souhaitons fixer, nous avons souhaité - et j'ai oublié de le dire en introduction - depuis maintenant un mois ou deux, tenir des réunions avec l'ensemble des EPCI, et je veux les remercier et les saluer. Les élus Référents Transport des douze départements ont organisé des réunions avec les Intercommunalités. Il y a eu des réunions avec les AOM existantes, avec les départements. On a déjà opéré une certaine concertation.

Et j'ai oublié également de dire que les contrats opérationnels, vous avez remarqué que vous n'avez aucune carte de ces bassins de mobilités. C'est absolument voulu tout simplement parce que nous n'avons pas souhaité arriver avec un débat sur : « Y suis-je ? N'y suis-je pas ? » qui n'aurait pas parlé du fond des mobilités mais plutôt de dire « Où est-ce que je suis ? Dans quel bassin je me situe ? ».

Nous avons souhaité dire aux Intercommunalités de nous faire aussi des propositions. On a aujourd'hui une réflexion qui est la nôtre. On la confrontera justement avec les territoires après le mois de mars, date à laquelle ils auront pris, ou non, la compétence. Ce qui nous permettra derrière de définir véritablement ces bassins de mobilité en toute concertation avec l'ensemble des acteurs.

Pour entrer plus dans le détail du cadre d'intervention, la proposition que l'on vous soumet aujourd'hui est l'idée que dans le cadre de ces renforts d'offres, il puisse y avoir une participation de la Région à hauteur de 50 %. Aujourd'hui, la nature de la Convention que nous avons notamment avec l'Agglomération du Pays Basque ou avec Bordeaux Métropole, demain peut-être avec d'autres territoires, 40 % si nous nous trouvons en situation d'avoir plusieurs autorités de transport, ce qui sera peut-être le cas sur certains projets. Et puis enfin, une modulation en fonction de la vulnérabilité des territoires, avec plus 5 %, et parfois même les plus vulnérables majorés de 10 %.

Ce bouquet que l'on a appelé « bouquet de mobilité locale », vous le voyez sur cette carte qui apparaît, qui n'est pas la carte des contrats opérationnels, qui est la carte de toutes les Intercommunalités qui vont avoir à faire le choix avant le 31 mars, de prendre ou non la compétence. Vous voyez que c'est une majorité de Communautés de communes pour moins de 20 000 habitants. Jusqu'au 31 mars pour décider et jusqu'au 1er juillet pour que chaque commune puisse délibérer puisque c'est quand même une compétence relativement importante.

La proposition, encore une fois, est que l'on puisse véritablement travailler sur ces contrats opérationnels dans le cadre de ces bassins de mobilité, qui, pour tout vous dire, devront correspondre à des flux de mobilité. Ces flux de mobilité ne sont pas sur une Intercommunalité, ils sont sur plusieurs Intercommunalités. Ils sont avec des AOM, avec des départements et il faudra que l'on travaille sur ces bassins une fois que les Intercommunalités auront fait leur choix de prendre ou non cette compétence.

Cela veut dire que nous aurons un cofinancement également sur ces initiatives et tout ce qui aura été mis en place au niveau local dans le cadre des contrats opérationnels.

L'idée simple, que nous avons regardée, est comment et à quelle hauteur nous pourrions intervenir, sachant que l'on est déjà en intervention d'une manière extrêmement importante

sur le ferroviaire et sur la partie routière, sachant que sur le ferroviaire, comme chacun sait, l'usager paye 24 % du billet, que sur le car interurbain, il en paye 3 à 4 %, et que sur le transport scolaire on est pour les plus hauts à environ 10 %, mais plus sûrement aux alentours de 10 %. Ce qui veut dire que l'idée que nous avons eue, est d'essayer de voir combien nous pourrions proposer dans le cadre de ces contrats opérationnels aux Intercommunalités qui ne prendraient pas la compétence puisque en l'occurrence ce sera avec elles que l'on travaillera, sur une base de 4 € par habitant pour les Communautés de communes au sein d'un bassin de mobilité dans le cadre des contrats opérationnels.

Encore une fois, avec une bonification de l'intervention Régionale sur les territoires en situation de vulnérabilité et à chaque fois, nous essaierons d'avoir un travail avec les territoires de recherche d'efficacité pour avoir des dispositifs qui fonctionnent. Nous l'avons indiqué aux Intercommunalités qui se posent des questions, légitimement d'ailleurs dans cette période, dont d'ailleurs un certain nombre d'Exécutifs viennent juste d'arriver, pour leur dire qu'il ne suffit pas de mettre de l'offre. Il faut la faire partager à nos concitoyens sur vos territoires respectifs, tout simplement parce que l'on peut tout à fait dire que l'on va mettre du transport à la demande, des cars, sauf que s'il n'y a pas d'informations, et au-delà de l'information s'il n'y a pas de la communication autour de ces dispositifs, ils peuvent s'arrêter. Cela a été le cas sur certains territoires en Nouvelle-Aquitaine, ces derniers mois.

Je termine juste en disant que l'on aura donc 50 % du coût des services qui seront de la part de la Région. Et l'on proposera effectivement, c'est le cadre de la loi, de pouvoir travailler avec les Communautés de communes qui ne seront pas autorités de transport, qui n'auront pas choisi de prendre la compétence.

Vous voyez quelques exemples d'actions qui sont envisageables et qui, d'ailleurs, existent déjà sur certains territoires. On a, avec mes collègues, rencontré beaucoup d'Intercommunalités qui avaient d'ores et déjà mis en place des systèmes de Rezo Pouce, par exemple, d'autostop organisé ; c'est pour cela qu'il faut aussi des Pôles d'échange, de covoiturage domicile/travail, transport à la demande. Il y a beaucoup de choses qui existent déjà. Il faudra évidemment s'en inspirer pour que, là où rien n'existe, on puisse aussi modéliser les choses.

On aura également dans le cadre de ce dispositif une mise à jour et une harmonisation du service autour du transport à la demande qui fonctionne plus ou moins bien selon les territoires. C'est là où j'ai constaté, en tout cas, que les outils Régionaux, tel que Modalis pour pouvoir créer des services beaucoup plus efficients et efficaces sur les territoires pourraient venir aider sur ces territoires pour porter à connaissance encore plus, ces systèmes de transport à la demande qui sur certains territoires peuvent être un peu méconnus ou parfois

méconnus. J'ai même eu dans des réunions quelques témoignages d'élus qui me demandaient pourquoi ils n'avaient pas de cars interurbains qui passaient à proximité de leurs communes, alors que cela faisait 20 ans qu'ils passaient dans leurs communes. On a aujourd'hui une méconnaissance du réseau qui est encore à faire connaître encore plus qu'aujourd'hui.

M. LE PRESIDENT. - Je pense qu'il faut impérativement - c'est très pédagogique pour tout le monde - que ce genre de détails soient amenés en Commission.

M. PUYJALON. - Monsieur le Président et chers collègues. D'abord, on est extrêmement favorable aux contrats opérationnels tels qu'expliqués par Monsieur Renaud LAGRAVE, pour le monde rural.

Secondement, si je regarde bien les modes de déplacements plus écologiques et collectifs avec une participation dans les projets vélos à hauteur de 70 % d'augmentation et la volonté de promouvoir les déplacements multimodaux.

Une question me taraude. Comment cela se passe pour les territoires ruraux ? Va-t-on devoir aller travailler depuis Braud-et-Saint-Louis à vélo ou à dos de chameau ?

Vous en parlez dans ce texte en expliquant le principe de transport à la demande, mais la demande, là, Monsieur le Président, vous la connaissez. Vous avez rencontré les Gilets Jaunes sur le rond-point de Blaye, et vous avez entendu les conditions de vie déplorables de certaines femmes dans cette galère du travail, trajet quotidien. Vous l'avez dit vous-mêmes, tout à l'heure.

La remarque : quelle est la demande de ces citoyens qui n'ont aucun problème avec le travail si ce n'est qu'il leur faut entre deux et trois heures pour aller travailler, en se levant à 4h du matin pour espérer embaucher à 8h ou à 9h quand cela se passe mal. Au lieu de faire de la centralisation de toute l'activité économique dans la métropole et des transports en connexion vers les autres grandes métropoles Régionales, la Région aurait dû probablement développer depuis longtemps les réseaux périurbains et ruraux vers les métropoles et entre eux, en parallèle, un développement de l'activité économique.

Je sais, Monsieur le Président, que vous allez me citer l'exemple de l'entreprise de ballons dirigeables sur Laruscade. Vous avez raison, mais il en faudra beaucoup d'autres. Vous allez me dire que c'est ce que vous faites, mais je vous le dis, et je pose la question, où en est la ligne Blaye et Saint-Mariens, par exemple ? Combien de ces investissements vont être engagés dans les pistes cyclables des métropoles ? Et combien dans les réseaux essentiels des territoires ruraux dont la survie en dépend ?

Pourquoi avons-nous pris tant de retard alors que le problème n'est pas nouveau ? Et pourquoi faire croire que cela va changer seulement parce que l'on est en fin de mandature ? Je veux croire qu'il y a d'autres moyens alloués.

Si nous prenons l'exemple de la ligne Agen/Périgueux, des élus du territoire me disent avoir rencontré Alain ROUSSET il y a quinze ans, il avait dit banco pour la ligne. Le temps passe vite à la Région, mais il est très long sur les territoires qui attendent.

J'ai quelques remontées du terrain, d'ailleurs sur ce sujet, avec la SNCF, et à juste titre, la différence entre RSNCF qui parle de clients et de rentabilité et la Région qui travaille de service aux usagers, et vous avez raison, et je m'en fais l'écho. La SNCF sur cette ligne prévoit de supprimer - Monsieur Renaud LAGRAVE me dira si c'est vrai - trois des arrêts qui étaient prévus sur cette ligne, par exemple, sans informer les usagers, bien évidemment. Les petites gares seraient donc supprimées. Encore des territoires ruraux que l'on va sacrifier sous l'égide de la rentabilité. Ce qui est d'ailleurs le cas probablement toute l'année quand il y a des problèmes de travaux ou de grève où l'information aux usagers arrive très tardivement. C'est une fâcheuse habitude du gestionnaire.

Vous avez bien parlé d'ouverture à la concurrence, mais il est vrai qu'aujourd'hui la concurrence a du mal avec la crise Covid. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de prétendants à prendre les lignes aujourd'hui. Donc, on fera sans cela. On compte surtout sur la pression de la Région pour tirer vers le haut encore plus le service aux usagers et en espérant que les lignes du quotidien, dont vous faites la promotion à travers ce projet, aboutissent très rapidement et que demain les citoyens des territoires ruraux abandonnés puissent avoir un train du quotidien pour aller travailler dans de bonnes conditions.

Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Cher Eddie. Je ne sais pas si vous avez voté le Plan de relance, mais si vous ne l'avez pas voté, vous êtes en totale contradiction avec vous-mêmes. Vous l'avez voté ou vous vous êtes abstenus ? Très bien, félicitations, merci.

Je rappelle que - sous le contrôle de Renaud LAGRAVE et des Services - on a investi, hors compétence, 1,4 Md€ sur les infrastructures, premièrement.

Deuxièmement, que nous sommes ni propriétaires, ni maîtres d'ouvrage de l'ensemble de ces travaux. Et que nul ne peut contester que nous nous battons, à l'époque c'était Bernard UTHURRY, maintenant Renaud LAGRAVE, sur cette compétence Transports - j'allais dire selon une expression de mon village - comme des chats maigres. Donc, dans cette affaire, nul ne peut nous le reprocher.

Troisième observation, que tous les maires et tous les usagers, y compris les spécialistes des transports urbains, et c'est pour cela que Renaud a présenté précisément ces contrats de mobilité qui supposent des transports à la demande, du rabattement, etc. Plus on arrête le train, moins il va vite, et plus on prend sa voiture. C'est mathématique. Je veux bien que l'on dise que l'on fait des gares partout, etc. Il est très facile d'expliquer que pour qu'un train s'arrête dans une gare, il faut que plusieurs kilomètres avant, il ralentisse. Il s'arrête une, deux, trois minutes. Ensuite il repart. A chaque fois, vous pénalisez ; c'est le paradoxe. C'est pour cela que ce que l'on a essayé de vous proposer avec Renaud LAGRAVE, ce sont des dispositifs de bolides et de dispositifs de trains qui s'arrêtent, qui cabotent. Voilà.

M. PUYJALON. - On est d'accord, Monsieur le Président. Je n'ai pas critiqué l'arrêt de la gare, c'est l'information aux usagers pour qu'ils puissent se retourner. Et ensuite, je ne fais que répercuter ce que vous avez demandé à la dernière plénière : « Aidez-moi pour que je puisse faire avancer la ligne Blaye/Saint-Mariens. ». Je fais mon boulot.

M. LE PRESIDENT. - Mais, je suis favorable. J'aime bien rouvrir les voies ferrées, même si vous ne m'aidez pas, partout.

Mme NADAU. - Certes, Monsieur LAGRAVE a été beaucoup dans le détail dans sa présentation des contrats. Il est venu aussi sur les territoires et nous l'en remercions, pour expliquer justement ce transfert de compétence. Mais, j'avais, avant toute chose, une question très simple et j'attends une réponse qui ne peut être que claire sur la lecture que fait l'Exécutif Régional de la note du Ministère des Transports précisant la faculté pour un EPCI AOM de laisser à la Région la gestion des lignes régulières et des transports scolaires. Autrement dit, l'EPCI peut-il exercer partiellement la compétence, et laisser à la Région les lignes régulières et les transports scolaires ? Oui ou non.

M. LE PRESIDENT. - Renaud répondra. Il a compris, moi pas tout à fait.

Mme NADAU. - Renaud LAGRAVE va très bien comprendre ma question puisque cela a été un grand sujet lors de sa visite.

M. LE PRESIDENT. - Très bien. Mais, de grâce, faisons attention - c'est valable pour nous tous, c'est valable pour moi aussi - qu'il y ait un certain nombre de questions, de questionnements aussi précis, comme vous le faites, qui devra être traité en Commission. Comment voulez-vous que l'on s'en sorte. On a deux jours. Il y a déjà un Groupe qui vient de partir.

Mme NADAU. - Pardonnez-moi, Président. Mais le choix pour les EPCI est important, et je pense que les questions, cette question-là est très importante pour faire le choix. Déjà, cela me paraît être la base.

M. LE PRESIDENT. - Renaud vous répondra. J'ai juste un problème que je veux évoquer. Tout cela, ce sont des transferts massifs. Je serai très attentif au coût, parce que je ne sais pas si ces transferts que nous donne l'Etat sans ressources particulières, on va pouvoir les assumer longtemps. Je rappelle que tout cela, ce sont des crédits de fonctionnement.

Mme NADAU. - Mais, Président, je ne fais aucun procès d'intention.

M. LE PRESIDENT. - Mais, je fais référence à des débats que l'on a eus sur le budget tout à l'heure.

Mme NADAU. - Mais, pas du tout. C'est vous qui noyez le poisson, là, Président.

M. LE PRESIDENT. - Je ne noie pas le poisson. J'essaye de faire en sorte que l'on reste bien dans le même bocal.

Mme NADAU. - Oui. Et on va éviter de tourner en rond, Président.

M. LE PRESIDENT. - J'ai un grand aquarium carré avec de l'oxygène et je m'aperçois que les poissons n'ont pas tous le même discours, selon l'heure et le dossier.

Mme NADAU. - Mais, Président.

M. LE PRESIDENT. - Non. Marie-Françoise, laissez parler William JACQUILLARD.

M. JACQUILLARD. - Merci Président. Je vais essayer d'être court. C'est vrai que cette loi arrive au moment où l'on vient juste de finir la mise en œuvre de la loi NOTRe. On s'est quand même pas mal débattu dans les départements pour les transferts, etc. A un moment donné, on se demande si faire et défaire, ce n'est pas la principale action du Gouvernement sur cette question de mobilité.

C'est vrai que cette loi dans son application et dans son explication est complexe. Cela me fait dire que l'on va arriver en début d'année 2021, où il va falloir effectivement, non seulement, continuer à expliquer, rencontrer les CDC, les départements, délimiter les bassins, mettre en place ces contrats. Au moment où l'on va être aussi dans la préparation des contrats de territoire, 2ème génération, au moment où l'on est interpellé aussi par les CDC, les départements, sur le contenu des futurs CPER, et en même temps sur ce qui nous sera précisé sur les programmes européens.

Donc, on voit que cette année 2021 va être extrêmement sensible et difficile pour ce qui concerne la rencontre non seulement avec les élus de territoire, mais aussi tous les acteurs qui vont devoir prendre à bras-le-corps cette question d'organisation de leur mobilité de façon extrêmement ciselée. Cela veut dire que le dialogue avec les territoires, entre nous, Région, et les élus, les acteurs socioéconomiques, mais aussi les citoyens et les usagers, va devoir se renforcer. Et je vois là, en même temps, une opportunité pour encore mieux nous insérer dans

les territoires, de façon fine, et établir une relation durable. Mais, il va falloir accompagner, de façon forte, à la fois dans la méthode et dans les moyens, ceux qui vont être sur le devant de la scène. On en sait quelque chose, effectivement. Renaud l'a dit. Les élus qui portent cette délégation dans les départements sur le transport routier « voyageurs » comme sur le transport scolaire, sont déjà parfois rudement mis à l'épreuve. Là, dans la façon dont on va mener ces contrats, il va vraiment falloir être accompagnés. Je ne dis pas qu'il ne faut pas prendre avec sérieux ces affaires-là. C'est encore une fois un défi à relever. Il y a un enjeu tout à fait passionnant, mais l'on voit bien que ce dialogue territorial de proximité va devoir être renforcé à la fois dans la méthode et des moyens.

Je sensibilise un peu sur cette question-là, parce que je pense qu'il faut que l'on y réfléchisse un peu en amont de façon que l'on continue à pouvoir contractualiser de bonne manière, notamment sur ces questions de mobilité, parce que c'est peut-être la question la plus sensible en ce moment et durablement dans les territoires.

Les retours que l'on a, que ce soit des CDC, des élus locaux mais aussi des usagers, nous interrogent beaucoup sur la suite à donner. Il va donc falloir que l'on soit prêt à pouvoir le faire. Merci.

Mme NADAU. - Excusez-moi. Président. Je croyais que ce Monsieur me donnait une réponse. Et vous m'avez coupé mon intervention. Je ne suis plus rien.

M. LE PRESIDENT. - Madame. Je ne sais pas si vous allez vous présenter aux futures élections Régionales, c'est moi qui donne la parole. Et je vous assure que Renaud LAGRAVE va essayer de vous répondre, de la manière la plus courte possible.

Mme NADAU. - Je n'avais pas fini mon intervention, Président. J'attendrai donc la réponse, oui ou non de Monsieur LAGRAVE. Je voulais simplement dire également que le périmètre des bassins de mobilité n'est aujourd'hui pas défini. Comment sera arbitré le choix sur le périmètre de ces bassins ? Si les contrats de mobilité ne peuvent se signer qu'avec des EPCI non AOM, cela va inciter les EPCI à définir des périmètres excluant les aires d'influence proche, et le plus souvent AOM elles-mêmes.

Souvent, le périmètre habituel de contractualisation est le PI. Et donc, un PI qui comprendra un EPCI AOM ne pourra donc pas signer un contrat de mobilité. Question. Vous avez dit également que le subordonné à cofinancement le développement de solutions locales de mobilité dans les territoires où la Région est responsable en tant que AOM locale par substitution de l'organisme des services de mobilité m'interroge comme le CESER.

Enfin, la Région a estimé la mise en place du nouveau service de mobilité locale à hauteur de 5,2 M€ par an, dont 2,2 M€ pour les transports à la demande. Sur la base de combien de

transports à la demande déployés cette estimation a-t-elle été calculée ? Et dans le contrat, il y a un volet « mobilité douce », quel est son financement ?

Enfin, les territoires resteront vigilants à ce que la continuité de la chaîne de déplacement soit maintenue et même renforcée, car il n'est pas précisé dans cette délibération les principes de coordination entre les actions des AOM pour une complémentarité des offres et de services. Monsieur LAGRAVE nous l'a dit quand il est venu nous voir au niveau de la Communauté des communes des Grands Lacs puisqu'il nous a parlé de réunions, d'écoute, de concertation et de souhaits des territoires. Je rejoins donc un peu mon collègue, nous souhaitons effectivement que ce lien soit maintenu. Merci.

M. BERROYER. - Monsieur le Président, chers collègues. 5,2 M€ pour la mise en place des nouveaux services de mobilité locale, mais 5,2 M€ par an pour de la location de vélos, des vélobus, du pédibus, du covoiturage, l'autostop organisé. Pour rappel, 5,2 M€ est un chiffre pratiquement égal aux aides du Fonds de solidarité dans le cadre du Plan d'urgence Covid-19, chiffre énoncé à cette même plénière dans le dossier 02B, 5,7 M€.

C'est peut-être la location de voitures ou deux-roues pour les personnes en insertion sociale qui tire ce budget vers le haut. Il sera d'ailleurs très intéressant dans le futur de savoir à quelle population en insertion sociale s'adressent ces locations de voitures.

A ces 5,2 M€ par an, il faut ajouter 100 M€, toujours par an, pour la modification du règlement d'intervention Régional, cela fait cher la modification d'un règlement. Nous ne sommes pas contre les mobilités locales, et même si au 1er juillet 2021, la Région deviendra AOM locale sur le territoire de l'ensemble des Communautés de communes qui n'auront pas fait le choix de se saisir de cette compétence. Nous notons le peu de volonté de l'Exécutif à travers ses choix, à la Bouvard et Pécuchet, d'essayer de faire la moindre économie budgétaire, et par là même, limiter l'endettement pour le futur.

Nous nous abstiendrons donc sur cette délibération. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Je crois que l'on ne peut pas avoir un discours en défendant le monde rural et en même temps, ne pas faire en sorte avec nos compétences et nos moyens, de développer les transports, les rabattements. Désisoler.

On ne peut pas tenir dans un Groupe politique en disant « attention monde rural » et dire après « vous prenez une initiative, elle est très chère. ». Je reconnais qu'elle est très chère. Il faudra que l'on trouve les économies, en face, parce que sinon on ne pourra pas tenir. Mais, on ne peut pas tenir deux discours. Vous voyez ce que je veux dire ? Sinon, on laisse tomber le monde rural.

M. LAGRAVE. - Pour répondre sur quelques sujets. D'abord, Monsieur PUYJALON, je vous indiquais que l'idée de pouvoir associer les territoires, ce sont justement ces contrats opérationnels de mobilité. Le souhait que nous avons est qu'ils soient intégrés dans ces contrats opérationnels pour que l'on puisse travailler avec eux sur « mieux de mobilité et plus de mobilité ». C'est bien l'objectif que nous poursuivons.

Ensuite, vous indiquez que concernant un certain nombre de territoires, vous avez évoqué le territoire de Blaye, on est aujourd'hui en plein dans le travail autour d'une étude, financée d'ailleurs en grande partie par la Région - vous avez évoqué une réouverture, des BHNS, et d'autres types - qui nous permettra de prendre des décisions dans les mois qui viennent - j'espère - et qui permettront notamment de valider des choix qui sont déjà en cours d'étude également. Je veux évoquer, par exemple, le travail autour du dossier du RER métropolitain qui ne porte pas bien son nom puisque l'on a commencé par des cars express, donc ce n'est pas forcément que du RER, mais la ligne Créon/Bordeaux fonctionne très bien, et parmi les autres corridors que nous étudions, il y a justement Blaye/Bordeaux, en l'occurrence.

Ensuite, vous parlez de la ligne TER. Je veux juste vous dire que c'est exactement le contraire qui va se produire au service de décembre 2021. Il y aura plus de trains, et mieux de trains puisque je pense que vous avez noté ce que nous avons fait avec la démarche « Optim Ter » notamment sur l'étoile de Périgueux, le 13 décembre dernier. Je veux juste rappeler pour que tout le monde ait cela en tête qu'au 13 décembre, la Région Nouvelle-Aquitaine a créé un million de kilomètres-train - vous avez bien entendu - c'est du jamais vu depuis très longtemps, et qu'à l'occasion de Optim Ter sur le lot qui concerne l'étoile ferroviaire de Bordeaux, il y aura plus de trains sur la ligne que vous avez évoquée.

Ensuite, vous dites, les gares. Il faut que chacun ait en tête de quoi on est en train de se parler. On a aujourd'hui, à peu près, une gare tous les 12 kms sur la Région Nouvelle-Aquitaine, et sur certaines lignes, il y a des gares où des haltes TER qui sont espacées de 2,5 kms, c'est la moyenne sur une ligne que l'on vient de travailler. 2,5 kms. J'entends tous les débats autour des haltes et des voies. Mais comme l'a dit le Président, il y a un instant, si l'on fait arrêter tous les trains à toutes les haltes, alors c'est la voiture qui gagne, parce que tout simplement, les temps de parcours ne sont pas compétitifs et que l'on arrive à des situations où effectivement les gens ne prennent plus le train parce qu'il y a trop d'arrêts. Et c'est la raison pour laquelle, nous avons travaillé avec Jacky EMON et d'autres collègues à faire en sorte que sur certains territoires, on puisse rationaliser tout en ayant en tête qu'il faut garder du transport à la demande qui soit compétitif et qui soit accompagné avec justement les offres de TER qui sont parfois plus directes, et c'est le travail que nous sommes en train de mettre en place.

Pour répondre à Madame NADAU. Je suis, comme vous le savez, républicain, dans le sens - tout le monde aura compris - et je lis les circulaires de la Préfète de Région. Dans cette circulaire, il est effectivement indiqué que, d'une part, une Intercommunalité qui prendrait la compétence, prend toute la compétence transports. Mais effectivement la loi prévoit qu'il n'est pas obligatoire d'activer les services, et il y a un délai de 18 mois qui est donné pour activer ou pas les services. Ce qui veut dire que l'on retombe dans le même débat, peut-être que j'ai été parfois un peu trop en avance, mais je reviens à ce que j'ai dit dès le début, le risque est bien présent qu'il y ait un morcellement de l'activité, notamment des transports scolaires et interurbains, à l'échelle des territoires. Si une Intercommunalité active le principe de reprendre l'ensemble de la compétence qui n'est, encore une fois, pas sécable - c'est indiqué en gras surligné trois fois par la Préfète de Région dans la circulaire que chacun pourra se procurer - à partir de là, cela veut dire qu'effectivement des Intercommunalités vont pouvoir non seulement la prendre mais activer le service, ce qui fait qu'il y aura effectivement des transferts, et que l'on se retrouvera sur des territoires, malheureusement, ce n'est pas, encore une fois, que la Région Nouvelle-Aquitaine, ce sont toutes les Régions ont alerté sur le fait que les circuits scolaires sont ainsi faits, qu'ils dépassent les limites des Intercommunalités. Voilà pour vous répondre tout à fait précisément.

Mme NADAU. - Non. Vous n'avez pas répondu Monsieur LAGRAVE.

M. LAGRAVE. - Si, si. Je pense que là, j'ai été suffisamment clair.

Mme NADAU. - Moi, je me réfère au Ministère des Transports, Monsieur LAGRAVE.

M. LE PRESIDENT. - Non, s'il vous plaît.

M. LAGRAVE. - Par rapport à la question des bassins de mobilité…

M. LE PRESIDENT. - Ecoutez. Vous verrez cela en Commission, ou à table.

M. LAGRAVE. -… le sujet autour des bassins de mobilité, je l'ai dit dans ma présentation, à partir du moment où nous n'avons pas souhaité imposer des bassins, il est évident que chaque Intercommunalité, dans la décision qu'elle prendra, qu'elle prenne ou pas la compétence d'ailleurs, sera amenée à nous faire des propositions pour la création de ces bassins qui devront correspondre à des flux de mobilité. Effectivement, comme vous l'avez indiqué, on ne signera pas de convention avec une Intercommunalité, parce que cela ne correspond pas à des flux de mobilité, et l'on ne signera pas non plus avec un EPCI qui aurait pris la compétence. Il faut que l'on ait des dispositifs qui nous permettent d'associer non seulement les AOM existantes qui sont concernées par ces contrats opérationnels, les EPCI quels qu'ils soient, les départements, comme je l'ai dit il y a un instant, Nouvelle-Aquitaine Mobilités ; c'est donc un tout qu'il nous faut mettre en place.

Ensuite, par rapport à ce que disait William et ce que disait Monsieur BERROYER, force est de constater que cette loi n'est effectivement pas financée. Et qu'au regard aujourd'hui des interventions de la Région, je veux juste rappeler parce que j'ai oublié de le dire pour répondre à Madame NADAU, que les 2,2 M€, ce sont les transports à la demande déjà existants qui nous ont déjà été transférés par les départements, ce qui veut dire que c'est déjà une somme qui est aujourd'hui assumée par la Région. Ce qui veut dire que la LOM n'étant pas financée, c'est-à-dire qu'il n'y a pas un euro de plus pour la Région - je rappelle juste que dans le versement mobilité, la Région touche zéro euro - et que donc, sans financement, c'est donc effectivement une opération volontariste de la Région de faire en sorte d'accompagner les territoires ruraux dans ces nouvelles mobilités à travers les contrats opérationnels.

M. LE PRESIDENT. - Merci Renaud. Je vais mettre aux voix ce rapport.

Qui est d'avis de l'adopter ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Nos amis de la Ruralité ?

Réponse hors micro dans l'Assemblée **-** Pour

M. LE PRESIDENT. -Ce rapport est donc adopté.

N° 13

Vote sur «Un nouveau cadre d'intervention régionale : les Contrats de Mobilité (renfort de dessertes régionales, mise en place d'un bouquet de mobilité locale, aménagement et équipement des points d'arrêts de transports collectifs régionaux»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

▪ ABSTENTION : Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,

▪ NON PARTICIPATION : PS (1)

14 - CONVENTION CADRE POUR LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT DANS LES GARES ET HALTES DE NOUVELLE-AQUITAINE

15 - CONTRAT DE PERFORMANCE ENTRE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET SNCF RESEAU

M. LAGRAVE. - Je vais rattraper le temps perdu. Ne vous inquiétez pas, Président. Le temps perdu qui n'en est pas pour moi, mais qui en est pour certains, mais ce n'est pas grave.

Donc, la convention cadre pour le plan pluriannuel d'investissement dans les gares et haltes de Nouvelle-Aquitaine.

Comme vous le savez, il y a un an nous avions adopté la nouvelle convention avec la SNCF pour la convention TER. Dans cette plénière, on vous propose non seulement dans la délibération 14, de faire la même avec les SNCF gares et connexions pour lancer et continuer un plan d'investissement dans les haltes et les gares ferroviaires de Nouvelle-Aquitaine, à la fois sur leur accessibilité, sur le fait qu'elles deviennent pour une immense majorité d'entre elles, des Pôles d'échange multimodaux, que l'on y trouve du service et que l'on y trouve également des outils de nouvelles mobilités dont on vient de parler.

Dans la délibération suivante concernant la Convention avec SNCF Réseau, il vous est proposé tout simplement de conventionner avec SNCF Réseau de manière à respecter ce que nous avons signé dans la convention l'année dernière, les 95 % de régularité demandés à SNCF Mobilités. Dans ces 95 %, il y a, à peu près, 2 % qui dépendent de SNCF Réseau.

Nous avions demandé un engagement factuel et détaillé et conventionné. Nous l'avons obtenu et c'est l'essentiel de cette convention, auquel vous avez certainement vu qu'il y a un certain nombre de moyens liés d'ailleurs à la question des travaux qui sont nécessaires sur notre réseau, qui sont intégrés et qui engagent SNCF Réseau dans le cadre de cette convention.

Voilà, Président, pour la 14 et la 15.

M. COLOMBIER. - Sur le dossier 14, le plan d'investissement sur les gares et haltes. Cette convention cadre aura une durée de six ans, à savoir 2020 à 2026, qui correspond étrangement à la durée d'un mandat Régional et ce, juste avant les prochaines élections. Je ne politise pas, mais première question : serait-il d'une obligation ou d'un choix de la Région car une telle convention lie les mains de la future Majorité Régionale dans ce domaine et empêche une éventuelle renégociation avec la SNCF.

Une fois de plus, la Région est obligée - je le rappelle et je le constate malheureusement - de se substituer à SNCF gares et connexions du fait qu'elle ne s'implique que très partiellement dans les petites gares et haltes Régionales. Pourtant, elle a pour mission de rénover et moderniser les gares et d'en faire des lieux de vie, notamment dans les zones rurales qui en ont bien besoin. Décidément, ceci devient une habitude puisque nous avançons régulièrement des financements de la SNCF devant son impéritie et sa quasi-inexistence sur la rénovation ferroviaire du Plan directeur d'investissement de 532 M€, hors compétence Régionale sur la période 2019-2027. Vous nous proposez donc de dépenser 24 M€ supplémentaires pour pallier cette fois-ci SNCF gares et connexions. Décidément, d'une habitude on devient le banquier de la SNCF.

L'investissement de la Région peut aller jusqu'à 100 % pour la réalisation de prestations régulées, c'est-à-dire des travaux d'accessibilité ou services en gares et de 10 à 18 % de travaux patrimoniaux. On met là, la main dans un engrenage financier qui peut nous entraîner loin. Connaissant le peu de fiabilité de la SNCF, et dans ce domaine a-t-on des garanties sur le fait que ceci diminuera la redevance Régionale à SNCF gares et connexions ? La Région s'y retrouvera-t-elle par rapport à ce qu'elle investit ? On peut en douter. Une réponse claire serait la bienvenue.

Cette modernisation des gares secondaires est indispensable pour ce service, pour les néo-aquitains, mais on peut, une fois de plus, se poser la question, comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises. Jusqu'à quel montant faudra-t-il aller pour compenser l'inaction de la SNCF dans tant de domaines. Ceci commence à ressembler à un puits sans fond.

Pour toutes ces raisons, nous nous abstiendrons sur ce dossier. Merci de votre attention.

M. LE PRESIDENT. - Je suis assez d'accord, mais il ne faut pas mettre la SNCF en responsabilité dans cette affaire-là. Le, les gouvernements français, à part les 4 Md€ qui viennent d'être mis auprès de la SNCF, dont je vous rappelle qu'elle a un déficit lié à la crise de 5 Md€, est sous l'autorité de l'Etat. Donc, l'effort, en gros, de la France depuis plusieurs années est de l'ordre de 35 % par an sur SNCF, en général. 50 % en Angleterre et 60 % en Allemagne. Le constat est celui-là.

M. COLOMBIER. - Je suis bien d'accord avec vous. C'est sans doute l'Etat. Mais vous savez…

M. LE PRESIDENT. - Mais, on ne va pas payer 100 % du prix.

M. COLOMBIER. - Oui, mais je pose souvent la question à des amis, ou des gens qui sont hors du circuit Régional, et ils ne comprennent plus. Autrefois, la SNCF c'était l'Etat. Point barre. Aujourd'hui, pour des raisons diverses, il y a SNCF gares et connexions, SNCF réseau, vous le savez.

M. LE PRESIDENT. - On ne va pas refaire…

M. COLOMBIER. - Je ne refais rien, mais permets-moi quand même de donner l'avis de beaucoup de néo-aquitains qui prennent le train, pour autant, mais ils ne comprennent plus toute cette complication, et cette complexification du transport ferroviaire. Je me permets de te le dire. Ce n'est pas un procès d'intention.

M. LE PRESIDENT. - Vous vous doutez que l'on n'a pas notre mot à dire, ni sur l'organisation de la SNCF, ni sur la façon avec laquelle l'Etat accompagne. En tout cas, ce que l'on peut dire, et je vois cela depuis quelques années, c'est que si la Région n'était pas intervenue, eh bien, toutes les lignes ou une ligne sur deux serait fermée. C'est le constat.

Au départ, je le dis comme cela franchement, même la CGT Cheminots nous critiquait d'intervenir sur les infrastructures. Je ne parle pas d'autres CGT, je parle de la CGT Cheminots, et d'autres organisations syndicales. William, peut le dire. Mais si nous n'étions pas intervenus, aujourd'hui, on ne serait plus à penser de rouvrir Blaye/Saint-Mariens. On serait en train de se dire, pourvu que Limoges/Bordeaux puisse continuer à fonctionner.

S'il n'y a pas d'autres interventions ?

M. BERROYER. - Monsieur le Président, chers collègues. Monsieur le Président, vous mettez en place l'intégration de l'écriture de la langue Régionale sur les totems de signalisation des gares TER de Nouvelle-Aquitaine. Vous prenez pour exemple, en illustration, les totems de la gare de Lagrave-d'Ambarès et de La Teste de Buch, lesquels se trouvent traduits en occitan Lagrave-d'Ambarès et la Teste de Buch. Traduisez-vous par le fait que certains habitants soient devenus unilingues en occitan au point de ne plus pouvoir lire une signalisation dans notre langue nationale ? Ou pour leur signaler peut-être qu'ils ne sont pas si Français qu'ils le croient. Comment définissez-vous les frontières lorsqu'il n'y a pas de langue Régionale sur certains territoires ? Obligerez-vous par idéologie les habitants à une identité forcée ? C'est encore une fois de plus, votre action pour pouvoir introduire toujours plus de prémices séparatistes. Mais que vous a fait le sentiment national français pour vouloir le fragmenter jusque dans nos gares ? Dans SNCF, il y a « Nationale ».

Nous voterons donc contre cette convention. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Très important ce que vous dites.

M. OXIBAR. - C'est sur la 15, Président, puisque Monsieur LAGRAVE a présenté en bloc, les deux délibérations. Sur le contrat de performance.

Il y a quelques mois, nous avons signé une convention entre la SNCF et la Région sur les TER, et désormais ce soir, on nous présente une nouvelle délibération spécifique qui est un contrat de performance avec SNCF Réseau. J'ai entendu ce qu'a dit Monsieur LAGRAVE

sur le fait que SNCF réseau intervenait pour 2 % dans le taux de régularité. Cela pose question. Cela signifie-t-il que la première convention, pour laquelle le Groupe Les Républicains s'est abstenu, n'était pas suffisante quant à cette performance ? Nous avions relevé un certain nombre de points qui pour nous étaient insuffisants dans la relation globale qui était instaurée avec la SNCF.

Aujourd'hui, ce contrat de performance présenté n'évoque que le seul objectif de régularité et non pas celui de la ponctualité, pas celui de la satisfaction client, ni de la qualité de la relation clients. Or, il nous semble que tout ceci forme un tout, c'est-à-dire la performance des transports ferroviaires en Nouvelle-Aquitaine. Lors du vote de la convention en 2019, la grande nouveauté était - je cite - l'annonce « d'un saut de performance ». Pourquoi aujourd'hui, faire alors un contrat de performance ? On nous annonçait déjà un saut de performance. D'abord, vous sautez, Monsieur LAGRAVE, et après vous faites un contrat ! C'est cela ?

Vous annoncez aussi comme une grande avancée le système de bonus/malus qui alimentera une cagnotte pour faire des travaux sur le réseau. Vous pensez avoir tordu le cou à la SNCF mais est-ce que vous pensez vraiment avoir tordu le cou à la SNCF et mis des objectifs équitables entre la Région et la SNCF ? Lorsque SNCF Réseau est tenue par une réduction du taux d'irrégularités de 1,8 %, en même temps, la Région est concernée par un malus à 2,7 % de variation de ce taux. C'est un peu technique mais je ne comprends pas pourquoi les variations de taux en bonus/malus pour SNCF Réseau et pour la SNCF ne sont pas les mêmes. Entre 1,8 % et 2,7 % cela fait quand même une différence de 50 % entre les deux objectifs de deux partenaires. Je ne comprends donc pas bien. C'est peut-être moi qui ne suis pas très bon en maths, mais Monsieur LAGRAVE, je ne doute pas que vous me ferez une leçon de mathématiques.

Une fois encore, nous ne sommes pas convaincus de l'efficacité des négociations avec la SNCF et cette fois-ci avec SNCF Réseau. Il conviendra, nous semble-t-il, d'attendre la fin de la nouvelle convention pour faire des annonces. Il y a aussi une annonce dans cette convention qui dit qu'au-delà de 2024, c'est-à-dire après la fin de la convention que vous nous proposez de signer ce soir, il y aura des malus d'un million d'euros pour la SNCF. Si la convention de ce soir ne court que jusqu'en 2024, ne parlez pas d'après 2024, je ne comprends pas cela non plus. On nous annonce des malus que la SNCF devrait payer. Est-ce que vous annoncez ces grandes victoires parce que vous êtes certain que la SNCF ne remplira pas son contrat de performance ? Pardon de vous poser la question.

Les systèmes de bonus/malus ne sont pas mal, aucun problème, on en convient. On aurait pu considérer que c'était un système intéressant mais il ne nous semble pas que ce soit des bonus/malus équitables sur les différents taux entre la SNCF et la Région.

Pour ces raisons, nous nous abstiendrons donc sur ce contrat en prolongement de notre abstention sur la convention TER, l'an dernier.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Cette convention vient compléter la précédente convention pour laquelle nous avons réussi, certes en serrant la vis, à avoir des résultats, en dehors de la crise, en termes de régularité, nettement meilleurs.

Mme SEGUINAU. - Chers collègues. Des retards ou suppressions de l'offre TER sont imputables, il est vrai, à l'état de vétusté du réseau. Dès lors, en tenant compte du volontarisme de notre Région en matière de financement de l'infrastructure concernant l'avenir des petites lignes, il paraît nécessaire de demander une amélioration auprès du gestionnaire d'infrastructures. Ces problématiques sont le fruit du désengagement de l'Etat sur le financement de l'entretien du réseau ces vingt dernières années, mais également celui des conséquences néfastes des deux dernières réformes du ferroviaire.

En désimbriquant la gestion de l'infrastructure avec la création de SNCF Réseau, de l'offre globale de transport SNCF Mobilités, l'Etat a induit un changement de fonctionnement et de priorités dans la tenue de l'entretien et des travaux de régénération du réseau. Lorsque l'entreprise publique fonctionnait de façon intégrée, la priorité des priorités consistait à réaliser l'entretien et les travaux en priorisant la satisfaction du plan de transport pour maintenir le service.

Désormais, entravée par les aspects législatifs et privés d'un financement suffisant SNCF Réseau n'a d'autres choix que de réduire les coûts de maintenance, ce qui induit d'autant plus un vieillissement aggravé du réseau.

D'ailleurs, le premier volet de ce contrat demande que SNCF Réseau se dote de moyens humains nécessaires pour respecter les calendriers de travaux que lui donne la Région et pointe également l'actuel manque de ressources. Ce contrat n'entraînera donc aucune révolution en la matière surtout au regard de la faiblesse du Plan de relance gouvernemental en faveur du ferroviaire, comme on en a largement évoqué ce matin. Le montant moindre des bonus/malus qui seront impliqués démontre la prise en compte de cette situation et confine ce contrat, malgré ses bonnes intentions, à la cosmétique.

Je souhaite néanmoins demander quelque chose. J'entends bien, Président, qu'il faut traiter les problèmes en Commission, mais il me semble que lorsque la Commission a eu lieu, on n'avait pas l'annexe, et en la lisant et relisant, j'ai pensé que lorsque le grand public allait s'emparer de cette annexe avec la SNCF Réseau, on a un souci, me semble-t-il, au niveau de l'article 12 concernant l'utilisation du compte Travaux qui est alimenté par les bonus/malus. Celui-ci en effet peut porter une confusion entre notre volonté que nous affichons à rénover les petites lignes, puisque l'on peut lire **«** *les bonus/malus sont intégralement réinvestis dans*

l'infrastructure au profit de l'amélioration de la fiabilité du réseau ferroviaire Régional. Ils seront ciblés en priorité sur les lignes présentant les irrégularités pour cause de réseau les plus élevées. En outre, afin que cette amélioration de la qualité de service bénéficie au plus large nombre d'usagers, ces investissements porteront préférentiellement sur les lignes Régionales les plus circulées et sur lesquelles la fréquentation est la plus significative. ». Il nous semble qu'il y a là un contresens et qu'il serait, pour clarifier le fait que l'on continue à soutenir. Certes, les montants des bonus/malus ne vont pas être très élevés mais cela paraît un peu bizarre de dire que l'on va les prioriser sur des lignes qui seraient les plus fréquentées puisqu'il faut quand même aller agir sur les plus vétustes.

On proposerait d'ajouter : « … sur les lignes les plus fréquentées et les plus vétustes ». Ce qui permettrait de clarifier la situation.

Je profite également de rappeler notre attachement au maintien des arrêts dans toutes les gares et que la démarche « Optim Ter » ne doit pas prioriser la suppression des gares pour gagner quelques minutes, alors que nos territoires notamment ruraux ont besoin de ces dessertes.

Nous voterons cette délibération.

M. LE PRESIDENT. - Je rappelle à Christine que l'on peut débattre sur l'éloge de la lenteur, ici dans cette Assemblée, ensemble. Sauf que, quand quelqu'un veut aller au lycée, quand quelqu'un veut aller à son travail, si l'on ne met pas des bolides, on ne prend pas le train et l'on prend la voiture. Peut-être que l'homme nouveau pourra se lever à 4h du matin pour aller à son boulot à Périgueux, à Bordeaux, à Agen, etc., mais en l'occurrence, l'équilibre que nous avons trouvé entre les bolides et les trains qui cabotent est vraisemblablement un bon équilibre qui a une efficacité sur l'attractivité du train, me semble-t-il.

M. LAGRAVE. - Pour rassurer Monsieur COLOMBIER, sur la convention que nous signons. On a voté les engagements financiers pour l'année prochaine. A partir de là, les autres années, chacun pourra investir plus ou moins comme il le souhaite.

Est-ce que l'on devait le faire tout de suite ? La réponse est oui, sauf à ce qu'il n'y ait plus aucuns travaux en 2021. C'est de notre point de vue, pas possible, et ce d'autant plus que dans les travaux qui sont à faire, ils sont pluriannuels et l'on a un certain nombre de gares qui sont d'ailleurs dans un état… Vous l'avez dit, et je ne répète pas.

Est-ce que la Région fait un bon investissement ? En tout cas, j'ai la faiblesse de le penser parce que plus on va mettre en investissement, moins on va payer en toucher de quai. Donc, en termes de fonctionnement, on a un retour, derrière, avec des baisses de fonctionnement et plus on a un investissement, plus c'est le cas. Je vous indique d'ailleurs à ce sujet, que les Présidents de Régions viennent d'écrire au Premier Ministre pour que tous les frais de

fonctionnement que nous payons, notamment pour les péages, à SNCF puissent être en investissement puisqu'il s'agit de travaux - les péages sont des travaux pour SNCF Réseau - dans les budgets des Régions. Cela fait partie de ce que nous faisons depuis quelques années sur la partie gares, etc.

Vous dire également, qu'effectivement sur un certain nombre de haltes, il n'y a pas d'accessibilité, pas de mobilier, pas de connectivité pour avoir des afficheurs légers, et que systématiquement, on essaye de faire avec les investissements, ceux aussi qui sont faits par SNCF gares et connexions sur la base de ce qu'ils touchent en toucher de quai, et que l'on essaye de faire avancer le dossier.

Sur ce que disait Christine SEGUINAU, je répète que sur « Optim Ter », la décision n'est pas de ne pas arrêter les trains. Il y a trois types de trains qui ont été validés dans le cadre de Optim Ter, des directs, des semi-directs et puis des trains qui s'arrêtent dans un maximum de gares. Encore une fois, je répète ce que j'ai dit tout à l'heure. Est-ce qu'aujourd'hui, sur des lignes où il y a un espace entre deux gares de 2,9 kms, il faut continuer ? Il faut quand même se poser ces questions-là. Il y a évidemment, ce que disait le Président, sur l'origine destination, et surtout sur des territoires où - et c'est le cas sur un certain nombre de lignes - il y a une route juste à côté qui fait que vous gagnez, grosso modo, trois quarts d'heure ou une demi-heure avec la route, en origine destination domicile/travail, les gens prennent la route. Donc, si j'ai bien tout compris, on est tous d'accord pour se dire que ce serait mieux qu'ils prennent le train. Pour cela, il faut des offres qui soient aussi des offres directes et pas uniquement des trains qui s'arrêtent partout.

Je vous le dis, on verra à l'issue de ce que l'on est en train de faire sur l'étoile de Périgueux avec Optim Ter. Si cela se trouve, nous avons tort ! Et si l'on a tort, on verra. Mais si par contre on a raison, et qu'en l'occurrence - on va mettre cela hors Covid - si l'on vient me voir avec des chiffres comme quoi cela ne marche pas, là on va peut-être laisser passer un peu de temps.

Je rappelle, pour que tout le monde ait bien cela en tête, 2017, + 10 % de fréquentation dans les TER Nouvelle-Aquitaine. 2018, +10 %, 2019, + 10 %, c'est-à-dire le double de la moyenne nationale. Aujourd'hui, faire en sorte d'améliorer ces horaires, c'est aussi parce que l'on a la faiblesse de penser qu'il y a des horaires qui ne correspondent pas, et qu'il faut plus de trains.

Je rappelle, encore une fois, que sur l'étoile de Périgueux, ce sont 30 % de trains supplémentaires, un million de kilomètres-train - retenez cela ! - créés le 13 décembre dernier par la Région.

Est-ce que l'on met les bonus sur les lignes irrégulières et/ou sur les lignes où il y a beaucoup de monde dans le train ? Evidemment qu'il faut faire les deux, et c'est pour cela que l'on a mis les deux. Les lignes irrégulières, je rappelle juste que c'est sur un certain nombre de lignes où l'on a des taux d'irrégularités, y compris sur des lignes qui sont des lignes sur du réseau structurant. Ai-je besoin de rappeler que sur le sud Aquitaine, on a encore des lignes où l'on est à 83, 84, 85 % de régularité, ce qui veut dire que pour pouvoir aller jusqu'à 95 %, il faudra qu'ils mettent le paquet sur ces lignes-là. Elles seront peut-être moins fréquentées que d'autres lignes, mais il faudra le faire aussi. Il y a peut-être des lignes sur lesquelles, il y a plus de fréquentation, ou un peu plus que celles-là, où il faudra aussi des moyens pour qu'ils arrivent au taux de régularité.

J'en arrive à répondre à Monsieur OXIBAR. Si nos conventions étaient si nulles que cela, franchement, je n'aurais pas eu la Région AURA, Sud-de-France et Pays-de-Loire qui nous l'auraient demandée. Honnêtement, après la convention que l'on a signée…

M. OXIBAR. - Je n'ai pas dit que vous étiez si nul que cela.

M. LAGRAVE. - Vous ne l'avez pas votée, donc cela veut dire qu'elle n'était pas si bonne que cela. Mais enfin en tout cas, les Régions qui sont en cours - je vais m'expliquer - de discussion ou qui ont signé, sont venues voir la convention Nouvelle-Aquitaine. Donc, c'est qu'elle n'était pas si nulle que cela. Quand on a signé en décembre 2019 cette convention, effectivement, vous l'avez bien noté, on avait signé avec la SNCF, avec toutes ses succursales diverses et variées - cela a été évoqué - on peut le regretter mais c'est comme cela, on fait avec. La vérité est que, même s'il y avait eu un engagement de la part du Directeur de la SNCF sur cette convention - il était venu signer avec le Président - SNCF Réseau voulait une convention. Cela a pris un peu plus de temps - on s'en excuse - pour discuter avec SNCF Réseau.

Est-ce que l'on pouvait mettre d'autres questions par rapport à la régularité, ce que vous avez indiqué, des questions de qualité, etc. ? Non. Ce ne sont pas eux. C'est TER, sur les questions de qualité avec lesquels on a mis une convention qui nous apparaît quand même relativement contraignante pour eux.

A partir de là, qu'est-ce qu'il se passera après 2024 ? C'est justement l'objectif de cette convention qui est de dire, au moment où nous terminerons la convention TER en 2024, il conviendra à nouveau de reconventionner avec Réseau, et sur la base effectivement, potentiellement d'ailleurs, de plus de bonus/malus et de plus de montants. Pour l'instant, on est à ce niveau-là. Si nous ou d'autres font encore mieux, tant mieux pour la Région. Tout le monde peut faire toujours mieux. Nous avons obtenu cela aujourd'hui, à date. Notre idée simple est de dire qu'aujourd'hui, grâce à tous les travaux - je ne reviens pas sur ce qui a été

présenté tout à l'heure - qui seront, je l'espère, opérationnels dans les prochaines années, il y aura moins de difficultés justement sur l'irrégularité. J'espère, pour le coup, et ce serait vraiment l'idéal, que si demain on avait un réseau de Nouvelle-Aquitaine qui serait en très bon état, que l'on soit obligé de verser des bonus à SNCF Réseau ; cela voudrait dire que l'on est à 95 % de régularité. Cela voudrait dire que l'on n'aurait plus de trains supprimés, plus de fréquence et même sur des lignes à la demi-heure, ou même parfois au quart d'heure sur certains territoires. Autant dire Noël. Mais comme ce n'est pas encore Noël, pour l'instant, je vous propose quand même d'adopter, si vous le voulez bien, ces conventions.

M. LE PRESIDENT. - Très bel atterrissage. Sur ces deux conventions, est-ce qu'il y a des oppositions ?

M. COLOMBIER. - Gares et haltes ferroviaires, abstention, pour notre Groupe. Les deux autres, nous votons « pour », pour la 15 et la 16.

M. LE PRESIDENT. - On est la 14 et la 15.

M. COLOMBIER. - La 15, d'accord.

Mme REQUENNA. - Pour la 14. Et l'on s'abstient sur la 15.

M. OXIBAR. - Pour la 14. Abstention pour la 15.

Mme LE GUEN. - Contre la 14. Pour la 15. Et abstention à la 13.

M. LE PRESIDENT. - On a déjà voté la 13, ma chère. Mais, on note.

M. PUYJALON. - Pour.

M. LE PRESIDENT. - Pour.

Monsieur SEBTON ?

M. SEBTON. - Pour la 14. Abstention sur la 15

M. LE PRESIDENT. - D'accord. A priori, on me dit « pas de débat », sur…

M. OXIBAR. - Pardon, Président, parce que cela n'a pas été noté. Pour la 14. Abstention pour la 15. Pour Les Républicains.

N° 14

Vote sur la «Convention Cadre pour le plan pluriannuel d'investissement dans les gares et haltes de Nouvelle-Aquitaine»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, , Mme LAPOUGE Christelle (NI)

▪ **CONTRE : Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **ABSTENTION : Rassemblement National,**

▪ **NON PARTICIPATION : PS (1)**

N° 15

Vote sur le «Contrat de performance entre la Région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

▪ **ABSTENTION : Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT,**

▪ **NON PARTICIPATION : PS (1)**

16 - CONVENTIONS DE TRANSFERT ET DE DELEGATION DE L'EXERCICE DE LA COMPETENCE EN MATIERE DE TRANSPORT ROUTIER AVEC PLUSIEURS AUTORITES ORGANISATRICES DE LA MOBILITE

M. LAGRAVE. - Ce sont les dernières conventions de transfert que nous passons. On aura terminé. Permettez-moi de remercier les Services parce que cela n'a pas été des plus simples. Pour être clair, il a fallu patience et longueur de temps, mais on y est arrivé. On aura transféré à toutes les AOM de Nouvelle-Aquitaine. C'est fait.

M. LE PRESIDENT. - Pourquoi me dit-on « pas de débat » ? C'est parce que cela avait été souhaité en réunion de Présidents de Groupes, et il n'y a pas de soucis particuliers ?

C'est adopté.

N° 16

Vote sur les «Conventions de transfert et de délégation de l'exercice de la compétence en matière de transport routier avec plusieurs autorités organisatrices de la mobilité

»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI), PS (1)**

34 - APPROBATION DES CONTRATS D'OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC (COSP) DE LA REGIE REGIONALE DES TRANSPORTS DES LANDES (RRTL) ET DE LA SPL TRANSLANDES.

M. LE PRESIDENT. - Sur l'approbation des contrats d'obligation de service public de la Régie des Transports des Landes. Pas de soucis particuliers ?

M. LAGRAVE. - C'est la régularisation de ce que l'on avait signalé dans le cadre du rapport de la Chambre Régionale des Comptes.

M. LE PRESIDENT. - Cela entre dans le cadre d'un certain nombre de demandes des Présidents de Groupes. Pas de soucis ?

Adopté.

N° 34

Vote sur l' «Approbation des Contrats d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie Régionale des Transports des Landes (RRTL) et de la SPL TRANSLANDES

»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI), PS (1)**

17 - PORT DE BAYONNE : CONVENTION D'ACTION FONCIERE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL (EPFL) PAYS BASQUE (64) ET ACQUISITION DES TERRAINS GARDERES

M. LE PRESIDENT. - Est-ce que Mathieu, tu seras là, demain ? On avait convenu 10 h.

M. BERGE. - S'il n'y a pas de questions, c'est fait en une minute.

M. LE PRESIDENT. - Y a-t-il des questions sur le port de Bayonne ? Donc, tout le monde est d'accord pour le port de Bayonne ?

M. BERGE. - Il y a quelqu'un là-bas.

M. LE PRESIDENT. - Vous n'êtes pas d'accord sur le port de Bayonne ?

Mme LE GUEN. - Abstention.

M. BERGE. - On attend demain.

M. BERROYER. - Monsieur le Président. Dans cette délibération, on propose l'achat d'un terrain de 1ha 3, pour 5,6 M€. Vous disiez tout à l'heure qu'il fallait travailler en Commission. C'est ce que j'ai fait. J'ai posé la question à Monsieur FEDERMANN et à Monsieur BERGE. Je suis resté sur ma faim parce que j'ai demandé ce qui pouvait justifier le prix par rapport à cette parcelle.

M. LE PRESIDENT. - Mathieu BERGE va vous répondre.

M. BERROYER. - Je n'ai pas fini. Et donc, j'ai eu une partie de réponse par Monsieur FEDERMANN qui m'a dit que le prix avait été estimé par les Domaines. Il faudra quand même m'expliquer pourquoi ce prix. Et puis Monsieur Mathieu BERGE à donner une réponse. Il a balayé du revers de la main, en disant : « c'est comme cela et c'est tout. ». S'il ne me donne pas une meilleure réponse aujourd'hui, cela ne va pas être bien.

J'ai gardé une expression de notre collègue et Député européen, Monsieur BITEAU, qui vous a dit lors de son intervention qu'il fallait faire attention de bien utiliser l'argent public. Pour le coup, je pense qu'il est très mal utilisé parce que 5,6 M€ pour 1 ha, il faut m'expliquer ce que c'est comme terrain. C'était ma question.

Nous nous abstiendrons donc sur cette délibération.

M. BERGE. - J'aurais pu parler pendant des heures du port de Bayonne et de la stratégie foncière du port de Bayonne. C'est juste une convention de portage entre l'EPFL, l'établissement public foncier local, du Pays Basque qui est chargé pour le compte de la

Région de faire les achats et le portage, parce que l'on a une stratégie foncière. C'est le premier terrain que l'on achète. C'est le terrain Gardères.

Evidemment, cela pourrait paraître très cher. Déjà, ce n'est pas 1 ha, mais 1 ha 3, et dans le prix global, il y avait également intégré, le prix de la destruction des bâtiments. Le terrain, au prix des Domaines, c'est 4,2 M€ et non 5,6 M€, puisque dans ce coût que l'on vous a présenté, il y avait également les publications chez le notaire, le portage 250 000 € par l'EPFL, et 850 000 € de démolition du bâtiment. Donc, le coût finalement, avec ces éléments, est dans le cadre, et c'est le prix des Domaines. C'est un terrain portuaire industriel, avec de l'activité économique.

M. LE PRESIDENT. - Je comprends que notre collègue puisse être, comme moi, surpris. Mais il doit être loisible, Sylvie et Mathieu, de transmettre l'avis des Domaines à notre collègue.

M. BERGE. - Sans aucun problème.

M. LE PRESIDENT. - Il convient dans ce domaine-là d'avoir une transparence totale.

Est-ce qu'il y a des oppositions ?

Des abstentions ?

Le dossier est donc adopté.

N° 17

Vote sur le «Port de Bayonne : Convention d'action foncière avec l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) Pays Basque (64) et acquisition des terrains GARDERES»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National,**

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

▪ **ABSTENTION : Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI), PS (1)**

M. LE PRESIDENT. - Mes chers collègues, je vous propose de nous retrouver en Commission Permanente, demain à 9 h 30. La plénière redémarre à 10 h 00. Bonne soirée.

La séance est suspendue – reprise le 18 décembre 2020 à 10 h

Poursuite de la séance le 18 décembre 2020 sous la présidence du Président Alain ROUSSET

18 - INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES : CONTRAT DE FILIERE LIVRE NOUVELLE-AQUITAINE 2021 / 2023

M. LE PRESIDENT. - Chers collègues. On va reprendre notre séance.

Vous savez que le quorum, dans le cadre de cette période de crise, est à 60 ou 61. On est donc largement à cette jauge.

Je vais demander à Éric CORREIA que j'ai vu tout à l'heure, de dire un mot sur les industries culturelles et créatives, le contrat de filière livre.

M. CORREIA. - Monsieur le Président, mes chers collègues. Vous dire qu'effectivement, nous allons revoter ce matin, proposer au vote un nouveau contrat de filière livre et de saluer le fait que vous, Président, ayez obtenu de la part du Ministère de la Culture de pouvoir faire un nouveau contrat entier, et non pas seulement un avenant. Nous serons la seule Région de France à avoir un nouveau de contrat de filière autour du livre, en sachant qu'il y aura une clause de revoyure, bien évidemment, en 2021 car il y a une évaluation en cours aujourd'hui avec le Centre National du Livre. Mais ce qui nous permettra également de réadapter, de réajuster des dispositifs en fonction de nouveaux impacts de la crise sanitaire.

De rappeler aussi le dynamisme de notre Région dans ce secteur, et notamment beaucoup d'auteurs et de BD autour d'Angoulême, de la traduction, de l'édition littéraire et aussi de la création de reprises réussies de librairies, notamment dans les territoires ruraux, et l'excellente discussion que nous avons avec ces professionnels de l'édition, notamment avec l'Association AENA mais également de la librairie avec l'Association LINA que vous avez pu rencontrer dernièrement.

Ce sont 1 000 dossiers qui ont été déposés, et plus de 750 qui ont été accompagnés. Le bilan de ces trois années met en évidence les points suivants :

- 50 compagnonnages, programmes visant à faciliter l'implication des auteurs et autrices néo-aquitains dans les projets culturels et éducatifs en lien avec leurs territoires de proximité. Ce sont des auteurs et des autrices qui ont eu 49 en tenue des bourses,

- Les librairies indépendantes qui ont été soutenues, 14 librairies créées sur la période dans toute la Région Nouvelle-Aquitaine et 12 reprises accompagnées.

- Ce sont plus de 100 éditeurs, en sachant que ce sont des TPE très petites, fragiles qu'il faut encore continuer à consolider,

- Et enfin ce sont des aides à l'emploi, 16 structures territoriales et 21 librairies en ont bénéficié sur les trois années.

200, un chiffre-clé pour les professionnels du livre en Nouvelle-Aquitaine. 200 manifestations littéraires et salons ont lieu chaque année dans notre Région. Plus de 200 librairies indépendantes proposent une offre diversifiée de livres, et 200 éditeurs sont installés en Nouvelle-Aquitaine, rayonnant sur tous les genres littéraires.

1 500 auteurs, écrivains, poètes, traducteurs, illustrateurs, scénaristes, BD, dessinateurs, qui sont installés dans notre Région. Une Région pionnière qui souhaite toujours innover.

De rappeler que le premier contrat de filière a eu lieu en 2003, à l'époque en ex-Aquitaine, mais aussi dans les autres ex- Régions, avec un partenariat avec la DRAC, le Centre National du Livre.

Ce nouveau contrat de filière s'inscrit dans la droite ligne du premier contrat de filière fondateur en 2014. Un engagement budgétaire réaffirmé par la Région. Ce sont 2,4 M€ pour les trois années du contrat, pour préserver la bibliodiversité et l'écosystème du livre.

Et enfin, ce sont les nouveautés de ce nouveau contrat : une aide spécifique aux auteurs de la BD, illustrateurs jeunesse. Et pour les éditeurs, une ouverture des aides à la promotion et à l'animation.

Pour terminer, rappeler, l'excellent travail qu'il y a entre la Région et son agence ALCA, et que nous allons aussi réfléchir sous votre autorité et votre impulsion, Monsieur le Président, à une aide directe aux auteurs et autrices pour 2021 dans un contexte sanitaire et économique très particulier, tel que tout le monde le connaît.

M. LUMMEAUX. - Monsieur le Président, mes chers collègues. Effectivement, ce contrat de filière livre s'inscrit dans la continuité des précédents contrats et pour cela ne pose pas de problème particulier.

Simplement, à cette occasion, je veux souligner la grande difficulté dans laquelle se trouvent nos librairies qui ont été durement affectées par la crise sanitaire. C'est pourquoi, la mise en œuvre de ce contrat va peut-être nécessiter que l'on regarde de près les priorités et que, justement, on renforce la priorité en faveur du secteur de l'économie du livre, de la distribution, de la diffusion, tandis que peut-être, dans le contexte d'aujourd'hui, l'aide à la production étant peut-être moins urgente. Ce raisonnement d'ailleurs peut s'appliquer aussi au cinéma qui fera l'objet de la délibération suivante. Et là, également, le cinéma touché de plein fouet, on devra peut-être faire attention et prioriser l'aide à l'exploitation cinématographique.

On le sait tous, le secteur culturel a été durement affecté, touché, et est une grande victime de crise sanitaire, et n'a pas fait l'objet de soins attentifs du Gouvernement. La Région a pris sa part, à juste titre, mais elle devra continuer cet effort et sans doute l'amplifier avec discernement et volonté.

Voilà pourquoi notre Groupe soutiendra cette délibération, et les suivantes, jusqu'à la 22.

M. LE PRESIDENT. - Merci Monsieur LUMMEAUX. On m'apporte les chiffres sur le montant global des soutiens aux librairies que le CNL a apportés. 1,331 M€, avec le soutien de la Région, pendant cette période.

Mais vous avez raison de dire que nous sommes dans un système un peu compliqué, pas simplement pour les librairies qui ont gardé une forme de trésorerie tel que l'on a pu l'analyser, mais aussi aux éditeurs Régionaux. Je trouve que le volontarisme de la Région et du CNL a fait que nous avons beaucoup d'éditeurs Régionaux. Les éditeurs Régionaux et les auteurs Régionaux souffrent particulièrement, et il y a dans le déconfinement aussi une arrivée abondante d'acheteurs, de clients. Par contre, autour de quelques livres, de grandes maisons d'éditions nationales et les éditeurs Régionaux souffrent plus particulièrement.

Mme LE GUEN. - Président. J'ai juste une question à Monsieur CORREIA. J'ai lu dans la délibération qu'il s'agissait notamment de numériser le livre. Qu'en est-il, s'il vous plaît ?

M. LE PRESIDENT. - Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? S'il n'y en a pas, Éric.

M. CORREIA. - Les aides à la transformation numérique des entreprises sur le livre numérique, il s'avère que l'édition numérique, malheureusement ou pas, ne décolle pas forcément et qu'il y a toujours cette habitude et cette volonté effectivement d'acheter du livre et d'avoir un livre entre ses mains, du papier. Il y a un soutien de la Région surtout sur des petits éditeurs installés en Région qui peuvent plus facilement publier. On aurait pu imaginer le décollage du livre numérique. Eh bien, en fait, non. Il y a toujours, et la crise le confirme, cette volonté, cette habitude d'avoir un livre entre les mains, papier et d'acheter.

Mme LE GUEN. - Très bien. Merci, pour cette explication, parce que du coup, je ne vais pas faire mon intervention. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Merci Madame LE GUEN. En tout cas, je préfère le vrai livre.

Mme LE GUEN. - Pareillement, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - Y a-t-il des oppositions ?

Des abstentions ?

Ce rapport est donc adopté à l'unanimité. Merci.

N° 18

Vote sur les «Industries Culturelles et Créatives : Contrat de filière Livre Nouvelle-Aquitaine 2021 / 2023»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

19 - INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - CONVENTION DE COOPERATION POUR LE CINEMA ET L'IMAGE ANIMEE 2020-2022 ENTRE L'ETAT (DRAC), LE CENTRE NATIONAL DU CINEMA (CNC), LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE, ET LES DEPARTEMENTS DE LA CHARENTE, DE LA CHARENTE-MARITIME, DE LA DORDOGNE, DE LA GIRONDE, DES LANDES ET DU LOT-ET-GARONNE.

M. CORREIA. - Cher Président. Il s'agit de la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée, dont vous avez lancé la concertation le 22 novembre 2019 à l'occasion du film d'histoire de Pessac qui, malheureusement, n'a pas pu se dérouler cette année.

Cette nouvelle convention est le fruit de coconstruction tel que le modèle que vous avez mis en place dans le cadre d'une concertation avec plus de 200 participants au sein de 8 Groupes de travail, exercice nécessaire pour penser collectivement l'avenir de nos dispositifs et définir une stratégie partagée pour la filière à partir de 50 préconisations formulées par celle-ci.

Malgré le contexte sanitaire difficile, la filière ne s'est pas résignée et la Région a maintenu en 2020 son fonctionnement et son calendrier des aides sélectives du Fonds de soutien. C'est important à rappeler. Nous avons assuré la continuité des actions et du service y compris durant le confinement grâce au soutien des agents de la Direction Culture de notre Région et de notre agence ALCA pour leur constante mobilisation aux côtés des professionnels.

Nous avons également pris des premières mesures pour répondre à la situation de crise que traverse la filière :

- Maintien des aides aux 36 festivals de cinéma, même lorsqu'il y a eu annulation ou réduction du format : 930 000 €

- Mise en place d'une nouvelle aide directe dite « aide aux projets d'après » en faveur des auteurs : 130 000 €

- Plus de 55 dossiers déposés en Région, cette année.

- Augmentation exceptionnelle pour 2020 de la dotation de notre aide aux programmes pour les entreprises de production installées en Région : 600 000 €, +200 000 € par rapport aux années précédentes

- Plus ouverture de nos aides après réalisation et de post-production aux longs métrages. Là aussi c'est important : 195 000 € + 45 000 €, parce que ce sont des emplois directs sur la filière technique dans notre Région

- Plan d'aide de 990 000 € pour les 174 salles de cinéma classées « arts et essais » de ces territoires que vous avez voulu mettre en place, cher Président, et que nous avons été la seule Région à le faire

Soit 1,365 M€ de crédits supplémentaires pour soutenir la filière Image durement impactée par la pandémie, comme l'a rappelé tout à l'heure, notre collègue Bernard.

De rappeler aussi, effectivement comme vous l'avez signalé, que ce fonds de soutien de la création de la production est le deuxième fonds après celui de l'Île-de-France : 23,17 M€ dont 16,64 M€ des Collectivités territoriales.

L'Etat : 1,192 M€,

Le CNC : 5,340 M€,

La Région : 12,827 M€ ainsi que les Départements de :

- La Charente : 1,373 M€,
- La Charente-Maritime : 586 567 €,
- La Dordogne : 759 000 €,
- La Gironde : 481 000 €,
- Les Landes : 327 000 €,
- le Lot-et-Garonne : 289 000 €.

Si nous considérons le premier titre de cette convention avec le CNC qui est consacré à la création et à la production, ce sont 13,54 M€ qui sont injectés dans notre Région.

De rappeler effectivement que l'on soutient à la fois :

- L'émergence de nouveaux auteurs, c'est très important,
- Des aides à l'écriture, des résidences d'écriture également,
- Des aides après réalisation les post-prod - c'est nouveau et c'est toute la filière de l'emploi technique qui est non seulement maintenu mais développé dans notre Région
- 853 000 € dans le court-métrage mais également dans la production de longs métrages pour le cinéma.
- Plus de 3 M€ pour la production audiovisuelle : documentaires, séries, fiction.
- 570 000 € sur un fonds d'innovation longs-métrages, là aussi, c'est totalement innovant, et nous sommes la première et la seule Région à le faire, et c'est ainsi que nous avons pu structurer la filière cinéma en Nouvelle-Aquitaine, et enfin 1,119 M€ en faveur des œuvres financées dans le volet « production du contrat d'objectifs et de moyens ». J'en profite pour

saluer l'excellente qualité du travail de notre collègue, Mathieu HAZOUARD, qui présentera tout à l'heure le COM TV, mais le volet « production » au sein de ce COM TV permet vraiment l'émergence et le soutien à la filière Régionale.

Voilà pour la méthode. ALCA a fait que notre agence coordonne ce fonds de soutien Régional, notamment son calendrier de dépôts et les modalités d'expertise des dossiers. Des subventions versées au titre du fonds de soutien Régional restent de la responsabilité de la Région, c'est-à-dire de la Collectivité.

Si je voulais caractériser notre action Régionale, elle se passe de trois manières :

- Le soutien à la création dans la diversité, avec une attention particulière portée aux premières œuvres,

- L'autre principe important concerne l'aménagement du territoire. Il est primordial que toute la Région avec sa diversité de paysages et aussi avec les ressources humaines et techniques dont elle dispose ait vocation à accueillir des tournages sur l'ensemble de son territoire,

- Le troisième pilier de cette politique est celui de l'initiative Régionale. Le rôle de la Région a été de développer un environnement institutionnel, économique et culturel favorable qui permette aux professionnels qui font le choix de produire, d'écrire, de réaliser ou de travailler depuis la Région, de pouvoir le faire sans avoir à s'installer en Région parisienne.

Le travail accompli avec vous, durant ces trois années, nous a permis de faire bouger les lignes sur la thématique du « produire en Région ». Avant, on venait produire en Région, mais maintenant nous sommes capables de produire depuis la Région Nouvelle-Aquitaine avec plus de 39 sociétés de production qui sont installées. La stratégie s'est appuyée sur l'aide aux programmes d'activité des entreprises de production, le fonds Films et le volet Producteurs des COM TV, comme je l'ai rappelé tout à l'heure.

Voilà, le dynamisme, cher Président, de notre Région dans la matière de cinéma, sans oublier une pépite de la Région qui est la filière animation comme vous aimez le rappeler régulièrement : 3,5 M€, 2 M€ de la Région, 1,5 M€ du département de la Charente. La Nouvelle-Aquitaine avec ce département dispose du premier fonds de soutien en France à la production animation séries et longs métrages de 3,5 M€, ce qui en fait le deuxième Pôle français de production et de fabrication en animation, 40 % de la production.

Nous sommes la Cartoon Valley, berceau de l'animation française, sans oublier les animations, les étudiants et la formation - j'en terminerai - et aussi les médiateurs, cher Président, dans ce dossier qui vous est cher, l'emploi.

C'est une convention très riche. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci.

Y a-t-il des observations ?

Pas d'observations ?

Tout le monde est d'accord.

Pas d'abstentions ?

Pas d'oppositions ?

Mme LE GUEN. - Contre

M. LE PRESIDENT. - DINA est contre. Donc, les autres Groupes sont « pour ».

Ce dossier est donc adopté.

N° 19

Vote sur le «Industries Culturelles et Créatives - Convention de coopération pour le cinéma et l'image animée 2020-2022 entre l'Etat (DRAC), le Centre National du Cinéma (CNC), la Région Nouvelle-Aquitaine, et les Départements de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Dordogne, de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National,**

▪ **CONTRE : Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

20 - INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES ET SPECTACLE VIVANT : CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS EN FAVEUR DES MUSIQUES ACTUELLES ET DU SPECTACLE VIVANT.

21 - PROLONGATION D'UNE ANNEE DU CONTRAT DE FILIERE ARTS PLASTIQUES ET VISUELS 2018-2020

M. LE PRESIDENT. - Je propose à Nathalie LANZI de nous présenter les deux contrats suivants.

Mme LANZI. - Président, chers collègues. Deux contrats, le premier concerne deux conventions pluriannuelles d'objectifs en faveur du spectacle vivant et des musiques actuelles avec quatre structures : Chahuts à Bordeaux, le CCN de Malandain, la Gare Mondiale Melchior Théâtre, et le SMAC de Bergerac, en préfiguration de celle de Limoges.

C'est une convention pluriannuelle avec les départements et les Communautés de communes pour asseoir la politique culturelle et permettre à ces structures de se développer et de produire leurs plus beaux spectacles, la création et la liberté d'expression étant essentielles dans notre pays.

La deuxième, je vous demande une prolongation d'un contrat des arts visuels. Le Président avait signé en 2018 à Vassivière, ce contrat des arts visuels et plastiques.

Nous vous demandons donc, simplement, un avenant pour une prolongation d'une année.

M. CHARBONNEAU. - Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente. Nous observons et concluons que dans votre délibération sur les spectacles, qu'un spectacle musical n'aura peut-être plus besoin de bons acteurs ou de bons scénarios, ni même de plaire aux spectateurs, si peu nombreux soient-ils, car depuis de nombreuses années nous voyons apparaître, et c'est encore le cas à travers toutes les délibérations que j'ai lues concernant les différents lieux de production et d'interprétation dans notre Région, du Périgord jusqu'au Pays Basque, que des nouveaux critères dans l'expression culturelle, il y a la notion de droit culturel que vous voulez nous imposer à travers ces conventions, sur tout ce qui touche au mot « diversité » qui revient systématiquement dans la garantie de légalité, comme vous l'avez dit, c'est légal, d'accord, mais la diversité cache aussi un certain nombre de choses derrière ces mots que vous croyez sacrés.

Premier critère pour moi sur la représentation des minorités et des thématiques choisies, l'œuvre ou les projets coconstruits avec les personnes des quartiers prioritaires devrait-elle avoir comme acteur principal ou secondaire une personne issue d'une minorité ethnique, sous-représentée, comme c'est expliqué, ou verra-t-on des castings composés à 30 % de

personnes issues de groupes sous-représentés, femmes, minorité ethnique, personnes LGBTQ +, personnes souffrant de handicap. Voilà ces quotas fixés à mon avis relèvent de l'échec de la politique d'assimilation de notre grand pays à la culture rayonnante.

Le deuxième critère porterait-il sur l'équipe créative qui devrait être composée en partie de personnes issues de groupes sous-représentés, comme dans le cinéma où il y a désormais un critère concernant le marketing du film, les entreprises de spectacle devront-elles présenter des équipes de réalisation dont les responsables seraient issus de groupes sous-représentés.

Je voudrais rappeler que nous, Groupe Rassemblement National, mes collègues et moi-même, nous battons pour l'identité française pour son héritage culturel, pour son rayonnement remarquable notamment à travers la francophonie. Nous ne voulons pas que nos traditions séculaires, littéraires et autres soient interprétées dans une vision cosmopolite ou alignée sur d'autres cultures, ni en politiser l'expression comme c'est très souvent le cas sur les sempiternels sujets d'émigration, des insatisfaits du droit d'asile, et je vous cite : « conserver un rôle d'expérimentation et d'incubateurs pour des esthétiques émergentes notamment dans le cadre de parcours de bénévolat ou les quartiers sensibles » fin de citation. Je vous réponds que l'on a bien vu comme incubateur le débile spectacle qui avait eu lieu avec « Manger le cul ». On se demande quelles retombées sérieuses de cette expérimentation qui se poursuit, hélas, encore sur le site internet de la prestigieuse Université de Poitiers, peuvent-elles engendrer. En tout cas, pas dans une réputation d'excellence souhaitée, comme nous la souhaitons tous, j'espère.

Je vais conclure, mais il est question ensuite de structurer une politique publique concertée en faveur des langues Régionales. Je vous cite toujours « Je rappelle que notre Région n'est pas une zone géographique Régionale homogène et qu'elle ne répond pas à ce thème de diffusion de langue, ce qui contredit l'idée qui nous est sempiternellement rabattue sur l'idée de maillage territorial, même si nous reconnaissons l'importance de l'identité basque. Celle-ci est mise à mal par l'importance qui est donnée dans ces textes, à la volonté de dépasser nos frontières et j'ai vu avec une certaine appréhension qu'il était question de la transporter au-delà des frontières en liaison avec la GUIPUZCOA et la Navarre, provinces exemplaires et merveilleuses, certes mais qui ne font pas partie de notre royaume. N'est-ce pas sous-entendu d'ailleurs dans le projet européen de séparatisme…

M. LE PRESIDENT. - Monsieur CHARBONNEAU, s'il vous plaît. Cela fait plus de 4 minutes.

M. CHARBONNEAU. - Il me reste deux lignes. En vous réaffirmant notre bonheur, surtout en ce moment, à la veille de Noël d'appartenir à la France et à ce peuple vaillant, et envié, je vous rappellerai que nous sommes issus de Lady de Villar Cottray.

Voilà, pourquoi, nous avons décidé de voter contre cette délibération.

M. LE PRESIDENT. - J'aime bien les délibérations politiques qui ont eu tout au long de l'histoire, la même ardeur patriotique, pour défendre notre territoire contre l'envahisseur.

Est-ce qu'il y a d'autres observations ?

Mme AMMOUCHE-MILHIET. - Bonjour chers collègues. Je voulais redéfinir en quelques mots la diversité. La diversité, c'est ajouter du développement au développement. C'est ajouter de l'inspiration à l'inspiration qui est déjà en France, ajouter de la vie à la vie, ajouter de l'espoir à l'espoir français, ajouter de la renaissance à la renaissance française, ajouter du succès, ajouter du talent et ajouter de l'espoir de voir changer d'avis Monsieur CHARBONNEAU.

Mme BOURDIN. - Puisque ma collègue a souhaité redéfinir la diversité, si vous m'y autorisez, je voudrais que l'on fasse une pause poétique pour rappeler ce qu'est la culture, si cela ne vous dérange pas Monsieur le Président. Ce sera très court. Je voudrais prêter ma voix à Michel SERRES qui hélas n'est plus là, et qui disait dans un entretien au journal Libération le 28 avril 2009, cette anecdote que je trouve intéressante de rappeler ce matin.

« Si vous avez du pain, et si moi j'ai un euro, et si je vous achète le pain, j'aurais le pain et vous aurez l'euro. Et vous voyez dans cet échange un équilibre. Mais si vous avez un sonnet de Verlaine ou le théorème de Pythagore, et que moi je n'ai rien, et si vous me les enseigniez à la fin de cet échange-là, j'aurais le sonnet de Verlaine et le théorème, mais vous les aurez gardés. Dans le premier cas, il y a un équilibre, c'est la marchandise. Dans le second, il y a un accroissement, chers collègues, c'est la culture. »

M. LE PRESIDENT. - Y a-t-il des oppositions à ces deux dossiers ? Je suppose que le Rassemblement National est contre. DINA aussi.

Est-ce que les autres Groupes s'abstiennent ou sont favorables ?

N° 20

Vote sur les «Industries Culturelles et Créatives et Spectacle Vivant : Conventions Pluriannuelles d'Objectifs en faveur des Musiques Actuelles et du Spectacle Vivant»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

N° 21

Vote sur le «Prolongation d'une année du Contrat de filière Arts plastiques et visuels 2018-2020»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

M. LE PRESIDENT. - Ces deux rapports sont donc adoptés.

22 - CONVENTION DE PARTENARIAT CULTURE ET SANTE

NOUVELLE-AQUITAINE 2021 - 2023

Mme JEANSON. - Chers collègues. Notre santé ne dépend que pour 20 % des soins, et pour 80 % de tout le reste, c'est un certain nombre de déterminants, sociaux en premier, éducatifs, environnementaux. C'est pour cela que nous sommes très engagés dans le PRSE, et puis culturel. La culture, vous le savez, est essentielle à la santé, à notre santé mentale, notre santé physique. C'est en plus un soin, en soi, par exemple, il a été prouvé que la musique et la culture diminuent la douleur et que le travail collectif sur la culture est un travail excellent sur le plan cognitif.

C'est également un droit auquel les personnes malades souffrant de handicap accèdent moins que les autres. C'est pour cela que la convention culturelle santé, qui est une coopération entre l'Etat, l'Agence Régionale de Santé et la Région, a pour objet d'amener la culture au plus près des personnes malades, fragiles ou handicapées. Pour cela, elle se fixe trois objectifs : deux appels à projets annuels pour des projets culture et santé soit dans des établissements sanitaires soit dans des établissements médico-sociaux, et le soutient au Pôle Culture et Santé qui est une SCIC qui réunit l'ensemble des acteurs culturels et sanitaires qui veulent travailler ensemble.

Sur la précédente convention, ce sont près de 400 projets qui ont été soutenus dont 211 soutenus par la Région pour un montant de 410 000 € pour des porteurs de projets qui sont donc soit des établissements sanitaires soit des établissements sociaux, des acteurs culturels Régionaux labellisés et avec un travail de coconstruction entre les usagers, les malades, les professionnels de santé et les acteurs culturels.

Je vous propose de voter aujourd'hui, cette nouvelle convention pour les trois années à venir.

Mme REQUENNA. - Monsieur le Président. Otilia FERREIRA souhaiterait intervenir en visio.

Mme FERREIRA. - Bonjour à tous et à toutes.

M. LE PRESIDENT. - On vous entend mal. On ne vous entend pas Otilia. Essayez de fermer votre caméra, peut-être. On me dit qu'il faut que vous fermiez tous et toutes, vos caméras.

Mme FERREIRA. - Bonjour à toutes et tous. Président, je n'entendais pas intervenir dans cette plénière, néanmoins, il y a quelques dossiers sur la culture et donc je ne peux, après ce que j'ai entendu tout à l'heure, ne pas prendre la parole.

Juste redire, et je l'ai déjà dit moult fois à notre Chambre, que la culture est le meilleur rempart contre l'obscurantisme, et elle le reste. J'entends donc saluer, et vous remarquerez qu'en cela, je n'introduis aucun élément de campagne ou politicien, les efforts qui sont faits par la Région et l'implication qui est faite dans tous les espaces de la culture. C'est elle qui nous aide à tenir et c'est elle, cette culture, qu'aujourd'hui on amène dans le cadre des établissements de santé pour accompagner ceux qui sont dans la plus grande difficulté et pour cela je remercie effectivement très fortement, Françoise pour son implication dans cet axe-là.

Conjuguer culture et santé, c'est une merveille, c'est un espoir, c'est un bonheur, mais même quand on n'est pas malade, et vous savez bien que même si nous l'ignorons, nous le sommes tous un peu tout le temps, eh bien la culture nous offre la carte et le passeport pour remettre de la dignité dans l'humanité. Donc, merci pour tous les efforts. Merci pour l'investissement. Effectivement, la filière culture est à la souffrance avec la pandémie, mais tous les efforts et tout ce que nous pouvons faire pour la soutenir et l'accompagner sont les bienvenus et pour cela, vraiment, le Groupe Modem soutient tout ce qui est de l'implication de la Région dans ce secteur-là. Et nous vous en remercions, Président.

M. LE PRESIDENT. - Merci Otilia. Je mets aux voix ce rapport culture et santé.

Y a-t-il des oppositions ?

Des abstentions ?

Des non-participations au vote ?

Ce rapport est donc adopté à l'unanimité.

N° 22

Vote sur le «Convention de partenariat culture et santé Nouvelle-Aquitaine 2021 - 2023»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

23 - CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET L'ENTREPRISE B. BRAUN

Mme JEANSON. - Merci de me laisser présenter cette délibération sur cette entreprise allemande qui est leader mondial du dispositif médical. Une entreprise au capital familial, 64 000 collaborateurs dans le monde, et très présents en France puisqu'ils ont déjà 2 200 salariés sur cinq sites, dont trois en Nouvelle-Aquitaine, à Chasseneuil-sur-Poitou, à Sarlat et à Saint-Jean-de-Luz. Cette entreprise souhaite accroître son engagement en Nouvelle-Aquitaine et investir près de 40 M€ dans les cinq ans à venir. Elle a sollicité la Région pour créer un partenariat parce que la vie des entreprises dans le domaine des dispositifs médicaux n'est pas très simple en France, en ce moment, pour des questions de variation de tarifs, et pour des questions, surtout, de complexité réglementaire dans l'innovation. Il faut quelques fois trois ans pour arriver à faire agréer une innovation dans le domaine de dispositifs médicaux.

Nous avons travaillé ensemble et nous arrivons à un contrat de partenariat sur quatre sujets : le développement industriel des sites, le développement des dispositifs médicaux innovants, l'emploi et l'évolution vers l'usine durable, partenariat dans lequel l'entreprise et la Région sont engagées. En particulier avec un engagement de la Directrice du site de Chasseneuil-sur-Poitou qui s'engage fortement dans le développement de la filière « dispositifs médicaux » dans la Région, en étant devenue la Présidente de la Technopole du Grand Poitiers, et en s'engageant fortement dans le travail lancé par la Région sur la réindustrialisation dans le domaine de la santé, et en particulier dans le Groupe de travail sur les dispositifs médicaux.

Je vous propose, chers collègues de voter, cette convention de partenariat avec cette très boîte qu'est B. BRAUN.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Y a-t-il des interventions sur ce joli dossier ? Vous savez qu'une des diversifications et une des reconquêtes technologiques passent par l'instrumentation médicale. S'il n'y a pas d'observations.

Y a-t-il des oppositions ?

Des abstentions ?

N° 23

Vote sur le «Contrat de partenariat entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'entreprise B. BRAUN»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

M. LE PRESIDENT. - Ce dossier est donc adopté à l'unanimité.

24 - REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES AUX ENTREPRISES DU CONSEIL REGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE : MODIFICATIONS DIVERSES

M. UTHURRY. - Il y a quatre ans, à un jour près le temps passe vite, nous votions à l'unanimité le schéma Régional de développement économique et de l'innovation et de l'internationalisation, le SRDEII. Deux mois plus tard, nous votions le règlement d'intervention.

Il apparaît nécessaire de modifier ce règlement d'intervention qui a déjà fait l'objet de modifications, il y a un an tout juste. Ces modifications s'appliqueront en janvier 2021, tout en laissant toutefois l'instruction se dérouler pour les dossiers déposés préalablement et qui bénéficieront de l'actuel règlement.

Ces modifications sont fortement imprimées par deux phénomènes : d'abord Néo Terra, et ensuite d'une manière conjoncturelle, le phénomène Covid, qui nous a amenés à proposer à la fois accélération et modifications. Vous vous rappelez des neuf orientations du schéma Régional. Je vais donc en synthèse, pour chacune d'entre elles, vous indiquer quelles sont les principales modifications qui parfois sont marginales.

La première orientation consiste à anticiper et accompagner les transitions numériques, environnementales et énergétiques aussi dans le domaine de la mobilité. Plus que jamais, cette anticipation est nécessaire. Notamment sur le numérique, vous noterez l'évolution avec l'ajout du soutien au logiciel libre. Mathieu HAZOUARD pourra en parler plus savamment pour notamment favoriser l'innovation.

Vous noterez également l'aide aux jeux vidéo qui peut désormais intervenir sur l'aspect création et l'aspect production selon des modalités particulières. Vous noterez sur l'économie circulaire un certain nombre d'exclusions qui ont été supprimées pour ouvrir davantage ce dispositif. Vous noterez également en matière de transition énergétique une évolution dans l'instruction des objectifs à financer comme l'hydrogène vert et vous noterez que le taux maximal d'interventions est passé de 60 à 65 %.

Pour la deuxième orientation qui concernait l'évolution et le renforcement des politiques de filières, je veux à nouveau saluer l'énorme travail qui a été accompli pour ce travail sur les filières à l'occasion du Covid. Cette orientation est en fait actualisée dans le règlement d'intervention dans le contexte du Plan de relance Nouvelle-Aquitaine rebond, notamment pour le recours aux solutions issues des milieux naturels - je vous cite, par exemple, le biométisme - qui sont fortement encouragés, en tous les cas, davantage que dans le règlement précédent.

Même chose pour l'économie circulaire et le design. Une évolution sensible également en matière forestière pour revaloriser les terrains et améliorer la qualité du bois produit. Béatrice GENDREAU pourrait en parler aussi. Notez la majoration des aides attribuées à certains chantiers dès lors qu'ils sont davantage respectueux de l'environnement, ou encore en faveur des peuplements forestiers mélangés, qui mélangent par exemple des résineux et des feuillus.

Le tourisme, Sandrine DERVILLE pourra en parler, la pêche ou l'aquaculture, Mathieu BERGE également, font l'objet de modifications règlementaires sensibles.

L'orientation n°3 concerne un sujet qui est propre est cher à la Région, c'est l'amélioration de la performance industrielle avec l'usine du futur dont les modalités continuent ; de 600 nous allons passer 1 500 entreprises diagnostiquées. Des nouvelles générations des dispositifs de l'usine du futur démontrent qu'elles ont parfaitement intégré la dimension Néo Terra et de fait, d'être moins lourdes sur notre planète.

Cette dimension usine du futur prend une résonnance particulière par ces temps de Covid où certaines entreprises d'ailleurs « profitent » un peu d'une production moindre, pour essayer d'affiner tout ce qui peut être du domaine de l'innovation technologique et non technologique.

La quatrième orientation concerne l'accélération et le développement du territoire par l'innovation. C'était le vœu de cultiver dans cette immense Région, l'immensité et l'intimité que nous devons à chacun de ces territoires. Vous noterez, par exemple, que pour certaines entreprises qui sont sur les territoires, PME et TPE essentiellement, la durée d'immatriculation d'un an est passée à deux ans pour faciliter à la fois l'amorçage et le développement avant que ces entreprises ne se fassent avaler. Le système est d'être partout et avec discernement selon les entreprises, selon les filières, selon les territoires.

L'orientation n°5 consiste à renforcer l'économie territoriale, l'entrepreneuriat et le maillage des territoires. Force est de constater, y compris dans les choix que l'Etat a fait par rapport au soutien dans certaines de nos entreprises, que nos usines en Nouvelle-Aquitaine sont harmonieusement réparties et souvent se situent à la campagne.

L'orientation n°6, toujours en synthèse, consiste à ancrer durablement les différentes formes d'économie sociale et solidaire sur les territoires. C'est une orientation qui est importante, qui a pris de la résonance. La nouvelle rédaction propose d'une part de simplifier les aides, d'autre part, d'attribuer des accompagnements supplémentaires dès lors que l'on parle de mutualisation des postes ou de coopération entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Bref. Dès lors que l'on tend à supprimer cette vision un peu mosaïque de la Nouvelle-Aquitaine avec des territoires qui sont plus riches que d'autres.

Il s'agit aussi d'augmenter les seuls minimaux pour certaines aides et de maintenir, voire de développer, des aides à la constitution des fonds propres d'une manière plus simple pour l'économie sociale et solidaire. Je pense notamment aux SCIC, aux SCOP.

L'orientation 7 qui consiste à accompagner le retournement et la relance des territoires, c'est un Service piloté par Hervé SALOMON qui est d'une grande efficace par l'approche combinée humaine et technique des financements, et notamment des soutiens aux trésoreries.

Les modifications vont davantage dans le sens de l'anticipation qui est nécessaire pour que nous nous rendions dans ces entreprises avant la perspective du redressement judiciaire.

Les deux dernières orientations sont l'internationalisation et le développement de l'écosystème financier. Pour cette dernière orientation, il y a eu peu de modifications ou pas de modifications.

Pour ce qui relève de l'internationalisation, il se trouve que nous poursuivons avec ardeur tout ce qui peut permettre aux entreprises de sortir des effets d'aubaine par rapport à l'export, par rapport à un produit particulier, mais plutôt de fidéliser, de faire en sorte que le décrochage à l'export soit moins fréquent, surtout en ces périodes de crise de Covid où chacun parle à la fois de relocalisation des productions mais aussi des performances à l'export. C'est ce qui, en général, permet à nos PME d'accéder au rang d'entreprises de taille intermédiaire dont la Région souhaite qu'il y en ait davantage sur le territoire, tout simplement parce que ces entreprises, davantage que les Groupes que nous avons la chance aussi d'héberger sur les territoires, sont en général plus attentives à leur environnement, à leur écosystème, à leur réseau de sous-traitance.

Voilà, en synthèse, les quelques modifications qui vous sont soumises et que je vous propose de valider, Monsieur le Président.

M. COLOMBIER. - Il s'agit de modifications assez mineures, en effet, qui sont aux marges et qui ne changent pas le fond du dossier.

M. UTHURRY. - C'est exactement cela.

M. COLOMBIER. - D'accord. Même qui l'améliorent sur certains sujets, en effet. Nous voterons ce dossier.

Mme MOTOMAN. - Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, mes chers collègues. Cette révision du règlement d'intervention modifie à la marge afin d'être aux plus près des besoins du territoire et des problématiques des entreprises, tout en intégrant des priorités Régionales de Néo Terra, n'est, pour nous, pas à la hauteur des onze ambitions votées en juillet 2019.

Une majorité des modifications proposées vont dans le bon sens, et nous les approuvons, notamment les évolutions concernant l'économie sociale et solidaire, la prise en compte des solutions fondées sur la nature, la diversification des essences dans les aides à la sylviculture ou la bonification des projets collectifs. Néanmoins, cela reste des modifications à la marge, comme indiqué en préambule de cette délibération.

Malgré cette année 2020, riche d'enseignement sur la fragilité de notre système de développement, l'orientation 3 : « améliorer la performance industrielle des entreprises Régionales et déployer l'usine du futur », ainsi que l'orientation 7 : « accompagner le retournement et la relance des territoires et des entreprises » n'ont pas été modifiées. Pourtant de nombreuses modifications auraient pu y être apportées. Par exemple : concernant l'usine du futur, car si la Région soutient la réduction de l'utilisation et du recyclage de l'eau, rien n'incite les industriels à réduire leurs émissions de molécules toxiques et en premier lieu, les substances cancérigènes, mutagènes, neuro et reprotoxiques.

Lors du premier vote de ce règlement, le 13 février 2017, notre Groupe s'était abstenu en raison d'un manque cruel d'éco-socio-conditionnalités, à la hauteur des enjeux écologiques, sociaux et économiques de notre Région. Cet accompagnement au changement peut être mis en œuvre par des bonifications selon des critères relevant des priorités Régionales de Néo Terra et des recommandations d'acclimaterra et d'Ecobios. Depuis le début de mandat, votre réponse, Monsieur le Président, est que nous handicaperions les entreprises dans leurs demandes d'aides. C'est peut-être l'une de nos différences, car nous pensons qu'au contraire, nous les aiderions en les incitant financièrement à orienter progressivement leur transformation nécessaire.

Ce monde post-Covid que nous espérons toutes et tous, meilleur pourrait se construire grâce à des mesures sociales et écologiques incitatives, car malgré notre Extrême-Droite, nous ne sommes pas pour l'écologie punitive, mais plutôt pour l'écologie incitative. Cela pourrait donc se construire différemment, ainsi qu'une cohérence globale que nous réclamions, quelque part, dans les politiques publiques portées par la Région.

Pour ces raisons, et dans la continuité de nos votes précédents, le Groupe Ecologistes et Citoyens EELV s'abstiendra sur cette délibération. Je vous remercie, Messieurs Dames.

M. RABIT. - Bonjour à toutes et à tous. Comme on travaille depuis hier et que les délibérations s'enchaînent pour mieux cadrer les politiques Régionales, je dois dire que ce que je viens d'entendre, et ce que nous avons effectivement entendu hier, ne sont pas faites pour nous rassurer. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai pu exprimer hier à travers mes interventions, mais je dois reconnaître qu'en lisant cette délibération, on a l'impression d'assister à une sorte de catalogue à la Prévert. Je n'ai pas envie de revenir sur tout ce qui a

été dit sur la complexité de ces aides, sur le manque de lisibilité, sur la bureaucratisation qui est croissante dans les processus de mise en œuvre de ces politiques d'aides, les nombreuses incohérences qu'il y a entre les différents dispositifs, les problèmes de conditionnalité qui de toute façon, il faut en être conscients, entraîneront un durcissement de l'octroi des aides, notamment en imposant des objectifs qui sont nouveaux en matière de mobilité propre, de transition énergétique ou de production d'énergie.

C'est la raison pour laquelle nous sommes plus que circonspects par rapport à cette proposition. Vous faites par exemple référence au billet d'avion dans l'export. Je ne vois pas comment on peut, pour moi qui me suis occupé beaucoup d'export dans ma vie professionnelle, développer une vraie politique d'export et être utile dans l'internationalisation de nos entreprises, sans se déplacer sur le terrain et sans le contact humain qui est indispensable dans la mise en œuvre d'une politique de deux contrats.

Alors que d'un côté vous semblez disposés à encourager le développement de l'aérien de notre Région, et cela, on ne peut que nous en féliciter, d'un autre côté, vous semblez très en retrait par rapport à ce mode de transport. Je crois reconnaître finalement que vous êtes un fervent macroniste et que vous êtes un adepte du « en même temps », en tout cas, nous en avons à travers ce dispositif, une démonstration.

Pour ma part, je ne voulais pas être plus long. Voilà ce que nous inspire cette modification. Si certaines mesures sont intéressantes, je ne le conteste pas. Je ne suis pas d'accord avec ce que vient de dire le Rassemblement National. On va beaucoup plus loin dans le durcissement des aides et sur la mise en œuvre au bénéfice de nos entreprises. Je crois qu'elles deviennent de plus en plus imprévisibles d'une année sur l'autre, incohérentes et dogmatiques.

Nous l'avons déjà dit. Notre Président du Mouvement de la Ruralité, Eddie PUYJALON, y est souvent venu. Si vous faites de Néo Terra un texte incitatif aidant à de bonnes transitions, cela nous ira dans le temps. Mais nous nous opposerons systématiquement à ce que ce soit un livre de lois arbitraires, un code impératif privant d'aides pour des raisons purement idéologiques des structures qui, en ce moment, en ont plus que jamais besoin. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Y a-t-il d'autres interventions ? Je rappelle à Monsieur RABIT qu'il ne faut pas confondre EELV et le Rassemblement National. C'était EELV qui s'exprimait. J'essaye de défendre tout le monde.

M. RABIT. - Je sais qu'il y a beaucoup de mutations au sein du Conseil Régional, en ce moment, on l'a vu hier, mais jusqu'à preuve du contraire, Monsieur COLOMBIER qui s'est exprimé tout à l'heure, ne fait pas partie des Verts.

M. LE PRESIDENT. - C'est Madame MOTOMAN qui s'exprimait du Groupe EELV. Merci Monsieur RABIT. Je donne la parole en réponse à Bernard UTHURRY.

M. UTHURRY. - Je répondrai à Laurence MOTOMAN, qu'effectivement, certes, on peut toujours dire que l'on ne va pas assez vite. C'est justement pour cela que nos règlements d'intervention sur les aides accordées aux entreprises sont pratiquement réévalués chaque année.

Pour répondre à Monsieur RABIT, sur le même sujet, manquer cette fois-ci le rendez-vous que nous avions pris pour parler plus précisément des éco-socio-conditionnalités, le Covid est passé par là. J'entends avec difficultés et un peu de peine, parler de bureaucratisation coinçante, ce n'est pas très adapté aux efforts que l'on fournit justement dans nos bureaux et sur le terrain, à la fois les élus et les Services.

Je ne sais pas où vous allez chercher dans cette délibération les racines ou les manifestations de macronisme qui n'existent pas - enfin pas encore du moins - mais en tous les cas, je note que tout est prétexte pour politiser un domaine qui ne doit pas l'être**.** Nos aides sont pratiquement millimétrées, adaptées aux situations, nous essayons, Services et élus confondus, d'aller sur le terrain pour faire de la microchirurgie sur le terrain. C'était l'objectif du schéma Régional du développement économique. Nous poursuivons dans son objectif, contre vents et marées, y compris dans cette période difficile où il nous faut essentiellement être performants dans l'anticipation et dans le maintien de nos PME à flots pour qu'elles ne soient pas complètement chahutées, anéanties et qu'elles soient disponibles au moment où les marchés reviendront de manière que tout ce que nous avons dit, la main sur le cœur, en matière de relocalisation ne soit pas un vœu pieux et que dans certains domaines - je pense à l'aéronautique notamment - les acheteurs de nos majors de l'aéronautique n'aillent pas naturellement se retourner vers des pays low-cost notamment l'Amérique du Sud ou encore l'Asie qui sortira sans doute avant nous de cette crise-là et qui pourrait reprendre le dessus pour le plus grand malheur de nos PME de Nouvelle-Aquitaine.

M. LE PRESIDENT. - Merci Bernard. Si je peux faire état de mon expérience ou de contacts multiples, qu'avec Bernard UTHURRY ou Philippe NAUCHE, on a avec le monde industriel, j'y trouve - je rassure les collègues de cette Assemblée - une unanimité - pardon de le dire comme cela - quels que soient les secteurs sur le basculement environnemental et technologique.

Je trouve que cet enthousiasme est communicatif parce qu'ils savent bien d'ailleurs que c'est une façon de se différencier. D'ailleurs, Françoise COUTANT a présenté hier plusieurs dossiers sur les coopérations avec un certain nombre de Groupes dont on pourrait se dire qu'ils n'ont pas d'attentions particulières à l'égard du basculement environnemental ou

écologique. Et je pense que l'expérience montre que la confiance vaut mieux qu'une imposition quelconque.

D'ailleurs, je regarde beaucoup d'entreprises - sous le contrôle de Bernard et de Philippe - sont en train de se transformer sans avoir besoin de les diriger sur les entreprises à missions, et cette notion d'entreprises à missions bouleverse aussi le fonctionnement interne de l'entreprise. La première leçon que je retire - et je l'ai dit 1 000 fois, mais encore une fois faut-il entrer dans l'entreprise et ne pas la regarder de l'extérieur - quand je regarde les 600 entreprises qui ont basculé dans l'usine du futur, qu'est-ce qui fait le bond de productivité et de compétitivité, c'est l'amélioration des conditions de travail et le bien-être au travail. C'est la communauté humaine. Cela donne un raisonnement complètement différent.

Je mets aux voix ce rapport.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

M. BERGE. - Il y a deux abstentions dans notre Groupe : Elisabeth DUTEIL, Martine ALCORTA.

M. LE PRESIDENT. - D'accord. Merci Mathieu de la précision.

N° 24

Vote sur le «Règlement d'intervention des aides aux entreprises du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine : Modifications diverses»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

ABSTENTION : Ecologiste et Citoyen-EELV, PEPS (2)

NON PARTICIPATION : *Mme CLAVEAU Charline (activité professionnelle), Mme LAPOUGE Christelle (NI)

25 - L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE AU SERVICE DU MAINTIEN ET DU DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DES ENTREPRISES ET DES FILIERES DU TERRITOIRE : FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE REGIONALE ET PLAN D'ACTIONS 2021-2022

M. NAUCHE. - Je vais essayer de vous présenter en cinq minutes, ce que sera notre feuille de route Régionale sur l'intelligence économique au service du maintien et du développement de l'emploi des entreprises et des filières du territoire. C'est un sujet un peu aride, mais je vais essayer d'être synthétique et compréhensible.

Je tiens d'abord à remercier Armelle JUDDE et sa petite équipe qui ont travaillé pendant de nombreux mois pour que l'on en arrive là. C'est une démarche coconstruite avec le nombre d'acteurs. Dans un premier temps, on va essayer de définir ce que c'est. On va ensuite regarder les compétences respectives de la Région et de l'Etat qui doivent faire une coproduction en la matière, les propositions issues de la séquence de concertation et la traduction en plan d'actions pour les deux années qui viennent.

Quel périmètre pour une politique Régionale en intelligence économique ? Les trois piliers de l'intelligence économique sont : anticiper, protéger, sécurité économique et numérique, et influencer. C'est autour de ces trois notions que va s'organiser le travail presque culturel autour de l'intelligence économique dont on pourrait dire que l'idée générale est de transformer une masse d'informations non triées et détenues par des personnes très différentes en une connaissance qui va permettre de décider. C'est pour cela que l'enjeu principal de l'intelligence économique dans les pratiques, aussi bien des services administratifs que des entreprises, c'est bien une façon différente de voir les choses, pour à la fois anticiper protéger et arriver à influencer son environnement.

Quelles sont les cibles de cette feuille de route Intelligence économique ? Ce sont bien sûr les structures entrepreneuriales, les Institutions, toutes les entreprises Régionales qui le souhaitent, les structures qui accompagnent les entreprises, les Collectivités, les universités et les jeunes en formation.

Le prérequis à une politique identifiable d'intelligence économique, c'est sensibiliser, former, diffuser dans les organisations et mailler le territoire. Cette politique d'intelligence économique ne vient pas de rien, puisque les stratégies Régionales, que ce soit en un citant quelques-unes, le SRADDET en 2016, les feuilles de route de filières en 2017 et 2020, Néo Terra en 2019, la feuille de route Cybersécurité en juin 2020 et les Plans de transition de juillet et d'octobre 2020, sont bien dans une démarche d'intelligence économique.

Il y a une charte partenariale Etat/ Régions de France qui a été signée en la matière pour que les Régions et l'Etat puissent coproduire une politique d'intelligence économique territoriale.

Quelles sont les compétences de notre Institution ? Au niveau du Pôle Développement économique, depuis un certain nombre d'années, des choses sont faites. Il y a eu des thèses CIFRE qui ont été accompagnées par la Région. Il y a un partenariat depuis 2014 avec le Laboratoire VIA Inno qui dépend du CNAM qui fait des recherches sur les données scientifiques et technologiques sensibles pour les entreprises, qui fait du travail à la demande sur les secteurs d'activité, sur les filières. Et il y a deux universités qui ont des formations en matière d'intelligence économique, l'IAE de Poitiers et Bordeaux.

Il y a également au niveau de la DATAR une équipe de veilleurs économistes, cartographes, qui essaient d'apprécier l'évolution économique et l'évolution prévisible de l'économie sur les différents secteurs géographiques. Et également ADI qui a un rôle en la matière.

Pour nous, un des enjeux - mais ce n'est pas le seul - est l'accès pour les entreprises à des missions de renseignements économiques. Actuellement, il y a une expérimentation en cours avec un partenaire qui avait été choisi l'année dernière qui est l'ADIT, sur lequel nous avons souhaité que 100 entreprises Régionales qui le souhaitaient puissent bénéficier d'une mission de renseignements économiques. 85 entreprises sont aujourd'hui entrées dans l'expérimentation. On a essayé de les choisir différentes. Il y a une dizaine de start-up, 31 TPE, 39 PME, 5 ETI, dont 11 prestations post-Covid, de façon à identifier là encore des éléments d'anticipation, de veille, de prospective, des éléments de protection sur la sécurité économique et sur la sécurité numérique qui sont complémentaires et des capacités d'influence, en particulier sur les normes ou sur des choses comme celles-là.

Il y a dans notre Région de nombreux acteurs impliqués dans l'intelligence économique. Vous avez plein de boîtes dites de conseil qui sont plutôt orientées sur la veille, veille technologique en particulier, sur la sécurité économique, un peu sur la prospective et sur la formation. Mais il y a de nombreux autres partenaires, l'Etat en particulier, puisque le travail et la coconstruction de cette feuille de route se sont faits à la fois avec les représentants du CISSE c'est-à-dire le Commissariat à l'Information Stratégique et à la Sécurité Economique, qui était une Institution nationale qui a sa déclinaison en Région Nouvelle-Aquitaine qui est pilotée plutôt par le SGAR, tous les Services de l'Etat comme la gendarmerie, l'ANSI, la DRSD, la Sécurité intérieure et les douanes, et la Région, chacun dans son propre rôle, l'Etat ayant des missions en tout régaliennes, et la Région ayant le pilotage de la politique économique Régionale.

Cette démarche a été faite en concertation pour essayer d'avoir une stratégie partagée. 150 participants aussi bien des acteurs d'intelligence économique que des représentants du monde économique ont participé avec nous à des ateliers qui ont permis d'exprimer les sujets d'intérêts. Je ne vais pas les détailler, il y en a 70, qui ont permis de déboucher sur une démarche pour la feuille de route donnant six priorités :

- L'appui des TPE et PME Régionales pour accompagner les transitions,

- La protection économique et numérique des TPE et PME Régionales, les grands Groupes étant en général assez sensibilisés à cela et ayant mis en œuvre des stratégies

- L'intelligence économique en appui des entreprises Régionales pour prévenir des situations de fragilité, difficultés financières, rachats, prises de participation, collaboration avec l'Etat et la Banque de France sur la typologie des investisseurs potentiellement embêtante sur une activité innovante

- L'intelligence économique en appui des dynamiques des filières Régionales et leur diversité

- L'intelligence économique en appui d'une gestion dynamique des friches commerciales et industrielles - c'est un problème particulier sur lequel il y a eu beaucoup de demandes lors des ateliers - c'est-à-dire comment on est capable d'économiser de l'espace agricole et naturel en réutilisant les friches qui existent. C'est un travail extrêmement important à mener

- L'intelligence économique en appui à l'économie présentielle dans les territoires ruraux.

Ce plan d'action va se traduire - si vous l'adoptez - par une feuille de route 2021-2022 avec plusieurs axes :

- D'abord communiquer, vulgariser : les acteurs de l'intelligence économique en Région Nouvelle-Aquitaine, ont souhaité que l'on mette en place un portail Régional pour lister toutes les ressources et que les gens arrivent à se connaître entre eux. C'est la première action

- La deuxième, sensibiliser, former : cela veut dire aussi bien des personnels internes à la Région et à différents Services qu'au niveau des Pôles, des clusters, et d'intégrer progressivement cette dimension intelligence économique dans ces trois aspects, dans les différents parcours, dans les différents accélérateurs.

- Le troisième axe, toujours dans les prérequis, mailler et diffuser. Je ne vais pas enter dans le détail, vous l'avez sur les documents qui sont écrits

Sur le volet Anticiper, c'est la poursuite de l'expérimentation de missions de renseignements économiques auprès d'un échantillon représentatif de 100 entreprises. Ce

sont des études sectorielles à titre d'exemple : il y a eu des études faites sur les masques et les équipements de protection individuels. Les marketplaces, diversification de la santé. A venir, sur le recyclage des plastiques, sur le démantèlement aéronautique ; ce sont des exemples.

On utilisera bien sûr les laboratoires communs VIA Inno qui fait de la veille technologie, un partenariat avec ADI. Il y a eu des études réalisées en interne sur le recyclage des batteries au lithium, par exemple. Il s'agit d'analyser des données internes, multi sources et de regarder ce que cela va donner sur la croissance bleue. Ce sont des exemples, parce que je ne peux pas entrer dans tous les détails.

Sur le volet Anticiper, on poursuit l'expérimentation que l'on a commencée. On veut mettre en place un Groupe de réflexion prospective pluridisciplinaire qui associera aussi bien les scientifiques, les économistes, les géographes, des journalistes, nos laboratoires de façon à proposer à notre Collectivité des sujets d'avenir, pas de demain, mais d'avenir d'après-demain.

Protéger, cela s'inscrit et c'est complémentaire avec la feuille de route Cybersécurité que l'on a votée il y a quelques mois, en sachant que la cybersécurité ne suffit pas à elle seule à assurer la sécurité des données économiques des entreprises, il faut donc aller plus loin. Et autour de tout cela, un des exemples, des actions de coaching pour accompagner les missions export où la présence sur les salons internationaux d'entreprises qui possèdent des savoir-faire où il y a quelques précautions à prendre qui ne sont pas toujours prises et qui se terminent souvent par de la prédation économique.

Dernier volet Influencer, d'abord une cartographie des réseaux d'acteurs, par exemple, sur un sujet comme les batteries, des actions avec notre Bureau à Bruxelles pour arriver à influencer la vision normative des chutes de l'Europe. Souvent, dans beaucoup d'activités, nous subissons des normes qui sont plutôt d'origine anglo-saxonnes et nous pensons qu'il y a un travail à faire pour les secteurs qui sont présents sur notre Nouvelle-Aquitaine, de travail sur les normes au niveau de la Commission Européenne pour que nous puissions trouver une forme d'influence sur la définition des normes futures, qu'elles soient industrielles ou qu'elles soient dans les activités de service. Et pour cela un partenariat est en cours d'élaboration avec l'AFNOR, qui est l'organisme français qui s'occupe de la normalisation.

Voilà, très rapidement et sûrement pas assez dans le détail, la présentation synthétique de cette feuille de route pour l'intelligence économique pour 2021-2022.

M. COLOMBIER. - Monsieur le Président, mes chers collègues. La délibération que vous nous demandez d'approuver souhaite la mise en place d'une nouvelle feuille de route Régionale dédiée à l'intelligence économique. Si mon décompte est exact, il s'agit de la 6ème feuille de route que vous soumettez à nos votes en à peine une année.

Ceci traduit la véritable frénésie réglementaire qui habite votre majorité et vous pousse à intervenir dans tous les champs d'action possibles. Sans dénigrer l'utilité et sur le principe d'une feuille de route, que nous votons souvent largement par ailleurs, nous attirons votre attention sur la multiplication des dispositifs Régionaux qui entravent la bonne visibilité de ces derniers par rapport à nos concitoyens. Ainsi en est-il de l'intelligence économique, loin de nous l'idée de contester la nécessité pour la Région de mettre en place un dispositif de collecte, de traitement ou de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques, ou de développer le renseignement économique particulier utilisé par les pays anglo-saxons ainsi que vous le rappelez justement.

Mais nous ne sommes, cependant, pas convaincus par le projet de votre feuille de route pour au moins deux raisons. La première d'entre elles tient à l'organisation même de cette feuille. Cette dernière reprend en effet, dans ces prérequis et objectifs, bon nombre de d'objectifs déjà présents dans les feuilles de route précédentes. Ainsi, dans le second axe « Informer et former », l'action - je vous cite - « mettre en place un dispositif Régional permettant d'inciter à la formation et aux bonnes pratiques de la sécurité économique dans les entreprises » sur votre optique déjà dans une bonne part dans la feuille de route de cybersécurité. De même au sein de l'objectif 2, l'action systématisée, l'accompagnement préparatoire aux missions export est déjà largement dans les programmes Régionaux de soutien à l'export de type CIRENA ou bien encore au sein de l'objectif 3, l'action structurer un réseau international sur des cibles à prioriser, existe-t-il aussi dans divers dispositifs Régionaux.

Notre seconde réserve sur cette feuille de route tient à la faible capacité financière de notre Région, en particulier et plus largement des Régions françaises, à pouvoir mener une réelle politique d'intelligence économique. Les budgets des Régions françaises ne sont pas ceux des Landers allemands ou des Régions italiennes, ce qui obère d'autant notre poids économique, malheureusement dans la concurrence européenne ou mondiale.

Ainsi dans des domaines clés abordés par le partenariat avec le GRETA sur les brevets, publications scientifiques ou relations financières interentreprises, la Région aura-t-elle la capacité financière de soutenir ce type de projets. Cela, d'après nous, nécessitera quand même des arbitrages et des soutiens budgétaires surtout en cette période de crise qui devront peut-être vous amener à abandonner certaines de vos priorités Régionales pour vous consacrer au développement économique de notre Région.

Nous ne nous opposerons pas à ce dossier, mais en raison de ses incertitudes et de ses redondances, le Groupe Rassemblement National s'abstiendra sur cette délibération. Merci de votre attention.

Mme LATOURNERIE. - Monsieur le Président, mes chers collègues. La délibération que vous nous proposez au vote aborde un sujet majeur en matière de développement, de compétitivité, de stabilité de notre économie Régionale.

Elle aborde plus précisément le champ de l'intelligence économique comme levier d'appui au renforcement du potentiel économique de la Région, son accompagnement stratégique, ses partages d'expériences, l'anticipation des politiques industrielles par la recherche et l'innovation, et la mise en place d'une politique de sécurisation à travers les stratégies de cybersécurité. C'est précisément ce dernier volet qui semble aujourd'hui le plus critique, car les niveaux des cyberattaques n'ont jamais été aussi élevés alors qu'une majorité de petites structures industrielles ou commerçantes, communes ou EPCI, ne se sentent pas encore forcément concernées ou du moins n'ont pas forcément mis en place des moyens ou des stratégies pour s'en protéger.

Très inquiétante est cette note de la DGSI diffusée fin novembre 2020 qui alerte les entreprises et les administrations françaises sur les risques d'hébergement des données dans le cloud, en particulier sur des plateformes gratuites et étrangères. En recherche d'économie, d'efficacité, de flexibilité dans la gestion de leurs données, les entreprises françaises privilégient de plus en plus l'utilisation de cloud computing s'exposant ainsi à des risques de captation des données stratégiques dont la divulgation pourrait porter atteinte à leurs intérêts économiques. Si le marché du cloud est en croissance continue depuis quelques années, son emploi s'est fortement intensifié dans le contexte de la crise Covid, obligeant notamment de nombreuses entreprises et administrations à adopter dans l'urgence des solutions de télétravail associées à des hébergements dans le cloud.

La généralisation du télétravail, pendant la période de confinement, a souvent conduit à mettre à disposition dans la précipitation des équipements informatiques qui n'étaient pas configurés selon les règles habituelles dans l'entreprise et a aussi conduit à ouvrir des ports dans des systèmes d'information pour permettre une multitude de connexions ou autoriser dans l'urgence l'accès à distance d'ordinateurs personnels, voire portables encore moins bien protégés. Aussi, les cyberattaques n'ont jamais été à tel niveau pour les entreprises qui ont subi des campagnes de fishing, des mails frauduleux envoyés dans le but de capture d'informations et d'ouvrir des feuilles dans les systèmes informatiques, également des attaques par les logiciels rançonneurs. Outre les entreprises, de nombreuses administrations et collectivités territoriales sont également devenues des cibles. Les Chambres d'Agriculture du Centre-Val-de-Loire et de la Nouvelle-Aquitaine ont aussi fait les frais de ces attaques, ainsi que la Commune de Bondy qui annonce avoir été touchée deux fois de suite par une attaque informatique. La semaine dernière, l'agence européenne du médicament a subi des cyber-

attaques alors qu'elle était en plein processus de qualification et d'autorisation de mise sur le marché des vaccins anti-Covid.

Face à l'ampleur du risque et la tendance à la hausse sur ces derniers mois de l'année 2020, pouvez-vous nous dire, Monsieur le Président, quels sont et seront les engagements de la Région ? On voit dans votre document que vous abordez une feuille de route Régionale de cybersécurité, la création d'un cybercampus. Cela ne se traduit pas vraiment dans les documents budgétaires. Quand on voit que l'Europe vient d'engager dans son dernier budget des sommes très importantes, quel sera l'engagement de la Région ?

Mon intervention n'est absolument pas critique, c'est surtout une interrogation puisque l'on voit que l'on est face à un danger qui prend une ampleur importante. Je vous remercie de votre attention.

M. PAGES. - Monsieur le Président, chers collègues. Tout d'abord, je tiens à remercier mes deux collègues de l'Opposition qui, hier, ont évoqué mon nom, donc, je les salue bien.

Je vais vous parler de cette feuille de route intelligence économique. Il faut savoir que nous autres Ecologistes, il y a un sujet qui est important pour nous, c'est bien l'emploi, c'est bien le fait d'avoir un tissu puissant industriel sur notre Région. La différence avec beaucoup d'entre vous est que nous voyons cela de façon assez large, systémique, comme nous disons, et deuxièmement avec un horizon très lointain parce que nous allons devoir protéger la nature et même d'ailleurs, notre civilisation dans les années qui viennent.

En ce qui concerne ce dossier d'intelligence économique, la première remarque est qu'effectivement c'est un calque de Compétitive Intelligence, et c'est une conception que l'on trouve très anglo-saxonne. Il y a la partie compétition, c'est-à-dire l'idée que les entreprises sont en guerre avec tout le monde et sont dans un milieu très hostile, ce qui n'est pas faux, mais qui n'est pas cela. Et le deuxième aspect, c'est Intelligence au sens anglo-saxon, c'est-à-dire cela tient plus de la CIA et du renseignement.

Il y a donc quelque chose d'assez violent dans la conception de l'intelligence économique. Nous-mêmes, lorsque l'on regarde les trois aspects qui sont évoqués : anticiper, influencer et protéger. Nous pensons que cette vision un peu néo-darwiniste des entreprises ne permet pas une anticipation complètement réussie. Nous voyons très peu, en fait, d'esprit Néo Terra dans cette feuille de route.

Nous aimerions, par exemple, en savoir plus sur ces Comités de prospective. Est-ce que vraiment, ils sont là aussi pour anticiper le fait que des pans entiers de l'industrie vont devoir muter, et de façon beaucoup plus rapide que l'on peut l'imaginer.

Un deuxième aspect, celui d'influencer. Nos collègues du CESER ont été un peu émus parce qu'il y a les mots « lobbying », et nous autres Ecologistes, on sait ce que c'est que lobbying. Il est vécu par tous les Députés européens. C'est la plupart du temps, quand même, la tentative de faire passer des intérêts privés et particuliers devant les intérêts généraux. On peut être rassuré par la charte du Syndicat. Il y a un Syndicat français de l'intelligence économique qui propose une charte. Mais lorsque l'on lit vraiment cette charte dite éthique, on se rend compte qu'il est juste préconisé de respecter la loi, utiliser que des moyens légaux pour se renseigner. Et aussi effectivement de respecter la fameuse loi du blocage de 68 qui condamne le fait que l'on puisse donner des données à des puissances étrangères. A l'époque, c'était Israël et la Russie. Maintenant, c'est plutôt la Chine. Donc, ce type d'influence nous inquiète un peu, et nous ne sommes pas complètement par la charte.

Ensuite, il y a l'affaire de protéger. Là, effectivement, il y a une marge protection. Il y a un millefeuille de cybersécurité sur laquelle nous nous sommes exprimés. Mais il y a quand même un peu de trous dans la raquette. Je vais prendre un exemple tout simple, qui est le problème d'acquisition des capitaux par des compagnies étrangères, et je ne l'ai pas trop vu dans la feuille de route. Je vais l'illustrer par un exemple que vous connaissez, c'est FLYING WHALES. Il faut savoir que FLYING WHALES est détenu à 25 % par une entreprise chinoise qui s'appelle AVIC et qui est tenue à 100 % par le gouvernement chinois ; ce sont des fabricants d'armes. Il y a quelques semaines, le gouvernement d'Ottawa a interdit l'implantation de FLYING WHALES pour la raison simple que l'entreprise chinoise, AVIC, est soupçonnée d'utiliser ses prises de participation pour faire de l'espionnage économique. Elle est donc sur la liste noire du Pentagone. Le Ministre de l'Economie du Québec a avoué qu'il fallait abandonner le projet parce que c'était trop dangereux pour l'indépendance des données canadiennes. Ce genre de problème qui ne peut pas être réglé par des firewall aussi sophistiqués soient-ils, je pense, qu'il faut que l'on l'adresse également, parce que l'entreprise ce n'est plus l'entreprise du XXème siècle à laquelle on pensait qui était renfermée sur elle. Ce sont des entreprises maintenant qui sont traversées, en fait, par les courants de la mondialisation.

Et là, dans la feuille de route, je ne sais pas si c'est adressé. Est-ce que, par exemple, le problème…

M. LE PRESIDENT. - …Monsieur PAGES, vous êtes à 5 minutes.

M. PAGES. - J'allais terminer, Monsieur le Président. Je terminerai en disant la chose suivante : pour ces trois raisons, si je résume, une anticipation qui ne nous paraît pas forcément adéquate, un type d'influence qui, pour nous, est encore sujet à caution sur le plan

éthique, et enfin une protection qui nous paraît encore insuffisante ou pas assez explicitée, font que nous allons nous abstenir. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Je n'en attendais pas moins.

M. OXIBAR. - Président. Du coup, mon intervention très rapide va tomber probablement un peu à plat après l'intervention stratosphérique de Monsieur PAGES. Ce n'est pas une intervention sur le fond mais c'est une intervention sur la forme, qui rejoint un peu ce qu'a dit Monsieur COLOMBIER.

Une énième feuille de route. A six mois du renouvellement Régional, pour une vision à deux ans, 2021-2022, donc quand on nous parle de stratégie, la route s'arrête vite. Je sais bien, les routes ne sont pas de la compétence de la Région, mais enfin celle-là s'arrête très vite. Certes, il y a des feuilles, cela va faire plaisir à vos alliés écolos.

Enfin, juste cette remarque, tout cela pour dire que l'on va la voter, mais c'est quand même assez bizarre de voir, enfin c'est votre programme de campagne, finalement. Les feuilles de route successives sont votre programme de campagne. On aura donc l'occasion de retrouver tout cela dans vos brochures. C'était juste la remarque que je voulais faire.

M. LE PRESIDENT. - Finalement, cela va vous donner des idées. Vous en avez besoin.

Premièrement, d'abord globalement, on ne va pas arrêter la machine Région surtout pendant une crise alors même qu'il faut d'une part, accompagner les entreprises et d'autre part donner du sens à l'action. Et donner du sens à l'action, en l'occurrence, il y a de plus en plus de cyber-attaques. Nous avons convenu avec l'Etat qu'il y avait besoin d'une action de protection. C'est le troisième volet qu'a évoqué Philippe NAUCHE, tout à l'heure. Toutes les cyber-attaques ne sont pas connues. Si elles étaient connues, cela porterait atteinte à l'image de beaucoup d'entreprises, mais il y a beaucoup de cyber-attaques, y compris auprès des hôpitaux, des Collectivités ; c'est vraiment quelque chose où il ne faut pas être naïf.

Dire qu'il ne faut pas protéger, y compris sur un plan capitalistique, nos entreprises serait bien entendu totalement stupide. Nous sommes informés régulièrement de ces cyber-attaques. Peut-être faudrait-il, d'ailleurs, je le dis à Bernard UTHURRY et à Philippe NAUCHE, que sur les 2 600 entreprises que l'on accompagne tous les ans, on puisse à la fois leur donner le numéro de téléphone ou de mail qui va bien, auprès des Services de gendarmerie. J'ai eu moi-même une discussion avec le Général commandant la Légion de gendarmerie pour lui dire comment on fait pour partager cela. Mais il y a des attaques meurtrières. Pour une entreprise, se traduisant derrière par des milliers d'emplois qui peuvent disparaître. Si l'on ajoute à la crise sanitaire ou que l'on gonfle la crise économique, on va avoir des différents problèmes.

Donc, la sécurité informatique est essentielle, c'est pour cela, Madame LATOURNERIE que l'on a proposé, hier, de créer un Data Center à l'échelle Régionale, sécurisé, pour les données de recherche, des hôpitaux, des Collectivités territoriales.

Sur la notion d'anticipation, je pense qu'elle est essentielle. J'entends ce que dit Marc OXIBAR. La coopération que nous avons avec VIA Inno a plus de 15 ans, et nous avons un laboratoire commun.

Comment, par rapport à la question de Jacques COLOMBIER, nous sublimons le fait de ne pas avoir les moyens des Landers ? Parce que nous avons un laboratoire commun. Parce que nous nous appuyons sur la recherche académique. Pas que dans ce domaine, nous l'avons fait pour le climat, quand on a pris l'initiative de faire travailler 450 scientifiques, il est évident que l'on n'a pas salarié 450 scientifiques. Il y a donc cet aspect-là.

Et l'anticipation est essentielle, parce que l'on ne peut pas dire « je veux préparer le monde d'après » si l'on n'éclaire pas ce monde d'après, comme on l'a fait pour le climat, avec les scientifiques. Ce serait totalement stupide et impotent.

Sur la notion d'influencer. Moi, j'ai envie d'influencer le consommateur sur la tomate de Marmande par rapport à la tomate d'Alméria. Le reste, c'est de la naïveté et de la destruction.

M. NAUCHE. - Je vais compléter un peu ce que vous venez de dire, Monsieur le Président. Concernant Marc OXIBAR, je pense que le fait d'avoir fait une feuille de route sur deux ans, c'est aussi une façon de respecter l'échéance qui arrive, parce que j'imagine que si l'on avait fait ce qui était notre première tentation, parce qu'en matière d'intelligence économique il faut regarder loin, une feuille de route sur dix ans, vous nous irez aujourd'hui, Monsieur OXIBAR, que c'est scandaleux de prendre des engagements que l'on ne peut pas tenir, qu'il y a des élections ; c'est le choix démocratique, etc. On se contente de deux ans pour vraiment enclencher les choses, et faire en sorte que l'on sache dans quelle direction la Collectivité peut s'orienter.

Monsieur COLOMBIER, effectivement, il y a des feuilles de route. J'ai la faiblesse de penser que cette feuille de route est un peu différente parce qu'elle prend en compte toutes les feuilles de route qui existent pour essayer de faire que le système d'information puisse synthétiser toutes les feuilles de route en matière économiques qui sont à l'œuvre aujourd'hui, en particulier, la dernière qui était portée par Mathieu HAZOUARD sur la cybersécurité. J'entends bien ce qui est dit sur la cybersécurité qui est un sujet hyper actualisé, en collaboration avec l'ANSI. Mais ce que l'on porte dans cette feuille de route, c'est de se dire que c'est extrêmement important d'avoir un focus sur la cybersécurité, mais en matière de sécurité économique, c'est-à-dire de protection des données propres et des savoir-faire de

l'entreprise, la cybersécurité ne suffit pas, et il y a donc effectivement nécessité d'avoir un abord général de ce qu'est la protection des données, des savoir-faire pour une entreprise.

Monsieur PAGES, vous parlez de conception violente concernant le renseignement économique. Je pense que votre vision est un peu datée. Il y a une trentaine d'années, effectivement, la majorité du renseignement économique - pour employer ce terme - c'est-à-dire 80 % à peu près, était de l'information illégale. C'est-à-dire les Etats allaient demander à leurs Services de renseignements d'aller chercher des choses à droite, à gauche, et 20 % étaient disponibles dans la presse, et autres.

Aujourd'hui, on est dans une situation totalement inverse, c'est-à-dire que 80 % de l'information en matière économique, en matière technologique se retrouvent en source dite ouverte et entre pleinement dans un exercice de l'intelligence économique parfaitement légal, parfaitement cadré, qui peut se faire au travers de laboratoire de recherches, de l'intelligence artificielle. On n'est donc pas sur cette conception que vous supposez violente.

Ensuite sur la prospective, Monsieur PAGES, je crois qu'effectivement (? 1 :34 :48) tout à fait été dans le détail de l'idée prospective que l'on se fait, mais ce qui est proposé, ce n'est pas de limiter l'aspect prospectif à des scientifiques des ingénieurs et des gens qui possèdent la technologie, mais c'est bien d'élargir cela à des géographes, à des journalistes, à des sociologues, à des gens qui voient l'évolution globale de la société, puisque l'économie, fondamentalement c'est quelque chose qui se construit autour de l'individu, des besoins de l'individu, et des aspirations des citoyens. C'est donc bien cette complexité qu'il s'agit d'aborder lorsque l'on a une démarche prospective.

Voilà, ce que je souhaitais dire en complément, Président, parce qu'effectivement, tout cela ne peut se faire que s'il y a une collaboration, c'est-à-dire que si nous collaborons avec l'Etat, c'est naturel parce que chacun à son propre rôle, mais aussi si nous collaborons avec les universitaires, avec le monde économique, avec les filières, cette feuille de route a vocation à améliorer la sensibilisation à l'intelligence économique de tous les acteurs en essayant de synthétiser un peu toutes les sources d'information dans lesquelles nous vivons.

Je dirai en conclusion, ce que j'ai dit en introduction. Comment on est capable de transformer une masse d'informations que nous avons, une masse d'informations qui sont possédées par les uns et les autres, en connaissance que ce soit pour notre Collectivité ou pour l'entreprise, connaissance qui permet de prendre des décisions et de se projeter dans l'avenir.

M. LE PRESIDENT. - Je voudrais aussi rassurer sur FLYING WHALES. Je suis un peu gêné parce que d'abord, vous avez tous soutenu la Région pour entrer au capital de FLYING WHALES. Nous sommes là sur une autre aéronautique propre puisque l'on est en train de

doper la motorisation, demain, à hydrogène. La technologie est totalement protégée par une holding dans laquelle ne figure pas la Chine. Il y aura une filiale spécialisée au dirigeable en Chine. Il y a donc une protection totale. Je rappelle aussi que, comme l'a évoqué Nicolas THIERRY dans une question qui lui était posée, qu'il s'agit bien d'une transition complète de l'aéronautique.

J'ajoute que le Blayais est une zone qui souffre - en en a parlé tout à l'heure, à diverses reprises - en matière d'emplois, beaucoup de personnes viennent travailler dans les embouteillages à Bordeaux et que créer 250 emplois dans le Blayais, c'est quelque chose qui est plutôt significatif. On voit bien là, certaines contradictions entre un discours très général en disant qu'il faut diversifier et lorsque nous le faisons, il ne faut pas, si je peux résumer ainsi. Un pouvoir public ne doit pas être impotent, surtout face à certains territoires qui sont handicapés. C'était pour rassurer Jean-Louis PAGES.

Je vais mettre aux voix ce rapport.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

EELV et le Rassemblement National.

N° 25

Vote sur le «L'intelligence économique au service du maintien et du développement de l'emploi des entreprises et des filières du territoire : Feuille de route stratégique régionale et plan d'actions 2021-2022»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,

ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

ABSTENTION : Ecologiste et Citoyen-EELV, Rassemblement National,

NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)

M. LE PRESIDENT. - Ce rapport est donc adopté.

26 - CONVENTIONS CADRES PLURIANNUELLES DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NOUVELLE-AQUITAINE ET LA CHAMBRE REGIONALE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE NOUVELLE-AQUITAINE

M. LE PRESIDENT. - Je passe maintenant, toujours avec Philippe NAUCHE et Bernard UTHURRY, aux conventions pluriannuelles avec la Chambre de Commerce Nouvelle-Aquitaine et la Chambre des Métiers. Est-ce qu'il y a beaucoup de choses à dire, Philippe ?

M. NAUCHE. - Non. Cela permet de se conformer avec la loi puisqu'il y a une obligation règlementaire à ce qu'il y ait une convention entre les CRMA et les CRCI et la Région qui doit contractualiser avec des organismes consulaires. Cela détermine que la Région est pilote en matière économique. Cela détermine les chances sur lesquelles nous cofinançons. Cela permet de mieux calibrer l'offre et la couverture territoriale, et puis cela inclut une démarche d'évaluation et l'on se dit que finalement on va avoir une gouvernance commune.

C'est quelque chose qui existe déjà, simplement on formalise les choses conformément à la loi. Il n'y a pas de choses particulières dans cette convention. C'est important.

M. LE PRESIDENT. - Il faut aussi préciser :

- Que dans le domaine de la mobilisation sur l'apprentissage, même si l'on nous a retiré cette compétence, les Chambres des Métiers sont importantes, parce qu'elles opèrent comme les Chambres de Commerce un certain nombre de CFA,

- Que sur le plan de l'export, aussi, nous n'avons pas recréé de service et nous nous appuyons par convention avec la Chambre Régionale de Commerce,

- Que, notamment en milieu rural, sur le plan de l'émergence de dossiers économiques. En milieu rural, nous nous appuyons aussi à l'égard de ce type de réseau.

Est-ce qu'il y a des commentaires ?

M. DIONIS DU SEJOUR. - La question que je voudrais poser à Philippe, c'est : l'articulation avec les Chambres de Commerce territoriales, quelle est la vision, vous qui avez travaillé à ce partenariat Région/Chambre CCI et RMA ? je vois que cela implique le réseau des Chambres de la Nouvelle-Aquitaine. Est-ce que l'on respecte bien à la fois le fait que les Chambres de Commerce départementales restent les élues légitimes de l'entreprise à la base ? Et ensuite, est-ce qu'il y aura bien les services pourraient être force de projets notamment au niveau économique dans chacun des territoires ?

M. NAUCHE. - La vision que j'essaie de porter avec les CCI quand je les rencontre, c'est de dire qu'effectivement c'est important d'avoir un interlocuteur Régional avec lequel discuter

sur les grandes orientations stratégiques etc., mais par exemple dans le cadre du dispositif « entreprendre la Région à vos côtés », la discussion doit continuer absolument de se faire avec chaque échelon départemental de CCI, voire de Chambre des Métiers, parce que la Chambre des Métiers est beaucoup plus avancée dans la fusion, mais il n'empêche que notre interlocuteur au quotidien, l'interlocuteur de nos services en particulier de l'économie territoriale, c'est bien sûr les échelons départementaux de ces structures.

On souhaite vraiment que cela reste ainsi parce que, pour nous, l'intérêt du partenariat avec eux, c'est leur maillage territorial, puisque si l'on voulait recréer un maillage territorial de même nature, il faudrait des dizaines et des dizaines de personnes sur toute la Région, alors que nous utilisons leurs compétences, leur implantation. Franchement, cela ne se passe pas mal.

M. LE PRESIDENT. - Merci.

Pas d'opposition ?

Pas d'abstention ?

N° 26

Vote sur la «Conventions cadres pluriannuelles de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Nouvelle-Aquitaine et la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Nouvelle-Aquitaine»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,

ADOPTE A L'UNANIMITE

NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)

M. LE PRESIDENT. - Ce dossier est donc adopté.

28 - NOUVELLE-AQUITAINE REBOND : MOBILISATION POUR L'ACCES A LA FORMATION

Mme VEYSSY. - Cette délibération - je vous le dis tout simplement - est une mobilisation générale en faveur de la formation. C'est une délibération qui est fondamentale, essentielle. Toutes les délibérations sur la formation sont fondamentales. Celle-ci a vraiment une particularité, et je suis très fière de la présenter parce qu'elle arrive à un moment où la Région, de par ses délibérations précédentes, a cadré ses dispositifs de formation avec tous les partenaires que sont l'Etat, Pôle Emploi, les missions locales, les organismes de formation. Et cette délibération place le stagiaire, le demandeur d'emploi au cœur du dispositif. Elle le place comme un acteur principal. Vous allez voir de quelle manière cela se concrétise.

Bien sûr, dans cette délibération, il y a la convention de coopération avec Pôle Emploi, parce qu'il est évident qu'il faut travailler ce point-là avec eux. Il y a aussi la feuille de route de lutte contre l'illettrisme, et le public que nous visons, ce sont les demandeurs d'emplois - vous avez l'habitude - les non-qualifiés, les jeunes. Nous y avons aussi intégré la contribution de la Région à cette nouvelle obligation qui existe depuis la rentrée 2020 qui fait que tous les jeunes de 16 à 18 ans ont une obligation de formation dès lors qu'ils sont sortis du système scolaire.

C'est une petite nouveauté qui n'est pas forcément simple à mettre en œuvre, qui se fait avec un travail très fin avec l'Education Nationale qui doit identifier ces jeunes qui sont sortis à partir de juin du système scolaire. Les missions locales y prennent toute leur part.

S'il y a deux éléments nouveaux et importants à retenir dans cette délibération, c'est que pour la première fois, il va y avoir des mesures simplifiées pour les demandeurs d'emplois pour accéder à la formation, c'est-à-dire qu'ils vont pouvoir s'inscrire directement eux-mêmes sur les formations. C'est tout nouveau parce que jusqu'à présent ce sont - ce que l'on appelle - les prescripteurs, c'est-à-dire les Conseillers de Pôle Emploi, des missions locales, Cap Emploi pour les personnes en situation de handicap, qui, par un travail fin avec les demandeurs d'emplois, les inscrivent sur des formations. Là, le demandeur d'emploi a la possibilité d'aller s'inscrire lui-même, ce qui signifie qu'il faut qu'il ait accès aux informations sur les formations. Pour qu'il puisse s'inscrire, il faut qu'il sache ce qui existe.

Je voudrais signaler des initiatives intéressantes qui ont été menées même pendant cette période très compliquée. Il y a en novembre, mois de la formation, une campagne de communication qui s'appelle « 3, 2, 1 Formation » qui a été déployée sur le territoire, qui a bien fonctionné. Je veux citer aussi une nouvelle plateforme numérique qui s'appelle « Talents d'ici » qui démarre depuis quelques semaines, et puis aussi le travail très fin qui est mené

avec les espaces Régionaux d'information de proximité, c'était Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine, l'ancien Cap Métiers Aquitaine, c'était aussi les espaces de d'information sur les métiers en ex-Poitou-Charente et Limousin. Maintenant, nous avons ce réseau des RIP qui est hyper important. Donc, première mesure, c'est la simplification, c'est-à-dire le demandeur d'emploi s'inscrit directement aux formations. On va l'expérimenter à partir de janvier 2021. On va démarrer sur trois départements, la Gironde, la Charente, la Corrèze, et ce sera généralisé au cours de l'année.

Le deuxième élément nouveau, c'est l'implication de tout un ensemble d'acteurs dans ce processus de formation qui vont désormais prendre toute leur part. Ce sont les CCAS, les CIAS, les Centres sociaux, les associations, tous ces acteurs qui accompagnent la personne dans son parcours, qui sont des éléments et des acteurs essentiels pour repérer, pour identifier - je vous ai dit tout à l'heure - les 16, 18 ans qui sont sortis du système scolaire. Je parlais de mobilisation générale, non seulement, ces acteurs sont importants pour le repérage mais aussi pour accompagner la personne, puisque désormais, ce qui est vraiment mis au cœur dans cette délibération, c'est la promotion individuelle, c'est la promotion de l'individu qui est privilégiée. Avec ces acteurs-là, c'est le déploiement et le relais sur les territoires et en proximité avec un pilotage Régional.

Pour terminer, je voudrais adresser tous mes remerciements aux équipes du Pôle Formation de la Région qui a travaillé d'arrache-pied sur cette orientation, mais comme sur tous les dispositifs, avec l'Etat aussi. Je voudrais dire également que le Président a signé, vendredi dernier, l'avenant du Pacte en présence de Madame la Ministère, Madame BORNE, qui a aussi souligné l'excellent travail qui est mené en Région Nouvelle-Aquitaine à tel point, c'est important, il faut le préciser, qu'elle a signalé que pour un certain nombre d'actions mises dans l'avenant à notre Pacte, elle allait demander aux autres Régions de les intégrer aussi dans leur Pacte, notamment le dispositif passerelle vers l'emploi qui s'adresse à tous les jeunes qui ont eu le CAP ou le Bac Pro en juin, et qui ne peuvent pas encore intégrer le marché du travail, qui vont donc se former d'une manière complémentaire. Je crois que c'était important de le signaler, parce que la qualité du travail mené en Région Nouvelle-Aquitaine a été soulignée.

Ainsi, Président, je pense que nous aurons relevé le défi que vous avez lancé aux équipes de la formation. Vous nous avez demandé de mettre un visage derrière chaque stagiaire de la formation professionnelle. Je pense que là, nous commençons à y être.

M. LE PRESIDENT. - Merci Cathy. Y a-t-il des observations ?

M. VERDIN. - Monsieur le Président et chers collègues. Lors de votre précédente présentation du Plan de relance, vous annonciez que la formation constituerait la pierre

angulaire de la politique Régionale de rebond et serait l'alternative ultime de réduction du chômage.

En nous proposant de voter cette délibération, vous nous présentiez en réalité une simple version augmentée du PRIC dont les orientations sont mises en œuvre depuis janvier 2019, définissant ainsi les différents axes de la politique Régionale de formation.

Les trois priorités qui sous-tendent ce plan sont déjà largement contenues dans le PRIC : D'abord, permettre d'un accès au plus grand nombre à la formation par le biais d'une meilleure information

- Ensuite, accompagner et sécuriser les parcours afin de permettre l'accès au public le plus éloigné de l'emploi
- Un pilotage, enfin, proactif mettant l'accent sur l'accessibilité pour tous, à des formations.

Ceci n'est pas très novateur concernant la mobilisation pour la formation. De fait, vous annoncez vouloir atteindre le nombre de 50 000 parcours de formation à la fin 2021, alors que les objectifs du PRIC validés en 2019 étaient de porter l'offre Régionale de formation à 60 000 parcours supplémentaires. Une nouvelle fois, ce Plan Régional n'est que la poursuite des objectifs Régionaux déjà engagés bien avant l'émergence de la crise sanitaire. On pourrait s'étonner d'ailleurs que les objectifs du PRIC à atteindre soient si peu probants, sans réellement faire baisser la courbe du chômage de notre Région.

Vous nous dites, raison bien gardée, que la crise sanitaire a fait exploser les chiffres du chômage. Mais si celle-ci était survenue dans un contexte de reprise de l'emploi, dans ce cas, on aurait pu relever le basculement négatif au lieu d'une hausse significative du chômage avec un budget conséquent de 650 M€ sur trois ans, l'obtention de faibles résultats ne fait que renforcer nos doutes sur le bien-fondé de votre politique de formation.

De plus, votre orientation sur le PRIC cible principalement les publics dits fragiles, personnes peu ou pas qualifiées, très éloignées de l'emploi. Ne créant pas les conditions d'une formation de qualité, vous mettez en place l'habilitation du service public. Socle de compétences : plus destiné à suppléer les défaillances de l'Education Nationale. En effet, c'est à cette dernière, non à la Région, de transmettre aux élèves de premier degré, le socle des compétences de base, c'est-à-dire la lecture, l'écriture, le calcul qu'un enseignement dévoyé depuis 40 ans a transformé en véritable usine à échecs scolaires. Cet échec vient de faire une nouvelle fois la Une, puisque la dernière enquête, qui est l'enquête que vous savez qui est la TIMSS (Trends in Mathematics and Science Study), est une étude comparative qui mesure le niveau des connaissances scolaires des élèves de CM1 en 2015, mais en 2019 cela a été complété avec l'étude sur les élèves de 4ème en mathématiques et en sciences, dont l'objectif

était d'interpréter les différences entre les systèmes éducatifs pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage.

Ceci nous amène à penser qu'après cette étude, il a été noté que la France est à la dernière place des 28 pays de l'Union Européenne à égalité avec la Roumanie. Comme par ailleurs, le niveau de lecture des jeunes Français est de plus en plus faible, et que 20 % des élèves entrant en 6ème ont du mal comprendre un texte simple. On mesure à quel point il est urgent de réformer intégralement le système scolaire.

M. LE PRESIDENT. - Je me permets puisque j'ai pris la parole, pardonnez-moi, je veux que chacun mette son masque. Si ce n'est pas pour vous protéger, protégez les autres.

M. VERDIN. - S'y rajoute une réflexion préoccupante quant à la mixité ethnique et sociale dans les établissements scolaires ainsi que les effets négatifs dans le système de scolarité française, et qui inquiète éperdument tous les pouvoirs publics et les parents. La baisse du niveau scolaire est inhérent aux lacunes de l'Education Nationale est également à mettre en corrélation avec l'arrivée massive de jeunes issus de l'immigration, ce qui complique la transmission des bases essentielles de connaissances dans les classes. Comment les connaissances de bases pourraient-elles être transmises sereinement ? C'est l'aveu même du corps enseignant et cela relève d'une gageure impossible à tenir. Pourquoi dans ces conditions persistez-vous à mettre en œuvre à travers le PRIC des programmes de formation destinés au public migrant ?

Je vais terminer. Sans le préalable d'une restriction des offres de formation faites aux migrants et sans une réforme en profondeur de l'Education Nationale, ouvrant largement l'apprentissage dès 14 ans et favorisant l'excellence ainsi que les méthodes traditionnelles d'enseignement. Vos velléités de formation comme alternative au chômage resteront lettres mortes comme l'ont été depuis plus de 30 ans les différents dispositifs censés éradiquer ce dernier.

Dans ces conditions, nous ne voterons pas favorable dans ce dossier.

M. LE PRESIDENT. - 6mn33, c'est trop long. Je pense qu'il faut que je le dise à tout le monde. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? S'il n'y en a pas, je vais mettre aux voix.

Qui est contre ?

Rassemblement National.

Tout le monde est d'accord ?

N° 28

Vote sur «Nouvelle-Aquitaine Rebond : Mobilisation pour l'accès à la formation»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

M. LE PRESIDENT. - Pas d'abstentions sur ce type de dossier ? Merci.

29 - PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR (PIA3) : MISE EN OEUVRE DE L'ACTION REGIONALE « INGENIERIE DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES ET D'OFFRES D'ACCOMPAGNEMENT INNOVANTES »

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE, Première Vice-présidente
En l'absence momentanée du Président Alain ROUSSET

Mme VEYSSY. - Vous savez que nous sommes engagés dans le cadre du PIA en 2017. Les deux premières actions étaient pour le développement économique. La troisième action, dont on parle ici, concerne l'ingénierie de formation professionnelle et d'offres d'accompagnement innovantes. C'est une des très rares actions Régionalisées. Je crois même que c'est la seule dans ce cas de PIA.

Il vous est ici proposé un engagement financier global pour trois ans, à hauteur de 12,960 M€ avec une participation de moitié pour la Région à hauteur de 6, 480 M€, sachant que cette action d'une part, va permettre de travailler sur l'évolution des compétences des filières qui sont visées dans le Pacte de transition de reconquête. On pense notamment à la filière des métiers de l'eau, par exemple, et aussi travailler sur l'ingénierie de formation dans le cadre du contrat Régional de la filière des métiers de l'information que nous avons déjà adopté.

Mme BROUILLE. - Merci.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Y a-t-il des contre ?

Des abstentions ?

Adopté à l'unanimité.

Je vous remercie.

N° 29

Vote sur le «Programme d'Investissements d'Avenir (PIA3) : Mise en oeuvre de l'action régionale « Ingénierie de formations professionnelles et d'offres d'accompagnement innovantes»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

30 - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT D'AVENIR : AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT CONCLUE ENTRE LA REGION ET LA CAISSE DES DEPOT POUR L'EDIFICATION D'AEROCAMPUS

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE, Première Vice-présidente
En l'absence momentanée du Président Alain ROUSSET

Mme VEYSSY. - C'est le deuxième avenir pour le PIA, pour prolonger de trois ans la durée de la convention car il convient d'achever le volet Accessibilité sur l'aérocampus puisque les travaux doivent être achevés au plus tard le 31 octobre 2022. Toutes les actions du programme ont été réalisées sauf ces travaux qui sont en cours et qui se termineront un peu plus tard, d'où la nécessité de l'avenant.

Mme BROUILLE. - Merci Cathy. Des demandes de prise de parole ?

Y a-t-il des contre ?

Des abstentions ?

Adopté à l'unanimité.

Je vous remercie.

N° 30

Vote sur le «Programme d'Investissement d'Avenir : Avenant N°2 à la convention de subvention d'investissement conclue entre la Région et la Caisse des Dépôt pour l'édification d'Aérocampus»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

31 - SERVICE PUBLIC TELEVISUEL REGIONAL : CONTRATS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2021-2023

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE, Première Vice-présidente
En l'absence momentanée du Président Alain ROUSSET

M. HAZOUARD. - Chère Présidente et chers collègues. Quelques mots sur ce service public, pour vous rappeler que nous avons déjà adopté plusieurs générations de contrat d'objectifs et de moyens. La dernière vague s'appuie sur quatre télévisions.

La première télévision, France Télé, qui a lancé NOA en septembre 2018, une chaîne 100 % Nouvelle-Aquitaine, qui est inédite dans le paysage audiovisuel.

La deuxième chaîne, TV7 Bordeaux, qui a développé une offre sur l'ensemble de la Région, maintenant.

Et puis deux Web Télé que sont OC Télé et Kanaldude, une 100 % occitanophone et l'autre 100 % basquophone.

Ces quatre télévisions - il faut aussi le rappeler, les chiffres sont importants - ont produit à l'issue de ce COM, 25 différents titres de magazine, et 233 heures de programmation en plus de leur diffusion quotidienne.

Ces COM arrivent à échéance à la fin de l'année 2020. Il convenait donc d'envisager la nouvelle période. Nous avions lancé la procédure en adoptant un appel à manifestation d'intérêts au mois de mai dans cette même assemblée. Six candidatures ont été reçues, et au terme de la procédure nous vous proposons de reconduire les quatre contrats d'objectifs et de moyens sur la base de nouveaux projets.

Je tiens à signaler, c'est un élément important, que comme pour la précédente vague la procédure sélective a été réalisée en conviant l'ensemble des Groupes politiques qui souhaitaient s'investir. A cet égard, je remercie très sincèrement Éric CORREIA, Christine SEGUINAU, Charline CLAVEAU et Martine MOGA pour leur participation très active, tout comme je remercie les Services de la Délégation numérique qui ont travaillé d'arrache-pied.

Sur quoi est basé ce service public audiovisuel Régional :

- Des programmes télé de qualité sur des thématiques privilégiés avec - et je tiens à le signaler - ce que nous appelons, des programmes de stock, c'est-à-dire, ce n'est pas la priorité à l'information mais il nous faut pouvoir disposer de magazines de fond sur le long terme.

Des nouvelles émissions apparaissent en lien avec les différents thèmes de notre appel à manifestation d'intérêt, et un accent a été mis sur les questions environnementales avec des programmes comme le monde de demain sur TV7, Noa Terra sur NOA, ou alors dans l'intégration même du fonctionnement des chaînes puisque OC Télé est labellisée Ecoprod.

Et puis une réflexion a été menée sur les nouveaux publics avec des programmes un peu hybrides qui mélangent les codes du numérique et ceux des réseaux sociaux.

- Des programmes qui illustrent la diversité du territoire, tournés sur l'ensemble de la Région avec un focus et un élément important puisque les sujets s'ouvrent à l'Europe et à l'euro Région avec notamment des programmes de Kanaldude et de TV7 sur cette question.

Une attention à la diversité de la société a été posée en cohérence avec notre plan d'actions qui est réalisé Légalité en Nouvelle-Aquitaine, et enfin un soutien aux langues Régionales en particulier au poitevin-saintongeais, avec une nouvelle saison de Kétokolé, cet abécédaire qui est raconté par Yannick JAULIN, pour NOA et France 3, et qui a fait l'objet, je le dis, d'un débat très intéressant en Commission sur ce point. C'était une petite joke particulière.

Enfin, et Éric CORREIA l'a rappelé tout à l'heure, je tiens à souligner qu'à travers ces COM, c'est aussi le soutien à la création et à la production audiovisuelle qui est renforcée. Nous venons d'adopter la convention entre la Région, l'Etat et le CNC. Le COM contribue aussi à la dynamique de la filière. Je parlais de chiffres tout à l'heure. Il faut aussi en rappeler. C'est plus de 2,4 M€ qui ont été réinvestis dans la dernière génération de COM, dans la création et la production Régionale, 105 contrats ont été signés entre les TV et les producteurs, avec des retombées économiques importantes, une professionnalisation de la filière production en langue Régionale et - ce qui est un élément important, c'est le juge de paix - de nombreuses nominations dans les prix dans les festivals.

Les nouveaux COM - et je ne vais pas aller beaucoup plus loin - proposent d'aller justement, eux, plus loin par un investissement plus ambitieux en termes de projets, de genre, mais aussi de diffusion.

Pour terminer, il faut noter qu'un engagement de coopération entre les télévisions a été pris. Cela va se traduire par des accords de codiffusion, d'échange de programmes ou de coproduction.

En conclusion, ces COM avec France Télévision, TV7, OC Télé et Kanaldude portent à la fois notre ambition de conforter la pluralité des médias locaux et d'apporter un soutien complémentaire à la filière de Production audiovisuelle Régionale.

Voilà, Madame la Présidente, chers collègues, ce que je pouvais vous dire.

M. OXIBAR. - Cette délibération nous plonge toujours dans la perplexité tant sont délicates les relations entre les médias et toute institution malgré la vigilance du CSA. La frontière qui limite la nécessaire indépendance des médias et la tentation du tout pouvoir d'exercer un contrôle de l'information en contrepartie de son aide reste bien fragile.

Cette délibération que vous nous soumettez ne nous rassure pas totalement, et ne dissipe pas notre embarras quand il s'agit de prendre position. Pourtant, loin de nous, la volonté de jeter la suspicion sur les accords contractuels qui gèrent les relations entre les chaînes du service public télévisuel Régional et notre Région.

Nous souhaitons toutefois soulever plusieurs points de vigilance. Tout d'abord, rappeler que depuis de nombreuses années, les chaînes télévisuelles Régionales dépendent étroitement du soutien de la Région. Cela est aussi vrai pour la presse. Nous rappellerons les fortes réserves à l'époque exprimées par Virginie CALMELS lors de la dernière campagne électorale sur l'effort financier supplémentaire consenti par la Région au bénéfice du journal Sud-Ouest, alors en grandes difficultés.

Mais venons-en à TV7, pour constater, nous inquiéter que sans votre indéfectible soutien, cette chaîne aurait disparu et ne pourrait toujours pas survivre aujourd'hui. Que pensez en effet quand on remarque en se basant sur l'année 2018 qui est la dernière année connue que notre subvention annuelle de 1,3 M€ est égale au chiffre d'affaires annuel de la chaîne ? Sommes-nous toujours dans l'accompagnement ou plus clairement sommes-nous les gestions de fait de cette entreprise ? La question mérite d'être posée quand on l'a émis, l'appel à manifestation d'intérêt précise que « la compensation sous-entendue financière ne saurait en aucun cas être assimilée à une aide au fonctionnement de la structure ».

Outre une situation qui n'est pas saine, nous souhaiterions savoir si la situation financière particulière à chaque chaîne est prise en considération au moment du choix de la partenaire, et du montant de la compensation financière allouée.

Le deuxième point, que nous entendons souligner, rapidement, concerne les moyens financiers investis par la Région pour cette nouvelle période de trois ans, de 2021 à 2023, lesquels sont en hausse de 150 000 €, alors que la situation Covid nous impose un exercice budgétaire périlleux.

Le troisième point sur les modalités de contrôle de la bonne exécution du COM. Pourrions-nous disposer d'un bilan plus approfondi de l'exécution du service. En effet, le bilan étape inscrit dans la délibération reste succinct et peu chiffré.

Enfin, pour revenir sur nos interrogations du début du propos, c'est la question éthique qui nous soucie le plus. Il nous paraîtrait souhaitable que ces contrats d'objectifs et de moyens ne se décident pas en fin d'année qui précède l'élection, c'est-à-dire en période pré-électorale mais sont laissés à l'appréciation de la nouvelle assemblée élue, et au nouvel Exécutif ; cela aurait le mérite de lever toute ambiguïté. Mais ne sortons pas de l'ambiguïté qu'à son détriment ? Comme l'avait théorisé le Cardinal de Retz avant que cette citation ne soit attribuée à François MITTERAND. Les uns ont un besoin vital d'une aide financière de la Région, les

autres peuvent toujours penser qu'ils pourraient bénéficier d'un traitement approprié dans les commentaires des actions politiques qu'ils portent, et cela devient franchement préoccupant, et je m'en excuse, mais je dois en parler quand on est le témoin en Commission n°7 du Conseil Régional où a été présentée cette délibération, d'un échange ubuesque entre élus de votre Majorité s'interrogeant ouvertement sur - je cite - « les moyens coercitifs » dont la Région pourrait disposer pour « renverser les inégalités hommes/femmes ou encore pour combattre « les stéréotypes » de genre.

Plus généralement, pour peser sur la ligne éditoriale de nos chaînes de télé partenaires. Le florilège de bonnes paroles ne s'est pas arrêté là. Pour poursuivre, « il ne faut pas tacler les médias mais les évangéliser ». Vous avez bien entendu « évangéliser ». Venant d'autres rangs dans cet hémicycle, cela soulèverait immédiatement un tollé. Avant que les élus de votre Majorité ne se reprennent par la voie des plus prudentes d'entre elles, « non, on ne peut pas être directifs à 100 % », préférant porter des images qui fassent bouger les lignes, là aussi - je cite - « J'arrête là, car se poser ce genre de questions est traduit en tout cas cette irrépressible tentation de vouloir faire des médias des lecteurs de propagande. Il faut reconnaître que la télévision est une arme puissante. Elles me pardonneront - ces élues qui sont intervenues en Commission n°7 - de faire état de cette discussion surréaliste mais avouez quelle est de nature à nourrir sérieusement nos doutes.

Alors rassurez-nous, Monsieur le Président, vous qui êtes un démocrate et un homme de principe, dites-nous qu'il ne vous est jamais arrivé de penser, ni même d'agir pour vous attirer les bonnes grâces des médias en compensation de l'aide de la Région. Dites-nous que l'on s'égare, que nous sommes paranoïaques, que cette incitation à faire des médias des porte-parole ne vient pas de vos rangs, pas de ceux qui ne manquent jamais l'occasion de donner des leçons de morale et de s'indigner lorsque l'on prononce le mot « censure » où que l'on parle de télévision d'Etat. Nous ne voulons accabler personne, juste croire que dans ce monde d'après, dans lequel nous essayons de nous projeter, comme on avance dans un épais brouillard, que l'esprit de tolérance cher à Montaigne qui fit honneur à notre Région et à la ville de Bordeaux, dont il fut l'illustre maire, que cet esprit imprègne nos débats.

Du fait de toutes ces réserves, notre Groupe ne participera pas au vote de cette délibération.

Mme MOGA. - Madame la Présidente, chers amis. Je vais avoir un ton complètement différent de celui de Marc à l'instant, parce que je vais rappeler le soutien de notre Groupe Modem - Union centriste à cette politique télévisuelle Régionale. Je souhaite aussi témoigner de la transparence et de l'indépendance qui règne dans le Comité de suivi puisque comme l'a

fait remarquer Mathieu, j'en fais partie. Il y a eu un réel travail de sélection objectif et argumenté.

Le COM, comme son nom l'indique, c'est un contrat. Ce n'est pas un guichet. Il y a des engagements réciproques et les candidats ont dû s'engager à respecter un certain nombre de prescriptions, notamment en matière de diversité territoriale et de diversité sociétale. Il faut souligner la qualité des réponses des quatre chaînes finalement retenues, en particulier la valorisation de nos territoires, qu'elles contribuent à rendre plus visibles. Petit bémol, je persiste à penser, comme je l'avais déjà dit en mai, que la référence obligatoire à Néo Terra dans les programmes était superflue ; d'ailleurs certaines chaînes nous ont démontré que Néo Terra était déjà dans leur ADN, quant à d'autres, comme on pouvait l'imaginer, elles s'en sont saisies pour faire de l'habillage. Nous verrons ce que cela donnera à l'usage.

Ce qui est très politique globalement, c'est la montée en puissance du volet Producteurs. En cette période critique pour la création, on insistera jamais assez sur le nécessaire soutien à la production audiovisuelle, activité économique à part entière.

Une mention particulière aux petites chaînes linguistiques qui proportionnellement, investissent plus dans cette dimension créatrice.

Restent deux sujets sur lesquels, il faut être très vigilants dans la mise en œuvre des COM, d'une part la coopération entre chaînes, elle est déjà effective et naturelle entre certaines. Toutes ont à peu près joué le jeu de la mutualisation, mais le partenariat prend des formes trop inégales. Faire du partenariat une condition plus formalisée voire instaurer une charte Régionale des bonnes pratiques serait bienvenu. D'autre part, avec leur montée en puissance, se pose la question de la professionnalisation de certaines chaînes, donc de la formation. La question de l'alternance est centrale et notre exigence dans ce domaine devrait être renforcée.

Pour terminer, un regret. Alors que la crise sanitaire a révélé le rôle considérable de l'école numérique, il est dommage que les chaînes Régionales n'aient pas davantage investi le domaine éducatif. A signaler toutefois le magazine *(inaudible)* d'OC Télé et sa démarche d'éducation à l'image en collaboration avec des équipes pédagogiques.

C'est donc le début de nouveaux COM, c'est aussi la fin du mandat. Je vais donc en profiter pour remercier chaleureusement, Mathieu HAZOUARD et Nathalie FOUCARD pour la qualité de ces échanges.

Mme LE GUEN. - Quel plaisir d'intervenir une nouvelle fois sur ce sujet en tant qu'élue, linguiste, française et bretonne de surcroît. Nous sommes bien conscients que la France a été traversée par différents dialectes, langues locales, patois avant même que notre langue nationale ne s'impose à toute la France à partir de l'ordonnance de Villers-Cotterêts en 1539.

A cette date, le français classique deviendra du français moderne pour se diffuser à la nation tout entière, puis langue véhiculaire pour devenir langue de toutes les Cours d'Europe dès le début du XVIIème siècle. En ce temps-là, on disait que l'espagnol était la langue des dieux, l'italien la langue des femmes, l'anglais la langue des chevaux, l'allemand la langue des fauves et le français la langue des rois. Les patois Régionaux, quant à eux, ont toujours coexisté en parallèle avec la langue française et nous reconnaissons ces dialectes comme richesse en tant que langues Régionales du patrimoine français.

Mais le problème est que les subventions que vous accordez à des chaînes de télévision en langue Régionale font le jeu d'un séparatisme élitiste et de facto de couleur très politique qui n'est bien évidemment pas la nôtre.

Prenons exemple, tout d'abord, d'OC Télé, chaîne exclusivement en langue occitane. Lorsque nous nous rendons sur leur site, les textes peuvent être lus dans notre langue, le français, mais aucune des vidéos de leurs programmes audiovisuels ne sont sous-titrées dans notre langue nationale. Et pour ce qui est de Kanaldude, chaîne en langue basque, leur site ne donne même pas la possibilité d'être lue en français. Et donc, sans surprise, aucun de leurs programmes n'est sous-titré dans notre langue.

Alors, je suis désolée de vous rappeler, Madame la Vice-Présidente - on doit avoir à peu près le même âge - que vous avez certainement connu comme moi, les décrochages de FR3 Bretagne ou FR3 Perpignan, avec des décrochages en breton, par exemple, mais sous-titrés. Cela signifie donc que la Région, à travers ces médias, rejette sa propre langue parce qu'en définitive, l'énorme majorité des Français de cette Région qui voudront contribuer financièrement à ces chaînes ne peuvent pas suivre le moindre programme. Nous en déduisons donc que ces chaînes ne s'adressent encore une fois qu'à une extrême minorité et qu'il s'agit encore une fois d'une dissolution de l'identité culturelle française.

Je vous rappelle d'autre part, que nous sommes en France, et non pas en Espagne, et que nous ne pouvons fonctionner, comme les autonomies espagnoles, considérant qu'il y aurait d'un côté le français officiel, et de l'autre comme ici dans le calendrier où c'est traduit, des autres langues comme le basque officiel, l'occitan gascon ou le poitevin officiel. Ce n'est pas le cas. La langue officielle reste le français.

Je rappelle d'ailleurs, qu'hier dans une intervention de Madame BOUDINEAU, il y a eu un diaporama qui est apparu. J'étais extrêmement étonnée de voir l'apparition d'une coopération NA, donc Nouvelle-Aquitaine, - je l'ai très bien compris - tiret Breizh, (NA-Breizh). Pardon, Bretagne, pourquoi Breizh, personne vous oblige à parler le breton, ici. J'ai suivi Ulysse 31 en breton, c'était sous-titré en français dans les années 80.

Mme BROUILLE. - Je vous confirme que l'on n'a pas le même âge, alors.

Mme LE GUEN. - Quant à TV7, qui appartient au journal « Sud-Ouest », nous ne pouvons être aveugles à ce point pour apporter les deniers Régionaux à des médias qui sont les vôtres et pas les nôtres. Excusez-nous de préférer « Valeurs Actuelles » ou « CNews ».

Par conséquent, Madame la Présidente, dans ce contexte sanitaire et économique que nous traversons, il serait de bonne justesse de se passer de ce genre de subvention culturelle accordée à des fins électoralistes et non pas culturelles, ce qui permettrait de réduire vos futurs emprunts.

Nous voterons donc contre ce dossier. Merci de votre attention.

M. ROGISTER. - Mes chers collègues. Mise en place de la charte des langues Régionales, embrigadement écologique, dogme de l'égalité hommes/femmes, croyances socialistes, doctrines du mondialisme.

Bref, par cette délibération et la présentation qui nous en a été faite, vous tentez d'instaurer un véritable lavage de cerveau médiatique. Ce n'est pas le plus grave. Cela ne mériterait même pas intervention. En effet, ce qui se révèle dramatique, Monsieur le Président, et par la bouche de Marc OXIBAR, Pierre DURAND vous en a parlé, c'est lorsque durant la réunion préparatoire à la Commission culture, la Présidente Katia BOURDIN en charge de cette délibération exprime - et elle a été citée par de nombreuses phrases de Marc OXIBAR tout à l'heure - « si l'on peut mettre en place des moyens coercitifs afin que la télévision devienne pleinement un outil de propagande et ne se contente pas uniquement de la parité ou de la présence visible des différentes minorités ethniques ou sexuelles… ».

Coercition, Madame la Présidente ! Je n'ai qu'un mot à dire : bravo. Oui, bravo, car les plus grandes dictatures, en ont rêvé et vous le faites, et en plus vous l'exprimez clairement, comme annoncé. Subventionner les médias par de l'argent public dans un but coercitif, et ce avec le soutien, l'aval d'une partie de vos concurrents idéologiques. A moins que notre Président ne soit que l'otage de ces meneurs liberticides.

Cette délibération en faveur de la subvention des médias et des propos tenus par les membres de votre majorité sont profondément scandaleux. Ce n'est pas digne de notre Président. Vous dépassez là, l'acceptable. Il ne faut pas que notre Président se laisse dicter un vade-mecum de fin de mandat par des extrémistes. Que dis-je ? Des fanatiques. Prenez garde car bon nombre de Néo-aquitains et de Français ouvrent les yeux. Oui, la France existe encore et même se réveille de l'endormissement dans lequel l'on plongeait les gouvernements successifs de la Gauche comme de la Droite.

Au Rassemblement National, nous voulons que les médias restent libres. Nous ne cesserons jamais de défendre l'intérêt des Néo-aquitains. Ils nous confient la gestion de leurs deniers. Nous en sommes les garants et nous nous opposerons donc toujours à ce que cela

finance une action idéologique, coercitive. Je suis profondément scandalisé par ce que j'ai entendu à cette réunion. J'étais chez moi, en visioconférence, et je peux vous assurer que de ma vie, je n'avais jamais pensé dans un Etat qui est encore démocratique, entendre ce genre de propos par des élus.

Nous voterons donc contre cette délibération. Je vous en remercie, et j'invite surtout tous ceux qui sont épris de liberté de s'associer à ce refus.

M. SEBTON. - Je voulais à mon tour saluer, féliciter le travail de Mathieu HAZOUARD, bien que j'aie participé plus modestement que les élus qu'il a cités à cette Commission. Les quelques fois où j'y étais, j'ai pu voir la qualité du travail.

Très rapidement, dire à quel point cette délibération nous semble importante pour permettre la diversité de l'information. Très franchement, je n'ai pas envie de remplacer TV7 par BFM Bordeaux. Je n'ai pas envie de remplacer NOA par CNews Bordeaux, appartenant à de très grands Groupes. Très franchement, quand on fait le procès en indépendance de ces Groupes-là, bien sûr que la question peut se poser, mais qui peut être assez naïf pour croire que les chaînes de télévision qui appartiennent à des grands Groupes privés sont totalement indépendantes.

Bien sûr qu'il y a de la subjectivité, parfois des demandes, mais ne soyons pas naïfs, c'est un peu un cas général. Je préfère donc, et je me trouve plus rassuré quand finalement cette diversité est assurée par le service public. Je crois que cela a été dit, c'est vrai que ces chaînes-là, sans le soutien des pouvoirs publics, n'arriveraient pas à exister. Mais très franchement, je pense et nous pensons qu'elles sont utiles.

Cette convention est utile aussi pour la production. On a été assez fier des prix que certaines productions financées notamment par TV7 ont reçus dans certains festivals. C'est pour cette raison que nous voterons pour cette convention. Encore félicitations pour ce travail.

Si nous soutenons tous cette convention, finalement, l'argument de l'indépendance politique tombe, puisque si nous sommes tous d'accord, il n'y a aucun intérêt pour ces chaînes d'avantager un camp plutôt qu'un autre.

Mme LATOURNERIE. - Madame la Présidente, mes chers collègues. Je parle pour Monsieur D'AMECOURT qui a rédigé cette note.

Nous avançons sur ce dossier et nous le voterons. Mais il nous reste du chemin à parcourir dans l'intérêt de la Région. Voici quelques pistes de réflexion qui nous semblent bonnes sur la base des expériences que nous avons glanées avec le Mouvement de la Ruralité auprès des autres télévisions locales et Régionales, partout en France.

La vocation de ce COM TV n'est pas de promouvoir la politique Régionale quelle qu'elle soit. Nous en avons souvent débattu ici. Aujourd'hui, une chaîne de télévision locale doit avoir un rôle de vitrine de son territoire et de sa Région au-delà du périmètre de diffusion qui lui est octroyé par la seule diffusion TNT locale. Nous devons pour cette raison, par exemple, accompagner le développement de TV7 qui était au fond une chaîne de l'agglomération bordelaise avec quelques incursions girondines vers une véritable chaîne Régionale. Cela se fera à travers un cahier des charges contraignant en cohérence avec le financement important que lui apporte la Région. TV7 doit devenir un outil de communication qui permet de relayer auprès du plus grand nombre avec objectivité ce qui se passe aux quatre coins de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Sans doute, cela ne sera-t-il possible que si des producteurs de télévision privés de différents endroits de la Région sont aidés par notre COM et contribuent à nourrir de contenus, la chaîne. Sans doute, faut-il mettre en place pour cela une forme de garantie d'achat et de diffusion de leurs contenus par les télévisions que nous finançons. Aujourd'hui, elles ne font travailler que trop peu de sociétés de production Régionales. Certaines s'en plaignent. Il convient, et c'est important, d'associer tous les médias de la Région qui le souhaitent à cet écho système que nous appelons de nos vœux.

Par ailleurs, l'aide financière de la Région doit permettre que les reportages réalisés soient diffusés au-delà du périmètre actuel. Pour cela, il n'y a aucune nécessité d'obtenir de nouvelles fréquences TNT qui coûtent très cher, d'autant qu'une chaîne nationale des territoires sur la TNT est envisagée par le CSA en 2021, et que celle-ci proposerait des décrochages locaux aux chaînes locales qui n'auraient donc pas à payer pour une fréquence TNT propre et coûteuse.

Peut-être, sur le canal libéré après la fermeture de France Ô, cette nouvelle chaîne qui devrait être baptisée, la chaîne des territoires, LCL, mettrait l'accent par conséquent sur la vie des territoires. Au total, une vingtaine de chaînes sur 50 du Syndicat des télévisions locales, à l'origine du projet, seraient intéressées ainsi que quatre grands Groupes de presse, quotidien Régional. Il faut donc mieux aujourd'hui dépenser l'argent de la Région pour valoriser les contenus audiovisuels issus de la Région sur d'autres médias. Ainsi, par exemple, le grand JT des territoires, diffusé sur TV7, est aussi diffusé sur 30 télévisions TNT dans tout l'Hexagone et sur TV5 Monde dans 200 pays et en 14 langues. C'est une vitrine de l'info de proximité de nos Régions. Cette émission assure une très grande exposition aux reportages de TV7. Les accords sont gratuits. Il s'agit d'accords réciproques. TV7 s'engagent à diffuser le grand JT des territoires sur sa propre zone, le grand JT des territoires diffuse, lui, des reportages de TV7 ; cela s'appelle de la syndication. C'est la base du système de télévision aux Etats-Unis et de nombreux pays. Par exemple, un reportage TV7 sur la filière viticole ou

sur l'aéronautique via ces accords, peut être vu en France et dans le monde entier, notamment dans les zones du monde où se trouvent les marchés de ces filières. L'intérêt de la Région est que ce système soit démultiplié et étendu à de nombreux sujets touristiques, culturels, patrimoniaux, économiques, start-up, etc.

C'est spécifiquement ce qui se passe en Occitanie avec le Groupe La Dépêche et la chaîne de télé dont ils sont actionnaires Via Occitanie, pour la plus grande satisfaction de tous les acteurs de ce territoire, selon nos collègues élus dans ces Régions. L'ensemble des reportages réalisés sur l'attractivité de la Région a fait diffuser, par exemple, au Japon et en retour les touristes japonais viennent en séjour en Occitanie. On peut dire que l'argent du COM est bien utile pour vendre la Région. Récemment, un Groupe de musique de l'Aude a signé un contrat avec les Etats-Unis après la diffusion d'un reportage sur eux, réalisé Via Occitanie diffusée sur TV5 Monde.

Vous l'avez compris, nous pensons que ce COM TV peut participer de la relance économique de la Région en diffusant en France métropolitaine, en Outre-Mer et au-delà des océans, les savoir-faire de notre Région.

Mme BROUILLE. - Merci d'arriver sur la conclusion.

Mme LATOURNERIE. - Sans doute, cela peut-il faire partie d'un volet de notre Plan de relance, voire de notre contrat de plan Etat/ Région. La crise sanitaire a lourdement affaibli nos acteurs Régionaux dans tous les domaines, elle a brisé nos élans à l'exportation. Avec l'aide de tous les médias de notre Région, notre COM TV peut être un outil de reconquête au service du développement économique de nos territoires. Je vous remercie de votre attention.

Mme BROUILLE. - Merci d'avoir accéléré. Merci mes collègues. Beaucoup viennent me voir sur l'accélération de la plénière pour que l'on puisse finir avant déjeuner. Mais cela ne tient qu'à vous, mes chers collègues.

Mme BOURDIN. - Pour le coup, je suis vraiment désolée de ne pas intervenir sur le fond de cette délibération, à l'heure où effectivement le service public audiovisuel mériterait un beau débat, avec la disparition notamment de France Ô, ces derniers jours.

Je voulais simplement répondre au bouquet de compliments que j'ai reçu ce matin. Vous me direz, sans la liberté de blâmer, il n'y a pas d'éloge flatteur. Monsieur ROGISTER, si mes propos ont pu vous choquer, sachez que c'est chaque fois que vous ouvrez la bouche que je suis choquée. Vous avez fait une caricature,

M. ROGISTER. - Voulez-vous l'enregistrement de vos propos ?

Mme BOURDIN. - Hélas…

Mme BROUILLE. - Pas d'interpellation, s'il vous plaît.

Mme BOURDIN. - Cela a été le cas quand même, si vous me permettez.

Mme BROUILLE. - Oui. Vous y répondez, mais pas de retour, sinon vous restez là pendant le déjeuner.

Mme BOURDIN. - Le seul problème ici, c'est que la caricature est basée sur une fake news. Donc, je souhaiterais quand même dire que j'ai toujours voulu que la Commission 7 que je préside soit un lieu de débat et pas une simple Chambre d'enregistrement. J'ai posé la question - Nathalie est là, elle peut en convenir - simplement jeudi dernier à Nathalie FOUCARD qui venait nous présenter cette délibération si elle pensait, en qualité de spécialiste sur cette question, que l'invisibilisation des femmes sur le service public Régional devait être l'objet de mesures coercitives. C'est tout ce que j'ai fait. Il semblerait que certains aient été choqués par ces propos. Mais moi, je me félicite que ce soit un lieu de débat, et je me félicite que l'on parle dans cette Assemblée de cette problématique de l'invisibilisation des femmes dans l'espace public et sur le service public Régional.

M. COLOMBIER. - Ce n'est pas le problème, ma chère collègue. Le problème est « coercitif ». Ne biaisez pas.

Mme BROUILLE. - Merci Monsieur COLOMBIER. Mathieu pour conclure sur cette délibération et apporter des précisions.

M. COLOMBIER. - Vous êtes une totalitaire, voilà, ce que vous êtes.

Mme BROUILLE. - Monsieur COLOMBIER, s'il vous plaît.

M. HAZOUARD. - Je vais commencer par ma déception, qui est justement ces derniers échanges et le piège dans lequel les représentants de l'Extrême-Droite veulent nous entraîner, alors que le cœur du service public audiovisuel Régional, la dimension de l'égalité femmes/hommes est évidemment fondamentale pour nous, et vouloir réduire le service public audiovisuel Régional à des échanges en Commission 7, effectivement, me peine un peu.

M. COLOMBIER. - Assumez les paroles de votre Majorité, c'est tout, que ce soit en Commission ou ailleurs, ou ici.

Mme BROUILLE. - Mathieu, s'il te plaît, continue. Merci Monsieur COLOMBIER de vous taire jusqu'à la fin de l'intervention de Monsieur HAZOUARD.

M. COLOMBIER. - C'est un lieu de débat, je crois, ici. Alors, débattons.

Mme BROUILLE. - Pour l'instant, je viens de dire que pour conclure sur cette délibération et vous apporter toutes les précisions qu'il vous fallait, Mathieu HAZOUARD intervenait, et après nous passerons au vote. Le débat est fini.

M. HAZOUARD. - Je vais passer rapidement, pour au moins remercier Martine MOGA et Aurélien SEBTON par rapport à leurs propos, mais qu'ils montrent aussi qu'ils ont participé aux différents échanges aux Commissions.

Je parlais de déception. Je suis effectivement très déçu et c'est peut-être dans l'euphémisme des propos de Monsieur OXIBAR. Premièrement, la question qu'il soulève - et qu'il est au téléphone, donc c'est toujours très agréable de pouvoir lui répondre - la question éthique en disant les COM s'arrêtent là. Il faudrait, parce qu'il y a des élections dans six mois, tout arrêter. Mais que nous auraient dit les chaînes de télévision ? Le Conseil Régional s'arrête ? Parce qu'il y a des élections Régionales, vous arrêtez vos financements et c'est terminé ? Ce n'est pas une question de fond qui ne relève absolument pas de l'éthique, mais qui relève simplement de la continuité de l'action publique.

Le deuxième élément, et c'est une rengaine, la question de la propagande, de l'indépendance. Il y a des oreilles de TV7 et de Sud-Ouest, juste au-dessus de vous, donc je pense qu'ils seront relatés vos propos, mais je le redis encore une fois, Monsieur OXIBAR, où les représentants de votre Groupe…

M. OXIBAR. - Répondez à Monsieur DURAND, s'il vous plaît.

M. HAZOUARD. - Monsieur DURAND, ou le représentant de votre Groupe politique, venez en Commission, vous êtes invité aux auditions, au Comité de suivi. Vous aurez donc l'ensemble des réponses à vos questionnements. Cela vous évitera de faire des effets de manche à chaque fois, en Assemblée plénière. Effectivement, pour ma part, je ne donne pas de leçons de morale, simplement je bosse, je donne des réponses, j'auditionne les chaînes de télévision et à la fin, je ne cache pas derrière mon petit doigt parce que je ne voudrais pas prendre de responsabilités politiques en ne participant pas au vote. Alors, prenez vos responsabilités et votez, pour, contre, ou abstenez-vous, mais une non-participation au vote me semble de nature, simplement, à vous cacher derrière votre petit doigt.

Merci Madame la Présidente.

M. OXIBAR. - Nous maintenons notre non-participation au vote.

Mme BROUILLE. - Donc, confirmation du Groupe LR, non-participation au vote.

J'ai noté le « contre », RN, DINA.

Sur les autres Groupes ? Adopté à la majorité ?

Donc tous les autres Groupes, pour.

On est d'accord.

Mme BROUILLE. - Merci, mes chers collègues.

N° 31

Vote sur le «Soutien exceptionnel aux secteurs du tourisme et de la culture impactés par la crise COVID19»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Le Mouvement de la Ruralité,

▪ CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ POUR : NON PARTICIPATION : Les Républicains-CPNT, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

33 - REVITALISATION CENTRES VILLES /CENTRES BOURGS : CONVENTIONS CADRES CONFOLENS, THOUARS

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE, Première Vice-présidente
En l'absence momentanée du Président Alain ROUSSET

Mme PINVILLE. - La revitalisation des centres bourgs et des centres villes était une orientation politique forte, prise par le Conseil Régional en avril 2019, avec un certain nombre d'objectifs : l'objectif de préserver, renforcer une armature urbaine, durable et dans un souci de cohésion territoriale. L'objectif était également d'accompagner une quarantaine de sites qui étaient potentiellement éligibles en Nouvelle-Aquitaine.

Aujourd'hui, juste un bilan du travail qui a pu être fait. Ce sont 22 villes qui, en lien avec leur Intercommunalité, ont déposé leur candidature. 8 candidatures vont être déposées avant le 31 décembre. C'est également 12 villes qui souhaitent élaborer une politique de revitalisation de centres villes, centres bourgs.

L'objectif de cette politique mise en place est atteint, voire dépassé.

L'objet aujourd'hui est de valider une convention cadre pluriannuelle de revitalisation pour les villes de Confolens en Charente, et de Thouars dans les Deux-Sèvres.

Sur Confolens, c'est un projet de revitalisation qui s'appuie sur des dimensions patrimoniales et touristiques importantes. Il y a une dévitalisation, une vacance de l'habitat de l'ordre de 21 %, du commerce de l'ordre de 15 %. C'est donc vraiment une nécessité pour la ville de Confolens de s'engager dans cette politique-là. Le dossier a été travaillé et est en cours de construction.

La ville de Thouars, où c'est une approche transversale, mais avec un axe fort sur la relocalisation d'équipements structurants en centre-ville. A noter qu'il y a un partenariat fort avec un grand nombre de villes de cette communauté de communes.

Voilà, ce que je pouvais vous présenter aujourd'hui.

Mme BROUILLE. - Merci Martine. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

M. COLOMBIER. - La revitalisation des centres bourgs est une politique vitale pour sauver les zones rurales de leur mort lente et programmée depuis des années, car les villes de taille moyenne irriguent l'offre de commerces ou de services publics, du moins le peu qu'il en reste. Des centres villes vides aux vitrines trop souvent éteintes, la désertification s'est bien installée au fil des années dans ce qui fut des lieux de vie animés.

Un des facteurs fut la prolifération des grandes surfaces, hypermarchés, centres commerciaux et autres hors des villes, ceci avec l'aval d'une Commission départementale et de permis de construire de maires voyant là le moyen de récupérer diverses taxes, mais au

détriment, bien sûr, des centres bourgs. Permettez-moi de relever votre incohérence qui réside dans votre appui inconditionnel à la métropolisation, dévoreuse de crédits, de déplacement d'emplois, mais aussi malheureusement de chômage.

Une des conséquences de la mort lente de cette France périphérique se mesure au nombre de logements vides au fil des rues. Alors, tout se tient. De même, devons-nous lutter contre l'étalement urbain au détriment, au passage, de la disparition d'hectares de terres agricoles, aussi notre action doit-elle se concentrer sur le retour à la vie commerciale, culturelle, à l'accès au logement des centres villes et des centres bourgs. Le retour à la vie, enfin de compte, tout court, tout simplement sur nombre de territoires de notre Région.

Nous voterons bien sûr sur la revitalisation des centres villes et bourgs de Thouars et de Confolens. Merci de votre attention.

M. DIONIS DU SEJOUR. - Juste une question technique. Pourquoi cette délibération ne relève pas de la Commission Permanente ? Qu'est-ce que vous voulez que l'on dise sur Thouars et Confolens. Il n'y a pas de dimension Régionale. Donc, pourquoi, avec le mandat… C'est une question de fond, quand même. Pourquoi là, on n'a pas quelque chose qui passe en Commission. On a un problème clairement d'attention et de baisse de tension dans le débat - je ne sais pas si vous le sentez - donc, cela m'intéresse.

Est-ce que l'on ne pourrait pas retoucher le mandat qu'a donné notre Assemblée à la Commission Permanente, pour ce genre de délibération ? C'est un vrai sujet, quand même.

Mme BROUILLE. - On passe au vote, à moins que Martine…

M. DIONIS DU SEJOUR. - Madame la Présidente. La réponse à cette question technique. Est-ce que l'on ne peut pas retoucher la délibération du Conseil qui mandate la Commission Permanente pour que ce genre de commission y passe ?

Mme BROUILLE. - On prend note de votre demande. Les Services des Assemblées vous répondront sur cette proposition ou en tout cas cette remarque.

Pour l'instant, nous avons cette délibération à acter.

Y a-t-il des contre ?

Des abstentions ?

Mme BROUILLE. - Adopté à l'unanimité.

Merci pour Confolens et Thouars.

N° 33

Vote sur le «Revitalisation centres villes /centres bourgs : conventions cadres Confolens, Thouars»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

35 - COOPERATION INTERNATIONALE : ACCORD-CADRE TRIENNAL DE COOPERATION DECENTRALISEE AVEC LA REGION ITASY A MADAGASCAR (2020-2022)

36 - COOPERATION INTERNATIONALE : ACCORD-CADRE TRIENNAL DE COOPERATION DECENTRALISEE AVEC L'ENTENTE INTERDEPARTEMENTALE DES REGIONS DE FATICK ET DIOURBEL AU SENEGAL (2020-2022)

37 - COOPERATION INTERNATIONALE : ACCORD CADRE TRIENNAL DE COOPERATION DECENTRALISEE AVEC LA PROVINCE DE LAO CAÏ (VIETNAM) 2020-2023

38 - COOPERATION DECENTRALISEE : ACCORD-CADRE TRIENNAL DE COOPERATION ENTRE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET LE CONSEIL REGIONAL DU SOUSS-MASSA (MAROC) POUR LA PERIODE 2021-2023

39 - COOPERATION EUROPEENNE : PROTOCOLE DE COOPERATION ENTRE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET LE BEZIRK DE MOYENNE-FRANCONIE 2021-2026

Sous la présidence de Madame Andréa BROUILLE, Première Vice-présidente
En l'absence momentanée du Président Alain ROUSSET

Mme BOUDINEAU. - Cinq délibérations, Madame la Présidente. Et c'est avec grand plaisir que je vous satisfais, tous je pense, en les rassemblant, puisqu'il s'agit de quatre accords-cadres qui portent sur des triennaux qui concernent des coopérations décentralisées que nous connaissons bien maintenant, avec nos Régions partenaires de Madagascar, du Sénégal, du Viêt-Nam et le Maroc. Et puis, nous avons une cinquième délibération qui est un protocole de coopération avec le Bezirk - cela veut dire département - de Moyenne-Franconie.

Simplement, en synthèse, on peut dire que ce sont une continuité de nos actions, avec juste un regard encore plus soutenu sur le respect des objectifs Néo Terra, notamment tout ce qui est agroécologique qui est très important pour la façon de vivre et de pouvoir faire en sorte que les familles restent sur leur territoire.

Et puis, dire aussi qu'il s'agit de belles actions, avec de belles ONG de notre Région que sont Agrisud et Initiatives Développement, et avec un effet levier qui permet d'obtenir des cofinancements. Ce qui est une véritable reconnaissance de la qualité de nos coopérations.

Voilà, Madame la Présidente.

M. GERARD. - Madame la Vice-Présidente, chers collègues. La Région Nouvelle-Aquitaine est grande, belle, généreuse et humaniste, envers Madagascar, le Sénégal, le Burkina-Faso - bien que je n'aie rien contre les Burkinavais - le Viêt-Nam, le Maroc. Avait-elle

les tribuns radicaux de gauche de la 3ème République qui se galvanisaient en clamant « l'AEF, l'AOF, l'Indochine » ou bien le protectorat du Maroc.

Mais en Nouvelle-Aquitaine, un très grand nombre de personnes sans domicile fixe, des hommes, des femmes, des enfants feront face au froid et essaieront de survivre à la rue dans un squat ou sous une tente, dans un contexte de confinement et d'une situation sanitaire dégradée.

Madame la Vice-Présidente, si vous n'êtes aucunement sensible à notre demande de réduire la toile financière, alors, pourriez-vous au moins appliquer la préférence Régionale que Monsieur le Président ROUSSET prônait tout à l'heure en faveur des tomates de Marmande, en réservant ces budgets hors sol à l'usage exclusif des Néo-aquitains.

Si ce n'était pas le cas, ce que je crains, nous nous prononcerions contre les dossiers 35 à 38. Merci.

Mme BROUILLE. - J'acte donc, votre « contre ».

M. DE LACOSTE-LAREYMONDIE. - Madame la Vice-Présidente. Mon intervention portera également sur les délibérations 35 à 38. Intervention unique.

La coopération internationale menée par la Région depuis des décennies porte en réalité très mal son nom. En effet, une coopération implique par définition une réciprocité. Votre politique en la matière ne présente aucune réciprocité. Il s'agit bien d'une politique d'aides unilatérales qui viennent d'ailleurs s'ajouter généralement à des aides étatiques.

Qu'en retirent les habitants de notre Région ? Lors de la campagne que nous avions menée en 2015, notre ligne directrice se résumait en une promesse : si nous étions élus, chaque euro dépensé par la Région aurait bénéficié aux Néo-aquitains. Durant notre mandat, nous n'avons pas varié sur ce sujet, et nous avons toujours refusé les aides financières attribuées dans le cadre de ce que vous appelez la coopération internationale décentralisée. Ce principe nous paraît d'autant plus justifié au vu de la crise économique post-Covid qui menace notre pays. Près de 14 % des Néo-aquitains vivent déjà sous le seuil de pauvreté, soit 787 000 personnes qui vivent avec moins de 1 015 € par mois. Je rejoins là, les propos de mon collègue Vincent GERARD.

La charité peut être universelle, mais quand elle est l'œuvre d'une Collectivité publique, la solidarité doit d'abord être nationale. Charité bien ordonnée commence par soi-même, c'est un vieux et sage principe.

Au-delà de ces considérations de fond, nous pensons que la coopération internationale devrait être de la compétence exclusive de l'Etat. Seul l'Etat, peut définir une politique étrangère et ainsi venir en aide ponctuellement à des pays qui en auraient besoin. En aidant

telle ou telle Région du monde ou telle ou telle ONG, ou telle ou telle structure d'aide au développement, les Collectivités locales peuvent parfois s'opposer à la politique de l'Etat. Une telle prise de risque n'est évidemment pas acceptable à nos yeux. Par exemple, l'aide de 50 000 € accordée à SOS Méditerranée pour l'Aquarius, alors même qu'une décision gouvernementale avait refusé de laisser accoster ce navire à Marseille.

La France n'est pas un Etat fédéral. Les Régions ne sont pas des Etats fédérés. Le modèle allemand n'est pas le nôtre et il n'a pas vocation à le devenir. Derrière votre volonté décentralisatrice, se cache en réalité votre détermination à construire une Europe des Régions, donc avec pour corollaire la disparition des nations. Vous savez bien que la super Région, que vous fantasmez, serait en réalité totalement soumise aux diktats de l'Union Européenne. C'est d'ailleurs le vœu le plus cher de cette dernière, ainsi que le vôtre.

Nous sommes pour la création d'un grand Ministère chargé de la coopération, qui apportera une aide au développement à certains pays. Là aussi, des choix devront être faits. Les pays francophones seront priorisés pour développer notre rayonnement culturel. Les aides permanentes seront conditionnées à une coopération intelligente en matière migratoire. Les pays qui ont besoin d'être développés, comme ceux que la Région Nouvelle-Aquitaine aide depuis des années, ont aussi besoin de ne pas voir leurs forces vives s'exiler en Europe. La coopération sera réciproque. Si la France apporte une aide au développement, les pays destinataires devront prendre toutes les mesures nécessaires à l'arrêt de l'immigration vers la France.

Sur la délibération qui nous intéresse, ici, je veux réitérer la position que j'ai tenue en GIA sur l'aide à la République du Viêt-Nam, que ce soit dans le domaine agricole, du tourisme, de l'apprentissage du français, pour accéder - je vous cite - « à l'emploi ou à des revenus supérieurs » - avez-vous dit - ou encore dans le domaine de la santé pour favoriser - je vous cite également - « le dépistage du cancer du sein dans la Province de HUÉ Que vient faire le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine ? Croyez-vous vraiment que les Néo-aquitains soient sensibles à ces dépenses ubuesques ? Il s'agit ici d'aides qui iront directement dans les caisses du Parti communiste vietnamien car vous savez pertinemment que rien ne se fait avec ce pays totalitaire, hors des circuits officiels. Les guides touristiques, par exemple, sont tous des fonctionnaires du Parti communiste. Tous les voyageurs ayant l'expérience du Viêt-Nam le savent. Ou alors ce régime sanglant aurait échoué dans sa mission de libération des masses populaires et ne ferait plus le bonheur des peuples ? Non, mais cela, nous le savions déjà.

Assez de naïveté, Monsieur le Président, les aides à l'un des derniers pays communistes de la planète aux côtés de Cuba et de la Corée du Nord sont au mieux incompréhensibles venant de vous, au pire indignes.

Nous ne voterons donc pas vos délibérations 35, 36, 37 et 38.

M. LE PRESIDENT. - J'en suis très heureux. Je pense que c'est au contraire montrer un visage de la France, positif. De la France, nous nous faisons tous partie. Lorsque nous installons 5 000 agriculteurs dans la Provence d'Itasy au-dessus de Tananarive à Madagascar, lorsque nous aidons les chevriers et notamment les femmes, au Sénégal à pouvoir vivre de leur production agricole, lorsque nous aidons les universités, lorsque nous aidons effectivement la détection du cancer du sein au Viêt-Nam avec l'appui de nos scientifiques, c'est une façon de coopérer et de donner une image de la France. Mais cela, vous ne l'entendez pas.

(Intervention hors micro inaudible)

Votre indignité, vous la gardez pour vous.

M. COLOMBIER. - Est-ce que l'on a le droit d'avoir une opinion différente de toi, sans se faire mépriser ?

Poursuite de la séance sous la présidence du Président Alain ROUSSET

M. LE PRESIDENT. - L'indignité, vous la gardez. Pascale REQUENNA.

M. COLOMBIER. - Nous pensons que c'est du rôle de l'Etat. Excuse-moi Pascale. Mais j'aimerais quand même que le débat puisse rester un peu serein avec toi. Sans leçons, et sans mépris de ta part.

M. LE PRESIDENT. - C'est toi, qui le dis.

M. COLOMBIER. - Cela devient quand même extrêmement gênant.

M. LE PRESIDENT. - Vous avez entendu ce qu'a dit votre collègue.

M. COLOMBIER. - Ecoute-moi deux minutes, je t'écouterai après.

M. LE PRESIDENT. - Je vous ai écoutés. Donc cela suffit.

M. COLOMBIER. - Je te demande d'arrêter d'être méprisant.

M. LE PRESIDENT. - Vous n'avez rien à me demander.

M. COLOMBIER. - Nous avons le droit de considérer que la politique de coopération est de l'Etat. C'est tout. On a le droit. Tu ne le partages pas, je le comprends, mais tu peux au moins respecter les opinions des autres.

Mme REQUENNA. - Simplement pour vous dire au nom du Groupe Modem et Apparentés que nous sommes extrêmement favorables à ce type de coopérations qui sont, comme vous l'avez indiqué, bénéfiques pour les pays avec lesquels nous sommes en relation, mais également qui sont extrêmement bénéfiques pour la Région puisqu'il y a de nombreux

échanges en matière culturelle, économique et touristique, scientifique également, donc je crois que nous ne pouvons que nous nous enorgueillir de ce type de coopérations que nous soutenons totalement.

Et nous voterons ainsi favorablement pour les quatre délibérations.

Mme NADAU. - Président. Pour toutes les bonnes raisons que vous avez évoquées, le Groupe LR votera les délibérations 34, 35, 36, 37 et 38.

Ce mot de coopération internationale m'amène juste à une question. On va remonter un peu le temps. Octobre 2018, Commission Permanente à Limoges, où la Région a mis 60 000 € sur un projet de reconversion d'anciens combattants des FARC en écocides avec le Parc naturel Régional des Landes de Gascogne. Ma simple question, vous n'êtes pas obligés de me répondre tout de suite, était : quel est le bilan de cette action ?

M. LE PRESIDENT. - Je prends le point.

M. BERGE. - Extrêmement rapidement, mais juste sur le débat, si c'est compétence de l'Etat ou compétence des Collectivités territoriales. On reproche très régulièrement à l'Etat français d'être très et trop centralisateur. Par contre, s'il y a bien un domaine dans lequel, l'Etat adonne vraiment une marge de manœuvre aux Collectivités territoriales, c'est sur la coopération décentralisée. On est l'un des seuls pays d'Europe à avoir une législation, c'est un édifice juridique construit à partir de 1982 jusqu'à la loi NOTRe qui donne cette compétence et qui est codifiée dans le Code Général dans les Collectivités territoriales, aux articles L 1115-1 à 7.

Et vous savez très bien dans votre rang, pourquoi il y a cet édifice juridique, parce que justement, il y a eu pendant très longtemps des recours juridiques portés sur les sous-entendus caractères politiques de ces délibérations et le Conseil d'Etat s'est prononcé là-dessus, disant justement que les Collectivités territoriales ne peuvent pas donner des subventions à caractère politique, par rapport à cela. D'ailleurs, il y a quelques jurisprudences CHARBONNEAU, et depuis la loi a évolué pour permettre aux Collectivités territoriales d'intervenir dans le cadre de leurs compétences.

M. COLOMBIER. - Est-ce que l'on a le droit de ne pas être d'accord, avec cela ? Est-ce que vous nous donnez le droit de ne pas être d'accord avec cela ?

M. CHARBONNEAU. - Vous vous donnez bonne conscience dans cette coopération internationale. C'est pour se donner bonne conscience.

M. LE PRESIDENT. - Je vais mettre aux voix ces délibérations.

Qui est contre ?

M. RABIT. - Monsieur le Président, est-ce que je peux dire un mot, s'il vous plaît ? Ce sera très rapide. Je voudrais dire seulement qu'à mon tour, au nom du Mouvement de la Ruralité, nous sommes extrêmement favorables à ces délibérations. Je participe pour ma part, régulièrement au GIA qui traite de ces sujets. Je suis tout à fait favorable, et nous le sommes, à la coopération décentralisée qui s'inscrit dans l'histoire de notre pays, qui présente des intérêts stratégiques dont il n'est plus besoin de les rappeler.

Je voudrais saluer le travail de mes collègues, Madame BOUDINEAU et également celui de Monsieur BLANCO, qui travaillent sur tous ces sujets, avec la préoccupation que nous avons souvent avancée, de mettre en place des évaluations régulières sur ces différents plans de soutien dans les territoires qui sont concernés.

Pour nous, bien entendu, c'est sans aucune réserve que nous soutenons ces différentes délibérations.

Mme BOUDINEAU. - Juste pour répondre sur la question des FARC. Nous avons tenu un Conseil d'Administration de l'Association Interco, il y a seulement deux jours où il était question justement d'accueillir un certain nombre de gardes, puisqu'ils sont formés à être gardes forestiers. On a pu faire le bilan que cette action marchait très bien. Mais malheureusement à cause de la pandémie, on ne peut pas les accueillir en ce moment pour une formation complémentaire au parc Régional.

Une deuxième chose, je voulais dire à Monsieur LAREYMONDIE, que je suis très étonnée de ses propos, parce que pour quelqu'un qui se dit patriote, il a une conception singulièrement rabougrie et misérable de la nation, en évoquant la disparition de nations parce que les Régions osent se mêler de coopération. Et comme l'a dit Mathieu BERGE, c'est parfaitement autorisé par la loi. C'est absolument légal, et cela ne menace pas en rien la nation. C'est vraiment un argument que je n'avais jamais entendu, qui est d'une bêtise, excusez-moi, mais franchement, révisez vos arguments, s'il vous plaît.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Je mets aux voix ces quatre délibérations.

Qui est contre ?

Qui est pour ?

N° 35

Vote sur la «Coopération internationale : Accord-cadre triennal de coopération décentralisée avec la Région Itasy à Madagascar (2020-2022)»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

N° 36

Vote sur la «Coopération internationale : Accord-cadre triennal de coopération décentralisée avec l'Entente Interdépartementale des régions de Fatick et Diourbel au Sénégal (2020-2022)»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

N° 37

Vote sur la «Coopération internationale : Accord cadre triennal de coopération décentralisée avec la Province de Lao Caï (Vietnam) 2020-2023»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

N° 38

Vote sur la «Coopération décentralisée : Accord-cadre triennal de coopération entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Conseil régional du Souss-Massa (Maroc) pour la période 2021-2023)»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

▪ **CONTRE : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

N° 39

Vote sur la «Coopération Européenne : Protocole de coopération entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Bezirk de Moyenne-Franconie 2021-2026»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine**

ADOPTE A L'UNANIMITE

▪ **NON PARTICIPATION : Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

M. LE PRESIDENT. - Je vous remercie.

Ces délibérations sont donc adoptées à une très large majorité.

40 - COMMUNICATION RELATIVE AU RAPPORT D'ACTIVITE 2020 DE LA CEPP

M. LE PRESIDENT. - Thierry PERREAU peut nous dire un mot de la communication relative au rapport d'activité de la Commission d'Evaluation des Politiques Publiques.

M. PERREAU. - Tout à fait, Monsieur le Président, et chers collègues. Je vais vous dire quelques mots sur l'évaluation des politiques publiques de notre Collectivité qui a d'ailleurs évalué la coopération internationale avec une restitution, il y a quelque temps déjà.

M. LE PRESIDENT. - On vous entend mal, Thierry.

M. PERREAU. - Je suis désolé. Je vais…

M. LE PRESIDENT. - Je pense que pour parler, il vaudrait peut-être mieux, je l'autorise.

M. PERREAU. - Enlever ce masque temporairement. Vous présentez le rapport d'activité de la Commission d'Evaluation des Politiques Publiques. C'est déjà un peu faire part d'un bilan de mandat pour notre Commission.

C'est exprimer ici la satisfaction d'un travail transpartisan qui ne s'est jamais démenti. Sur le ton de l'humour, je dis que l'on a été réuni au départ dans la difficulté d'un rude apprentissage parce que c'est une matière nouvelle. C'est quelque chose d'un peu complexe à approcher. Cette année 2020 montre certainement que l'on y est arrivé quand même tout au fil de ce travail puisque nous avons réalisé trois évaluations transversales, quatre bilans évaluatifs, et l'on a procédé au lancement de plusieurs évaluations pour ce millésime.

Evidemment, la crise Covid a touché notre travail, comme pour tout le monde, et il y a eu aussi une adaptation de questions évaluatives et du rythme de restitution. Ces questions, je pense que l'on continuera de les voir apparaître, parce que cela secoue tout le monde, cela questionne tout le monde, et donc l'évaluation, en intégrant ces questions que l'on appelait aussi un peu de résilience, d'efficacité de nos soutiens, nous a contraints à accélérer une réflexion qui était en devenir, et pas seulement en Nouvelle-Aquitaine.

Ce travail, nous l'avons fait examiner aussi - je dis cela un peu sur une plaisanterie - nous avons sollicité un universitaire, Monsieur Clément LACOUETTE-FOUGERE qui nous a évalués. Je me disais « Ce n'est pas vrai, ils nous auraient évalués, on ne se serait pas laissé faire ». On est comme tout le monde, il y a toujours un peu de résistance à l'évaluation. Mais si, il nous a évalués et il a pointé effectivement le programme ambitieux que l'on s'était fixé, et puis un certain nombre de choses, qu'il reste à améliorer. Je parlais tout à l'heure de la restitution. C'est quelque chose qui est un peu freiné, mais dont le plan de vol est bien établi.

Cette remarque était au milieu d'un constat général très positif par rapport à notre travail. La conclusion est effectivement que le dispositif mis en œuvre en Nouvelle-Aquitaine est unique en France. Donc cela explique aussi les grandes sollicitations qui nous sont faites au niveau national. On avait entamé l'an dernier en organisant, en co-organisant les journées françaises de l'évaluation, mais nous avons contribué amplement, cette année, à des événements extérieurs en tant qu'invités. Je pense au cycle de conférences organisées par le Conseil d'Etat, en particulier, qui a fait tout son semestre sur le sujet - et j'y reviendrai - c'est dire aussi que cette question de l'évaluation est en train de s'emparer comme question politique de l'ensemble des Collectivités, mais aussi des décideurs.

Nous avons eu des retours dans des médias nationaux. Je conseille la revue « Acteurs publics » qui vient de paraître entièrement consacrée à l'évaluation. C'est une formation accélérée que l'on peut faire en lisant ce magazine.

Quand je signale ce travail de reconnaissance obtenue, évidemment, c'est en s'appuyant sur une équipe sans faille. A l'Inspection générale des Services - je signale d'ailleurs que Madame Valérie LAURET, notre nouvelle Inspectrice générale des Services est arrivée à la rentrée - nous sommes mobilisés sans faillir. C'est vrai aussi de tous les participants de cette Commission parce qu'il y a des élus du CESER et des élus, un par Groupe, de l'Assemblée. Le fait d'être centré sur un important travail à mener à bien nous apporte cette qualité de production, je crois.

Cette reconnaissance nous honore aussi, et nous engage. Et pour poursuivre cette action en 2021, nous proposons la mise en œuvre d'un programme de haute qualité et la consolidation du dispositif par l'intégration des politiques publiques. Il faudrait y réfléchir dès leur mise en œuvre. Cette expertise qui est consolidée aussi par des personnes extérieures et des universitaires - je pense à Monsieur Joël ZAFFRANT qui nous accompagnait dès le début - c'est une politique à part entière. L'évaluation des politiques publiques est une politique à part entière. J'en suis tout à fait convaincu.

Il y a d'autres paris. C'est d'ouvrir le dispositif Régional. C'est engagé avec un certain nombre d'évaluations partagées. C'est aussi impliquer les acteurs au plus près des territoires. C'est une piste qui reste à explorer avant d'être définitive. C'est quelque chose à construire. Il nous semble - nous, ensemble de la Commission, des gens qui y ont participé - que cette évaluation des politiques publiques doit trouver toute sa place au cœur d'un Exécutif Régional. Il reste un important travail à accomplir. Evidemment nos successeurs s'en empareront et comme je le disais tout à l'heure, ce sera vrai en Nouvelle-Aquitaine et c'est une réalité en train de se déployer sur l'ensemble du territoire par nécessité aussi. Merci.

Mme MOTOMAN. - Juste quelques mots. Merci Monsieur le Président. Notre Groupe salue vraiment le volontarisme de la Région et l'engagement de son Président pour le soutien à la politique d'évaluation des politiques publiques concrétisé par la création d'unités Evaluation d'IGS, et celle de la CEPP, et les moyens alloués pour remplir les missions évaluatives.

L'évaluation des politiques publiques ne doit pas être considérée comme un examen évaluant un élu ou un service, mais plutôt comme un outil d'évolution qui questionne la pertinence des effets et des pistes d'amélioration pour répondre, voire anticiper les besoins des bénéficiaires, des services et des élus en aidant la décision.

La CEPP, par son travail collectif, contribue donc à des approches plus transversales notamment en proposant des sujets d'évaluation concernant plusieurs Pôles, ce qui entraîne une dynamique de coopération entre les Services et les élus, et participe à une meilleure connaissance et efficacité des dispositifs Régionaux.

Sur notre rôle de diffusion de la culture d'évaluation, la CEPP a bien avancé mais il reste du chemin à parcourir pour que chaque élu la considère à sa juste valeur et s'en saisisse. Plusieurs perspectives d'améliorations ont été ainsi proposées par Clément LACOUETTE-FOUGERE et je vous invite à les découvrir dans ce rapport, si vous ne l'avez pas lu.

Depuis trois ans, nous sommes accompagnés par les Services de l'IGS que je remercie, vraiment, dans l'ensemble et plus particulièrement Caroline CALBO, qui nous a quittés mais qui a été très présente depuis le début, Bénédict LEXTON, présente dans l'hémicycle, et Pierre PAQUIER qui est à Limoges. Ils ont su nous initier à cette discipline technique et pourtant passionnante, et bien sûr, le Président de la CEPP, Thierry PERREAU, qui s'est investi pleinement dans les travaux et l'animation de la Commission.

Je vous remercie de votre écoute.

M. LUMMEAUX. - Quelques réflexions brèves sur ce rapport, qui est un rapport très intéressant, dont le contenu, s'il en était besoin, est légitime. La pertinence de ce dispositif, comme l'a souligné Thierry PERREAU, assez unique en France, semble-t-il, du moins dans son ampleur.

On peut dire également que la démarche transpartisane est retenue, l'association du CESER, la programmation sur des choix et des sujets à fort enjeu sont autant de points positifs à souligner. Je veux aussi saluer le climat studieux mais convivial entretenu par Thierry PERREAU, et nos collègues, et la collaboration tout à fait exemplaire de l'IGS.

Pour autant, il ne faut pas se dissimuler les points à améliorer et les marges de progression qui sont importantes, puisque effectivement comme cela a été souligné, lors du

séminaire très intéressant du 4 décembre dernier, il apparaît selon les experts que depuis 2018 sur 16 évaluations lancées 7 sont seulement terminées. Les délais de réalisation sont très longs (13 mois) et parfois excèdent de beaucoup les prévisions. Et puis aussi, les restitutions de ces évaluations restent encore largement partielles.

C'est pourquoi, le rapport a formulé tant de propositions que, pour ma part, je trouve très pertinentes. Elles visent surtout à donner plus de place à cette Commission, plus de moyens pour qu'elle puisse rendre son travail. Je souhaite qu'elles ne restent pas lettes mortes, même si c'est peut-être, le prochain mandat qui sera amené à les réaliser parce que l'objectif me paraît important et de garantir que l'évaluation permette de mieux décider et de mieux agir.

M. LE PRESIDENT. - Absolument. Je veux confirmer ce que vous dites, d'abord parce que cela donne à l'Exécutif et au Président que je suis, aux équipes techniques de la Région une vision désidéologisée, une vision précise sur l'efficacité de nos politiques, sur le sens de nos politiques, parfois aussi Thierry. Je me suis toujours appuyé, d'ailleurs, dans mes responsabilités, puisque j'avais créé une Inspection générale lorsque je présidais l'agglomération de Bordeaux qui a eu, comme l'on sait, sur les contrats de l'eau une certaine efficacité. Plusieurs centaines de millions d'euros récupérées.

Et puis ici, aussi, à la Région, j'ai un souvenir amical à l'égard de Caroline CALBO, effectivement comme cela a été dit, et je salue la nouvelle Inspectrice générale. Merci encore, Thierry, de faire régner cette ambiance bienveillante. Elle est essentielle.

L'Assemblée donne acte. C'était une communication.

On me dit que j'ai oublié de faire voter la partie Coopération européenne entre la Région Aquitaine et la Moyenne Franconie. Est-ce qu'il y a sur cette délibération 39.

M. COLOMBIER. - Très rapidement, nous voterons pour ce dossier. N'y voyez pas une incohérence par rapport à nos votes précédents, car là, en effet, il y a un véritable retour aussi bien dans le domaine des entreprises, de la recherche, des échanges véritables. Ce qui motive et confirme la cohérence de notre vote négatif dans les dossiers antérieurs.

Celui-ci a notre approbation.

M. LE PRESIDENT. - Merci Jacques. Je ne voudrais pas relancer la machine, mais c'est un peu le début de l'Europe fédérale.

Il n'y a pas d'opposition.

M. COLOMBIER. - Depuis 2 000 ans, les peuples européens ont commercé, ont des échanges.

M. LE PRESIDENT. - Je te renvoie à un ouvrage assez extraordinaire de Monsieur FRANKOPAN, qui est un historien anglais, qui s'appelle « Les routes de la soie » sur la construction des nations européennes. Il est très long, mais très éclairant.

Il n'y a pas d'opposition sur ce dossier 39.

N° 40

sur la «Communication relative au rapport d'activités 2020 de la CEPP»

L'ASSEMBLEE DONNE ACTE

41 - DATAR - FERROCAMPUS® - PROTOCOLE FONCIER ENTRE LA REGION ET LA SNCF EN VUE DE LA CESSION DU FONCIER NECESSAIRE AU PROJET

M. LE PRESIDENT. - Sur le dossier 41, Jacky EMON, sur la cession du foncier pour le Ferrocampus. Est-ce que Jacky est là ?

M. EMON. - Président.

M. LE PRESIDENT. - On vous entend mal Jacky.

M. EMON. - Bonjour à tout le monde. Je suis en voiture entre Luçon et La Rochelle, néanmoins, on va le faire.

Il s'agit d'une délibération qui, dans le processus de progression du projet Ferrocampus, consiste à valider les négociations qu'il y a entre la Région et la SNCF, sur l'acquisition du foncier et sur l'acquisition immobilière, d'un certain nombre de bâtiments. *(inaudible, problème de son)* a abouti …Est-ce que l'on m'entend ?

M. LE PRESIDENT. - Difficilement.

M. EMON. - Il s'agit de valider

M. OXIBAR. - Président. C'est déjà compliqué les plénières, alors en plus, les rapports sont présentés en bagnole, ce n'est pas possible.

M. LE PRESIDENT. - Cela montre que les élus de l'Exécutif travaillent, mon cher Marc. Jacky, je vais prendre le relais.

Il s'agit, mais vous l'avez lu, des acquisitions foncières sur des friches pour pouvoir avancer sur ce dossier du Ferrocampus, dont je rappelle les missions : mission de recherche, de formation, de remotorisation électrique ou à hydrogène de nos TER.

Je ne vais pas aller plus loin. Tout le monde sait. Nous aurons une part d'école d'ingénieurs d'ailleurs qui est spécialisée dans le ferroviaire.

Merci Jacky. Jacky EMON est le Président de l'Association que nous avons créée à cet effet.

Y a-t-il des oppositions sur ce dossier ?

Pas d'abstentions, non plus ?

Ce dossier est adopté à l'unanimité.

N° 41

Vote sur le «DATAR - Ferrocampus® - Protocole foncier entre la Région et la SNCF en vue de la cession du foncier nécessaire au projet»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

ADOPTE A L'UNANIMITE

42 - CONVENTION DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION ET DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DE L'ILE DE RE POUR LA PERIODE 2020-2026 POUR PRISE EN COMPTE DES ACTIONS REPORTEES DU PAPI 2013-2020

M. LE PRESIDENT. - Sur la convention de financement du plan d'action et de prévention des inondations de l'Ile de Ré. Vital BAUDE.

M. BAUDE. - Merci Monsieur le Président. Chers collègues. La Région a signé en 2017 une convention qui avait pour but de définir notre engagement et notre participation financière à hauteur de 39,5 M€ pour l'exécution des sept Plans d'action et de prévention des inondations de la Charente-Maritime, en assumant d'une part, d'ailleurs, des engagements qui avaient été pris par l'ex-Poitou-Charente à hauteur de 27,3 M€ et d'autre part, des avenants qui étaient intervenus à hauteur de 12,3 M€. Vous voyez d'ailleurs très régulièrement des individualisations qui vous sont proposées en Commission Permanente, permettant de traduire très concrètement l'accompagnement financier de la Région dans l'exécution de ces différentes PAPI de Charente Maritime.

Sans entrer dans les détails et pour faire simple, puisque nous avons tous faim, concernant le PAPI Ile de Ré, l'Etat a souhaité faire passer un certain nombre d'actions du programme de ce PAPI, du cahier des charges PAPI 1 à PAPI 2. Ce changement technico-règlementaire a eu pour conséquence d'exclure, de fait, des actions de ce PAPI 1, initialement envisagées, dans la convention que j'évoquais juste avant.

C'est la raison pour laquelle, nous vous proposons cette délibération qui va permettre d'assumer nos engagements jusqu'au bout et en l'occurrence ce sont quelque 1 M€, ce qui portera d'ailleurs l'effort de la Région, s'agissant de ce simple PAPI Ile de Ré à une participation totale de presque 9 M€.

Voilà, mes chers collègues, ce que nous vous proposons à travers cette délibération.

M. LE PRESIDENT. - Merci Vital. Est-ce que vous pouvez faire la somme de l'ensemble des crédits que nous avons sur cette partie de la Charente-Maritime, du littoral atlantique, votés. Je n'ai plus en mémoire.

M. BAUDE. - C'est ce que je précisais en début d'intervention, Président. On est à 39,5 M€ sur les différents PAPI.

M. LE PRESIDENT. - Que je puisse le dire quand j'ai mon copain, Dominique BUSSEREAU, au téléphone.

Y a-t-il des oppositions ?

Des abstentions ?

Mme CHADJAA. - Juste une question. D'après la délibération, s'il y avait des travaux supplémentaires à financer, le financement ne serait pas forcément accordé par la Région, qui se limitera seulement à ses engagements. Tout cela pour demander, est-ce qu'il y a une étude qui sera réalisée suivant les éventuelles évolutions du PAPI ?

M. BAUDE. - Nous avions été très clairs à l'époque sur ces engagements. A l'échelle, de ce mandat, nous avions indiqué que c'était pour solde de tous comptes. C'est la première chose, et c'est un discours que nous avions tenu auprès de l'ensemble des partenaires.

Ensuite, pour aller un peu plus loin, et là aussi, c'est un discours que nous avons régulièrement tenu sur les territoires concernés avec l'ensemble des partenaires, j'ai toujours évoqué le fait d'assumer une certaine inquiétude de voir des ouvrages se construire avec une hauteur de Xintia + 20 cm, puisque nous savons depuis - ce sont les scientifiques qui ont écrit le rapport Acclimaterra qui nous le disent - que la hauteur minimum en matière de hausse du niveau des océans sur notre littoral néo-aquitain sera 35 cm. Cela peut aller jusqu'à 1,50 m en fonction des trajectoires climatiques.

Donc, au-delà de ces engagements conséquents qui ont permis que tous les travaux sur les différents PAPI s'effectuent, nous avons pensé, avec le Président, qu'il était urgent de se réinterroger, d'évaluer ce qui avait été fait et surtout de regarder ces niveaux envisagés dans les différents PAPI à la lumière du dérèglement climatique. Les 35 cm que j'évoquais vont intervenir à partir de la moitié du siècle. On voit bien qu'à moyen terme, on est sur des situations extrêmement précaires, sans compter que la réalisation de tels ouvrages font naître parfois, en particulier, avec ces problématiques de dérèglement climatiques, des faux sentiments de sécurité.

Au-delà de cela, nous avons voté Néo Terra et la nécessité également de nous réinterroger sur la place à donner en termes d'actions données sur la nature pour faire face à ces problématiques ainsi que la culture du risque à travailler auprès de l'ensemble des populations de notre littoral.

Voilà, quelques éléments de réponse, Président.

M. LE PRESIDENT. - Merci Vital. A titre d'exemple, mais Renaud LAGRAVE, qui préside le GIP Littoral pourra mieux le dire que moi, ce que nous avions fait dans l'ex-Aquitaine, sur la côte, alors là, c'est de l'érosion, plus haut c'est de la submersion, avait été adopté à l'unanimité par les Collectivités, c'est de dire qu'il fallait reculer les habitations et ne protéger que là où il y avait un habitat dense. On ne sait pas lutter réellement contre l'océan. Par contre, nous appuyons d'une manière extrêmement forte, tous les scientifiques et l'on a deux spécialistes à l'Université de La Rochelle, sur la modélisation du problème de la submersion ou de l'érosion

pour que nous puissions avoir un rôle de conseil auprès des Collectivités locales ou des habitants de telle sorte que ne se reproduise pas le drame qui s'est passé en Poitou-Charentes.

M. LE PRESIDENT. - Je vais mettre aux voix cette convention.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

N° 42

Vote sur le «Convention de financement du plan d'action et de prévention des inondations (PAPI) de l'île de Ré pour la période 2020-2026 pour prise en compte des actions reportées du PAPI 2013-2020.»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. LE PRESIDENT. - Cette convention est donc adoptée à l'unanimité.

43 - CONTRAT DE PROGRES TERRITORIAL DU CHAVANON 2021-2025

M. SABAROT. - Contrat de progrès territorial du Chavanon. Le Chavanon est un affluent de la rive droite de la Dordogne qui est à cheval sur deux Régions : la Région Nouvelle-Aquitaine et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, et puis qui concerne trois départements : le Puy-de-Dôme, ensuite la Creuse et la Corrèze.

C'est un renouvellement. Il avait été eu un contrat de progrès territorial sur ce territoire pendant la mandature précédente. Le Chavanon, tête de bassin, est soumis à certaines contraintes, en particulier, liées à l'agriculture, à la forêt. C'est le parc naturel Régional du Limousin qui portait le premier contrat dans la première année.

Je vous proposerai donc de pouvoir le renouveler car, là-dessus, nous sommes en partenariat avec beaucoup de Collectivités. Le porteur principal est encore le parc naturel des 1 000 vaches qui prend aussi sa part là-dedans. C'est pour l'adapter aussi à la procédure Néo Terra. Les travaux à faire sont souvent de la mise en défense de la rivière, de l'organisation pour l'abreuvement du bétail. Le montant prévisionnel pendant la durée du contrat est de 5,269 M€ où la Région Nouvelle-Aquitaine est engagée suivant ses règlements d'intervention pour un montant de 209 000 €, et chaque dossier est présenté ensuite en Commission Permanente.

Pour répondre à une question de Pierre FROUSTEY lors de la dernière Commission, ce sont des contrats de progrès territoriaux - c'est vrai que le millefeuille de l'eau est compliqué, je vais en reparler dans la délibération suivante - qui sont portés par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Il y en a deux sur notre territoire : le Marais de Brouage, le Chavanon. Par contre, sur la partie nord de la Nouvelle-Aquitaine, qui est gérée en collaboration avec l'Agence de bassins Loire-Bretagne, les mêmes fonctions que l'on voit pour un PTGE sont faites par ce que l'on appelle les contrats territoriaux de milieu aquatique qui passent en Commission Permanente et pour lequel il y a 32 contrats. Disons que sur notre territoire, 70 % de notre territoire est couvert par des structures de gestion sur ces rivières et puis, en même temps sur les zones humides associées.

M. LE PRESIDENT. - Merci Henri. Y a-t-il des observations ?

M. PATIER. - Monsieur le Président. Le contrat Chavanon en action 2021-2025 est abordé en point 43 de l'ordre du jour de cette session. Cette place traduit bien mal son caractère exemplaire de projet de territoire porté par un parc naturel régional associant Collectivités et opérateurs publics, acteurs économiques agricoles et environnementaux sur la thématique de l'eau.

Il contient des objectifs concrets de lutte contre les pollutions, de restauration du milieu aquatique et de suivi scientifique, assortis d'indicateurs mesurables qui ont montré leur pertinence lors du premier contrat 2015-2019. Il prévoit des moyens significatifs de 5,3 M€ concentrés sur un territoire de 470 kms², c'est-à-dire assez restreint.

Il entretient une dynamique territoriale vertueuse qui dépasse les enjeux aquatiques et accompagne l'amélioration des pratiques durables des entreprises agricoles et industrielles, puisque l'on a notamment une laiterie et EDF qui sont concernés.

Pourquoi ce point ne pouvait-il pas être traité avec les conventions Néo Terra abordées, hier. Est-ce parce que le contrat Chavanon associe la Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes ? Parce que la majeure part des moyens mobilisés provient de l'Agence de l'Eau, opérateur d'Etat ? Parce que l'ingénierie du projet est mobilisée par le PARM 2020, opérateur pourtant majoritairement Régional ? Parce que les zones périphériques de Nouvelle-Aquitaine nécessitent moins d'attention que Madagascar ou le Viêt-Nam ? Ou parce que la Région n'apparaît pas comme le moteur de cette opération où elle tient juste, presque - j'allais dire - tout juste, sa place ?

Quoi qu'il en soit, cette relégation en fond de l'ordre de jour est regrettable, d'autant que ce contrat contient entre autres, les indicateurs opérationnels que vos Services recherchent pour suivre la restauration des zones humides dans le cadre de Néo Terra.

Une écologie non punitive, territoriale et partenariale constitue, certes, un contre-modèle au regard des superstitions avec lesquelles vos associés concurrents vous bassinent régulièrement en brassant du vent, comme des éoliennes. Sans doute, pourriez-vous mieux promouvoir ce modèle alternatif très cohérent avec les objectifs de Néo Terra. Mais la cohérence n'est pas le point fort de la composante rétrograde de votre Majorité. N'a-t-elle pas oublié ses convictions anti-cynégétiques et légales pour chasser en meute de l'éléphant rose, dont la couleur illusoire résulte sans doute des fumées de cannabis thérapeutique.

En dépit de ses interrogations et regrets, le Groupe des Républicains votera cette délibération. Merci Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. - J'attendais ce dernier mot.

M. SABAROT. - Pardon. Je ne comprends pas l'intervention qui vient d'avoir lieu et en particulier, la mise en cause de la non-application de Néo Terra. Que ce soit très clair, sur ce genre d'opérations, la Région Nouvelle-Aquitaine n'est pas maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage est un Collectif où il y a le PNR du Plateau des 1 000 vaches, et ensuite, il y a beaucoup de Collectivités.

La Région vient avec ses règlements d'intervention sur ces compétences qui sont bien sûr labellisées Néo Terra, et en particulier, pour les motifs qui sont recherchés. La Région ne porte pas ce projet où je rappelle qu'il y en a quand même pour plus de 5 M€. Nous venons avec nos règlements d'intervention pour compléter d'autres financements qui seront menés par les Collectivités. Mais soyez rassuré que la totalité de nos engagements environnementaux par Néo Terra, se retrouvent dans cette opération. Ils sont même amplifiés puisque dans le premier contrat qu'il y avait, nous n'avions pas encore voté Néo Terra. C'est le moment de les décliner, et soyez convaincu que la publicité sera faite là-dessus, en particulier en association avec le PNR des 1000 vaches qui est la parole aussi de la Région Nouvelle-Aquitaine.

M. LE PRESIDENT. - Merci Henri. Mais je pense que la principale critique était que cela ne figure pas en tête de gondole. Vous me ferez penser, Henri, l'année prochaine, de le mettre en dossier n°1, dès que l'on aura l'occasion de le faire, comme cela tout le monde sera rassuré.

M. PUYJALON. - Monsieur le Président, chers collègues. Juste pour dire encore une fois que ce dossier, on le tient et l'on va le voter parce que nous le trouvons pertinent.

Il y a juste un élément qui me fait plaisir. J'ai lu l'excellent dossier qui a été porté par le journal « Sud-Ouest » sur les stations d'épuration. Donc, évidemment, je remets une couche, je vois que ce dossier est en train de monter à la surface, et pour une fois, il arrive fort logiquement en tête. Evidemment, on aura poussé ce sujet des stations d'épuration, des produits qui sont aujourd'hui relargués en permanence, et les volumes qui sont annoncés au niveau national et par le journal « Sud-Ouest » qui en a fait des tas. Plus de 257 tonnes de matières dangereuses se retrouvent dans le milieu aquatique ; c'est aujourd'hui, un enjeu majeur pour la biodiversité.

Deuxièmement, notamment sur le Marais de Brouage, avec Henri je n'en doute pas, quand on voit les masses d'eau qui tombent maintenant de manière très forte et en quantité, nous obligera à avoir une flexibilité dans cette gestion du stockage et de l'intelligence sur le Marais de Brouage comme bien d'autres marais aujourd'hui dans de nombreuses zones humides, on passe du tout sec ou du tout plein. Il y a un manque de réactivité, et je pense de bon sens dans la gestion, parfois par l'Administration, ce qui construit aujourd'hui des tensions entre le monde agricole, les utilisateurs de la nature que sont les chasseurs, les environnementalistes. Et l'on a beaucoup de progrès à faire là-dessus.

M. LE PRESIDENT. - Sûrement, et d'ailleurs, on a lancé des appels à manifestation d'intérêt pour voir quels sont les laboratoires ou les entreprises avec lesquelles on pourrait travailler. Il y a une entreprise à côté de Brive qui s'appelle UV GERMI. Il y a d'ailleurs des expériences dans l'Ile de Ré, mais pas que, sur le rôle des UV, mais les UV ne réussissent

pas à récupérer ou à supprimer les perturbateurs endocriniens et c'est bien un problème global de « Une seule santé » que nous avons lancé avec Françoise JEANSON et François VINCENT depuis pas mal de temps, adossé à un certain nombre de laboratoires de Limoges pour nous permettre de nous sortir de cela, parce que tout concourt à ces perturbateurs, y compris les pesticides.

M. PUYJALON. - Juste pour préciser. Vous n'étiez pas là, je crois, la dernière fois que j'en avais parlé. Le CNRS a fait une étude sur notre Région en bordure des stations d'épuration. A peu près 90 % des martins-pêcheurs sont chargés en mercure. Et donc, on peut imaginer que les poissons qui sont en fond, en sont aussi très fortement chargés.

M. LE PRESIDENT. - Et le pêcheur que je suis en est troublé.

Il n'y a pas d'oppositions à ce contrat ?

Pas d'abstentions ?

Il en est ainsi décidé.

N° 43

Vote sur le «Contrat de progrès territorial du Chavanon 2021-2025»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A L'UNANIMITE

44 - CREATION ET ADHESION A L'ASSOCIATION POUR LA GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE EN EAU DES BASSINS GARONNE, ARIEGE, NESTE, RIVIERES DE GASCOGNE ET ESTUAIRE

M. LE PRESIDENT. - Toujours Henri SABAROT, création et adhésion à l'Association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste, Rivières de Gascogne et Estuaire.

M. SABAROT. - Monsieur le Président, mes chers collègues. Je peux constater à la délibération précédente que dès que l'on aborde le sujet Eau, cela amène pas mal de débats connexes aux délibérations qui sont présentées.

Tout cela d'ailleurs pour montrer un peu cette tendance. J'ai consulté, pour préparer cette délibération, les délibérations de mon premier mandat, entre 98 et 2004, les délibérations sur l'Eau était exceptionnelle. La seule que j'ai trouvée, elle était liée à la tempête Martin du 27 décembre en 99 qui avaient amené des inondations. Cela montre bien que quand on parle d'eau maintenant, l'adaptation au changement climatique, j'ajouterais l'urgence de l'adaptation au changement climatique en matière hydraulique et en particulier - c'est ce que l'on peut voir dans cette délibération qui vous est présentée.

Cette délibération, pour certains, va enrichir un millefeuille que l'on trouve déjà fort garni dans la gestion de l'eau. En effet, quand on regarde les différentes structures que l'on peut avoir, tout à l'heure nous avons évoqué les stations d'épuration par la voix d'Eddie PUYJALON, qui sont plus dans leur rôle du « petit cycle » de l'eau, mais gérée par les Conseils Départementaux, même si l'engagement de la Région au niveau de la recherche et de soutien à des start-up qui travaillent là-dessus, est à souligner.

Pour gérer l'eau, c'est pour cela que je veux quand même vous le signaler, actuellement il y a un Comité de bassin, une Agence de l'eau, ensuite il y a une entente entre l'Etat et les Régions. Il y a une plateforme des bonnes pratiques, et là, certains vont dire que l'on ajoute une association. D'après moi, cette association est indispensable et c'est peut-être celle qui aurait dû venir en premier, même si dans son état actuel, on ne parle que de gestion quantitative, on ne parle pas de gestion qualitative. J'espère que cela viendra dans un deuxième temps, lorsque le SAGE Garonne pourra porter un EPTB sur l'ensemble du massif.

La Garonne, notre fleuve primordial pour cette Région Nouvelle-Aquitaine, nous le partageons avec la Région Occitanie, qui a la source, et puis la Région Nouvelle-Aquitaine. Quand on parle de solidarité amont/aval, voilà un bien bel exemple. Quand vous avez vu dans le titre, c'est moi qui suis intervenu là-dessus pour que l'on parle de l'estuaire. J'ouvre une

parenthèse par rapport au bouchon vaseux, pour répondre par avance à tout ce que l'on peut trouver là-dessus, un bouchon vaseux qui progresse bien évidemment et qui progressera dans le temps, parce qu'il est malgré tout très directement lié à l'élévation du niveau de la mer qui ne va pas manquer, quand on lit les prévisions des scientifiques, à arriver. Ensuite, la chasse du bouchon vaseux est un débit important, et le débit important de la Garonne est donné par de la neige, la source. Là aussi le réchauffement climatique va amener très certainement pas mal de réflexion et puis aussi par l'autre tributaire dans l'estuaire, le magnifique fleuve qui est la Dordogne, qui n'est pas concerné là-dessus, qui est déjà géré à ce niveau-là.

Alors, ce bouchon vaseux, je terminerai là-dessus parce que je sais que les pêcheurs sont très intéressés qu'ils soient amateurs et professionnels, d'ores et déjà nous travaillons sur le bouchon vaseux, quelques fois, par des lâchers d'eau de réserve situé largement en amont pour augmenter le taux d'oxygène dans celui-ci de manière à favoriser la remontée des poissons migrateurs. Donc, tout cela existe déjà.

C'est la Région qui finance cela par le biais du réseau MAGEST. Sur la Garonne, jusqu'à maintenant, c'était le SMEAG, Syndicat Mixte d'Equipement d'Aménagement de la Garonne, qui assurait la mission au soutien d'étiage. Nous sommes adhérents au SMEAG avec une partie fixe sur la qualité des zones humides, et sur une autre par rapport au soutien d'étiage.

Par contre, ce soutien d'étiage, nous ne le maîtrisions pas en totalité parce que l'Ariège qui n'a pas les plus grandes réserves mais une partie importante, ils ne sont pas dans le SMEAG. La Garonne, nous avions une convention pour alimenter par le biais du Canal de la Neste, le Gers en particulier et les rivières de Gascogne. Donc, cette association qui est mise en place, pour laquelle nous avons programmé une durée de deux ans de manière à avoir un système un peu plus pérenne, style SAGE sur la totalité et donc EPTB sur la totalité des territoires que j'ai évoqués. La phase principale de cette association est que nous avons marqué que les décisions devaient être prises à l'unanimité. Quelques fois cela peut paraître paralysant, des décisions prises à l'unanimité, mais je crois que cela permet, parce qu'il y a des départements aussi qui étaient peut-être un peu frileux et timides là-dessus et qui avaient peur que le poids des grandes métropoles qui sont associées, Toulouse et Bordeaux, prennent le pas là-dessus. Cela a été validé. Le programme de travail pendant ces deux ans est de travailler sur la gestion quantitative.

Pourquoi la gestion quantitative en premier ? Parce que l'on a parlé de stations d'épurations, de dilution, de qualité. C'est clair que la qualité, pour travail dans de la qualité, il faut avoir de la quantité pour faire de la dilution. N'oublions pas malgré tout que la Garonne est l'eau potable de Toulouse, c'est l'irrigation du système agricole du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne, aidés en cela par le Lot aussi. La Garonne est en même temps un axe

essentiel pour les remontées de poissons migrateurs, qui vont jusqu'en Ariège. Ce que nous avons à relever, c'est en même temps que le réchauffement climatique, l'augmentation de la température de l'eau, qui quelquefois atteint certaines limites, et aussi liée en particulier dans certaines zones à la Centrale de Golfech.

Pour en terminer sur cette délibération, elle arrive aussi à point nommé, il y a un débat qui n'est pas dans la délibération, le gouvernement est en train de remettre en concurrence les gestionnaires de barrages. Que ce soit aussi très clair, les conventions que nous avons avec EDF, les négociations assez serrées, où nous avons des volumes réservés, et je ne suis pas convaincu que si l'on va sur une libéralisation de cette gestion, c'est quelques fois plus juteux que de fabriquer des kilowatts heure que de soutenir le débit d'étiage de la Garonne, cette association nous permettra de débattre et de nous défendre de façon beaucoup plus unie, vis-à-vis de cela qui est un problème pour la Garonne. J'insiste pour la Dordogne aussi. Les plus grosses réserves hydroélectriques de notre Région sur la Dordogne sont constituées par des barrages. Là aussi, on parle quelquefois de réserves, et puis là, on est vraiment sur du multi usages puisqu'en plus de l'électricité, cela permet de soutenir de l'étiage, de la biodiversité, de l'irrigation, du tourisme.

C'est très certainement un dossier que nous aurons à évoquer dans les mois futurs. La constitution de cette association sera un gage de parler de la même voix sur un système qui intéresse vraiment toute la Nouvelle-Aquitaine. Merci.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Henri. Y a-t-il des observations sur ce dossier ?

Mme COSTES. - Monsieur le Président, chers collègues. Nous sommes tout à fait favorables à la création d'une telle association qui a pour vocation d'associer tous les acteurs concernés par la rivière Garonne afin d'assurer la meilleure gestion possible de cette ressource en eau, indispensable et aujourd'hui sous tension. Néanmoins, le principe n'est intéressant que si ce n'est pas une structure de plus - et vous l'avez évoqué - et qui ne puisse pas décider de quoi que ce soit, en particulier sur la nécessité de créer des réserves en eau.

C'est pourquoi les décisions à l'unanimité nous paraissent être tout de même un frein. D'autre part, il me semblerait judicieux d'associer un ou des représentants des maires, par exemple, sur proposition des associations des maires des départements concernés par la Garonne.

Enfin, un bilan est prévu au bout des deux années. Aussi, nous scruterons de près ce bilan, car si, aujourd'hui, aucune cotisation n'est demandée aux Collectivités adhérentes, une participation financière sera envisagée pour pérenniser le fonctionnement de cette association.

Mais nous voterons, évidemment, favorablement.

M. LE PRESIDENT. - Merci.

Y a-t-il des oppositions ?

Des abstentions ?

N° 44

Vote sur le «Création et adhésion à l'association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste, Rivières de Gascogne et Estuaire»

▪ POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés, Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité, Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. LE PRESIDENT. - Ce dossier est donc adopté à l'unanimité.

45 - TABLEAU DES EMPLOIS

M. CHERET. - Je me permettrais juste une incise pour dire deux mots du jeu qui vous a été remis hier matin au début de la séance plénière, le jeu de société qui se nomme « jouer avec l'agent public » ; simplement pour vous dire que sa genèse puisqu'il a été produit par le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. C'est en fait, l'Université des Cadres de la Collectivité qui, lors de ces travaux, a créé ce jeu ; et l'on a été un peu plus loin pour en faire une édition particulière et spéciale qui vous a été donnée. Cela avait été présenté au Président, et il a souhaité que ce soit distribué à l'ensemble de nos élus.

Pour revenir à la délibération, elle-même, c'est le tableau des emplois que vous connaissez tous. Je ne serai pas très long puisqu'il n'y a pas de création d'emploi permanent sur cette séance plénière, simplement 23 emplois non permanents pour faire face à des accroissements d'activités essentiellement liés au Covid, liés à l'intégration d'un certain nombre de fonctions et de nouvelles fonctions, donc faire face à l'accroissement du travail au sein de la Collectivités qui concerne, pour au moins la moitié d'entre eux des choses nouvelles : notamment, on va intégrer la gestion de contractuels qui était externalisée vers des centres de gestion. Et puis après des événements liés au Covid comme vous avez pu le voir. Mais tout cela est décrit de façon exhaustive au sein de cette délibération.

Enfin, la transformation, comme habituellement, de 187 emplois permanents. Je rappelle que la transformation ne concerne pas des créations, mais simplement pour mettre en adéquation l'emploi avec le grade et le corps de l'agent qui est recruté sur cet emploi.

Monsieur le Président, je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci Pierre. Je vais mettre aux voix.

Y a-t-il des oppositions ?

LR, Groupe Ruralité.

M. COLOMBIER. - Pas de participation au vote.

Mme LE GUEN. - Pas de participation, non plus.

M. LE PRESIDENT. - Ce dossier est donc adopté.

N° 45

Vote sur le «Tableau des emplois»

▪ **POUR : Parti Socialiste et Apparentés, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Parti Radical de Gauche, Ecologiste et Citoyen-EELV, Modem-Union Centriste, Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés,**

▪ **CONTRE : Les Républicains-CPNT, Le Mouvement de la Ruralité,**

ADOPTE A LA MAJORITE

▪ **NON PARTICIPATION : Rassemblement National, Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine, Mme LAPOUGE Christelle (NI)**

VŒU

LEGALISATION DU CANNABIS THERAPEUTIQUE : DEMANDE DE DECRET AUTOUR DE LA TRANSFORMATION DE LA FLEUR DE CHANVRE

M. LE PRESIDENT. - On arrive aux vœux. J'ai un premier vœu sur le cannabis thérapeutique qui est porté sur les épaules, par Éric CORREIA.

M. CORREIA. - Je vais essayer de faire court. Comme vous le savez, Monsieur le Président, et chers collègues, il y a deux ans notre Assemblée votait déjà un vœu, une motion pour soutenir la possibilité pour des patients de pouvoir avoir accès à ces molécules pour soulager leurs douleurs.

Deux ans après, cher Président, notre combat a pu être écouté, entendu. Il y a en cours une expérimentation auprès de 3 000 patients en France pour cinq types de pathologies : douleurs neuropathiques, réfractaires, les épilepsies sévères, certains symptômes rebelles en oncologie, des situations palliatives, des douleurs spastiques de la sclérose en plaques et des pathologies du système nerveux central. Cela a été une première victoire.

Malheureusement, cette expérimentation va se mener à partir du cannabis d'importation et non produit en France et plus particulièrement en Creuse, car c'était le sujet de la motion, et notre combat depuis le moment donné pour créer de l'emploi. L'aspect sanitaire a pu être entendu. L'aspect économique ne l'est toujours pas. Nous le regrettons.

C'est pourquoi, je vous propose, chers collègues, de voter cette motion pour permettre, demain, à des agriculteurs, notamment, dans le cadre de la diversification agricole, de pouvoir produire le cannabis qui sera après utilisé pour, non seulement l'expérimentation des patients, mais également pour la suite, parce que je ne doute pas que nous pourrons continuer à utiliser ces molécules pour venir en soutien, en aide à de nombreux patients, estimés en France à environ un million, qui ont besoin de ces molécules-là.

Cher Président, j'essaye d'être court et je vous propose de soutenir cette motion pour développer l'emploi dans notre territoire.

M. LE PRESIDENT. - Pour ma part, j'y suis favorable.

Y a-t-il des oppositions à cette motion ?

Le RN. DINA. LR

Mouvement de la Ruralité : pas de participation

Mme REQUENNA. - Vote favorable.

M. SEBTON. - Vote favorable pour moi. Et Sally s'abstient.

M. LE PRESIDENT. - Et la Majorité vote ce vœu.

Ensuite, on a une proposition de vœu par le Groupe EELV, je ne sais pas qui le présente.

M. TRIFILETTI. - Il est également porté par le Groupe PEPS. On vous propose de voter ce vœu, parce qu'en effet, il y a plusieurs articles liberticides qui figurent dans ce projet de loi, notamment la légalisation de la surveillance par drones. C'est l'article 22 et d'ailleurs, notre Collectivité, très lucide, s'était déjà positionnée en mai 2020 en pointant la surveillance de masse, et la restriction de libertés résultantes.

Il y a également un problème avec l'autorisation de port d'armes par les Forces de l'ordre, hors service dans les lieux publics, notamment lorsque l'on parle de l'article 25, et puis le fameux - je dirais presque fumeux - article 24 qui concerne l'interdiction de la diffusion d'images des Forces de l'ordre.

D'ailleurs le Conseil de l'Europe exhorte le Sénat d'amender le texte. Simplement, vous citer quelques phrases de la Commissaire aux Droits de l'Homme concernant cette proposition de loi. Je cite. Elle dit « *c'est une atteinte à la liberté d'expression. Elle est insatisfaisante par rapport aux libertés fondamentales. Il y a une atteinte à la liberté d'informer. Et l'on sait que c'est une brique* - j'en reparlerai brièvement tout à l'heure - *de notre démocratie qui est en jeu ici*. » ? Elle note aussi *« l'incompatibilité par rapport à l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, de nature à aggraver la crise de confiance entre la population et les Forces de l'ordre. Vous l'avez compris, si la protection des Forces de l'ordre est une nécessité dans une société démocratique, la réponse aux difficultés des Forces de l'ordre ne passe pas par la mise en œuvre d'un arsenal juridique plus répressif et liberticide, mais par une application des lois déjà votées, et surtout par une amélioration de leurs conditions de travail. »*

Je parlais de brique à l'instant. Cher Président, vous avez eu la sagesse d'inviter Jean-Noël JEANNENEY en début de semaine, je crois que c'était mercredi. J'ai regardé un peu son intervention et je crois que par rapport à la démocratie, il nous a dit des choses très intéressantes. Quand il nous a parlé de laïcité, par exemple, il nous a, certes, parlé de la loi de 1905, mais il nous a dit la chose suivante, et ce que j'en ai retenu, c'est que fondamentalement, c'est que lorsque l'on parle de démocratie, toutes ces briques sont liées, par exemple, avec la loi de la presse de 1881, chers collègues. C'est pour cela, on pourrait là aussi, droit à l'association 1901. Toutes ces lois fondent notre République, et finalement s'attaquer notamment au fondement de la loi de la presse et à celle notamment sur l'usage de l'image, c'est quelque part, abîmer la Maison commune qui est notre République.

Au moment où l'on assiste à un repli généralisé des libertés, sous couvert d'attentats terroristes et crise sanitaire, nous vous proposons bien ce vœu de réaffirmer l'attachement profond de notre Collectivité Régionale aux libertés fondamentales et notre engagement commun à les défendre sans relâche pour une République qui rassemble au lieu de diviser.

Dernière petite chose, Président, c'est un article de « Sud-Ouest » de ce matin. Un jeune sur deux ne fait pas confiance à la Police. Je crois qu'à un moment donné, nous devons avoir une réflexion globale, et c'est à travers ce vœu-là, justement que la Région peut se positionner. Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT. - Merci Stéphane. Est-ce que Matthias FEKL peut intervenir s'il est là ?

M. FEKL. - Bonjour Monsieur le Président. On se retrouve sur le fond sur un certain nombre de choses qui sont dites, mais l'intervention de présentation qui a précédé confirme notre intuition, et c'est la raison pour laquelle nous voterons contre ce texte.

Nous sommes vraiment très loin des compétences de la Région et conformément à des principes que l'on a toujours posés sur les motions, il nous semble qu'il faut que nous restions dans notre champ de compétences. On risque là, vraiment d'entrer dans des débats qui sont tout à fait légitimes et importants - il ne s'agit pas du tout de dire le contraire - mais qui sont de nature parlementaire, y compris le contenu du texte, me semble-t-il, qui relève davantage de discussions à l'Assemblée Nationale puis au Sénat que notre hémicycle.

M. LE PRESIDENT. - Merci. Y a-t-il d'autres interventions ?

M. COLOMBIER. - Une explication de vote, très rapide. Ces explications un peu grandiloquentes, très bien, mais je constate quand même que le Groupe des Ecologistes, contrairement à ce qu'il avait été convenu en réunion des Présidents de Groupes, vous aviez dit que nous pouvions présenter des vœux ou des motions qui avaient trait carrément à des sujets Régionaux ou qui pouvaient être liés à des sujets Régionaux. Il m'a été répondu qu'évidemment une loi nationale pouvait s'appliquer en Aquitaine ! Evidemment, cela s'applique dans toutes les Régions, c'est sûr. Mais je crois que là, vous revenez sur ce que nous nous étions convenu.

Deuxièmement, je pense que l'analyse ou la critique que vous avez faite de cette loi rejoint tout à fait les événements que nous connaissons tous les samedis où même le Président de la République s'est fourvoyé dans le fait des violences policières. Et enfin de compte, ce sont des violences surtout que l'on fait aux policiers.

Je rappelle quand même que l'article 24 que vous trouvez si liberticide, je termine en une phrase, en fin de compte, c'est simplement dans le cas où il y aurait une volonté, en effet, de donner l'identité et d'agresser les policiers.

Donc évidemment, cette motion qui est complètement hors du schéma Régional aura bien sûr notre opposition claire et très nette.

M. LE PRESIDENT. - Je vais mettre aux voix, ce vœu.

M. TRIFILETTI. - Monsieur le Président, juste une précision pour Matthias, notamment. Simplement dire qu'à un moment donné, je crois pertinemment il y a un emboîtement d'échelle et fondamentalement depuis le 17 juin 1789 et le fait que l'on ait maintenant, et heureusement, la souveraineté nationale - je vous parlais de brique tout à l'heure - je crois que chaque échelon démocratique est fondamental lorsqu'il s'agit de défendre le droit, et c'est pour cela que je crois, et j'arrêterai là Président, qu'un vœu est en même temps un acte politique de notre Région et de notre Collectivité Régionale…

M. LE PRESIDENT. - Matthias vous a répondu.

M. TRIFILETTI. -… qui fait sens aujourd'hui et demain.

M. LE PRESIDENT. - On peut être partagé. Mais, on va ouvrir des débats - on l'a vu à l'instant - qui sont non seulement hors du champ de nos compétences, donc on va s'éloigner de nos compétences, et l'on va passer un temps fou pour faire ses vœux. Donc, de grâce, je vous demande, je demande à tous les Groupes de rester dans les compétences Régionales. Je partage l'avis de Matthias FEKL.

Donc, je mets aux voix ce vœu.

Qui est d'avis de l'adopter ?

Qui est contre ?

Ce vœu n'est donc pas adopté.

-

MOTION

POUR UNE SEULE SANTE EN NOUVELLE-AQUITAINE,
UNE SEULE VOIE : L'ECOLOGIE

M. LE PRESIDENT. -J'ai un deuxième vœu sur « One Health ». Katia.

Mme BOURDIN. - Monsieur le Président. Qui porte le nom de cette vision globale de la santé. Qui part du principe que santé humaine, santé animale et santé environnementale sont interdépendantes. J'entends bien que cette motion soit considérée et vue par certains d'entre vous comme polémique, mais je pense que la situation justifie le coup de gueule.

En effet, ces derniers jours la fiction est dépassée par la réalité et notre situation nous fait quand même énormément penser à un scénario de science-fiction. Par ailleurs, dans l'agglomération rochelaise dont on a beaucoup parlé décidément ces derniers jours, les cancers pédiatriques se multiplient et je souhaite prêter ma voix à l'Association de Parents « Avenir, Santé, Environnement » qui veut savoir si les facteurs environnementaux ont contribué au déclenchement de ces cancers.

Cette motion est une invitation à faire valoir nos droits, chers collègues, notamment l'article 1 de la Charte de l'environnement qui rappelle que « *chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la nature.* » Or, la gravité de la crise climatique, la gravité de la crise sanitaire qui a même touché notre Président de la République, la recrudescence des maladies environnementales, la découverte de nouvelles pathologies aussi, imposent une analyse de la situation. Je ne rappellerai pas toutes les alertes. Simplement, pour ne pas répéter le contenu de cette motion qui vous a été soumise, vous rappeler l'enjeu des propositions qui sont dans cette motion : réinterroger notre système agricole et alimentaire, les grands projets inutiles destructeurs de biodiversité, et puis accélérer la transition énergétique aussi puisque nous aurions pu ajouter aux propositions effectivement, cette question de l'alerte du pergélisol avec tous ces virus que nous ne connaissons pas encore, mais qui nous menacent.

Voilà, pour être très brève.

Mme JEANSON. - J'étais très heureuse de voir la première partie de ce vœu, parce qu'enfin en parler de santé et d'écologie, de santé et d'environnement, que cela reprend le rapport d'Elisabeth TOUTUT-PICARD, sur lequel la Région a été une des deux Régions interrogée, tellement on avait travaillé cette question, et puis en plus, tout à fait d'actualité. Vous avez vu qu'en Angleterre cette question d'impact de la pollution sur la santé est aujourd'hui en pleine actualité.

Donc, oui, une seule santé. Santé des animaux, santé des humains, santé végétale et même santé de la Terre. On travaille dessus, au *** (? 4 :00 :16) à Limoges. Le travail qui est en train de se faire sur les vétérinaires et l'école de vétérinaires, sur les pesticides, etc. Depuis longtemps, on travaille dessus et tout à fait d'accord pour travailler ces sujets et en particulier pour accentuer, c'est essentiel, la recherche sur une recherche totalement indépendante, donc une recherche vraiment scientifique sur les questions comme la (? 4:00:41) et les sujets dont vous avez parlés.

Mais par contre, je ne comprends pas la deuxième partie de cette motion où il y a tout. A la fois, elle est incomplète parce que vous n'y parlez pas de la santé animale, de la santé végétale, vous y parlez pas de la santé des sols, question de VitiRev, du SRADDET, sur lesquels on a beaucoup travaillé. Elle touche à tous les sujets et en même temps, elle fait abstraction de tous les travaux en cours de la Région. J'en cite quelques-uns : le PRSE avec 1,3 M€ sur l'appui aux jeunes et la sensibilisation des jeunes, les appuis à Phyto victimes, à Génération cobayes, les plaquettes sur « prendre soin de ma santé », et puis tout le travail que fait la Région dans ces politiques transversales depuis des années, la dépollution des friches industrielles, le basculement des TER sur les énergies non polluantes, etc. Vous le savez autant que moi.

Ma proposition est que je pense que cette motion, pour nous, n'est pas votable en l'état, mais que par contre, c'est un sujet essentiel sur lequel tout le monde doit pouvoir travailler, tout le monde doit pouvoir avancer. Il faut absolument que l'on avance sur l'ambition et les moyens du PRSE et il faut que les Régions soient beaucoup plus fortes là-dessus et j'ai demandé à Elisabeth TOUTUT-PICARD qu'elle note la volonté de la Région Nouvelle-Aquitaine d'être pilote, premier pilote, sur le prochain PRSE. Il faut que l'on aille plus loin et c'est pour cela que le Conseil scientifique réuni par le Président dans ses différents Groupes de travail, il y en a un qui est essentiel, le premier celui sur la question de « One Health » et sur cette question en plus de la santé, de l'environnement et de One Health, il me semble qu'il faut de la science, des sciences humaines et sociales, il faut du pragmatisme et il faut du volontarisme. Et tout cela, il faut le retravailler ensemble.

Je vous propose que l'on réunisse très rapidement une Commission sur ce sujet-là, Santé, Aménagement du territoire, pour présenter une motion commune qui reprendra l'essentiel de votre proposition et qui permettra d'aller plus loin.

M. MINVIELLE. - Pour le Groupe PEPS, s'abstient. Et Elisabeth DUTEIL et Martine ALCORTA qui votent pour.

M. LE PRESIDENT. - Qui est contre ?

Qui ne prend pas part au vote ?

Je rappelle à Katia que j'ai personnellement, avec François VINCENT et Françoise JEANSON, lancé l'opération « One Health ». Personnellement, lancé. Parce que cela vous a peut-être échappé, cette ambition et ce dossier ? Vous souhaitiez d'une certaine manière le récupérer.

MOTION

RETABLIR LA SECURITE DANS LES TER

M. LE PRESIDENT. - Nous avons maintenant une motion du Rassemblement National.

M. MALHERBE. - Monsieur, le Président, chers collègues. Le 5 décembre dernier, dans un TER de Bordeaux/Agen, un individu a agressé plusieurs personnes donnant des coups de poing à trois d'entre eux et tentant de poignarder d'autres passagers à coups de couteau. Après son passage à l'acte, l'agresseur a pu descendre et s'enfuir à la gare suivante, et les contrôleurs ont immédiatement pointé la nécessité de ne pas faire circuler de train sans agents à bord. Cette agression qui est la dernière en date n'est cependant pas un cas isolé, et nombreux sont les témoignages ou articles de presse qui témoignent de cette montée de la délinquance, sur nos rames de TER. Je crois qu'aucun de nos départements n'a été épargné au cours des cinq dernières années.

L'objet de cette motion est donc assez simple. Elle vise à répondre à la fois à la demande des contrôleurs de la SNCF, mais également des usagers qui sont à près de 80 % demandeurs du fait que la SNCF stoppe l'expérimentation des TER sans contrôleur et pour que la sécurité pour tous soit assurée à bord des trains, nous souhaiterions que la SNCF mette dans les rames de TER, des agents de sécurité en plus des contrôleurs, là où c'est nécessaire.

Il nous semble en effet nécessaire d'agir non plus a posteriori dès qu'il se passe des actes de délinquance mais a priori pour assurer la sécurité de tous. Nous vous remercions d'avance pour vos votes favorables en vous mettant du côté des victimes.

M. LAGRAVE. - Monsieur le Président. Effectivement commencez par avoir un mot pour les victimes dont vous venez de parler, parce que bien évidemment ce sont elles qui ont été victimes de ces agressions.

La deuxième chose est que le vœu est finalement contradictoire. D'un côté, vous dites que le jour de l'agression il y avait des contrôleurs, c'était le cas, et qu'il faut des contrôleurs. Ils y étaient le jour de l'agression, ce qui veut dire que le fait d'avoir des contrôleurs qui - je veux le rappeler - n'ont aucun pouvoir de police. Il y a une brigade spécifique qui dépend de la gendarmerie, laquelle gendarmerie, nous avons signé et délibéré dans cette enceinte, l'année dernière, pour une convention avec la gendarmerie pour renforcer la sécurité à bord des transports publics, y compris dans les cars, puisque l'on a eu des incivilités sur un certain nombre de lignes routières et également dans les lignes ferroviaires.

Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, il y a une brigade qui s'appelle la SUGE, brigade ferroviaire, qui intervient en tant que de besoin sur signalement parfois effectivement des

contrôleurs ou sur signalement du conducteur. Le train dont vous parlez est un REGIO 2N. Je vous rappelle que la Région a investi sur ces nouvelles rames, sur ces lignes-là, notamment sur la périphérie de Bordeaux avec un équipement de caméra.

Et vous dire que cette agression a eu lieu, de mémoire, en fin de semaine et le dimanche matin, la personne a été retrouvée grâce aux caméras que la Région avait mises en place à bord des REGIO 2N, notamment, et les caméras de surveillance qui étaient en place. Ce qui veut dire que du côté de la Région, nous avons fait le travail. Le travail également de faire en sorte que dans les REGIO 2N qui, je le rappelle pour celles et ceux qui ne les connaissent pas, sont à deux étages, et qui constituaient pour les contrôleurs seuls, une vraie difficulté, notamment dans les endroits où effectivement, il y a parfois un certain nombre de difficultés à maintenir le calme sur certains moments.

On est allé voir les contrôleurs qui nous ont dit préférer être à deux plutôt qu'être seul quand il faut faire des contrôles non seulement dans des trains qui sont à étages, et surtout quand il y a beaucoup de voyageurs. C'est le cas sur ces lignes, dans les REGIO 2N, qui ont une capacité de 330 voyageurs à chaque rame. Cela veut dire simplement qu'aujourd'hui, le choix que nous avons fait, avec la SNCF et avec la gendarmerie, c'est effectivement qu'il y ait des brigades de contrôle qui soient faites avec les agents de la SNCF, sur les lignes uniquement urbaines. Et c'est le sens de ce que nous avons signé dans le cadre de la convention.

Je veux juste vous dire que depuis un an que nous appliquons cela, non seulement il n'y a pas eu plus d'agressions, mais je veux vous signaler, chiffres à l'appui, qu'aujourd'hui, nous avons moins de fraude sur la périphérie de Bordeaux et que nous récupérons, en l'occurrence, c'est de l'argent public, c'est le nôtre, de l'argent grâce justement à la lutte contre la fraude.

Je vous propose donc tout simplement de rejeter ce vœu.

M. COLOMBIER. - Monsieur le Président. Explication de vote. Quelques phrases. Je suis d'accord avec le Vice-Président. Les caméras, c'est bien. Cela n'enlève pas l'agression. Et en plus, si c'est a posteriori. Je vous félicite d'avoir signé ce contrat avec la gendarmerie, mais on se rend compte quand même que depuis la signature de ce contrat, il y a quand même des agressions qui continuent, même si elles peuvent peut-être diminuer. C'est tout.

M. LE PRESIDENT. - Je rappelle que les contrôleurs n'ont pas vocation à s'occuper de la sécurité, ils ne sont pas mandatés pour cela. Et si on le leur demandait, je peux vous dire qu'ils prendraient en droit de retrait, ce qui fait qu'ils ne seraient pas dans les trains.

M. COLOMBIER. - On demande des agents de sécurité. On ne parle pas des contrôleurs.

M. LE PRESIDENT. - Renaud, vous l'a dit. J'ai signé une convention avec la gendarmerie après avoir passé ce dossier, ici. Et Andréa BROUILLE me dit qu'il y a souvent, y compris dans les cars, des contrôles de gendarmerie, que l'on voit. Je partage le sentiment de Renaud LAGRAVE.

Qui vote pour ?

Pascale REQUENNA, vote pour ?

Qui est contre ?

Cette motion est donc rejetée.

Chers collègues, je vous invite à venir casser la croûte. Merci pour votre patience. Je salue toutes celles et tous ceux qui sont en visio. Je vous souhaite à toutes et à tous les meilleures fêtes possible. Soyez prudents.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

ANNEXE

Liste des Conseillers Régionaux
avec groupes politiques d'appartenance

Répartition des groupes politiques au sein de l'Assemblée Régionale :

106
- Parti Socialiste et Apparentés (79)
- Ecologiste et Citoyen – EELV (16)
- Pour une Ecologie Populaire et Sociale (7)
- Parti Radical de Gauche Nouvelle-Aquitaine (4)

25 - Les Républicains - CPNT (25)

4 - Le Mouvement de la Ruralité (4)

5 - Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés (5)

12 - Mouvement Démocrate – Union Centriste (12)

22 - Rassemblement National (22)

7 - Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine (7)

2 - Non inscrit à un groupe (2)

183 TOTAL : 183

CONSEIL REGIONAL NOUVELLE-AQUITAINE	
Liste des Conseillers Régionaux avec les groupes politiques du Conseil Régional	
CONSEILLERS REGIONAUX	**GROUPES POLITIQUES**

ABELIN Véronique	Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés
AGUERRE Barthélémy	Mouvement Démocrate – Union Centriste
ALCORTA Martine	Pour une Ecologie Populaire et Sociale
ALMOSTER-RODRIGUES Anne-Marie	Parti Socialiste et Apparentés
AMMOUCHE Soraya	Parti Radical de Gauche Nouvelle-Aquitaine
ARGENTON Xavier	Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés
ASTIER Dominique	Parti Socialiste et Apparentés
AUDI Antoine	Les Républicains - CPNT
AVERLAN Joëlle	Parti Socialiste et Apparentés
BARAT Geneviève	Parti Socialiste et Apparentés
BAUDE Vital	Ecologiste et Citoyen - EELV
BAYLE Josie	Mouvement Démocrate – Union Centriste
BEDU Anne-Laure	Parti Socialiste et Apparentés
BEGUIER Vincent	Parti Socialiste et Apparentés
BELOT Nicolas	Les Républicains - CPNT
BERGÉ Mathieu	Pour une Ecologie Populaire et Sociale
BERROYER Jean-Paul	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine

BEYRIS Maryline	Parti Socialiste et Apparentés
BEZIAT Françoise	Les Républicains - CPNT
BITEAU Benoît	Parti Radical de Gauche Nouvelle-Aquitaine
BLANCHARD Gérard	Parti Socialiste et Apparentés
BLANCHÉ Hervé	Les Républicains - CPNT
BLANCO Jean-François	Ecologiste et Citoyen - EELV
BONJEAN Elisabeth	Parti Socialiste et Apparentés
BONNEFONT Xavier	Les Républicains - CPNT
BOUDIÉ Florent	Non inscrit à un groupe
BOUDINEAU Isabelle	Parti Socialiste et Apparentés
BOULTAM Yasmina	Parti Socialiste et Apparentés
BOURDIN Katia	Ecologiste et Citoyen - EELV
BOUSQUET-CASSAGNE Etienne	Rassemblement National
BROUILLE Andréa	Parti Socialiste et Apparentés
BRUN Yveline	Rassemblement National
CASSIN Armelle	Les Républicains - CPNT
CATHUS Christophe	Parti Socialiste et Apparentés
CAVITTE Pascal	Parti Socialiste et Apparentés
CHADJAA Sally	Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés
CHADOURNE Sandrine	Rassemblement National
CHARAÏ Naïma	Pour une Ecologie Populaire et Sociale
CHARBONNEAU Jean-Romée	Rassemblement National

CHARTIER Olivier	Les Républicains - CPNT
CHASSAGNE Christelle	Mouvement Démocrate – Union Centriste
CHAUMERON Lucie	Rassemblement National
CHERET Pierre	Parti Socialiste et Apparentés
CHEYROUX Claudie	Rassemblement National
CIBERT Cyril	Parti Socialiste et Apparentés
CLAVEAU-ABBADIE Charline	Parti Socialiste et Apparentés
COINAUD Pierre	Les Républicains - CPNT
COLOMBIER Jacques	Rassemblement National
COMBRES Maryse	Ecologiste et Citoyen - EELV
CORREIA Eric	Parti Socialiste et Apparentés
CORSAN Jean-Jacques	Parti Socialiste et Apparentés
COSTES Marie	Les Républicains - CPNT
COUTANT Françoise	Ecologiste et Citoyen - EELV
D'AMÉCOURT Yves	Le Mouvement de la Ruralité
DARBON Alain	Parti Socialiste et Apparentés
DAURÉ Jean-François	Parti Socialiste et Apparentés
DE AZEVEDO Aurélie	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine
DE LACOSTE-LAREYMONDIE Jean-Marc	Rassemblement National
DEGUILHEM Pascal	Parti Socialiste et Apparentés
DELCOUDERC-JUILLARD Nathalie	Parti Socialiste et Apparentés
DELPEYRAT-VINCENT Stéphane	Pour une Ecologie Populaire et Sociale

DELRIEUX Benjamin	Parti Socialiste et Apparentés
DERVILLE Sandrine	Parti Socialiste et Apparentés
DESHAYES Maurice-Claude	Parti Socialiste et Apparentés
DIAZ Edwige	Rassemblement National
DINUCCI José	Rassemblement National
DIONIS DU SÉJOUR Jean	Mouvement Démocrate – Union Centriste
DORTHE Philippe	Parti Socialiste et Apparentés
DRAPRON Bruno	Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés
DUBOIS Robert	Rassemblement National
DUFORESTEL Pascal	Parti Socialiste et Apparentés
DURAND Pierre	Les Républicains - CPNT
DURRUTY Sylvie	Les Républicains - CPNT
DUTARET-BORDAGARAY Claire	Les Républicains - CPNT
DUTOYA Emilie	Parti Socialiste et Apparentés
EMON Jacky	Parti Socialiste et Apparentés
ESPAGNAC Frédérique	Parti Socialiste et Apparentés
ESTRADE Hélène	Les Républicains - CPNT
FEKL Matthias	Parti Socialiste et Apparentés
FELTESSE Vincent	Parti Socialiste et Apparentés
FERREIRA Otilia	Mouvement Démocrate – Union Centriste
FLORIAN Nicolas	Les Républicains - CPNT
FONTALIRAN Nathalie	Les Républicains - CPNT

FRANCQ Natalie	Parti Socialiste et Apparentés
FREL Lionel	Ecologiste et Citoyen - EELV
FROPOS Sabine	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine
FROUSTEY Pierre	Parti Socialiste et Apparentés
GAMACHE Nicolas	Ecologiste et Citoyen - EELV
GENDREAU Béatrice	Parti Socialiste et Apparentés
GÉRARD Anne	Parti Socialiste et Apparentés
GERARD Vincent	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine
GUERIN Guillaume	Les Républicains - CPNT
GUILLEMOTEAU Patrick	Parti Socialiste et Apparentés
HARRIBEY Laurence	Parti Socialiste et Apparentés
HAZOUARD Mathieu	Parti Socialiste et Apparentés
HÉNAUT Christelle	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine
HÉRAUD Lydia	Parti Socialiste et Apparentés
HOUDET Christian	Rassemblement National
HUSTAIX Gilles	Rassemblement National
IRATCHET Jean-Michel	Rassemblement National
JACQUILLARD William	Pour une Ecologie Populaire et Sociale
JEANSON Françoise	Parti Socialiste et Apparentés
JOUBERT Florence	Rassemblement National
JUTEL Elisabeth	Pour une Ecologie Populaire et Sociale
KASRI Shamira	Parti Socialiste et Apparentés

LAFFORE Sandrine	Parti Socialiste et Apparentés
LAGRAVE Renaud	Parti Socialiste et Apparentés
LAINEZ Marie-Claude	Mouvement Démocrate – Union Centriste
LAMARA Laurent	Rassemblement National
LAMARQUE Gisèle	Parti Socialiste et Apparentés
LANZI Nathalie	Parti Socialiste et Apparentés
LAOUANI Tarik	Parti Socialiste et Apparentés
LAPORTE Hélène	Rassemblement National
LAPOUGE Christelle	Non inscrite à un groupe
LAPRÉE Véronique	Les Républicains - CPNT
LATOURNERIE Marie-Angélique	Le Mouvement de la Ruralité
LAURENT Patrice	Parti Socialiste et Apparentés
LE GUEN Nathalie	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine
LE YONDRE Nathalie	Parti Socialiste et Apparentés
LEICIAGUEÇAHAR Alice	Ecologiste et Citoyen - EELV
LENFANT Julie	Parti Socialiste et Apparentés
LUMMEAUX BERNARD	Les Républicains - CPNT
MALHERBE Gonzague	Rassemblement National
MARCHAND Régine	Parti Radical de Gauche Nouvelle-Aquitaine
MARENDAT Véronique	Mouvement Démocrate – Union Centriste
MARTY Christine	Droites Indépendantes de Nouvelle-Aquitaine
MESNARD Françoise	Parti Socialiste et Apparentés

METTE Sophie	Mouvement Démocrate – Union Centriste
MINVIELLE Michel	Pour une Ecologie Populaire et Sociale
MOGA Martine	Mouvement Démocrate – Union Centriste
MOLIÉRAC Guillaume	Parti Socialiste et Apparentés
MOREAU Guy	Parti Socialiste et Apparentés
MOTOMAN Laurence	Ecologiste et Citoyen - EELV
MUÑOZ Jonathan	Parti Socialiste et Apparentés
NADAU Marie-Françoise	Les Républicains - CPNT
NAUCHE Philippe	Parti Socialiste et Apparentés
NAYACH Laure	Parti Socialiste et Apparentés
NEMBRINI Jean-Louis	Parti Socialiste et Apparentés
ORVAIN Jérôme	Ecologiste et Citoyen - EELV
OXIBAR Marc	Les Républicains - CPNT
OZSOY Mumine	Ecologiste et Citoyen - EELV
PAGÈS Jean-Louis	Ecologiste et Citoyen - EELV
PALUTEAU Bruno	Rassemblement National
PATIER Christophe	Les Républicains - CPNT
PERREAU Thierry	Ecologiste et Citoyen - EELV
PIEUCHOT Christelle	Parti Socialiste et Apparentés
PINVILLE Martine	Parti Socialiste et Apparentés
PUYJALON Eddie	Le Mouvement de la Ruralité
RABIT Philippe	Le Mouvement de la Ruralité

RAYNAUD Jean-Pierre	Parti Socialiste et Apparentés
REQUENNA Pascale	Mouvement Démocrate – Union Centriste
ROGISTER Thierry	Rassemblement National
ROUÈDE Laurence	Parti Socialiste et Apparentés
ROUSSET Alain - Président -	Parti Socialiste et Apparentés
SABAROT Henri	Parti Socialiste et Apparentés
SABOURIN-BENELHADJ Muriel	Parti Socialiste et Apparentés
SAINTE-MARIE Andde	Parti Socialiste et Apparentés
SAINT-PÉ Denise	Mouvement Démocrate – Union Centriste
SAUVAITRE Daniel	Les Républicains - CPNT
SEBTON Aurélien	Union des Démocrates et des Indépendants et Apparentés
SEGUINAU Christine	Ecologiste et Citoyen - EELV
SIARRI Alexandra	Les Républicains - CPNT
SIMONÉ Maryline	Parti Socialiste et Apparentés
SORE Serge	Parti Socialiste et Apparentés
TAUZIN Arnaud	Les Républicains - CPNT
THIERRY Nicolas	Ecologiste et Citoyen - EELV
TIRANT Benoît	Parti Socialiste et Apparentés
TORTOSA Huguette	Parti Socialiste et Apparentés
TRAPY Nathalie	Parti Socialiste et Apparentés
TRIFILETTI Stéphane	Ecologiste et Citoyen - EELV
TRIJOULET Thierry	Parti Socialiste et Apparentés

TYTGAT Catherine	Parti Socialiste et Apparentés
UTHURRY Bernard	Parti Socialiste et Apparentés
VALKO Odile	Parti Socialiste et Apparentés
VERDIN Alain	Rassemblement National
VEUNAC Michel	Mouvement Démocrate – Union Centriste
VEYSSY Catherine	Parti Socialiste et Apparentés
VICTOR Cyril	Les Républicains - CPNT
VINCENT François	Parti Socialiste et Apparentés
VOLPATO Mireille	Parti Socialiste et Apparentés
WASZAK Reine-Marie	Parti Socialiste et Apparentés
WERBROUCK Séverine	Rassemblement National
WILSIUS Francis	Parti Radical de Gauche Nouvelle-Aquitaine